

Pierre Lepape

Sans Visa/Espace européen

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

ÉDITION SPÉCIALE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15067 - 7 F

SAMEDI 26 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le défi kurde

POUR spectaculaire qu'ait été la série d'actions menées, jeudi 24 juin, dans plusieurs villes d'Europe, par des indépendantistes kurdes, elle ne peut être tenue pour une déclaration de guerre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) aux gouvernements des pays où ont eu lieu prises d'otages et saques. Il s'agit plutôt d'une opération destinée à populariser la cause kurde dans l'opinion publique occidentale. Le but réel est d'amener les dirigeants européens à faire pression sur Ankara pour que le nouveau gouvernement turc, dirigé par M. Tansu Ciller, renonce à sa politique répressive dans le Sud-Est anatolien, où réside la majorité de la dizaine de millions de Kurdes de Turquie.

Le 8 juin, Abdullah Ocalan, le chef de la guérilla indépendantiste, annonçait, depuis la plaine de la Bekaa - sous contrôle syrien - la fin de la phase proclamée unilatéralement trois mois plus tôt par le PKK. Il promettait « un été sanglant » à ses adversaires, affirmant que ses troupes - quelque dix mille combattants armés - allaient s'attaquer à des objectifs économiques et touristiques turcs, dans le pays et à l'étranger. Fraction extrémiste du mouvement national kurde, le PKK tente, par cette fuite en avant dans la violence, de résister à l'offensive généralisée contre ses partisans que semble préparer activement l'état-major de l'armée turque.

MADAME CILLER, le nouveau premier ministre à Ankara, n'est pas disposée à adopter une ligne conciliante à l'égard des séparatistes kurdes. Le gouvernement dont elle devait annoncer vendredi la composition sera, dans ce domaine, « dur comme la pierre », a-t-elle prévenu. On est loin des tentatives de dialogue qui s'étaient amorcées en mars, avec la bénédiction du premier ministre d'alors, Turgut Ozal, aujourd'hui décadé, lorsque, de concert avec les organisations kurdes modérées, on parlait, sinon d'indépendance, du moins de reconnaissance des droits culturels et linguistiques de la minorité kurde de Turquie. Aujourd'hui, dans les deux camps, ce sont les « faucons » qui tiennent le haut du pavé : à Ankara, les militaires désireux d'annuler les séparatistes, et chez les Kurdes les hommes d'Abdullah Ocalan soutenus en sous-main par la Syrie.

Si le scénario de violence et de mort annoncé devait devenir réalité, les populations civiles de cette région déshéritée des confins en seraient une nouvelle fois les premières victimes. Les Kurdes, répartis entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et dans une moindre mesure la Syrie, appartiennent à cette catégorie de peuples sans État que l'on peut compter parmi les « perdants de l'histoire ».

OUBLIÉS lors de la constitution des États-nations modernes, ils sont soumis à des pressions assimilatrices, particulièrement en Turquie. Des conflits, qui ne les concernent pas directement - la guerre du Golfe - en a fourni l'exemple - se traduisent fatalement pour ces populations par un surcroît de souffrances.

Comme si cela n'était pas suffisant, certains pays de la région, comme l'Iran, se prétendent les « amis » des Kurdes, utilisent les aspirations de ce peuple pour faire pièce aux ambitions de la Turquie. Oubliez à se désolidariser d'eux lorsqu'ils s'aperçoivent que la montée du sentiment autonomiste, voire indépendantiste, risque de s'étendre aux populations kurdes placées sous leur autorité.

Lire nos informations page 3

M0147 - 0826 0 - 7.00 F



Une réunion économique et monétaire annulée

Les frictions se multiplient entre la France et l'Allemagne

Les relations franco-allemandes traversent une période de frictions. Le Conseil économique et financier franco-allemand, qui devait se réunir à Paris vendredi 25 juin, a été annulé à la dernière minute à la suite de déclarations d'Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, annonçant une discussion sur une « baisse concertée des taux d'intérêt en France et en Allemagne ». La déclaration de M. Alphandéry a été perçue à Bonn comme un « diktat » et provoque un certain embarras à Paris.

FRANCFORT

de notre correspondant

Opposition ancienne sur la Bosnie, affrontement larvé sur l'agriculture depuis plusieurs mois, divergences notables d'analyse sur le GATT et le libre-échange, grave différend sur les télécommunications il y a quelques jours et tension renouvelée sur la politique monétaire, les relations franco-allemandes traversent une passe difficile. L'annulation à la dernière minute par le ministre des finances allemand, Theo Waigel, de la rencontre prévue à Paris vendredi

25 juin du conseil économique et financier franco-allemand, vient comme le soldo de l'addition des points de friction. Même si l'intention du « couple moteur de l'Europe », solide de plus de trente ans de coopération, n'est en aucune façon menacée, les mésententes sont avivées par la crise économique. La politique monétaire redevient, avec la politique commerciale, le premier sujet d'inquiétude.

ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite et le billet de FRANÇOISE LAZARE page 18

La gestion de la BERD

Jacques Attali a démissionné

Jacques Attali, qui présidait la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) depuis la création de cette institution, a démissionné vendredi 25 juin après diverses révélations sur sa gestion.

Après deux mois de polémiques sur les dépenses et la gestion de la BERD, Jacques Attali a annoncé sa démission. Vendredi 25 juin, le Financial Times révélait que l'ancien conseiller spécial du président de la République française avait touché des émoluments substantiels lors d'un discours à Tokyo et se serait fait rembourser deux fois un billet d'avion pour Tokyo. La polémique autour de M. Attali illustre les difficultés de la mise en route de la BERD, chargée d'assister, de Londres, l'Europe de l'Est dans sa transition.

Lire page 24

La tentation national-communiste

En France comme en Russie, des anciens staliniens et des intellectuels d'extrême droite rêvent d'une « troisième voie » rouge et brune

par Olivier Biffaud et Edwy Plenel

Ce sont trois histoires grimaçantes pour une fin de siècle à la dérive.

La première se passe entre Paris et Moscou, via l'ex-Yougoslavie, et a pour héros Edward Limonov, écrivain russe établi en France, hier « dissident » en URSS, contraint à un exil forcé en 1974. « A vous, voulez-vous que je rapporte le nouveau drapeau rouge-brun du mouvement national-communiste ? » En perspective d'un prochain voyage à Moscou, la question est posée par Limonov à son intervieweur du Choc du mois. Publié dans le numéro de juillet-août 1992 du mensuel d'extrême droite et intitulé « Edward Limonov sous les drapeaux du national-communisme », l'interview est menée par Patrick Gofman qui se vante de voter PCF tout en collaborant au mensuel lepéniste. Limonov y déclare notamment ceci : « Si on peut

parler de « flirt » entre nationalistes et communistes en France, en Russie c'est déjà une alliance inscrite dans la réalité politique et quotidienne. (...) Nous vivons l'époque d'un changement radical des alliances, partout de nouvelles barricades sont en construction et nous les défendons, ces barricades, avec de nouveaux frères d'armes. »

De ce point de vue, Limonov n'hésite pas à payer déjà de sa personne, kalachnikov au poing. Dans le numéro suivant du Choc (septembre 1992), il est en Transnistrie, aux côtés des milices russes-phones en guerre contre les Moldaves - « Nous escaladons des escaliers dans l'obscurité. Enfonçons les portes silencieuses. (...) Je prends pleinement part à l'opération. J'ouvre des placards, j'inspecte un balcon, je commande à une vieille dame : « Ouvrez cette valise ! »

Lire la suite page 12

Football : présomption de corruption

QUOI ? PAS RÉGLEMENTAIRE MON BALLON ? PREMIÈRE NOUVELLE !! ?



Un joueur de Valenciennes avoue avoir reçu de l'argent pour un match contre Marseille

Lire page 14

Les lendemains du socialisme

On a peut-être enterré trop vite la gauche

par André Fontaine

Time était peut-être allé un peu vite en titrant tranquillement « consumés » (Burnt out), au lendemain des élections françaises, une revue de détail de la situation des socialistes européens. Malgré les « affaires » et un taux de chômage record, Felipe Gonzalez s'est fait reconduire au poste qu'il occupe depuis près de onze ans. Contrairement à des affirmations répétées, l'Espagne n'est pas seule, dans la Communauté, à avoir un premier ministre socialiste : c'est à nouveau, depuis cet hiver, le cas du Danemark. Si elle n'était pas si éloignée de l'Europe, on citerait également

l'Australie, où, résistant aux aussi à la crise économique et à l'usure du pouvoir, les travaillistes ont obtenu en janvier un nouveau mandat de leurs concitoyens. Leurs camarades irlandais avaient de leur côté doublé le nombre de leurs voix aux législatives de novembre, et les dernières estimations, en Grande-Bretagne, créditent le Labour de 44 à 49 % des intentions de vote, la cote des conservateurs n'ayant jamais été si basse depuis que Gallup, il y a quelque soixante ans, a inventé les sondages.

Le chef du SPD allemand a certes dû démissionner à la suite d'un scandale dans lequel il était impliqué, mais plusieurs ministres

de Helmut Kohl ont été contraints d'en faire autant, et la meilleure chance qu'aurait leur parti, passablement déshabillé, de se survivre serait sans doute, à terme, de ressusciter la « grande coalition » qui l'avait associé jadis à celui de Willy Brandt.

Reste bien sûr l'Italie, où le PS fait figure de principale victime de la fameuse opération « Mains propres ». Mais l'ancien parti communiste « refondé » a vu le nombre de ses voix s'accroître de 50 % en un an aux municipales de Milan et de Turin, et un sondage récent a montré qu'il pourrait bien venir en tête en cas d'élections générales.

Lire la suite page 4

Les Verts divisés sur leur stratégie

Tandis que les amis d'Antoine Waechter campent sur une ligne d'autonomie, Dominique Voynet, dans un entretien au Monde, souhaite que les écologistes se donnent pour mission de « féconder l'opposition ».

Page 10

Dix-sept morts dans l'incendie d'une clinique

Le bilan provisoire, vendredi matin 25 mai, de l'incendie de la clinique psychiatrique de Bruz, près de Rennes, était de dix-sept morts, deux disparus et trente-cinq blessés.

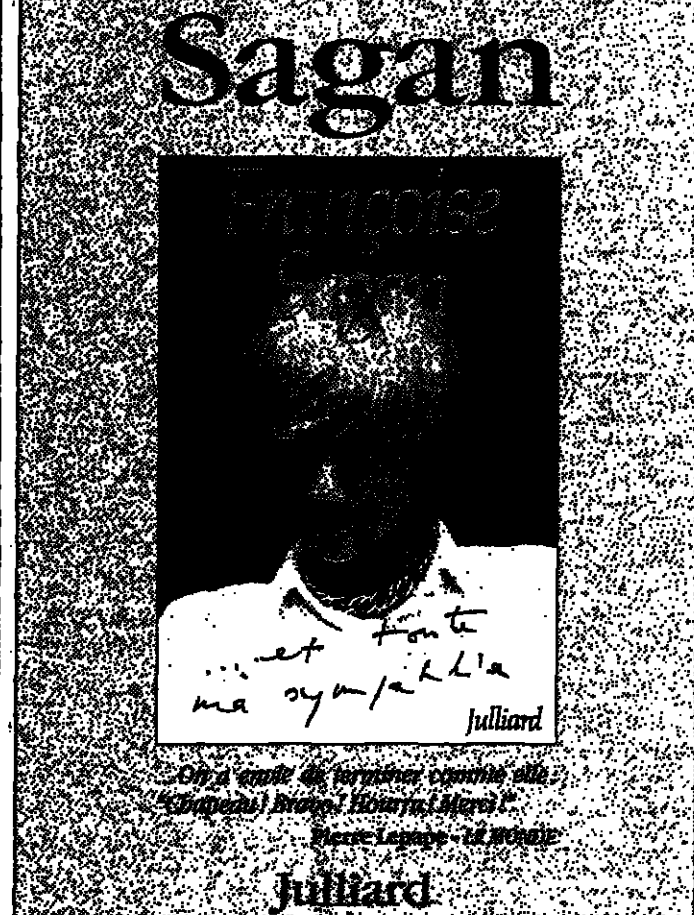
Page 24

Les fêtes du cinéma

La Fête du cinéma aura lieu dans quelque cent trente villes les 27, 28 et 29 juin et pour la première fois, un festival du film français a eu lieu au Japon, où quatorze œuvres ont été présentées, des Nuits fauves aux Visiteurs.

Page 15

Le sommaire complet se trouve page 24



La croix du clergé français

L'Eglise divisée sur les solutions à apporter à la pénurie de prêtres

par Henri Tincq

« Imaginez-vous une entreprise où les trois quarts du personnel auraient plus de soixante ans et où les patrons resteraient sans réaction ? C'est la situation du clergé français. » Caricature, la comparaison tentée par ce prêtre n'est pas pour autant infondée. L'épiscopat français a pris au sérieux la lettre ouverte d'une cinquantaine de membres du clergé alsacien déplorant leurs conditions de vie (le Monde du 6 avril), ainsi que le souhait, exprimé dans des synodes diocésains, d'une ouverture des ministères ordonnés (sacerdoce, diaconat) à des hommes mariés, voire à des femmes. Mais sa réponse, rendue publique jeudi 17 juin, montre que le malentendu demeure entier (le Monde du 19 juin).

A l'égard des prêtres, les réactions des catholiques vont de l'admiration à l'apitoiement. Ils ont servi la société en formant des générations de militants pour le syndicalisme et pour la politique.

Dans les « patros » d'autrefois et les mouvements, ils ont joué un rôle d'encadrement des jeunes, dont les associations, même laïques, dans les banlieues chaudes, ont encore la nostalgie. Ils continuent d'assurer le « service public du rite » - les offices, les baptêmes, les communions, les mariages, les enterrements - tout en animant des réseaux d'éducation et de solidarité. Et ces « smicards » de l'Evangile n'ont d'autre compensation financière que le maigre denier de leurs fidèles.

Les prêtres - moins de 30 000 en France - sont au bout du rouleau. Ce n'est pas nouveau, mais un seuil critique est franchi. Ils commencent à s'en plaindre tout haut. Ce n'est pas un coup de colère passager, ni une déprime, encore moins une rébellion contre des orientations de l'Eglise, comme Echanges et Dialogue après le concile. « Les prêtres ne sont plus agressifs, ils sont vides », dit l'un d'eux.

Lire la suite page 13

ÉTRANGER

Dans une action concertée en France, en Suisse et en Allemagne

Des indépendantistes kurdes ont envahi des missions diplomatiques turques

Des militants indépendantistes kurdes, à l'instigation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont livrés, jeudi 24 juin, à une action concertée visant les représentations diplomatiques et les intérêts économiques de la Turquie en Europe occidentale. Les incidents les plus graves se sont produits devant l'ambassade de Turquie à Berne, où des agents de sécurité de l'ambassade ont tiré sur les manifestants kurdes, tuant l'un d'eux. A Munich, un groupe, affirmant être armé, a retenu le personnel du consulat en otage pendant près de vingt heures. A Marseille, un commando a fait de même pendant trois heures dans les locaux du consulat de Turquie. Des attaques d'entreprises turques, comme Turkish Airlines, étaient par ailleurs signalées à Copenhague, Stockholm et Londres, ainsi que dans une vingtaine de villes allemandes.

Jeudi matin, peu avant 10 heures, trois hommes et deux femmes jeunes avaient pénétré le plus normalement du monde dans les locaux du consulat de Turquie à Marseille, après avoir sonné à la porte qui donne sur l'avenue du Prado, nous rapporte notre correspondant, Jean Contrucci. Aussitôt entrés dans la pièce du rez-de-chaussée, où se trouvaient six personnes, dont deux agents consulaires, l'un des hommes menaçait : « C'est une prise d'otages, nous avons des bombes ».

En fait, le commando possédait trois bombes lacrymogènes retrouvées par les policiers quand tout fut fini. Le système de surveillance avait permis à Taylan Izmirli, conseiller culturel de l'ambassade de Turquie à Marseille, et à ses collaborateurs, de trouver refuge dans une pièce du premier étage. Des renforts importants de police isolèrent les bâtiments du consulat, tandis que s'amorçaient les premiers contacts.

François Filiatre, préfet de police, a accepté la demande des membres du commando que deux d'entre eux puissent s'exprimer devant micros et caméras, ce qu'ils ont fait durant cinq minutes, peu avant 13 heures. Tous les membres du groupe sont ensuite sortis en même temps que la dizaine d'otages qu'ils retenaient. « Nous ne sommes pas des terroristes. Nous voulons parler à la presse pour dénoncer ce qui se passe chez nous chaque jour ».

Un manifestant tué à Berne

En Suisse, nous rapporte notre correspondant à Berne Jean-Claude Buhner, les opérations menées dans plusieurs villes par des opposants kurdes contre des représentations turques ont pris un tour particulièrement violent. A Berne, un manifestant a trouvé la mort et huit personnes ont été blessées lors d'une fusillade qui a éclaté dans la matinée aux abords de l'ambassade de Turquie. A Genève et à Zurich, des manifestants s'en sont pris simultanément aux consulats de Turquie et à d'autres établissements.

Le ton est rapidement monté entre Berne et Ankara, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité de ces incidents. A Genève, une quinzaine de personnes ont tenté d'occuper le consulat mais sans parvenir à entrer dans les bureaux. Sept d'entre elles ont été interpellées, tandis que les autres avaient déjà quitté les lieux avant l'arrivée de la police. A Zurich, à peu près au même moment, vers 10 heures du matin, quelque soixante-dix manifestants ont saccagé le hall du consulat avant d'assiéger une agence de voyages et une banque turques situées à proximité. Des heurts entre Turcs et Kurdes ont ensuite été signalés dans la centre-ville. La Suisse compte près de 70 000 ressortissants turcs.

Les incidents les plus graves se sont déroulés à Berne quand une soixantaine de Kurdes ont tenté de pénétrer de force dans l'ambassade de Turquie. Des coups de feu ont alors été tirés, vraisemblablement de l'ambassade, à en croire des témoins cités par la police. Au cours de la fusillade, un manifestant a été tué, six autres blessés dont un grièvement, tandis qu'un policier a reçu une balle dans un genou. Une pierre a atteint un employé de l'ambassade. La police a indiqué qu'elle n'avait pas trouvé

d'armes sur les quatre-vingt-cinq manifestants arrêtés mais qu'elle avait recueilli des douilles à l'intérieur de l'ambassade. Un état-major de crise a été mis en place par les autorités helvétiques et une enquête ouverte afin de déterminer les circonstances exactes des faits et si des coups de feu ont réellement été tirés de l'ambassade de Turquie. Dans un communiqué, le Conseil fédéral a condamné « résolument » ces actes de violence. « La Suisse », indique-t-il, « attend que toutes les parties concernées, l'ambassade de Turquie également, fassent le nécessaire pour faciliter le déroulement de l'enquête et mieux juger les responsables selon le droit suisse ».

Cette affaire n'a pas manqué de provoquer de sérieuses frictions entre Berne et Ankara. Malgré une demande expresse du gouvernement suisse, la police fédérale n'a pas été autorisée à entrer dans l'ambassade, ni à se faire remettre d'éventuelles armes pour les besoins de l'enquête. Le ministre suisse des affaires étrangères avait donné jusqu'à jeudi soir à 18 heures à l'ambassadeur de Turquie pour renoncer à son immunité diplomatique, faute de quoi il serait convoqué pour s'expliquer. Pour l'instant, ces démarches sont restées vaines. Au contraire, Ankara a convoqué l'ambassadeur de Suisse en Turquie et réclame l'arrestation et l'extradition de tous les participants à ces opérations de protestation.

Prise d'otages à Munich

En Allemagne, nous indique notre correspondant à Berlin, Henri de Bresson, une vingtaine de villes ont été le théâtre d'actions menées par des indépendantistes kurdes. Un commando de treize hommes armés a tenu les autorités en haleine toute la journée et jusqu'à tard dans la nuit à Munich. Entré dans l'immeuble du consulat général de Turquie à l'ouverture des portes, le commando, qui avait pris le nom de « groupe d'auto-libé-

ration », avait pris en otages une vingtaine de personnes, membres du personnel et visiteurs. Il exigeait que le chancelier Kohl intervienne publiquement à la télévision pour dénoncer la politique du gouvernement turc contre les Kurdes. Après la libération en début de soirée des femmes prises en otages, des négociations ont été menées directement sur place par l'un des collaborateurs du chancelier Kohl, Bernd Schmidbauer, secrétaire d'Etat à la chancellerie. Elles ont abouti finalement dans la nuit à la reddition des membres du groupe, qui ont été emmenés dans des véhicules de police. A Bonn, le ministre de l'Intérieur, Rudolf Seiters, avait indiqué auparavant que

le gouvernement n'avait aucune intention de céder au chantage et réaffirmé qu'il n'était pas tolérable que des groupes politiques étrangers menent leur lutte politique sur le sol allemand.

Quelques dizaines de militants kurdes avaient manifesté dans la matinée à Bonn devant l'ambassade de Turquie en Allemagne. Il n'y a pas eu d'incidents. Mais dans de nombreuses autres villes, des commandos s'en sont pris à des succursales de banques et des magasins turcs, qui ont été saccagés. A Hambourg, des manifestants ont tenté de prendre d'assaut le consulat général. Plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées dans la journée.



Estimés à plus de 20 millions en l'absence de recensement précis, les Kurdes sont répartis entre la Turquie (10 millions), l'Irak (8 millions), le Liban (3 millions), la Syrie (800 000) et certaines républiques de l'ex-Union soviétique (350 000).

Ils ont longtemps, toutes origines confondues, aspiré à un Kurdistan indépendant, promis par le traité de Sèvres en 1920, mais dont le projet fut purement et simplement annulé par le traité de Lausanne en 1923.

Aujourd'hui, seul le PKK continue de réclamer l'indépendance. Les Kurdes d'Irak, qui jouissent d'une autonomie, protégée par la coalition occidentale depuis la fin de la guerre du Golfe, affirment désormais aspirer à être partie d'un Etat fédéral irakien. Ils ont récemment repoussé des combattants du PKK, installés sur leur territoire et poussés par l'armée turque. L'Irak, quant à lui, a récemment relancé la répression contre les bases des Kurdes irakiens dans le Kurdistan irakien, alors même que la plus grande partie des Kurdes irakiens ne revendique plus la séparation.

AZERBAÏDJAN

Le Parlement prive le président élu de tous ses pouvoirs

Le Parlement restreint de l'Azerbaïdjan (le Milli-Mejlis) a destitué dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 juin le président Aboulfaz Elchibey de tous ses pouvoirs et les a remis au président du Parlement, l'ex-dirigeant communiste Geydar Aliyev. Le vote, acquis par 33 voix pour, trois contre et une abstention, a été dénoncé comme un « coup d'Etat » par le président élu. Le Milli-Mejlis a également révoqué le président élu Elchibey et a nommé à sa place le président du Parlement, Geydar Aliyev. Ce dernier, toujours réfugié dans son village natal

de Nakhitchevan, avait auparavant proposé de remettre à M. Aliyev ses pouvoirs sur l'armée et la police, en gardant ceux de signer les lois et décrets et de diriger la politique étrangère, ce que le Parlement a jugé anticonstitutionnel.

La Turquie a officiellement appelé jeudi les membres de la CSCE à soutenir le président élu Elchibey et à affirmer qu'elle appuiera « les organes légitimes du pays » en cas où ils seraient révoqués de façon non démocratique. Aussi, ce dernier reste en poste d'un point de vue juridique

dans l'attente d'un rapport d'enquête sur la mort de soixante-dix personnes lors des combats de Gandja, le fief du « colonel rebelle » Goussiev qui exige toujours la démission de M. Elchibey. Le vote s'est déroulé dans un climat tendu après l'annonce de l'assassinat à Gandja de trois partisans du président Elchibey, que ce dernier avait nommés à la direction de la deuxième ville du pays avant de s'enfuir de Bakou « pour éviter une guerre civile ». (AP, Inter-Tass.)

ESPAGNE

Les Catalans refusent de participer au gouvernement de M. Gonzalez

Il est maintenant tout à fait clair que les Catalans ne participeront pas au prochain gouvernement, à moins d'un retournement imprévisible. Jordi Pujol, président de la Généralité (gouvernement) de Catalogne est venu faire part de son refus à Felipe Gonzalez, président du gouvernement, jeudi 24 juin.

MADRID

de notre correspondant

Le président de Convergence et Union (CIU), formation catalane qui a obtenu dix-sept sièges lors des élections générales du 6 juin, a repoussé la signature d'un pacte de législature qui permettrait au PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) d'avoir une majorité stable au Congrès des députés puisqu'il lui manque juste dix-sept sièges pour atteindre la majorité absolue.

Jordi Pujol n'est disposé qu'à signer des accords ponctuels dans des domaines précis. De cette seconde entrevue en une semaine, il n'est rien sorti de concret sinon la décision de créer une commission mixte chargée d'étudier les programmes des deux partis et de rechercher les points de convergence, notamment dans le

domaine économique et le statut des communautés autonomes afin d'aboutir à une sorte de programme commun.

Les instances dirigeantes de CIU ont exigé des socialistes qu'ils acceptent la totalité du programme des Catalans pour, éventuellement, envisager de participer au pouvoir. Une exigence qualifiée d'« absurde » par certains responsables du PSOE, qui estiment qu'un parti qui a obtenu cent cinquante-neuf sièges ne peut adopter en bloc les propositions

Rectificatif. — Dans l'article sur l'ETA publié dans le Monde du 23 juin, une erreur nous a fait écrire que Herri Batasuna avait obtenu « 47 489 voix supplémentaires aux élections du 6 juin dans le Pays basque » par rapport au scrutin de 1989, soit 175 145 votes en 1993 et 126 646 en 1989. Il fallait lire 186 646 en 1989 au lieu de 126 646. Herri Batasuna a donc obtenu 11 501 voix de moins. Le score total (Pays basque et Navarre) reste le même, soit un recul de 11 000 suffrages en dépit d'une participation beaucoup plus importante.

d'une formation qui n'en a que dix-sept. Le ton de Jordi Pujol a été particulièrement ferme. De plus, le président catalan a subordonné le vote d'investiture du nouveau président du gouvernement à l'obtention pour la Catalogne de 15 % de l'impôt sur le revenu. Felipe Gonzalez devait recevoir, vendredi 25 juin, Javier Aznar, le président du PNV (Parti nationaliste basque) auquel il a également proposé de faire partie du gouvernement.

MICHEL BOLE-RICHARD

Ankara « sera dur » comme la pierre » avec le PKK

ISTANBUL

de notre correspondant

Tansu Ciller était radieuse, jeudi matin 24 juin. La journée avait bien commencé. Le nouveau premier ministre venait de signer un protocole d'accord avec le Parti populaire social-démocrate (SHP), qui marquait une première étape vers la formation de son gouvernement de coalition. Mais les opérations spectaculaires des Kurdes dans divers pays d'Europe l'ont vite rappelée à la dure réalité et aux difficultés auxquelles elle va être confrontée.

Outrées par les attaques des Kurdes, les autorités turques ont donné libre cours à leur colère. Le ministère des affaires étrangères affirme que, mis au courant des opérations de commando qui se préparaient, voici une semaine, il avait demandé aux gouvernements européens de renforcer les mesures de sécurité autour des bâtiments turcs. Mais cette démarche a été démentie par l'un des pays concernés. L'Allemagne et, dans une moindre mesure, la Suisse ont été critiquées pour leur réaction jugée trop tardive. « A Munich, la police n'a été déployée que deux heures après l'attaque. C'est inacceptable », a regretté un porte-parole du ministère.

Opérations de ratisage

L'occupation des divers bâtiments consulaires en Europe est maintenant terminée, mais les retombées de l'opération du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste), d'une ampleur sans précédent, se feront ressentir pendant longtemps. Les autorités ont envisagé de demander l'extradition des suspects kurdes aucune demande officielle n'avait été encore formulée. Le gouvernement poursuit ses contacts diplomatiques pour s'assurer que les auteurs de ces attaques seront bien appréhendés et sévèrement punis. Ces actions ont également confirmé que le PKK, qui serait selon l'armée turque très affaibli militairement, a gardé les moyens de mettre ses menaces à exécution. Le 3 juin, lors d'une conférence de presse, Abdullah Ocalan, le dirigeant du mouvement, avait averti que le PKK s'en pres-

draient désormais aux cibles touristiques et économiques turques.

Où frapperont-ils la prochaine fois ? Telle est la question que beaucoup se posent aujourd'hui en Turquie. Si les Kurdes espèrent ainsi assouplir la position du gouvernement turc à leur égard, ils se sont trompés. Ces attaques n'ont fait que conforter la position des militaires, déterminés à anéantir le PKK. Depuis l'attaque de Bingöl qui avait coûté la vie, le 24 mai dernier, à trente-trois jeunes recrues en civil, l'armée influence nettement la politique de la Turquie dans le Sud-Est anatolien. Les partisans de la solution politique se sont fait rabrouer par les « faucons » qui n'avaient jamais cru à la sincérité du cesse-le-feu annoncé en mars par le PKK. Plus de trois cent vingt personnes ont perdu la vie dans le Sud-Est anatolien depuis cette date tournant du conflit. Au cours des derniers jours, des dizaines de véhicules militaires, transportant des troupes de commando et du ravitaillement, se sont dirigés vers la frontière irakienne où de nombreux blindés ont déjà été rassemblés en prévision d'un assaut massif contre le PKK. L'approche de cette vaste opération a peut-être incité le PKK à manifester en Europe.


Les récentes opérations de ratisage se sont limitées au territoire turc. Mais il est possible que l'armée s'aventure à nouveau dans les montagnes du nord de l'Irak. Bien qu'aucune attaque n'ait été lancée à partir de l'Irak depuis l'offensive conjointe des peshmergas kurdes irakiens et de l'armée turque en octobre 1992, de nombreux combattants du PKK auraient regagné les camps dont ils avaient été expulsés. L'épreuve de force sanglante paraît à beaucoup inévitable, même si certains hauts fonctionnaires demeurent convaincus que la force ne résoudra jamais le problème kurde. M^{me} Ciller a déjà expliqué que son gouvernement serait « dur comme la pierre » à l'égard des séparatistes kurdes. Mais elle a également fait quelques déclarations plus conciliantes. Selon le quotidien Sabah, elle aurait décidé de tenir la première réunion de son cabinet à Hakkarî, dans le Sud-Est anatolien.

NICOLE POPE

JACQUES RUFFIÉ

JACQUES RUFFIÉ

NAISSANCE DE LA MÉDECINE PRÉDICTIVE



EDITIONS ODILE JACOB

160 F 480 p.

EUROPE

BOSNIE : la poursuite des pourparlers à Genève et le commandement du général français Jean Cot

Accord serbo-croate pour une confédération

Les leaders serbe et croate de Bosnie, Radovan Karadzic et Mate Boban, sont tombés d'accord, jeudi 24 juin à Genève, sur la formation d'une confédération de trois entités ethniques en Bosnie-Herzégovine et ont invité les musulmans à s'y rallier. Les médiateurs de la conférence, David Owen et Thorvald Stoltenberg, ont prié le président bosniaque, Alija Izetbegovic, de ne plus boycotter les pourparlers et de venir la semaine prochaine à Genève.

« La bonne nouvelle, c'est que les Serbes et les Croates ont définitivement accepté l'idée d'une confédération. Il est de l'intérêt des musulmans de venir à la même table, pour le bien de la paix et de la stabilité. Nous les invitons à nous rejoindre le plus tôt possible », a déclaré M. Karadzic à l'issue d'une réunion avec M. Boban et les médiateurs.

David Owen a demandé aux plus hauts dirigeants musulmans, à commencer par le président Alija Izetbegovic, de s'associer, la semaine prochaine, aux pourparlers de Genève avec les Serbes et les Croates pour conclure un accord de paix.

La Bosnie pourrait être « littéralement ébranlée et détruite » si le conflit continue encore longtemps, a-t-il estimé. « Les Serbes et les Croates travaillent actuellement sur des plans, et ce qui manque, ce sont les musulmans de Bosnie. Et ils doivent venir ». De son côté, Radovan Karadzic a réaffirmé, avant de rencontrer les médiateurs internationaux et Mate Boban, qu'il était prêt à donner aux musulmans « des terres en échange de la paix ». « Nous sommes prêts à aider les musulmans à avoir un Etat viable », a-t-il dit ; nous voulons que les musulmans nous parlent. (...) « Nous sommes prêts à céder du terrain. Les musulmans auraient quarante villes, la partie la plus viable du pays. Nous voulons la paix immédiate ». David Owen a, quant à lui, indiqué qu'il n'existait encore aucune carte sur le redécoupage de la Bosnie. « Il n'y a

rien que des gribouillages sur des bouts de papier ».

A New-York, les cinq membres non alignés du Conseil de sécurité ont obtenu la mise au vote d'une résolution autorisant à la fois la levée de l'embargo sur les armes en faveur des musulmans bosniaques et des attaques aériennes contre les armes lourdes serbes. Ce vote devait avoir lieu vendredi, écrit notre correspondant, Afshar Basir Pour, mais le résultat négatif - paraît acquis : il faut huit voix favorables pour adopter une résolution, or au moins huit membres, dont quatre permanents, s'abstiendront. La France, la Grande-Bretagne, la Russie et la Chine ont décidé de ne pas opposer leur veto à la résolution car, avec les abstentions de l'Espagne, du Japon, du Brésil et de la Nouvelle-Zélande le texte ne passera pas.

« Déclaration spéciale » à Vienne

Tout en sachant que leur résolution n'a aucune chance d'être adoptée, le Pakistan, qui préside le groupe musulman, le Maroc, Djibouti, le Venezuela et le Cap-Vert, avec le soutien des Etats-Unis, veulent que leur « volonté d'aider la Bosnie avant sa désintégration soit connue de tous ». Le texte tel qu'il circulait, jeudi soir, réaffirme « la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique » de la Bosnie.

L'ambassadeur Jamsheed Marker du Pakistan a rappelé que les treize résolutions prises par le Conseil de sécurité depuis le début du conflit en Bosnie sont restées lettre morte. Selon lui, la résolution proposée par les non-alignés n'est que « la reconnaissance du droit inhérent d'un Etat membre de se défendre selon l'article 51 de la charte des Nations unies ».

Mais les Européens restent extrêmement sceptiques. « La levée de l'embargo revient à la division totale de la Bosnie-Herzégovine », explique un diplomate occidental. Ils insistent sur la création des « zones de sécurité ». Selon des diplomates, le secrétaire de l'ONU, chargé par le Conseil d'or-

ganiser le déploiement des troupes pour la protection des six zones musulmanes, « traite les pieds d'une façon incroyable ». « Mais la triste réalité, réplique-t-on au secrétariat, est que les Nations unies dépendent des pays pour leurs ressources et qu'à ce jour pas un seul pays ne nous a annoncé combien de troupes ni quel équipement ils sont disposés à envoyer en Bosnie. Le jour où nous disposerons de ces informations, nous agirons sans délai ».

A Vienne, où la Conférence mondiale sur les droits de l'homme touche à sa fin, l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui groupe cinquante et un Etats membres, a réclaté, jeudi 24 juin, en violation du règlement intérieur, l'adoption d'une « déclaration spéciale » sur la Bosnie, rapporte notre envoyée spéciale, Isabelle Vichnic. Après bien des incidents de procédure et des discussions de couloir, le texte de l'OCI a été adopté, à l'issue d'un vote par appel nominal, par 88 voix (soit les 51 pays de l'OCI plus 37 autres) contre 1 (Russie) et 54 abstentions (dont la France et les Etats-Unis). L'Organisation de la conférence islamique demande que « la conférence condamne catégoriquement (...) l'agression serbe contre la population musulmane et croate de la République de Bosnie (qui constitue un génocide) ». Par conséquent, le Conseil de sécurité est prié « d'empêcher et de réprimer le génocide dans la République de Bosnie ; de mettre simultanément en œuvre les mesures efficaces pour refouler l'invasion ; de lever l'embargo sur les armes décrié contre la République de Bosnie (...) ; de permettre à tous les réfugiés et personnes expulsées ou déplacées de regagner en sécurité leurs foyers ».

Ce résultat a été accueilli par des applaudissements nourris. Toutefois, certains de ceux qui se sont abstenus nous ont affirmé l'avoir fait par scepticisme quant à la sincérité de l'OCI : ses membres sont prodigues en paroles, mais se sont montrés jusqu'à présent peu solidaires en matière d'aide humanitaire aux populations bosniaques.

Pour la première fois, l'ONU va confier la mission de commander 25 000 « casques bleus » à un membre permanent du Conseil de sécurité

En prenant la tête des vingt-cinq mille « casques bleus » sur le territoire de l'ex-Yugoslavie, le général français Jean Cot va devenir le premier commandant d'une mission « onusienne » aussi importante que soit originaire d'un des cinq Etats membres permanents du Conseil de sécurité depuis la création de l'ONU en juin 1945. Jusqu'alors, par souci d'impartialité, les Nations unies privilégiaient - hors missions d'observation - le choix d'un officier venant d'Etats du tiers-monde ou d'Etats neutres pour commander des forces sur le terrain. Le seul précédent remonte au tout début de l'intervention de l'ONU, en 1948, à Chypre, où, pour s'interposer entre Grecs et Turcs, il a été fait appel à un état-major britannique, à cause des bases militaires que le Royaume-Uni détenait sur l'île.

Sur ce total de vingt-cinq mille « casques bleus », la France, avec les renforts annoncés jeudi 24 juin (le Monde du 25 juin), devrait aligner cet été un contingent global de quelque six mille trois cents hommes répartis, pour l'essentiel, en Bosnie, et, secondairement, en Croatie. Les renforts proviennent du 21^e régiment d'infanterie de marine (RIMA), stationné à Fréjus, ville dont le maire est aussi le ministre de la défense, François Léotard ; du 1^{er} régiment de hussards parachutistes (RHP) de Tarbes, qui fournit des chars légers à roues Saurat armés d'un canon de 90 mm ; de la 6^e division légère blindée (DLB) et du groupement des commandos de l'air, à Nîmes. Les premiers vagues de ces renforts arriveront à Split (Croatie), le 4 juillet, à bord du transport Foudre.

Prévu pour la protection des zones de sécurité instaurées par l'ONU en Bosnie, ce dispositif français sera concentré sur Bihac (mille trois cents hommes) et Sarajevo (deux mille trois cents hommes), où la France participera à la création d'une brigade avec des contingents étrangers. Outre des détachements à Split, Oran (Algérie) et à Sarajevo, la France maintient un bataillon de soutien logistique (mille

deux cents hommes) à Zagreb, mais elle a demandé à l'ONU d'en organiser la relève avant la fin de cet automne.

Des discussions sont en cours entre l'ONU, l'OTAN et la France pour le déploiement en Italie d'avions d'attaque au sol chargés des « frappes » aériennes défensives en protection des « casques bleus » de Bosnie. Besis nous doute à Rivolto, huit jagers français participeraient à cette mission. « Des règles d'ouverture du feu existent » pour les troupes à terre, a précisé le général Philippe Mercuri, chef des opérations à l'état-major des armées, et le « premier principe » de ces avions « devra répondre à une agression significative délibérée ».

A Sarajevo, le général Philippe Morillon, qui va quitter ses responsabilités à la tête des « casques bleus » de Bosnie, a indiqué, jeudi

24 juin, que son départ sera « une bonne chose ».

Il fait désormais « un regard neuf », a-t-il estimé, dans la mesure où il y aura « un changement important d'évolution dans ce pays ». « Je quitterai Sarajevo, a ajouté le général Morillon, qui est en Yugoslavie depuis quinze mois et plus spécialement en Bosnie depuis octobre 1992, avec un sentiment d'avoir beaucoup reçu et d'avoir un peu donné ».

Interrogé sur le bilan de son action, il a répondu qu'il ne revenait pas d'en juger. « C'est à la population de le faire, a-t-il expliqué. Nous ne devons pas être hantés de ce que nous avons fait. Il ne faut pas réviser l'histoire. Quand nous sommes arrivés, la paix régnait. Mais nous avons fait ce qu'on nous a demandé de faire. Notre ambition est d'établir un cessez-le-feu durable ».

« Appelez le peuple à résister à la barbarie »

demandent des théologiens orthodoxes au patriarche de Belgrade

Treize théologiens orthodoxes viennent d'adresser une lettre au patriarche Pavle de Serbie pour lui exprimer leur inquiétude après l'arrestation de Vuk Draskovic, chef de l'opposition en Serbie, et l'aggravation de son état de santé (1). Ils appellent le patriarche de Belgrade à lutter contre « l'avènement d'une dictature absolue en Serbie ».

« Peu de gens en Occident savent quel a été le martyre des Eglises orthodoxes de l'Est, comment des décennies de persécution les ont laissées égarées, démunies, et comment elles demeurent opprimées, affirme cette lettre. Mais personne ne comprendrait que ces Eglises puissent involontairement consentir à un nouvel esclavage (...) ».

« Qu'aucun criminel ne puisse plus détourner à son profit le silence de

l'Eglise, poursuivent les théologiens orthodoxes. Que toute confusion soit levée entre le Royaume et la terre, la foi et l'histoire, l'Eucharistie et le sang des victimes sacrifiées à l'idolâtrie. Vous avez pouvoir et autorité. Que ceux qui, hors de l'Eglise, sont des bourreaux, que ceux qui, sein de l'Eglise, par aveuglement, approuvent la logique des bourreaux, tombent sous le coup de votre condamnation formelle. Appelez le peuple à résister à la barbarie (...) ».

(1) Christos Christov (Sofia), Olivier Clément, Jean Colombini, Nicolas Lossky (Paris), Vasilije Krstic, Paul Meyerowitz (New-York), Tadek Misiar (Beyrouth), Anastas Nalban, Vasily Senderov (Moscou), Vladimir Poroch (Saint-Petersbourg), Dimitri Ponomarevsky (Canada), Constanta Sigov (Kiev), et Christos Yamas (Athènes).

Pour surveiller le respect de l'embargo contre la Serbie

L'UEO entre en action sur le Danube

CALAFAT (Roumanie)

de notre envoyé spécial

Amarrés bord à bord à la berge roumaine de Calafat, face à Vidin, situés à quelques centaines de mètres, sur la rive bulgare du Danube, l'Olténita et le Carpati pourraient n'être que deux de ces bâtiments qui sillonnent régulièrement le fleuve, si ce n'était la présence à bord de deux puissantes vedettes de la garde financière italienne et les aides et venues sur le pont de gendarmes français en uniforme.

Loués pour six mois à un armateur roumain, les deux bateaux de croisière abritent depuis dimanche 20 juin la base opérationnelle de la mission de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) assistant les autorités roumaines, hongroises et bulgares pour faire respecter l'embargo sur le Danube, sous le commandement du colonel Pistone de la Guardia di Finanza. Dotée de meilleures infrastructures, Vidin devait initialement accueillir le PC de l'UEO, Calafat n'hésitant alors que d'une antenne de contrôle. Mais Sofia, tout comme Bucarest d'ailleurs, veut ménager les susceptibilités du voisin serbe. « Après avoir accepté l'offre d'assistance technique de l'UEO, les autorités bulgares ont insisté pour que le point de contrôle installé sur leur territoire ne soit pas trop proche de la frontière avec la Serbie », indique-t-on de source diplomatique.

Le plan mis au point courant mai par les experts de l'UEO a donc subi quelques modifications. Sur le fond, néanmoins, la tactique reste la même. Depuis quelques jours, la Serbie est prise en tenaille : les entrées et sorties par le Danube sont strictement contrôlées. En amont sur la partie hongroise du fleuve, les contrôleurs et les équipes allemandes et néerlandaises de l'UEO ont investi le port de Mohacs. En aval, Calafat compte 119 personnes, dont 68 italiens et 20 gendarmes français. Le point de contrôle bulgare de Rousse est tenu par les Allemands et les Espagnols. Enfin, une équipe installée à Galati, port roumain situé pratiquement à l'embouchure

du fleuve, complète le dispositif. Au total, la force de l'UEO compte près de 250 hommes et sept vedettes dans ces trois pays.

Recours à la force

Officiellement, il ne s'agit que d'une assistance technique. « Selon les termes du memorandum signé le 20 mai dernier à Rome entre les différentes parties, nous ne sommes là que pour fournir une aide en matériel et en personnel. La responsabilité du respect de l'embargo ne dépend que des Etats riverains, dont un représentant est présent dans chaque équipe de contrôle », insiste le commandant de gendarmerie Chipoy, placé à la tête des vingt gendarmes français. Les bateaux ne sont pas armés et les équipes de contrôle ne sont dotées que de pistolets automatiques et uniquement lors de leurs patrouilles sur le fleuve. Mais dans l'éventualité d'un recours à la force pour arrêter un bateau récalcitrant, les positions sont moins claires. « Je ne sais pas qui en prendra la décision et il faut espérer qu'un tel cas ne se présentera pas », reconnaît un douanier roumain. En janvier dernier, plusieurs convois serbes chargés en Ukraine avaient d'ailleurs profité de tergiversations roumaines pour violer l'embargo.

Aujourd'hui, le dispositif mis en place semble suffisamment dissuasif pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise. D'autant que l'initiative de l'Union de l'Europe occidentale vient s'ajouter aux « missions d'assistance aux sanctions » établies depuis plusieurs mois par la CSCE dans différents ports situés tout au long du Danube depuis l'Ukraine jusqu'en Hongrie. Tout en se déclarant « satisfaites » de cette aide technique, les autorités roumaines laissent d'ailleurs entendre que cela « fait tout de même beaucoup de monde ». « Surtout que depuis des mois il ne passe plus qu'un ou deux bateaux par jour », ajoute un douanier.

CHRISTOPHE CHATELOT

Les lendemains du socialisme

Suite de la première page

Socialistes, travailleurs, sociaux-démocrates, communistes, « refondateurs » ou pas - tous aspirent, aspirent encore, à une société, nationale et internationale, plus juste parce que plus égalitaire. Ils se sont opposés, jusqu'à s'entre-tuer, tant sur la place à faire dans leur rêve à la liberté et aux droits de l'homme que sur les moyens d'arriver - et de rester - au pouvoir.

Depuis que l'URSS a imploré, l'une de ces tendances est certes de bien malade, même si elle se survit à elle-même à Cuba et place du Colonel-Fabien : celle qui voit dans l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange un moyen « scientifique » d'établir le paradis sur terre. L'expérience ayant surabondamment démontré le contraire, le chaos ambiant n'a pas découragé la majorité des électeurs russes, récemment consultés par référendum, de manifester massivement leur confiance non seulement à Boris Eltsine mais à sa politique de libéralisation économique.

Un rare consensus

Quant à la Chine, si ses maîtres du moment continuent de se proclamer communistes et d'en prendre à leur aise avec les droits de l'homme, elle compose de plus en plus ouvertement avec le diable capitaliste, ce qui lui vaut d'être le coin du monde dont le développement est le plus rapide. Reste à savoir combien de temps la superstructure, pour employer le langage du marxisme-léninisme, survivra à une orientation si contraire à son essence même.

Il n'empêche que le suffrage universel a ramené ou maintenu au pouvoir, suivant les cas, les ex-communistes en Lituanie, en Lettonie, en Roumanie, dans la plupart des Républiques ex-soviétiques ou ex-yougoslaves, au point qu'on voit aujourd'hui refaire surface en Azerbaïdjan un vieux retard brejnevien comme Guejdar Aliiev. En Bulgarie et en Albanie, ils ont obtenu, lors des dernières élections, des scores voisins de ceux de la droite victorieuse. En Hongrie, ils viennent

de remporter les élections syndicales. L'ANC d'Afrique du Sud, qui a forcé le gouvernement blanc à abandonner l'apartheid et à négocier l'accession des Noirs au pouvoir, est dans une très large mesure une organisation communiste.

Et la France, dans tout cela ? Front popu en 1936, pétainisme en 1940, gaullisme en 1944, avant de chasser le général en 1946, elle est familière des retournements de marée et de veste, ce qui conduit à penser qu'il peut encore y avoir d'autres. « Ce n'est que branle et incertitude », constatait déjà Montaigne. En mai 1968, le drapeau tricolore avait disparu : quelques heures de révolte, le pays était à l'Assemblée la plus conservatrice qu'il ait jamais connue. En 1969, la gauche était éliminée du second tour de la présidentielle ; en 1974, VGE ne l'emportait que d'une courte tête sur François Mitterrand.

Ces fois-là, et aussi en 1978, en 1981 et en 1986, en 1988, les batailles électorales, que l'enjeu ait été le Palais-Bourbon ou l'Elysée, étaient de vraies batailles, où pleuvaient coups et injures. La campagne de cette année aura été en comparaison d'une paisible platitude, et les vainqueurs se sont sagement gardés de tout triomphisme. Ce qui s'explique bien sûr par la difficulté de leur tâche, dont ils ont chaque jour un peu plus conscience, mais aussi par le degré de consensus, rarement atteint dans le passé, existant aujourd'hui en France.

Une double évolution

Le long passage de la gauche au pouvoir y a largement contribué : les institutions que son chef avait jadis tant décriées sont maintenant, en bonne partie grâce à lui, admises par tous. On peut en dire autant de la force de dissuasion. Et même, à la limite, de l'Europe, à partir du moment où, Danois et Britanniques aidant, la nuit du 4 août supranationale prophétisée par les pourfendeurs de Maastricht a perdu toute plausibilité.

La querelle des nationalisations, longtemps au cœur de la démarche socialiste, est désamorcée : de la

notion d'entreprise à celles de marché et de monnaie forte, la logique économique a pénétré - perversité, diraient les derniers marxistes - la pensée et, plus encore, la pratique socialiste.

Si le PS a mis beaucoup d'eau dans son vin, les partis de la nouvelle majorité ont de leur côté pas mal rôt leur eau. En 1986, l'une des premières décisions de la droite revenue au pouvoir avait été de supprimer l'impôt sur la fortune ; elle ne recommencera pas. Il n'est pas question de toucher à la pyramide des accords sociaux, et notamment au RMI.

De la CSG à la Bosnie et à l'accord sur les oléagineux, la majorité multiplie les exemples de ralliement à des politiques qu'elle avait, il y a peu, vigoureusement condamnées. De même ne sent-on pas le fédéralisme qui précède, à l'habitude, les classes aux sorcières. Le principal point de divergence porte sans doute sur la sécurité et l'immigration, mais chacun sent bien que, dans le discours de Charles Pasqua, il faut faire la part, entre autres, de la volonté de fermer le bar au Front national.

Pourquoi cette mue qui pousse la droite de la droite à se jurer flouée ? « Le système social-démocrate est devenu l'idéologie dominante des classes moyennes », affirme l'autre jour dans le Figaro Alain-Gérard Slama, et c'est tout le problème de M. Balladur. » Ce n'est pas la première fois qu'une famille politique perdrait les élections en laissant au pouvoir une partie de ses idées.

Une panacée trop indigeste

Si la droite avait ces dernières années un credo, au demeurant pas trop gaullien, c'est bien le libéralisme économique. Or il s'en faut que celui-ci ait fait la preuve qu'il est la panacée annoncée par Adam Smith et ses épigones. Par quel mystère d'ailleurs les choses s'arrangent-elles toutes seules dans l'ordre de la production, des échanges et de la répartition des richesses, alors que dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la nature ou de ses habitants, les sociétés humaines se voient constamment amenées à intervenir pour aider, apaiser, inciter, contraindre, soigner, corriger, châtier ?

Le phénomène de la délocalisation de la main-d'œuvre, dont on découvre maintenant, alors qu'il est déjà ancien, la dramatique

ampleur, en est la meilleure illustration. Les partisans les plus convaincus du libéralisme pourraient en bonne logique faire valoir que là se trouve en fin de compte le seul moyen de créer à la longue dans le tiers-monde le pouvoir d'achat indispensable pour venir à bout du sous-développement et relancer enfin la demande à l'échelle mondiale. Mais rares sont ceux qui osent le dire nettement, tant il est inconcevable, pour le gouvernement d'un pays développé, de renoncer à défendre autant que faire se peut, face à ce dumping social, le marché national de l'emploi.

Edouard Balladur, qui n'a pas été pour rien le lieutenant de Georges Pompidou, a revendiqué l'autre jour le droit de « protéger » de quelque manière l'économie nationale. De protéger à protectionnisme, la nuance n'est pas évidente. Existait-il entre ce dernier et le libre-échangeisme une troisième voie ? Le premier ministre s'inscrit bien la marque du côté de l'Europe. Le moins qu'on puisse dire est que, pour y parvenir, il faudra soulever forme, même si le retard que celle-ci est en train de prendre par rapport à l'Asie est susceptible de lui fournir une forte incitation.

Nul, à la vérité, ne dispose de recettes toutes faites pour réamorcer la pompe d'une économie frappée de langueur. Ce dont chacun ressent plus ou moins consciemment le besoin, c'est d'une vision globale cohérente, autour de laquelle se remobiliser. Ne faut-il pas trop du pouvoir : « Quand on y accède, disait très bien dans Libération un Michel Rocard qui n'hésite pas, oiseau décidément rare, à faire son autocritique, on est pris par l'urgence, on vit sur son acquis antérieur ».

Les socialistes auraient une chance de surmonter leur défaite s'ils savaient profiter des loisirs qu'elle leur procure pour prendre, à la lumière de leur expérience, la mesure des défis nationaux, européens, internationaux de ce temps, et contribuer sans a priori ni sectarisme à la recherche de réponses appropriées. Il va sans dire qu'à défaut l'enterrement prématurément annoncé par Time aurait toutes chances de devenir rapidement réalité.

ANDRÉ FONTAINE

EUROPE
Secrétaire d'Etat est contraint
à quitter le gouvernement

HISTOIRE
du 26 juin

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : mis en cause dans l'affaire Nadir

Un secrétaire d'Etat est contraint de quitter le gouvernement

LONDRES
de notre correspondant
Objet depuis trois semaines de l'attention de la presse, de plus en plus affaibli par les révélations successives sur ses liens avec l'homme d'affaires Asil Nadir, le secrétaire d'Etat chargé de l'Irlande du Nord, Michael Mates, s'est résolu à remettre sa démission au premier ministre, jeudi 24 juin, afin de mettre un terme à l'« embarras » que provoquait son maintien au gouvernement.

C'est John Major qui a annoncé ce départ devant la Chambre des communes. Ce « sacrifice » était devenu inévitable depuis l'annonce du dîner qui a réuni, mercredi soir dans l'un des clubs les plus connus de Londres, Michael Mates et Christopher Morgan, responsable des relations publiques de Polly Peck International, le conglomérat industriel que dirigeait Asil Nadir.

Canard boiteux

Cette association de plus en plus étroite entre un membre du gouvernement et un homme d'affaires douteux qui a fui la Grande-Bretagne après une faillite frauduleuse (le Monde des 11 et 18 juin) avait pris des proportions politiques incontrôlables. M. Mates était intervenu à plusieurs reprises auprès de la justice pour défendre Asil Nadir, n'hésitant pas à laisser entendre que celui-ci pourrait être la victime d'une machination de MI6, le contre-espionnage britannique. Il avait fait cadeau à M. Nadir d'une montre portant une inscription compromettante. Enfin, alors que le fugitif narguait la justice de son exil chypriote, M. Mates avait obtenu, de Polly

Peck, le prêt d'une voiture pour son épouse... Circonstance aggravante, l'affaire Mates-Nadir s'est déroulée en même temps que la campagne lancée par le Parti travailliste pour dénoncer les financements occultes - dont ceux de Asil Nadir - du Parti conservateur. La principale conséquence du départ de M. Mates est de couper le lien politique entre M. Major et un ministre qualifié par un nombre croissant de parlementaires de « lame duck » (canard boiteux), mais cette sanction déguisée met une nouvelle fois en cause le leadership de John Major. M. Mates est en effet le troisième ministre amené à renoncer à ses fonctions sous la pression de la presse. En septembre, David Mellor, ministre du patrimoine national, avait dû remettre sa démission à la suite de révélations sur sa vie privée.

Ce fut ensuite le tour de Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier devenu le bouc émissaire d'une politique économique impopulaire, à la faveur du remaniement ministériel du mois dernier. A chaque fois, le premier ministre a tenu bon pour défendre ses ministres, jusqu'au moment où il a été obligé de céder devant la pression journalistique. A chaque fois aussi, il a agi trop tard, prenant le risque de voir se développer un climat politique délétère. M. Major, dont la cote de popularité est au plus bas, voit donc son autorité davantage minée par ce nouveau départ. Il reste au premier ministre à espérer que M. Mates ne se livrera pas, devant la Chambre des communes, à un « discours de démission » aussi dévastateur que celui de M. Lamont.

LAURENT ZECCHINI

AUTRICHE : accusés d'avoir vendu des armes à l'Iran

L'ancien chancelier Sinowatz et deux de ses ministres ont été acquittés

VIENNE
de notre correspondante
Le tribunal de Vienne a rendu, jeudi 24 juin son jugement dans le plus important procès pénal de l'Autriche d'après guerre. L'ancien chancelier Fred Sinowatz et deux de ses anciens ministres, Leopold Gratz et Karl Blecha, tous trois socialistes, ont été acquittés, les juges n'ayant pas retenu contre eux les accusations d'abus de pouvoir et d'atteinte à la neutralité du pays. Il ont cependant reconnu Karl Blecha, ancien ministre de l'intérieur, complice de destruction et de falsification de documents et l'ont condamné à neuf mois de prison avec sursis.

Il était reproché aux trois hommes d'avoir enfreint la législation sur les ventes d'armes, et d'avoir, durant la guerre entre l'Irak et l'Iran, fait parvenir des armes et des munitions à Téhéran fabriquées par des entreprises publiques autrichiennes. Durant le procès, qui a duré treize mois, les anciens ministres avaient fait valoir pour leur défense le fait qu'ils avaient été abusés par les dirigeants de ces entreprises. En 1991, dix-huit d'entre eux, appartenant aux firmes Noricum et Hirtenberger, filiales du groupe nationalisé Voest, avaient été condamnés à des peines de prison.

W. S.

ITALIE La fin de la « lottizzazione » à la tête de la RAI

Le Parlement italien a adopté, jeudi 24 juin, une loi qui réforme la radio-télévision publique, la RAI, en transformant la composition de son conseil d'administration. Depuis 1975, les seize sièges d'administrateurs étaient répartis, en fait, en fonction de l'appartenance politique, la « contume » voulant que le président de la RAI soit socialiste, le directeur général démocrate-chrétien et le vice président social-démocrate (ex-communiste). Ce système avait été baptisé « lottizzazione ».

Désormais, le conseil d'administration sera formé de cinq membres, nommés sur des critères professionnels et d'indépendance par les présidents de la Chambre des députés et du Sénat. Ils ne devront être ni parlementaires, ni maîtres, ni conseillers régionaux ou provinciaux, ni avoir de rapport d'intérêt ou de travail avec des sociétés concurrentes; ils diront leur président en leur sein et nommeront le directeur général de la RAI.

Etienne
Pourquoi
privatiser aujourd'hui
ce qu'on nationalisait
hier ?
Consultez
**L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR**
pages 514 et 516

EN BREF

■ **IRLANDE** : l'homosexualité décriminalisée. - Le Parlement irlandais (Dail) a adopté, jeudi 24 juin, un projet de loi décriminalisant l'homosexualité, qui abroge des dispositions répressives vieilles de cent vingt ans. La loi adoptée à l'unanimité rend désormais légale l'homosexualité entre adultes consentants, à partir de l'âge de dix-sept ans, et met ainsi la législation irlandaise en conformité avec la convention européenne des droits de l'homme. - (AFP)

■ **TIBET** : le Parlement européen dénonce les violations des droits de l'homme. - Le Parlement européen a dénoncé, jeudi 24 juin, les violations des droits de l'homme au Tibet et a demandé à la CEE de subordonner à leur respect tout accord économique et commercial conclu avec la Chine. Les élus ont exigé la libération de toutes les personnes emprisonnées et demandé à Pékin d'autoriser des observateurs à assister aux procès. Ils ont aussi préconisé l'envoi sur place d'une mission du Parlement. Ils ont enfin demandé la reprise des négociations entre le dalaï-lama et la Chine et une solution démocratique et « authentiquement autonome » pour le Tibet. - (AFP)

■ **VIETNAM** : manifestation à Paris contre Vo Van Kiet. - Le Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme (25, rue Jaffoux, Gennevilliers) appelle, pour le samedi 26 juin à 16 heures, à une manifestation place de la Concorde à Paris, à l'occasion de la visite en France du premier ministre de Hanot Vo Van Kiet.

DIPLOMATIE

Les négociations israélo-arabes vues par un représentant de M. Rabin

Le temps joue contre tout le monde

Une nouvelle semaine de négociations bilatérales israélo-arabes s'est achevée, jeudi 24 juin, à Washington, sans résultat; mais le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, continue de croire que « de bons progrès » peuvent être réalisés avant la fin de la dixième session de pourparlers, la semaine prochaine.

C'est la théorie du verre à moitié plein ou à moitié vide et l'on a tort de ne voir que la partie vide, nous a déclaré en substance David Kimche, qui représente l'Etat israélien aux pourparlers. Car les deux obstacles sur lesquels butent les négociations israélo-palestiniennes de Washington - Jérusalem et le statut permanent des territoires occupés - occultent des possibilités d'accord sur des points importants, telles les questions de l'autorité sur les

ressources en eau, du contrôle des terres et du pouvoir intérieur en Cisjordanie et à Gaza.

Pour autant, l'ancien directeur du ministère israélien des affaires étrangères, invité à Paris par le nouveau ministre, ne s'explique pas vraiment l'optimisme de M. Christopher. « Les Américains font de grands efforts pour parvenir à une formule » d'accord entre Palestiniens et Israéliens, se borne-t-il à dire, avec cette mise en garde : le temps joue contre tout le monde; contre M. Rabin, dont « la raison d'être comme premier ministre est la paix, d'où sa déception » à ce stade, et contre les négociateurs palestiniens car « chaque semaine qui passe renforce la position du Hamas » islamiste, hostile au processus de paix.

M. Kimche admet que ce constat de stagnation ne résout rien, d'autant que la rhétorique est toujours la même : si Israël, dit-il, a bouclé la Cisjordanie et

Gaza depuis mars, c'est pour des raisons de sécurité. Ce à quoi les Palestiniens répondent qu'en les isolant de Jérusalem-est c'est de leur pouton que l'on prive les territoires occupés. Et si M. Kimche invite les Palestiniens à se contenter de discuter de la période transitoire, pour le moment ceux-ci répondent qu'il faut que le statut définitif des territoires occupés soit contenu en filigrane dans la période intermédiaire. En attendant que saute le verrou principal, M. Kimche s'agitte des progrès « psychologiques importants », des « brèches dans le mur d'hostilité arabe » envers Israël : telle la décision du Koweït d'atténuer le boycottage de l'Etat juif, ou l'annonce par le roi Fahd d'Arabie saoudite que son pays est favorable à la fin de l'état de guerre avec Israël. Selon M. Kimche, d'autres pays devraient suivre.

MOUNA NAÏM

La conférence de Vienne a imposé plus facilement que prévu le concept de l'universalité des droits de l'homme

VIENNE
de notre envoyée spéciale
Outre ses débats consacrés à la Bosnie (voir par ailleurs), la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui s'employait, avant de s'achever vendredi 25 juin, à rédiger un document final susceptible d'être adopté par consensus, et surtout à établir un programme d'action.

Ce programme porte, notamment, sur la création éventuelle d'un poste de haut commissaire pour les droits de l'homme et sur celle d'un tribunal international chargé de sanctionner les violations. Il s'agit, comme l'a souhaité l'ambassadeur Stéphane Hessel, chef de la délégation française, de promouvoir « une culture des droits de l'homme ».

Au fil des jours, de nombreuses personnalités, invitées par le gouvernement autrichien - dont une douzaine de Prix Nobel de la paix - ou par M. Boutros-Ghali ont pris leur part aux discussions, notamment M^{me} Elena Bonner, veuve d'Andrei Sakharov, pour qui « la situation en Russie n'est pas pire

qu'auparavant mais mieux connue »; l'ancien président Jimmy Carter, le prince héritier de Jordanie Hassan Bin Talal; la Guatémaltèque Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix, qui a préconisé la création d'un « Haut Commissariat pour les populations autochtones »; l'écrivain nigérian Wole Soyinka, prix Nobel nigérian de littérature; Corazon Aquino ex-présidente des Philippines.

Les fausses ONG

Le Comité de rédaction de la Conférence a réussi à imposer moins difficilement que prévu le concept d'universalité des droits de l'homme. Les Etats hostiles à cette notion - dont la Chine - se sont révélés, il est vrai, moins nombreux qu'on ne le craignait. La Conférence a toutefois réaffirmé le caractère « universel et inaliénable » du droit au développement, avec l'accord des Etats-Unis, pourvu, précise-t-elle, que le sous-développement ne puisse servir d'excuse à la limitation des droits de l'homme.

Les organisations non gouvernementales (ONG) ont, tout au long

de la réunion, été la voix des sans-voix. Ce sont elles qui ont permis au dalaï-lama de se faire entendre et aux opposants (entre autres marocains) de s'exprimer. L'Appel pour les droits de l'homme au Maroc, qui groupe les efforts de diverses associations, a rappelé ainsi le cas du plus ancien prisonnier politique marocain, Ahmed Khair, détenu à la prison de Kenitra depuis vingt-trois ans.

Il y eut aussi, à Vienne, des « ONG bidon », émanations gouvernementales ou paragonnementales masquées sous diverses appellations. Téhéran avait parachuté pas moins de huit fausses ONG exemplaires. La Chine s'est également distinguée dans ce domaine. Quelques notes avaient réussi à s'infiltrer mais furent rapidement démasquées, tout comme les émissaires du Sentier lumineux péruvien qui s'étaient présentés sous l'étiquette d'un « Comité de défense pour la libération d'Abimael Guzman » - leur chef emprisonné. Ces singuliers défenseurs des droits de l'homme, une fois repérés, plurent rapidement bagage.

ISABELLE VICHNIAC

AFRIQUE

NIGERIA : après l'annulation de l'élection

Moshood Abiola défie la junte militaire en se proclamant président

Moshood Abiola, le candidat du Parti social-démocrate évincé de la présidence après l'annulation de l'élection du 12 juin (le Monde du 25 juin), a lancé un défi au gouvernement militaire, jeudi 24 juin, en se proclamant « président du Nigeria par la volonté du peuple ».

« Le peuple a parlé. Il m'a choisi comme son président pour les quatre prochaines années et a signifié que la date du 27 août 1993 serait celle de la fin de la dictature militaire », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. M. Abiola s'est dit convaincu que la majorité des forces armées du Nigeria « sont respectueuses de la loi et souhaitent que le pays devienne une nation démocratique », tentant ainsi de rallier à lui une partie des militaires, avant que le président Ibrahim Babangida ne rencontre, vendredi, la hiérarchie militaire, et ne s'adresse à la nation.

M. Abiola a lancé son défi après l'annonce de sanctions par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis; les militaires ont réagi vigoureusement en dénonçant le « complot » mené contre eux par Londres et Washington pour « inciter le peuple nigérian et ses forces armées à se rebeller ». La Grande-Bretagne avait pris l'initiative des sanctions contre le gouvernement militaire en annonçant jeudi la suspension de toute nouvelle aide au pays. Les Etats-Unis ont suivi en décidant d'expulser l'attaché militaire de l'ambassade du Nigeria à Washington, en demandant aux ressortissants américains d'éviter de se rendre dans ce pays, et en décidant de « réviser l'ensemble » de leurs rela-

tions avec le Nigeria, « y compris le programme d'assistance économique de 22,8 millions de dollars ».

Estimant que ces « élections ont constitué une étape du Nigeria vers le progrès et la mise en place d'un Etat de droit », Paris a par la suite « déploré » l'annulation du scrutin. La France « attend des explications », a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Richard Duquét, et « a bon espoir que ce pays pourra reprendre sa marche vers la démocratie ». Campagne pour la Démocratie (CD), fédération regroupant une quarantaine d'organisations nigérianes « progressistes », a lancé jeudi, dans un communiqué, « un appel à la désobéissance civile pour mettre fin à la dictature militaire au Nigeria ». - (AFP, Reuters)

■ **TCHAD** : formation d'un gouvernement restreint. - Cédant à la demande du Conseil supérieur de transition (assemblée provisoire), qui exigeait une réduction du nombre de portefeuilles, conformément aux recommandations de la Conférence nationale, le premier ministre, Fidel Moungar, a annoncé jeudi 24 juin la formation d'un nouveau gouvernement, constitué de 15 ministres et de 2 secrétaires d'Etat, alors que le précédent comptait 31 portefeuilles. Ahmed Korom, conseiller diplomatique du président Idriss Déby, a été nommé ministre des affaires étrangères. Les chefs des partis d'opposition qui avaient pris part au précédent gouvernement ont gardé leurs fonctions. - (AFP)

CENTRAFRIQUE

Le chef de l'Etat provoque une crise politique

La nomination par le chef de l'Etat centrafricain, André Kolingba, de l'un de ses proches, Christophe Grelombe, au poste de ministre de l'Administration territoriale, a plongé de nouveau le pays dans une grave crise politique. Le premier ministre, Enoch Derrant Lakoué, a menacé de démissionner si le remaniement ministériel était confirmé.

Le premier ministre a qualifié la décision présidentielle de « symbole de la régression », estimant que la nomination de M. Grelombe ne pourrait être perçue que « comme la manifestation d'une volonté délibérée de bloquer le processus électoral en cours ». M. Grelombe avait été successivement ministre de la justice, de l'intérieur puis de la défense, avant de quitter le gouvernement en mars 1991. Considéré par l'opposition comme du « dur » du régime, il était devenu conseiller à la présidence.

Le ministre de la santé, la très populaire Ruth Rolland, a d'ores et déjà annoncé sa démission du gouvernement et confirmé sa candidature à l'élection présidentielle du 22 août. - (AFP)

■ **TOGO** : le scrutin présidentiel est reporté au 18 juillet. - L'élection présidentielle aura lieu le 18 juillet, avec un éventuel second tour le 1^{er} août, a annoncé le gouvernement jeudi 24 juin, dans un communiqué diffusé par la radio nationale. Le précédent calendrier prévoyait l'organisation de ce scrutin pour les 4 et 18 juillet. Ce nouveau report - le cinquième depuis août 1992 - est intervenu deux jours après l'échec des pourparlers de Ouagadougou (le Monde du 24 juin), entre le pouvoir togolais et l'opposition, dont tous les dirigeants sont en exil et ont appelé au boycottage. - (AFP)

Tensions russo-américaines

Report de la visite à Washington du premier ministre russe

La volonté russe de trouver des marchés extérieurs pour son complexe militaro-industriel provoque des tensions avec les Etats-Unis, qui ont éclaté avec l'annonce, jeudi 24 juin, du report d'une visite aux Etats-Unis du premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine, qui devait rencontrer lundi le vice-président Al Gore. La Maison Blanche a indiqué que le report a été décidé d'« un commun accord » et permettra aux deux pays « de travailler sur d'autres questions non encore résolues » avant la rencontre Clinton-Tchernomyrdine prévue à l'issue du sommet du G7 le 10 juillet à Tokyo. La veille, le vice-premier ministre Alexandre Chokhine avait été soudainement rappelé à Moscou de Washington, où il préparait cette visite.

Selon un responsable du commerce extérieur russe cité par Interfax, « la raison principale du report est liée à l'accord signé par les Russes pour livrer à l'Inde des moteurs cryogéniques et comprenant des transferts de technologie ». Selon lui, une rupture de cet accord, signé il y a deux ans aux dépens de concurrents américains, coûterait à Moscou 500 millions de dollars.

500 tonnes d'uranium

Washington estime que cet accord touche au militaire et propose de développer en échange une coopération avec la Russie dans le domaine spatial. En outre, Russes et Américains n'ont toujours pas résolu les conditions d'application de l'accord préalable pour la livraison aux Etats-Unis de 500 tonnes d'uranium russe, liées aux différends russo-ukrainiens.

Enfin, les médias américains ont fait état mercredi de l'interception en Ukraine de 80 tonnes de produits servant à fabriquer du combustible solide pour missiles, expédiés par la firme russe Pavlov et destinés en réalité à la Libye. Selon les services secrets américains, les intermédiaires étaient des Serbes qui « jouent un rôle croissant dans les ventes d'armes pour acquiescer des devises et contourner l'embargo sur la Serbie ». - (AFP, Reuters, AP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : démantèlement d'un réseau de terroristes à New-York

Le FBI a arrêté huit « intégristes musulmans » soupçonnés de préparer une série d'attentats

Huit personnes, dont cinq de nationalité soudanaise, membres présumés d'un réseau terroriste, ont été arrêtées, jeudi 24 juin, par la sûreté fédérale (le FBI) et par la police new-yorkaise. Cinq d'entre eux ont été interpellés, tandis qu'ils préparaient des engins explosifs destinés, notamment, au bâtiment des Nations unies. Selon les enquêteurs, ces « intégristes musulmans » avaient également projeté l'assassinat de plusieurs personnalités, dont le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, et le président égyptien, Hosni Moubarak. Un lien aurait été établi entre l'un des inculpés et l'attentat commis en février contre l'immeuble du World Trade Center, à New-York, qui fit six morts et un millier de blessés.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Une des opérations de police les plus significatives jamais entreprises aux États-Unis ». C'est en ces termes que James Fox, le chef de la police de New-York, a présenté à la presse l'enquête qui a permis l'arrestation des huit personnes soupçonnées d'avoir voulu commettre une série d'attentats à l'explosif visant notamment le Palais des Nations unies à New-York, l'immeuble où se trouve l'état-major du Federal Bureau of Investigation (FBI) et des principaux tunnels routiers (Lincoln et Holland), empruntés chaque jour par des dizaines de milliers d'automobilistes. Ces tunnels relient, sous la rivière Hudson, Manhattan à l'État du New-Jersey.

Selon les responsables du FBI, les personnes arrêtées, qui ont été aussitôt inculpées de complot, de tentatives d'attentats et de menaces contre la sécurité des États-Unis, possédaient le plan détaillé des installations visées. D'après certaines sources, une série d'assassinats auraient été également programmés par les présumés terroristes contre le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, le président égyptien, Hosni Moubarak, le sénateur républicain de l'État de New-York, Alfonse D'Amato, et contre un parlementaire démocrate de la Chambre des représentants de l'État de New-York, Dov Hikind.

Les personnes arrêtées, qui risquent au minimum quinze ans de prison, ont été présentées par les enquêteurs comme des « musulmans intégristes ». Il s'agit de Siddiq Ibrahim Siddiq Ali, un chauffeur de taxi soudanais de trente-deux ans, domicilié à Jersey-City, dans le New-Jersey, et considéré comme le « cerveau » du groupe, et de sept autres personnes dont certaines étaient des résidents permanents aux États-Unis. Parmi ces dernières figurent Clement Rodney Hampton El Fares Khallafalla, Tariq Elhassan, Mohammed



Saleh, Abdelghani Fadil et deux autres hommes dont l'identité n'a pas pu être établie avec précision. Selon les enquêteurs, l'un des inculpés serait étroitement lié à l'attentat du World Trade Center qui, le 26 février, avait fait six morts et un millier de blessés.

Les inspecteurs du FBI ont procédé aux cinq premières interpellations dans la nuit de mercredi à jeudi dans un entrepôt du Queens (l'une des circonscriptions de la ville de New-York). Les enquêteurs qui surveillaient l'immeuble depuis plusieurs semaines ont découvert cinq filtres métalliques dans lesquels les inculpés achevaient la préparation d'un mélange de sorcière, selon

l'expression de James Fox, composé d'engrais et de gas-oil.

La piste de cheikh Abdel Rahmane

Ce mélange est identique à celui qui avait servi à fabriquer la bombe qui a ravagé les sous-sols du World Trade Center. Quelques heures plus tard, le FBI et la police procédaient à l'arrestation des trois autres présumés complices à Jersey-City et dans les Yonkers, au nord de la ville de New-York. De source policière, on estime que la piste remonte, tout comme à l'issue de l'attentat de février, au cheikh Omar Abdel Rahmane, le leader spirituel d'un mouvement islami-

que intégriste, qui prône régulièrement le renversement du gouvernement égyptien.

La police a effectué jeudi une perquisition de plusieurs heures à son domicile de Jersey-City, dans le New-Jersey, où il se trouvait seul, et a saisi divers documents dont des bandes magnétiques. Devant la presse, le cheikh a reconnu qu'il connaissait bien l'un des huit inculpés, en l'occurrence Siddiq Ibrahim Siddiq Ali. Il a également admis que ce dernier figurait à ses côtés il y a quelques jours : il lui avait servi d'interprète à l'occasion d'une conférence de presse.

Selon certaines sources proches du FBI, Siddiq Ibrahim Siddiq Ali figurent parmi les fidèles les plus actifs de la mosquée As-Salam, où officie le plus souvent le cheikh Abdel Rahmane, lequel a fait appel d'un arrêt d'expulsion prononcé contre lui par les autorités américaines. C'est également dans cette mosquée que se retrouvaient régulièrement quelques-uns des personnes inculpées dans l'attentat des tours jumeaux. De même, on précise que Siddiq Ibrahim Siddiq Ali avait récemment rendu visite à El Sayd Nosair, un autre musulman intégriste actuellement emprisonné, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du rabbin Meir Kahane.

En attendant les autres développements de cette enquête étroitement liée à celle du World Trade Center, de nombreuses questions en suspens parmi lesquelles le financement du réseau terroriste constitué dans l'agglomération new-yorkaise et les éventuelles ramifications dont il aurait pu bénéficier à l'étranger. Sur ce dernier point, les enquêteurs restent prudents. « Rien n'indique, pour le moment, qu'une puissance étrangère soit impliquée », ont indiqué les responsables du FBI.

SERGE MARTI

Deux cent treize assassinats depuis le début de l'année

Washington, capitale du crime

WASHINGTON

de notre correspondant

Ce n'est pas à Mogadiscio mais dans la capitale fédérale : quinze morts violentes depuis le début de la semaine, dont dix au cours de quarante-huit heures, mercredi 23 et jeudi 24 juin. Washington est fidèle à sa réputation de capitale du crime aux États-Unis.

Ces chiffres vont un peu au-delà de la routine : une moyenne annuelle de plus d'un assassinat par jour mais la police n'a pas d'explication particulière. Les quinze assassinats sont dus à une série de règlements de

comptes entre trafiquants de drogue, à un vol à main armée chez un marchand de boissons alcoolisées et à une bagarre entre femmes d'un même immeuble qui s'expliquaient à coup de fusil de chasse. Les quartiers les plus touchés sont toujours les mêmes, les plus pauvres, à majorité noire, dans le nord-est et le sud-est de Washington. Ce sont des quartiers où l'écho d'une rafale d'arme semi-automatique n'a rien d'exceptionnel. Depuis le début de l'année, deux cent treize personnes ont été assassinées à Washington, soit une légère augmentation par rapport

à la même époque de l'an passé où l'on avait recensé deux cent huit morts violentes.

La semaine avait commencé avec un « fait divers » qui avait horrifié une ville qui ne s'armait pourtant plus facilement. En pleine journée, un jeune homme s'était installé sur un emplacement dominant une piscine municipale. Sans aucune raison apparente, il a sorti une arme semi-automatique et a vidé un chargeur sur les enfants qui nageaient dans le bassin. Six d'entre eux ont été blessés ; le tir s'est arrêté.

ALAIN FRACHON

HAÏTI : pour négocier le rétablissement de la démocratie

Le président Aristide a accepté de rencontrer le général Cédras

Les premières négociations directes entre le président haïtien en exil, Jean-Bertrand Aristide, et le général Raoul Cédras, qui l'a renversé en septembre 1991, se tiendront au siège des Nations unies à New-York, à partir du dimanche 27 juin. Le médiateur des Nations unies et de l'Organisation des États américains, Dante Caputo, a annoncé, jeudi 24 juin, qu'un accord avait pu être trouvé sur l'ordre du jour et le lieu de cette rencontre, premier pas vers le rétablissement de la démocratie à Port-au-Prince. Pour amener les parties à négocier, le Conseil de sécurité de l'ONU avait décrété un embargo sur le pétrole et les armes à destination d'Haïti, entré en vigueur mercredi. Son efficacité dépendra en grande partie de l'attitude de la République dominicaine, qui a annoncé la poursuite de son « aide humanitaire » en faveur du pays voisin.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Le président Jean-Bertrand Aristide avait fait savoir, mercredi 23 juin, que sa rencontre avec le général Cédras, commandant en chef de l'armée haïtienne, pourrait avoir lieu, à condition que les chefs militaires acceptent de démissionner et qu'une date précise et « sans délai » soit fixée pour son retour en Haïti. Vingt-quatre heures avant l'application des nouvelles sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies, le général Cédras avait, jeudi 24 juin, accepté le principe d'une réunion avec le président Aristide « dans un lieu neutre ».

Du pétrole stocké par les militaires

La Maison Blanche a précisé jeudi que le président Aristide avait abandonné l'idée de poser des conditions avant le début des pourparlers. « C'est une bonne chose pour la restauration de la démocratie », a ajouté le porte-parole de la présidence américaine, Dee Dee Myers.

En Haïti, un mot d'ordre de grève générale lancé par six centrales syndicales a été largement suivi, jeudi 24 juin, dans les transports publics notamment, mais peu observé en province. Les organisateurs de ce mouvement réclamaient la démission des responsables militaires et le retour au pouvoir du président en exil. Des tracts avaient été distribués sous le manteau, dans la capitale et dans plusieurs villes du pays. Mardi aux Gonaïves, à 170 kilomètres au nord de Port-au-Prince, une mani-

festation en faveur du Père Aristide a été dispersée par les militaires.

Selon un économiste, les réserves pétrolières sont suffisantes pour faire face à la consommation jusqu'au début du mois d'août. Les autorités ont réduit les horaires d'ouverture des stations-service et interdit le stockage des carburants. Depuis plusieurs mois, les militaires ont constitué des stocks importants en prévision d'un strict embargo pétrolier.

L'efficacité des sanctions internationales dépendra largement de l'attitude de la République dominicaine, seul pays qui partage une frontière terrestre avec Haïti. Il y a un peu plus d'une semaine, le président dominicain Joaquín Balaguer s'est publiquement prononcé contre l'embargo, une mesure qui selon lui « ne mène à rien ». Bien que membre de l'OEA, qui avait décrété un premier embargo peu après le coup d'État, la République dominicaine n'a jamais cessé de commercer avec Haïti.

Les autorités dominicaines affirment que les produits envoyés en Haïti « relèvent de l'aide humanitaire » et que leur principal souci est d'éviter un afflux massif de réfugiés vers leur territoire. Le social-démocrate José Francisco Peña Gómez, principal dirigeant de l'opposition à Saint-Domingue, considère pour sa part qu'il s'agit d'un « appui déguisé au gouvernement de fait haïtien ». Selon des informations concordantes, des millions de dollars ont été transférés sur des comptes bancaires dominicains, peu avant le gel des avoirs des putschistes et de leurs alliés aux États-Unis. Jeudi, deux évêques de Saint-Domingue ont critiqué la France, les États-Unis et le Venezuela, pour avoir présenté la résolution sur l'embargo des Nations unies, « contraire aux intérêts du peuple haïtien ».

JEAN-MICHEL CAROIT

□ SALVADOR : destination des officiers responsables de la mort de six jésuites. - Le président salvadorien, Alfredo Cristiani, a désigné, jeudi 24 juin, les nouveaux membres du haut commandement des forces armées, qui remplacent, début juillet, les chefs militaires actuels, accusés notamment de la mort de six jésuites en 1989. Le président Cristiani a affirmé que la plupart des officiers accusés de crimes politiques ou de graves violations des droits de l'homme sont désormais exclus de l'armée, conformément aux recommandations d'une commission issue des accords de paix. Par ailleurs, se trouve l'actuel ministre de la défense, le général Emilio Ponce, ainsi que le chef d'état-major, Gilberto Rubio. - (AFP)

Fin de la guerre froide et restrictions budgétaires

Bill Clinton projette de regrouper The Voice of America, Radio Free Europe et Radio Liberty

WASHINGTON

correspondance

Le président Clinton est décidé à mettre fin aux querelles au sein de son administration concernant le sort de Radio Free Europe et de Radio Liberty. Ces deux stations diaphoniques, installées à Munich, avaient été créées dans les années 50 par la CIA. Leur objectif était de diffuser des informations et des commentaires aux populations de l'ex-Union soviétique et des pays de l'Est. Leur activité relevait essentiellement de la propagande : leurs émissions différaient sensiblement de celles de The Voice of America (VOA), qui diffuse à destination du monde entier des informations sur la vie politique, économique, sociale et artistique des États-Unis et, bien sûr, le point de vue officiel du gouvernement de Washington sur les problèmes d'actualité (le Monde date 31 janvier-1^{er} février).

L'« ennemi » communiste ayant disparu, fallait-il maintenir les deux stations de Munich ? Au sein de l'administration et au Congrès, certains estimaient que ces instruments de la guerre froide avaient perdu leur raison d'être, l'argument

étant renforcé par les nécessaires restrictions budgétaires. La suppression des deux stations s'imposait donc. Mais Radio Free Europe et Radio Liberty disposent de solides appuis. En plus de quelques nostalgiques de la guerre froide, des personnalités officielles importantes, américaines ou étrangères (notamment, bien sûr, celles employées par les deux stations), faisaient valoir que la fragilité de nouvelles institutions démocratiques en Europe de l'Est, le manque d'indépendance des médias locaux et les possibilités laissées aux gouvernements de cette région de manipuler l'opinion, exigeaient le maintien de ces stations, disposant d'une documentation exceptionnelle et d'un personnel très compétent.

Une économie de 250 millions de dollars

La solution trouvée par le président Clinton consiste en une fusion des trois organismes de diffusion vers l'étranger. La VOA et les deux stations de Munich verront cependant leur identité maintenue, mais elles seront placées sous la supervision d'un nouveau conseil de sept

gouverneurs nommés par le président et soumis à l'approbation du Congrès. La création d'un nouveau Conseil doit, selon le président Clinton, « assurer l'importance, la cohésion, la qualité et l'intégrité des journalistes travaillant pour les trois stations ». La formule doit ainsi donner à la VOA plus d'indépendance qu'elle n'en avait jusqu'ici, par comparaison avec les stations de Munich. Toutefois, celles-ci, tout en étant libres du choix de leurs collaborateurs, recevraient des directives d'un organisme officiel de surveillance.

Pour sa part, l'US Information Agency, qui supervise toutes les activités radio à destination de l'étranger, se propose de créer « une radio démocratique de l'Asie » qui diffusera vers la Chine, vers la Birmanie, et d'autres pays asiatiques soumis à un contrôle autoritaire. S'il est approuvé par le Congrès, dont les premières réactions sont favorables, le projet de regroupement des trois radios doit, dans l'esprit du gouvernement, permettre de réaliser une économie de 250 millions de dollars (environ 1,4 milliard de francs) sur quatre ans.

HENRI PIERRE

ASIE

CHINE

Li Peng souffre de troubles cardiaques « mineurs »

PÉKIN

de notre correspondant

Évoquant pour la première fois publiquement son état de santé, le premier ministre chinois, Li Peng, a confirmé qu'il souffrait de troubles cardiaques « mineurs » et que ses médecins lui avaient recommandé de réduire ses activités. M. Li a fait cette confidence, restée publique par l'agence Chine nouvelle, le jeudi 24 juin, à l'attention de son homologue australien Paul Keating, en visite à Pékin.

Le même jour, le ministre des affaires étrangères avait également révélé, sans plus de précision, que les médecins du chef du gouvernement lui conseillaient de continuer à se reposer. M. Li a indiqué que ces troubles cardiaques, dont il dit s'être remis « plutôt bien », avaient été découverts durant un examen qu'il a subi à la suite d'un refroidissement fin avril. L'explication vise à réconcilier la thèse officielle initiale du « gros rhume » avec la réalité. En tout état de cause, Li Peng paraît incapable pour le moment d'assumer ses fonctions.

F. D.

CAMBODGE : dans l'attente de la promulgation de la Constitution

Accord sur la composition du gouvernement provisoire

Le premier ministre sortant Hun Sen (PPC, néo-communiste) et le chef du parti royaliste Funcinpec, le prince Ranariddh, sont parvenus jeudi 24 juin à un accord sur la composition du cabinet d'union qu'ils coprésideront et qui doit gouverner le Cambodge jusqu'à la promulgation de la Constitution en septembre. Il compte environ soixante membres.

Les deux formations arrivées en tête lors des élections fin mai auront onze portefeuilles chacune (dont la défense et l'intérieur, partagés entre PPC et Funcinpec) ; le parti libéral bouddhiste de l'ex-premier ministre Son Sann en aura trois ; et le petit parti Molinaka (qui a eu 1 siège, sur 120, à l'assemblée constituante) un. La liste des ministres a été transmise au chef de l'État, Norodom Sihanouk, et à l'Assemblée.

Par ailleurs, Khieu Samphan, chef nominal des Khmers rouges, a déclaré jeudi qu'il était prêt à rentrer à Phnom-Penh, pour y tenir un rôle de « conseiller » dans le futur gouvernement intérimaire, à la demande du prince Sihanouk.

Le « Parti du Kampuchéa démocratique » avait décidé, en avril, de quitter la capitale pour manifester son désaccord à l'endroit des élections sous supervision de l'ONU. Le chef de l'État a aussitôt fait part de sa « plus haute gratitude » à un homme manifestant ainsi son désir de suivre son « conseil paternel : ni guerre, ni partition ou sécession ; mais « unité nationale et moyens pacifiques pour résoudre les problèmes ». - (AFP)

□ AFGHANISTAN : combats à Kaboul. - Des combats ont eu lieu à Kaboul, le jeudi 24 juin, pour la deuxième journée consécutive, entre troupes du ministre de la défense démissionnaire Ahmed Shah Massoud et chiites de l'alliance Wahdat. Des roquettes ont aussi été tirées depuis le sud de la capitale, où le premier ministre intérimaire Hekmatyar a son Q.G. L'une d'entre elles a fait 8 morts et 12 blessés dans la population. La capitale était assez calme depuis un accord signé le 19 mai entre les factions islamiques. - (UPI)

Eglise grecque, fer

les élections des Magyars

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

L'Eglise grecque, fer de lance de l'orthodoxie dans les Balkans

La hiérarchie orthodoxe affirme que la religion est inséparable de l'hellénisme, ce qui inquiète les minorités catholique, uniate et juive du pays

EGLISE étatique, dominante et populaire, l'Eglise orthodoxe de Grèce est apparue ces derniers mois comme le fer de lance du réveil orthodoxe contre le Vatican et les uniates, le « cheval de Troie » du Saint-Siège. Elle a aussi montré sa détermination à garder son pouvoir à l'intérieur du pays contre les velléités de changement contraires à la tradition orthodoxe.

La Constitution grecque de 1975, révisée en 1986, a été promulguée « au nom de la sainte Trinité, consubstantielle et indivisible ». Son article 3 stipule que « la religion dominante en Grèce est celle de l'Eglise orthodoxe orientale du Christ. L'Eglise orthodoxe de Grèce reconnaît pour chef Notre Seigneur Jésus-Christ et l'indissolublement unie à la Grande Eglise de Constantinople et à toute autre Eglise chrétienne de même dogme, observant immuablement (...) les saints canons apostoliques et synodiques ainsi que les saintes traditions ».

Le ton est donné. L'Eglise est omniprésente dans toutes les sphères de la vie nationale : elle fait partie de la Grèce, elle fait corps avec la grécité, l'hellénisme. Le catéchisme est enseigné à l'école publique, on se marie à l'Eglise même si les socialistes ont instauré en 1983 — sans succès apparent — le mariage civil. Les entreprises, les bâtiments publics, les habitations, les routes, les navires, les avions sont enscensés par les popes. Pas d'inauguration sans prêtre. Les ministres — même socialistes — prêtent serment sur la Bible. Les dix mille gens d'Eglise, véritables « fonctionnaires de Dieu », sont payés par le ministère de l'Éducation et des Cultes.

« Le dernier rempart de la chrétienté »

Cette tradition est ancrée dans la conscience populaire par une série de dates et d'images mythiques : le schisme entre les Eglises d'Orient et d'Occident en 1054, la dernière croisade : le sac de Byzance par les Croisés en 1204, la chute de Constantinople en 1453, le soulèvement contre l'occupation ottomane le 25 mars 1821 où le pape Pie VII a hissé dans un monastère du Péloponnèse le drapeau bleu et blanc de la Grèce avec la devise « La liberté ou la mort ».

Depuis ce temps, la Grèce se présente comme le dernier rempart de

la chrétienté contre l'islam. Il existe en Grèce un très large consensus sur la question religieuse. Seuls les socialistes ont tenté de faire bouger les choses, de moderniser, de se démarquer par rapport à l'Eglise. En vain. En avril 1987, le gouvernement socialiste de M. Andreas Papandréou a adopté une loi sur l'expropriation de 150 000 hectares de terres agricoles possédées par l'Eglise. Devant le tollé général, le gouvernement a reculé, les décrets d'application ont été retirés, la loi a été gelée.

Depuis, les rapports avec les conservateurs au pouvoir depuis avril 1990 évoluent normalement, sans problème majeur. Seules quelques intrigues internes agitent le saint synode, l'assemblée des évêques qui dirige l'institution religieuse.

Les bouleversements internationaux avec la chute du communisme suivie de la crise yougoslave ont transformé radicalement la région et son paysage culturel. La guerre souvent qualifiée à Athènes de « guerre de religions » entre les Croates catholiques et les Serbes orthodoxes, le rôle joué par l'Allemagne et le Vatican, le conflit en Bosnie, l'intérêt marqué de la Turquie, ont fait ressurgir tous les démons du passé, les pages les plus sanglantes et les plus sombres. On reparle de la quatrième croisade qui a consommé le schisme, la plaie se rouvre, la médiane des Grecs contre les « Occidentaux » resuit.

La pression de l'islam

Dans cette atmosphère passionnelle, souvent irrationnelle, l'Eglise grecque a pris le flambeau de l'orthodoxie et du nationalisme. Elle a réuni plusieurs aides humanitaires destinées « aux frères serbes » qui « souffrent de mille maux », pour reprendre les termes de l'archevêque d'Athènes et primat de l'Eglise grecque, Mgr Serapheim. Un des prétendants à sa succession, l'évêque de Volos, Mgr Christodoulou, a préconisé en mai dernier la création dans les Balkans d'un « axe orthodoxe » pour contre « l'arc islamique » formé selon les Grecs par les populations turcophones et musulmanes de Bulgarie, de Macédoine, d'Albanie, de Bosnie, et de Thrace occidentale au nord-est de la Grèce. « La pression de l'islam, affirme le professeur de théologie de l'université d'Athènes Georges Galitis, est très forte. Il faut s'organiser et réagir contre cette



Rita pascal dans l'île de Karpethos (archipel du Dodécannèse, en mer Egée).

« menace de plus en plus présente », ajoutent les tenants du nationalisme.

Le leader des Serbes bosniaques Radovan Karadzic, qui lutte sous l'étendard de l'orthodoxie, réclame la formation d'une « conférence orthodoxe » du même modèle que la conférence islamique. Après avoir rencontré le 15 juin dernier Mgr Serapheim, M. Karadzic déclarait que « seuls Dieu et les Grecs nous aident », avant de louer « l'hellénisme et l'orthodoxie ». Les dirigeants de l'Eglise grecque multiplient leurs contacts et les échanges dans la région. Elle a réuni fin mai les évêques d'Herzégovine, de Novi-Sad (Serbie), de Moldavie et de Bulgarie pour commémorer « les luttes passées et présentes de l'hellénisme et de l'orthodoxie » : la chute de Constantinople et les combats menés présentement par les Serbes. L'Eglise grecque se penche aussi sur l'Albanie (un million d'orthodoxes dont un tiers de Grecs), considérée comme une nouvelle terre de mission remplaçant celles d'Afrique et de Corée, indique le professeur Galitis. Elle a déjà fourni plusieurs aides économiques, et humanitaires, des popes et des livres.

Combat contre le Vatican

Mais le principal combat, celui qui irrite le plus, est mené contre le Vatican, accusé de tirer les ficelles des complots. Au centre de la discordie, la fameuse question des uniates, une Eglise de rite byzantin rattachée à Rome, et qui a été imposée par la force en 1593 par Sigismond III aux Polonais alors en majorité orthodoxes, explique le professeur Galitis.

Les uniates ont ensuite été utilisés par le Saint-Siège comme « cheval de Troie » dans les terres de

l'orthodoxie. Glacée par le communisme, la question est revenue à l'ordre du jour dans toute l'Europe de l'Est, en Roumanie, en Russie et surtout en Ukraine où les uniates réclament les biens qui avaient été confiés par les communistes aux orthodoxes. Ces derniers sont ulcérés par cette affaire et accusent « les papistes » de chasser sur leurs terres. « Que les catholiques aillent évangéliser l'Afrique où il y a du travail, qu'ils nous laissent tranquilles dans les Balkans », a lancé le porte-parole du saint synode, M. Yannis Hadziphotis.

Principale victime, le dialogue œcuménique amorcé en 1980 entre le Vatican et les Eglises orthodoxes qui a été reporté l'an dernier en raison de l'uniatisme. Les Grecs ont de nouveau refusé cette année de reprendre le dialogue à Balanand au Liban pour la même raison. « Comment parler de dialogue quand le Vatican avec les uniates lance une attaque organisée contre l'Eglise orthodoxe », s'interroge M. Galitis.

Le Vatican est également soupçonné d'un « uniatisme » l'Eglise schismatique de Skopje. A l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An, le pape avait prononcé en décembre 1991 ses vœux en macédonien, au grand dam des dirigeants ecclésiastiques grecs, qui ont demandé au gouvernement de rompre ses relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

Sur le plan intérieur, le retour en force de conceptions enracinées dans les siècles, de désaccords, et de schismes, a durci les positions de l'Eglise, qui sent des menaces venir de tous bords. Le dernier combat porte sur la mention de la religion sur la carte d'identité. Les prêtres refusent que la mention soit facultative comme le demande la Com-

munauté européenne. Elle doit être obligatoire, affirment les dignitaires grecs, car « c'est la garantie de notre identité, on ne peut séparer l'hellénisme de l'orthodoxie ». Le gouvernement conservateur a tenté en avril dernier devant les protestations européennes, et des minorités catholiques et juives, d'imposer la mention facultative. Mai lui en a pris, l'ensemble des partis — conservateur, socialiste et communiste — ont refusé, obligeant le gouvernement à retirer son projet.

La religion mentionnée sur les cartes d'identité

« Nous reviendrons sur cette question », nous a assuré le ministre de l'Intérieur Yannis Kephalyannis. Mais l'Eglise est sur ses gardes. Les représentants de l'Eglise de Grèce, de la communauté monastique du mont Athos et de l'Eglise semi-autonome de Crète ont demandé aux Grecs de rester « vigilants et mobilisés » pour éviter que le gouvernement « profite de l'état de vacance » pour amender la loi. M. Hatziphotis a accusé « le lobby juif international » d'être derrière « les pressions étrangères ». Si les cartes d'identité ne mentionnent pas la religion, « des professeurs catholiques ou juifs pourront enseigner la théologie aux enfants grecs, ce que nous ne permettrons jamais », a-t-il dit.

« Un devoir national ne peut être facultatif », a ajouté le représentant du mont Athos. Le porte-parole de l'Eglise croise s'est réservé le droit d'appeler les électeurs à voter contre le parti qui oserait changer la loi. « Les occupants francs et vénitiens ont été pires que les Turcs car ils ont tenté de briser notre identité culturelle », a-t-il souligné.

La communauté juive grecque (quelque 6 000 membres), inquiète,

entend que le gouvernement « tienne ses promesses ». Un représentant du comité des juifs américains, Maynard Wishner, s'est entretenu récemment avec le chef du gouvernement, Constantinos Mitsotakis, soulignant que la mention de la religion « est négative pour l'image de la Grèce à l'étranger au moment même où en Europe de l'Est elle disparaît ».

Le malaise chez les catholiques est de plus en plus important. La communauté compte quelque 50 000 membres — présents depuis des siècles dans les Cyclades et en mer Ionienne notamment — auxquels il faut rajouter 100 000 Philippins et 100 000 Polonais immigrés. La situation est « explosive », indique-t-on dans les milieux catholiques, qui font état « de problèmes nouveaux dans les mariages mixtes », de brimades dans l'armée, de diverses discriminations et d'humiliations constantes causées par les injures proférées par les médias contre les « papistes » et le pape.

Les évêques catholiques ont invité dans une lettre leurs fidèles à rester « prudents » et à « accepter ces moments d'épreuve ». Devant ce climat, l'archevêque d'Athènes, Mgr Serapheim, s'est entretenu au début du mois avec les archevêques catholiques d'Athènes et de Corfou, Mgrs Foscolos et Antonios, pour renouer le dialogue.

La Grèce, rappelée à l'ordre par le Parlement européen sur l'affaire de la carte d'identité, a aussi été épinglée sur sa conception du prosélytisme. Elle a été condamnée en mai dernier par la Cour européenne des droits de l'homme pour violation de l'article 9 sur la liberté de conscience et la religion, pour avoir prononcé en 1987 un verdict de trois mois de prison contre un témoin de Jéhovah. Depuis dix ans, 2 221 témoins de Jéhovah ont été arrêtés et 67 condamnés à des peines de prison pour prosélytisme en application d'une loi datant de la dictature Metaxas (1936-1941). M. Hatziphotis a qualifié le verdict de « tragique ». L'Eglise grecque avait organisé quelques jours avant une conférence panorthodoxe sur « les hérésies » qui, selon M. Hatziphotis, « se propagent de plus en plus » en Europe de l'Est et qui « tentent de supplanter les religions en place depuis des siècles ».

Pour le docteur en théologie Georges Moustakis, professeur au Collège américain d'Athènes, l'Eglise orthodoxe grecque est « conservatrice ». Elle déploie, estime-t-il, « des efforts sans nombre pour marginaliser dans le pays les minorités religieuses ». Dans les Balkans, « elle joue la carte du catastrophisme en démonisant les Turcs, les uniates et les catholiques-romains ». L'Eglise, selon M. Moustakis, brandit le « flambeau du nationalisme pour dissimuler ses problèmes et attirer des ouailles peu pratiquantes ».

DIDIER KUNZ

Le blues électoral des Magyars

Depuis le changement de régime, les Hongrois boudent les urnes. Un phénomène préoccupant

BUDAPEST

de notre correspondant

L'EDITORIALISTE d'un des principaux quotidiens de Budapest racontait récemment qu'il avait demandé à l'un de ses collègues comment il voterait aux élections syndicales du mois de mai. Etonné par la réponse, il le fut encore plus par le raisonnement : son ami s'était déterminé en fonction du sigle d'un des syndicats, en l'occurrence un drapeau, « un animal très sympathique », avançait-il en guise d'explication.

L'anecdote illustre surtout la confusion qui a entouré ce scrutin national, où la principale interrogation n'a pas porté sur l'enjeu officiel — la gestion de la Sécurité sociale — mais sur le taux de participation, qui devait dépasser le seuil des 25 % pour valider la consultation. Et la grande surprise ne fut pas la victoire prévisible de l'ancien syndicat communiste mais le fait que près de 40 % des électeurs se fussent rendus aux urnes. Cette abstention de « seulement » 60 % a été considérée comme le principal enseignement du scrutin et saluée comme une victoire du civisme.

Il est vrai que ce résultat est étonnant pour la Hongrie, où les électeurs boudent les urnes avec insistance depuis le changement de régime. Un phénomène d'ailleurs

perceptible dès les premières élections démocratiques du printemps 1990, lorsque seuls 46 % des citoyens avaient voté au deuxième tour. La tendance n'a fait que s'aggraver, au point que la barre des 25 % obligatoires n'a jamais été dépassée au premier tour lors des différentes élections législatives partielles depuis trois ans. Le record — « mondial », dit-on ici — a été atteint dans la ville de Kisber, où il a fallu huit tours de scrutin, étalés sur quinze mois, pour élire de justesse un député.

Le sursaut du mois de mai marque-t-il la fin de ce blues électoral qui fragilise la légitimité de la jeune démocratie magyare ? Non, répond sans hésitation le politologue Attila Agh, un proche du Parti socialiste : « En mai, comme aux premières élections libres de 1990, les Hongrois ont avant tout exprimé un rejet du pouvoir en place, et ce vote-sanction illustre surtout la volatilité de l'électorat et la faible enracinement des nouveaux partis. » Une perspective inquiétante pour les états-majors politiques, alors que les prochaines législatives sont prévues dans moins d'un an, ou même plus tôt si la crise actuelle au sein de la principale formation au pouvoir débouche sur des élections anticipées.

YVES-MICHEL RIOIS
Lire la suite page 9

DUBLIN

1100 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et après
le galop des poneys sauvages
autour des lacs verts,
écouter crépiter les flammes dans
la cheminée d'un manoir ancestral
ne vous coûtera pas plus cher
que votre couvre-lit en poil de zébu.*

* L'Irlande avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 2 990 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

ESPACE EUROPEEN

Jean Ziegler sur la sellette

Le turbulent député socialiste de Genève, accusé d'avoir alimenté une campagne diffamatoire contre sa collègue Christiane Brunner, est en délicatesse avec son parti

BERNE

de notre correspondant

MULTIPLIANT déjà les procès en diffamation et ne comptant plus ses adversaires, Jean Ziegler, le turbulent député socialiste de Genève, se trouve à nouveau au centre d'une polémique, mais cette fois avec son propre parti. Depuis longtemps, les dirigeants du Parti socialiste suisse ne dissimulaient plus leur agacement devant les incartades du bouillant professeur de sociologie. Le point de non-retour semble maintenant avoir été atteint à la suite d'accusations portées contre Jean Ziegler par une journaliste dans un livre consacré à la campagne de dénigrement menée au début de l'année contre Christiane Brunner, candidate socialiste malheureuse au gouvernement helvétique.

Sous le titre *Pardon, Monsieur. Chronique d'une élection turbulente au conseil fédéral* (1), l'auteur de l'ouvrage qui vient de paraître simultanément en allemand et en français, Catherine Duttweiler, correspondante parlementaire de la *Sonntags Zeitung* de Zurich, croit

pouvoir faire des révélations sur les dessous de rumeurs répandues à l'époque concernant la vie privée de M^{me} Brunner. Se référant à une conversation téléphonique le 6 février avec M. Ziegler, elle rapporte que celui-ci lui aurait confirmé avec force détails l'existence de photos compromettantes pour la candidate socialiste. Parmi d'autres insinuations, il serait allé jusqu'à s'appesantir lourdement sur ses mœurs.

A en croire la journaliste, l'inimitié de Jean Ziegler pour Christiane Brunner serait déjà ancienne. Un chapitre de l'ouvrage relate les multiples manœuvres auxquelles le professeur de sociologie, traumatisé par la perte de son siège de député en 1983, se serait livré pour le récupérer quatre ans plus tard, aux dépens de sa rivale syndicaliste qui lui portait ombrage. En 1991, M^{me} Brunner aura finalement été élue mais sur une liste féminine mise en place pour faire pièce aux intrigues de couloir de M. Ziegler.

S'estimant victime d'une « tentative d'assassinat politique et moral », M. Ziegler rétorque catégoriquement les propos qui lui sont prêtés. Pour se laver « d'accusations ignominieuses », il a décidé de por-

ter plainte contre la journaliste zurichoise et de se « mettre en congé » du groupe parlementaire socialiste.

« Je n'ai rien à voir avec la campagne anonyme infamée contre Christiane Brunner », déclare-t-il. Dans ses conversations avec des journalistes j'ai réagi à des bruits qui m'ont été rapportés. Il affirme se trouver sur la même ligne que la dirigeante syndicale, « notamment en ce qui concerne le tiers-monde et l'armée ». Il admet qu'il a fait naguère adhérer des étudiants africains au PS et qu'il y a eu « mobilisation spécifique », non pour influencer les assemblées du parti, comme on le lui a reproché, mais pour permettre à ces étudiants d'être « plus efficaces une fois de retour dans leur pays ». En revanche, il conteste avoir promis de se retirer en faveur de M^{me} Brunner.

Lutte de tendances au sein du PS

Cette affaire n'a pas manqué de relancer la polémique entre M. Ziegler et la direction du PS. Si ses déclarations tonitruantes lui avaient d'abord valu une certaine sympathie, son côté tapageur avait

fini par irriter jusqu'au sein de son parti. Les dirigeants du PS n'apprécient guère la publicité qu'il s'était faite à l'étranger par des initiatives parfois contestables.

Ainsi, son appartenance au jury du prix Kadhafi des droits de l'homme, ses voyages chez Saddam Hussein en Irak ou chez Kim Il-sung, en Corée du Nord, sans parler d'un livre à quatre mains avec l'économiste soviétique Youri Popov, publié par les éditions du Progrès en 1986, puis dans une autre mouture complétée par ses soins pour les lecteurs occidentaux. Ne voyant pas la moindre contradiction, M. Ziegler ne se prive d'ailleurs pas de vilipender l'Europe de Maastricht à l'étranger alors qu'il avait fait campagne pour l'adhésion à l'intérieur de son pays.

En février déjà, le président du PS, Peter Bodenmann, avait demandé à Jean Ziegler de s'expliquer sur son rôle éventuel dans la campagne diffamatoire visant M^{me} Brunner. Ses accusations ayant été démenties par l'intéressé, l'affaire en était restée là. Convoqué par le comité du groupe parlementaire socialiste, à la suite des derniers rebondissements, M. Ziegler refuse de se présenter devant une instance qu'il soupçonne de l'avoir « condamné d'avance ».

En fait, le torchon brûle depuis un certain temps déjà entre le remuant professeur, partisan d'un retrait des socialistes du gouvernement, et le président du parti, beaucoup plus modéré. D'ailleurs, la direction du PS avait annoncé que si les faits reprochés à M. Ziegler se vérifiaient, celui-ci devrait « en tirer les conséquences ». De son côté, en cas d'échec d'une tentative de conciliation, M. Ziegler envisage de porter plainte contre M. Bodenmann et le secrétaire général du parti, pour atteinte à l'honneur. Au-delà des rivalités personnelles, ce différend est aussi révélateur de l'exacerbation des luttes de tendances au sein du PS en particulier à Genève où flotte dans l'air une menace de scission.

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) Editions Zoé.

Le blues électoral des Magyars

Suite de la page 7

« Cette abstention n'est pas générale », ironise le sociologue Elemér Hankiss. La nouvelle élite politique s'est isolée de la société et, en Europe de l'Est, les intellectuels ont tendance à penser qu'ils peuvent et doivent tout faire sans dialogue social, traditionnellement ignoré dans ces pays. »

A cela s'ajoute un autre héritage de l'Histoire : après avoir vécu sous le règne du mensonge organisé de la droite (sous le régime Horthy) puis de la gauche pendant presque soixante-dix ans, les Hongrois ont une méfiance quasi instinctive du discours politique.

Vaccinés contre les apôtres de lendemains qui chantent, leur rejet généralisé est toutefois considéré comme positif par Zoltán Bayer, l'un des dirigeants des Jeunes démocrates (FIDESZ), le parti le plus populaire. « C'est dans les systèmes anti-démocratiques que la politique envahit toutes les sphères de la vie, écrivait-il récemment. La vraie démocratie fonctionne de façon inaperçue. »

Sentiment dominant : la confusion

Le problème, c'est qu'en Hongrie elle fonctionne presque en vase clos. Les partis qui ont bâti la nouvelle « République des professeurs », avec son président dramaturge, son premier ministre historien et son Parlement d'intellectuels, manquent tous, à l'exception peut-être des socialistes (ex-communistes), d'une base sociale solide.

A l'heure où la facture de la transition économique se fait douloureusement sentir, des pans entiers de la société sont peu ou pas représentés et se détournent d'un jeu politique avec lequel ils ne s'identifient pas. L'absence de véritables « partenaires sociaux » renforce cet isolement et donne l'impression que « la liberté gagnée ne compense pas le sentiment de sécurité perdue », estime la sociologue Zsuzsa Forga dans le journal *Magyar Narancs*.

Autre sentiment dominant : la confusion. L'identité des partis postcommunistes n'est pas encore stabilisée, comme le démontre la crise que traverse le Forum démocratique (MDF), la plus grande formation de la coalition au pouvoir, déchiré par des conflits entre ses

courants d'extrême droite, chrétiens-démocrates et libéraux.

Signe révélateur de ce processus de « clarification », deux anciens députés du MDF ont chacun créé leur propre mouvement, aux antipodes l'un de l'autre : un parti social-démocrate et un parti des entrepreneurs.

Le comportement des partis renforce cette confusion. Contrairement aux usages occidentaux, ce sont les partisans du gouvernement qui ont présenté le plus d'amendements aux projets de loi déposés au Parlement, et la principale formation de l'opposition, au lieu de progresser dans les sondages, a perdu plus de la moitié de ses sympathisants.

Cette recomposition du paysage politique, indéniable dès lors que les partis ne sont plus soudés contre l'ancien pouvoir communiste, brouille encore davantage les cartes, alors que la population est à la recherche de repères clairs. Depuis trois ans, les électeurs magyars adressent un avertissement cinglant à leur classe politique en se tenant à l'écart des urnes.

Les sondages démontrent avec obstination qu'en cas d'élections le parti des abstentionnistes et des indécis arriverait en tête, et rien pour l'instant n'indique que cette crise de confiance soit en passe d'être surmontée.

Dialogue de sourds

C'est la conséquence logique, estime Elemér Hankiss, de « l'antimémoire des partis contre les initiatives sociales. Après l'effervescence des années de la transition, les nouveaux dirigeants ont systématiquement découragé la mobilisation de la société, affirmant qu'elle ne se justifiait plus dans le cadre d'un régime démocratique, où les partis sont là pour prendre les décisions. Ces attaques acharnées contre tout ce qui échappe à leur contrôle n'ont pas disparu. » Le dialogue de sourds continue.

YVES-MICHEL RIOIS

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
Chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-75-13

Un colloque à Hambourg

Le dialogue des héritiers de Germaine de Staël et Henri Heine

HAMBURG fait figure en Allemagne de capitale des médias : quelques-unes des rédactions les plus prestigieuses sont installées dans la ville hanseatique. Der Spiegel, dont le directeur, Rudolf Augstein fête ses soixante-dix ans, Die Zeit, l'hebdomadaire codirigé par Helmut Schmidt, qui délivre chaque semaine solides analyses et commentaires argumentés aux intellectuels d'outre-Rhin.

Le journal télévisé de la première chaîne ARD, le plus regardé, est lui aussi conçu et diffusé depuis les rives de l'Elbe.

Le consul général de France à Hambourg avait en conséquence décidé de célébrer le trentième anniversaire de la signature du traité de l'Elysée par une rencontre de journalistes français et allemands, qui avaient accepté de faire une halte hambourgeoise pour réfléchir et dialoguer sur la manière dont ils rendaient compte, au jour le jour, des réalités de l'autre pays à leurs lecteurs ou téléspectateurs.

Parler de l'Allemagne aux Français et de la France aux Allemands est une entreprise plus périlleuse qu'il n'y paraît : les relations entre les deux pays, la permanence des clichés depuis plusieurs siècles sur les mentalités, et ce n'est pas parce que l'on se massacre plus mutuellement que l'on se comprend mieux.

Un choix délicat

L'actualité fourmille matière à alimenter un débat dont la substance ne date pas d'aujourd'hui : préjugés, étonnement, tendresse et irritation marquaient déjà, il y a plus de cent cinquante ans, les pages admirables que Germaine de Staël consacra à nos voisins d'outre-Rhin et celles qu'un enfant du pays, Henri Heine, adressait aux gazettes allemandes depuis son exil parisien.

Le retour de la méfiance vis-à-vis de l'Allemagne, tel qu'il est apparu lors du débat sur le référendum sur le Traité de Maastricht, a fait l'effet d'une douche froide sur des observateurs allemands encore tout éton-

nés de la joie partagée des Français à l'occasion de l'ouverture du mur de Berlin puis de la réunification. Inversement, la multiplication des « agressions » racistes et xénophobes ces derniers mois en Allemagne met les observateurs français sur place dans une situation délicate : exposer sans complaisance le mal et ses racines sans cependant donner l'impression que la République fédérale est à la veille de subir le sort de l'Allemagne de Weimar.

Plusieurs générations de correspondants ont constaté, à l'occasion de trois tables rondes, que rien n'était jamais acquis et que les simplifications liées au caractère fruste des nouveaux médias (« L'Allemagne c'est oui, coco », philosophe-t-on par exemple dans les couloirs de TF 1) laissent un vaste champ d'action à la petite cohorte des journalistes qui ont la passion d'aller fouiller dans les armoires du voisin...

L. R.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lascourès, gérant
directeur de la publication
Bruno Fraquet
directeur de la rédaction
Jacques Gault
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(présent au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Thomas Farnet
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Varner
(chef des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méty (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE PALAISEAU
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-23
Télécopieur : 40-66-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT - 91100 MÉRISY
91100 MÉRISY
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : 40-66-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

Avec Le Monde
sur Minitel - par téléphone

Admissibilité :

POLYTECHNIQUE - ESC LYON
MINES - PONTS - TÉLÉCOM

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

Si J.M. General Electric, Heuliez, Carrier, Alcatel Cable et beaucoup d'autres encore envoient si bien, c'est parce qu'ils ont appelé le 1-12-67-15-37.

TOULOUSE INAUGURE SON METRO LE 26 JUIN

CROSS
SINCE 1846
INSTRUMENTS A ECRIRE
GARANTIS A VIE

POLITIQUE

Réunis à Paris en assemblée générale

Les Verts sont divisés sur la question des alliances

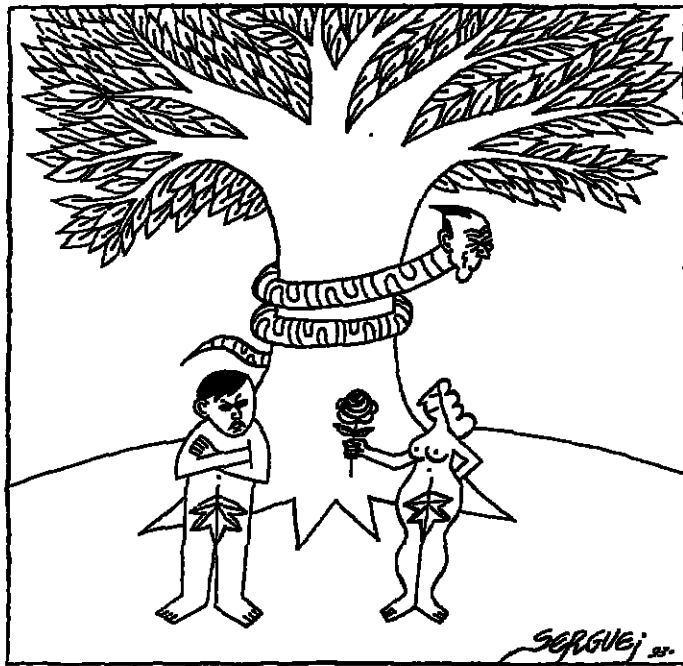
Les Verts se réunissent, les 26 et 27 juin, à Paris, en assemblée générale extraordinaire, pour définir leur stratégie au cours des deux années à venir. Bien qu'elle ne soit pas destinée à renouveler la direction du mouvement, cette réunion constitue un enjeu important pour les deux principales tendances, les Verts en mouvement, d'Antoine Waechter, et les Verts au pluriel, de Dominique Voynet. Elle fixera aussi la place que les écologistes entendent occuper dans le processus de recomposition politique.

Pour redéfinir, collectivement, trois mois après leur relatif échec aux élections législatives, la stratégie de leur mouvement pour les deux ans à venir, les Verts auraient pu être invités à se prononcer sur une, deux, voire quatre lignes possibles. Mais, à quoi bon faire simple, lorsqu'on peut faire compliqué ? Le millier d'adhérents attendus, cette fin de semaine, à la cité des sciences de La Villette, à Paris, devra se prononcer sur un seul texte d'orientation, comprenant lui-même cinq paragraphes alternatifs, et amendé de cent douze façons différentes par vingt-trois groupes composés d'au moins vingt militants, ce qui devrait se

traduire concrètement par des dizaines et des dizaines de votes successifs, heureusement prévus par voie électronique. Au-delà de la procédure, les enjeux de cette assemblée générale du mouvement écologiste sont pourtant relativement simples à comprendre. Deux lignes s'opposent. Celle d'Antoine Waechter, qui campe sur l'autonomie politique des Verts, la réaffirmation du principe « ni droite, ni gauche », et le rejet d'une stratégie de « rassemblement des forces de progrès ». Accessoirement, et compte tenu du recul de l'influence des amis de M. Waechter, il découle de cette ligne que le choix de la candidature, « issue de nos rangs » (ceux des Verts et non de l'ensemble des écologistes), à l'élection présidentielle pourra attendre l'année prochaine.

A l'opposé, l'objectif de Dominique Voynet consiste à inscrire le pôle écologiste dans le champ de la recomposition politique, pour déboucher sur une candidature unique de la mouvance écologiste et alternative, qui serait réservée – au nom de la parité entre les sexes – à une femme, et ce dès la fin de 1993.

Ce dernier critère est jugé « sexiste » par M. Waechter. L'ancien candidat à l'élection présidentielle de 1988 n'y voit qu'une « manœuvre politicienne, destinée à éliminer un homme [lui-même] et une sensibilité », dans la mesure où il ne conçoit pas qu'une militante



de son propre courant puisse être capable, aujourd'hui, d'assurer la présence et la « vie monacale » que suppose une telle campagne électorale. En privé, celui que beaucoup de médias et la quasi-totalité des

hommes politiques ont longtemps considéré comme « le patron des Verts » confie, d'ailleurs, que peu lui importe le choix du candidat ou de la candidate à la prochaine élection présidentielle, si lui-même

peut demeurer, à la tête du mouvement, le garant de la ligne d'autonomie. Mais, dans cette perspective, Antoine Waechter apparaît de plus en plus prisonnier des pures et durs de l'autonomie politique, ceux que les écologistes eux-mêmes appellent les « Khmers verts ».

Un ultimatum à M. Waechter

En dépit de son « appel à la mobilisation pour une écologie indépendante », selon lequel « appeler au rassemblement des forces de progrès, négocier des déstabilisations en faveur de communistes et de socialistes entre les deux tours des dernières élections, se réclamer des valeurs de gauche, envisager publiquement une liste commune aux européens avec les communistes reconstruc-tionnistes » serait une « bien curieuse manière de faire vivre l'autonomie », M. Waechter a reçu, le 15 juin, un « ultimatum » de la tendance dite « Six souffles », la plus opposée à toutes sortes d'alliances.

« Les Verts de la Coordination pour l'autonomie politique des Verts, qui sont opposés à la poursuite de l'entente avec Génération écologie et au rapprochement proposé par les Verts au pluriel avec les forces de progrès, reprochent à Antoine Waechter ses atermoiements et ses multiples compromis avec les amis de Dominique Voynet », affirme ainsi les deux principaux animateurs de cette ten-

dance, Jean-Jacques Bertrand et Philippe Le Pont, tous deux conseillers régionaux respectivement de Picardie et d'Ile-de-France. Faute de voir adopter quatre amendements portant notamment sur les relations avec GE et sur les candidatures aux prochaines élections, cette fraction des Verts menace M. Waechter de lui retirer son soutien et donc de le priver de majorité.

Conscient du danger, le porte-parole des Verts a multiplié, ces dernières semaines, les déplacements en province pour remobiliser ses troupes. A destination des militants qui pourraient passer à côté des enjeux cachés de chaque amendement, les deux principaux camps ont préparé des feuilles de vote, donnant des indications précises sur la conduite à tenir. Mais, paradoxalement, ce sera peut-être une autre minorité des Verts, la fraction « gauchisante » des amis de M. Voynet, qui permettra à M. Waechter de mieux rebondir. Ces militants, souvent venus de l'extrême gauche, sont déjà prêts à répondre à l'appel du « big bang » lancé par Michel Rocard. Ils pourraient aisément servir de repoussoirs pour une majorité de Verts, hostiles à tout compromis et déterminées à rester, de longues années encore, dans un parti autonome, fit-il groupusculaire.

J.-L. S.

Un entretien avec Dominique Voynet

« Il y a place pour un pôle écologiste qui se donnerait mission de féconder l'opposition », nous déclare la porte-parole du mouvement

« Les Verts se réunissent, les 26 et 27 juin, en assemblée générale extraordinaire. Quels sont les enjeux de cette réunion ?

— Au lendemain des élections législatives, certains d'entre nous ont souhaité organiser, sans attendre, un débat sur la nouvelle situation créée par l'existence d'une majorité écrasante à l'Assemblée nationale et par l'absence complète d'opposition. L'enjeu de notre assemblée générale est triple. Le premier consiste à dresser un bilan lucide des législatives et de la stratégie d'Entente des écologistes.

— Le deuxième enjeu doit nous conduire à réinterroger notre stratégie. Les résultats montrent qu'aucun écologiste, élu ou non, n'a dépassé le score de 17 % des suffrages au premier tour. Il n'est donc pas possible, dans ces conditions, de parier, à court ou à moyen terme, sur la vocation des écologistes à construire seuls une majorité alternative. Il faut donc voir de quelle autre façon nous pouvons peser sur les choix politiques.

— Le troisième enjeu porte sur la nécessité de remettre les élections à leur juste place. Les écologistes affirment leur souci de faire de la politique autrement. Cela n'a souvent été qu'un slogan creux. A toutes les étapes de la croissance du mouvement, nous avons eu ten-

dance à trop miser sur les élections.

— Précisément, l'un des objectifs de votre assemblée est d'esquisser les contours de la future candidature écologiste à l'élection présidentielle. N'est-ce pas un nouveau paradigme que de voir les écologistes s'engager les premiers dans la course à l'Élysée ?

— En apparence, peut-être. Mais certains, parmi les Verts, voulaient appliquer ce qui avait été décidé lors de notre dernière assemblée générale, en novembre 1992, c'est-à-dire désigner un candidat des Verts – je dis bien des Verts, sans tenir compte des leçons des législatives. D'autres, et j'en suis, ont souhaité réfléchir sur le sens de cette candidature. Il s'agit désormais de savoir si les écologistes sont capables d'engager, avec d'autres, une dynamique qui permette une candidature unique de la mouvance écologiste et alternative, ou bien si les Verts veulent se satisfaire d'une candidature de témoignage qui ne dépassera pas 3 à 4 % des suffrages.

— Dans le contexte actuel, l'élection présidentielle peut être, un temps fort, non seulement dans la construction du mouvement écologiste, mais encore dans la construction d'un espace politique plus large, rassemblant ceux et celles qui partagent avec les écologistes

une même conception du progrès humain. Aujourd'hui, il est très difficile de définir de façon précise les contours de cet espace, car l'habitude très vite sur les étiquettes et les intérêts de telle ou telle boutique partisans. Les Verts ont déjà dit – et là-dessus, nous sommes tous d'accord – qu'ils ne s'inscrivent pas dans un processus de recomposition de la gauche. Mais, dans le même temps, il serait vain de nier que, dans pas mal d'endroits, le dialogue est déjà engagé avec des gens engagés à gauche, depuis par l'exercice du pouvoir et par la distance entre leurs aspirations généreuses et les pratiques des organisations politiques.

Une véritable alternative

— Dans le contexte politique actuel, le principe du « ni gauche ni droite » a-t-il encore une raison d'être ?

— Trop souvent, le « ni-ni » témoigne d'une attitude méprisante vis-à-vis de ceux qui, proches de nous, ont fait d'autres choix. Pourtant, l'autonomie politique, conceptuelle et stratégique des écologistes reste pleinement justifiée. Elle s'appuie sur la critique radicale du consensus productiviste, sur l'ambition d'un partage équitable des ressources de la planète, sur l'exigence d'une démocratie moins formelle.

— Les écologistes ne portent aucune responsabilité dans les politiques menées au cours des dernières années. Leur crédibilité est de ce fait intacte quand ils dénoncent la politique du franc fort, les reniements successifs qui ont accompagné la négociation des accords de Maastricht ou du GATT. Dans l'opposition, les Verts sont aujourd'hui les seuls à porter une véritable alternative. Pour la mettre en œuvre, il leur faut aujourd'hui, sans renoncer à la radicalité de leur projet, identifier des partenaires avec lesquels avancer, sur la base de contrats largement débattus. Cela n'a rien à voir avec les fantasmes de ceux qui veulent les écologistes se choisir un grand frère.

— Devant tant d'optimisme, on est tout de même tenté de vous opposer les résultats des élections cantonales partielles de ces trois derniers mois, qui sont catastrophiques pour les écologistes.

— Il est vrai que, davantage que celui des élections législatives, le résultat des cantonales montre que nous sommes revenus dans une situation de bipolarisation. Cela

confirme qu'il n'y a pas de place pour une troisième voie autonome à vocation majoritaire. Il y a place, en revanche, pour un pôle écologiste, qui se donnerait mission de féconder l'opposition.

— Vous concevez de jouer ce rôle au sein d'une sorte de confédération de l'actuelle opposition ?

— Il est trop tôt pour dire comment pourrait s'opérer demain une recomposition politique. Il me semble qu'une structure confédérale débouche inévitablement sur un jeu d'appareils, qui négocierait



en permanence les conditions d'une juste représentation des différents courants, en fonction de leur influence supposée. Cela ne m'intéresse pas. Je n'ai pas le fétichisme de l'organisation. Je pense même qu'il faudra dépasser ce terme d'outil qui constitue les Verts. Je n'exclue pas, en effet, une large recomposition, autour d'un contenu politique, qui se traduirait par l'émergence d'un nouveau mouvement. Je regrette d'ailleurs que Jean-Pierre Chevènement ait déjà utilisé le label de Mouvement des citoyens, parce que c'est un beau nom.

— A ce propos, on a quelques difficultés à comprendre les bonnes relations que vous entretenez avec Jean-Pierre Chevènement ou Charles Fiterman. Si le nouveau clivage doit être entre les écologistes et les productivistes, l'un et l'autre se situent bien à l'opposé des aspirations des Verts, non ?

— C'est vrai, mais ce sont des rumeurs, des gens qui se posent des questions, qui font vivre les idées. J'apprends plus d'un Chevènement, y compris en identifiant les divergences qui nous séparent, que de l'esprit de consensus mou, autour de « l'Europe aux bonnes joues » (NDLR : formule de Brice Lalonde), que nous avons connu au

moment du débat sur Maastricht. Les questions de M. Chevènement sont de vraies questions, qui méritent de vraies réponses. Je pourrais dire la même chose de Philippe Séguin.

Une candidature à la présidentielle

— Michel Rocard ne vous paraît pas être quelqu'un qui réfracte ?

— Si, bien sûr. Mais la démarche de M. Rocard est ambiguë. Il affiche l'ambition de vouloir recréer un mouvement de transformation sociale. Mais on ne peut pas, à la fois, entreprendre une telle réflexion de fond, qui me paraît demander du temps, et poursuivre une stratégie de courtage des brèches, afin d'être en état, le plus vite possible, de se présenter à l'élection de 1995.

— Alors, quelle place voyez-vous pour les Verts dans l'avenir ?

— Les Verts, c'est un espoir formidable qui se brise sur un fonctionnement bureaucratique, des statuts qui rongent les ailes, qui cassent toute possibilité de débat. Parfois, je me pose cette question : est-ce que l'outil est à la hauteur de nos ambitions ? Qu'avons-nous gagné depuis quinze ans ? Après notre succès aux élections régionales, sous le gouvernement de Pierre Bérégovoy, nous avons obtenu la suspension des essais nucléaires. L'arrêt provisoire de Superphénix. Mais ce n'étaient que des succès. Jamais nous ne sommes parvenus à infléchir une politique sur la durée.

— C'est forcément, pour une part, de notre faute. Alors que le monde s'écroule, que l'ex-Yugoslavie est en train de s'embraser dans l'indifférence générale, les textes soumis à notre prochaine assemblée générale ne disent rien sur la situation internationale ni sur la politique conduite par le gouvernement depuis trois mois. Aussi ai-je peur qu'une fois encore les gens les plus intéressants restent prudemment à l'extérieur pendant que l'appareil des Verts sera à nouveau colonisé par des factions.

— N'est-ce pas vous-même à la tête d'une faction ?

— J'ai pris beaucoup de recul depuis les élections législatives. Les véritables enjeux ne sont pas la prise de contrôle d'une coquille presque vide. L'important est de parler aux gens, de les écouter, de rendre notre discours intelligible. L'enjeu que représenterait, par exemple, l'organisation d'un mouvement favorable à une construction européenne, sociale et démocratique, environnementalement et économiquement, serait un chantier autrement plus intéressant que la gestion de la boutique verte. Car, vraiment, qui peut penser que le fait de choisir entre Waechter et Voynet pour la prochaine présidentielle influencerait en quoi que ce soit le monde de demain ?

— On a tout de même un peu de mal à vous croire lorsque vous vous montrez aussi désintéressée.

— Je ne souhaite pas qu'Antoine Waechter soit de nouveau le porte-parole de l'écologie politique à la présidentielle. Pour moi, l'intérêt de cette élection serait une candidature qui puisse aller de Charles Fiterman à Bernard Stasi, étant entendu que je parle là des sensibilités qu'ils représentent, et non pas des boutiques. Je ne crois pas qu'il y ait grand monde pour impulser une telle dynamique : il y a Marie-Christine Blandin, la présidente (Verte) du Nord-Pas-de-Calais, et moi. Mais je ne suis même pas sûre que toute notre énergie suffise, à l'une ou à l'autre, à faire mieux qu'un résultat symbolique.

— Au fond, vous êtes très réservée sur l'avenir de l'écologie politique ?

— Non, je suis confiante dans l'avenir de l'écologie politique mais réservée sur la pertinence des outils que constituent les mouvements actuels pour la rendre crédible. Le plus gros danger qui nous guette, aujourd'hui, serait un retour à la stratégie du fortin assiégé. Plus que jamais, je pense qu'avoir raison tout seul, c'est avoir tort. C'est pourquoi, si les Verts ne sont pas capables de s'ouvrir très largement à la société civile, aux aspirations des gens, et s'ils ne sont pas capables de prendre leurs responsabilités dans une perspective de recomposition politique, il faudra prendre des initiatives, y compris en dehors d'eux.

Propos recueillis par JEAN-LOUIS SAUX

Dans « le Nouvel Observateur »

Claude Bartolone fait le récit des négociations Verts-PS

Dans le numéro du Nouvel Observateur paru le jeudi 24 juin, Claude Bartolone, député (PS) de Seine-Saint-Denis et proche collaborateur de Laurent Fabius, fait le récit, par le menu, des négociations qu'il a conduites, principalement en 1992, avec la direction des Verts. Le premier contact, révéla-t-il, remonte toutefois au 30 octobre 1990, date à laquelle il avait rencontré Guy Canbolat, alors secrétaire national des Verts, sur les conseils de l'un des animateurs de la minorité des Verts, Yves Cochet. L'entretien avait porté sur l'inscription éventuelle de la proportionnelle.

Après une « année noire dans les rapports rose-verts » (1991), une entrevue était organisée entre Antoine Waechter et le nouveau premier secrétaire du PS, M. Fabius, le 25 février 1992. « Ce jour-là, à 11 h 30, à la Maison de l'Amérique latine, le patron des Verts rencontre, dans le plus grand secret, son homologue socialiste », rapporte M. Bartolone. En fait de secret, M. Waechter

révélait, dès le lendemain, l'existence de cette rencontre qui suivait d'autres entretiens avec des responsables politiques, Gérard Longuet le 17 et Alain Juppé le 18 février.

L'épisode le plus intéressant demeure cependant la rencontre de Saint-Nazaire, à l'hôtel de la Plage, où Jacques Tati avait tourné Les Vacances de M. Hulot. Claude Bartolone affirme que les Verts avaient été séduits par l'offre de « vingt à trente circonscriptions », voire d'un « gros portefeuille technique avec le titre de ministre d'État ». Mais, après le refus opposé par les écologistes, Claude Bartolone note : « Je n'avais pas prévu que Waechter ferait passer, avant tout, l'utilité de son mouvement. Bref, que les jeux internes des Verts primeraient sur toute autre considération (...). Le refus poli de Waechter masque difficilement qu'il n'était pas majoritaire chez les Verts. Il n'a pas voulu se battre. Il a laissé filer, dans le plus grand secret, son homologue socialiste », rapporte M. Bartolone. En fait de secret, M. Waechter

deputés de la majorité sur la loi Savary

DA
DE

LES DÉC

FÉDÉRATION

Dans une grande Université
CALIFORNIE FLORIDE
Stage linguistique ou Etudes
Départs possibles tous les 2 mois.
année (8 mois) : 50 000 F env.
semestre (4 mois) : 28 000 F env.
Cours, logement, repas inclus
University Studies in America
CEPES, 42, av. Daumesnil, 75007 PARIS
(1) 45-50-28-28

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les députés de la majorité veulent modifier en douceur la loi Savary sur les universités

L'Assemblée nationale a commencé, jeudi 24 juin, l'examen de la proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, déposée par Jacques Barrot (UDF), Bruno Bourg-Broc (RPR) et onze autres députés de la majorité. Ce texte vise à permettre aux universités de déroger à la loi Savary du 26 janvier 1984 (le Monde du 12 juin).

Ce devait être une toute petite loi, une courte proposition émanant de députés et composée modestement de deux articles peu lisibles. C'est à peine si son libellé laissait entrevoir qu'il s'agit d'un sujet sensible, les universités, abordé à un moment où celles-ci sont désertées. « Cette proposition ne bouleverse pas les règles existantes », a assuré le rapporteur de la commission des affaires culturelles, Jean-Pierre Fouchier (UDF, Haute-Saône). « Elle ne marque pas de rupture par rapport à l'esprit des textes en vigueur », a renchérit le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon. En fin d'après-midi, il n'y avait du reste que trois amendements inscrits à l'ordre du jour.

Mais, soudain, dans la soirée, le groupe socialiste en annonçait soixante-dix, puis plus de cent, en complément des motions de procédure qu'il allait se partager avec le groupe communiste.

La proposition de loi vise trois objectifs : généraliser les possibilités de dérogation aux règles de fonctionnement des universités ; supprimer la limitation de la durée des expériences ; en étendre le champ d'application. Comme en 1986, sous le ministère d'Alain Devaquet, elle revient à modifier sensiblement la loi Savary, mais de manière plus habile. « Je précise, après en avoir obtenu confirmation par le ministre, que la possibilité de déroger au régime financier ne risque pas d'entraîner de dérapages concernant le montant des droits d'inscription », a ainsi précisé M. Fouchier. « C'est une mutation en douceur et empirique qu'il convient de favoriser. L'évolution se fera d'autant mieux qu'elle sera d'abord l'œuvre de l'Université elle-même », a ajouté le ministre.

« Le rêve américain »

En défendant l'exception d'irrecevabilité, Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle) a souligné les dangers que recèlerait le texte : « Danger de balkanisation des uni-

versités, danger de retour au régime « facultaire » et aux facultés, danger de création d'universités à plusieurs vitesses. » « Avec cette dérégulation, rien ne pourra plus s'opposer à ce qu'un chef d'entreprise devienne président d'université », a-t-il affirmé. « C'est la revanche qui vous anime, a lancé, de son côté Julien Dray (PS, Essonne). Vous courez après le rêve américain, le mythe des universités concurrentielles des États-Unis, mais vous ignorez la réalité. Pour une Berkeley ou une Harvard, combien d'universités d'État sans talent ? Est-ce cela que vous voulez, des facultés dérogatoires en virgule, disposant de leurs propres moyens financiers, et, derrière, des sacs d'État pauvres et déqualifiés ? » Pour René Carpentier (PC, Nord), la méthode choisie, celle d'une proposition d'origine parlementaire, n'est qu'une « astuce anti-démocratique » qui risque d'aboutir à « une remise en cause du service public national d'enseignement supérieur ».

Dans les rangs de la majorité, en revanche, René Couanau (UDF, Ille-et-Vilaine) a estimé que la proposition, dont il est un des signataires, constitue « un enrichissement » de la loi existante, puisque « tout repose sur le volontariat ». M. Bourg-Broc a, lui aussi, souligné la souplesse du texte puisque

les établissements d'enseignement supérieur auront la liberté de s'en tenir au statu quo ou d'adopter d'autres modes d'organisations que ceux définis par la loi Savary. La discussion des deux articles de la proposition de loi et des nombreux amendements devait continuer vendredi après-midi.

J.-L. S.

M. Borotra (RPR) présidera la commission d'enquête sur les délocalisations

Les députés ont été un peu jaloux du succès médiatique remporté par le rapport du sénateur Jean Arthuis (Mayenne) sur les délocalisations. Le sujet étant porteur, ils ont décidé à leur tour de se livrer à un examen minutieux de ces investissements volatils fuyant l'Hexagone pour l'Asie du Sud-Est. Ainsi l'Assemblée a-t-elle créé, sur proposition de Bernard Pons, président du groupe RPR, une commission d'enquête sur

les délocalisations, dont Franck Borotra (RPR, Yvelines) a été élu président, jeudi 24 juin, et Georges Chavannes (UDF, Charente) rapporteur. Le Palais-Bourbon aura donc aussi « son » rapport sur la question.

Cette initiative est révélatrice du nouveau climat qui règne à l'Assemblée nationale en ce début de législature. Interpellés, chaque semaine, dans leur circonscription à propos de la montée du chômage, les députés se sont découverts une passion subite pour les dossiers du commerce international. Utilisant un ton qui n'est pas très éloigné de celui employé par Philippe Séguin, Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime) vient de rédiger un rapport sur la politique commerciale communautaire, au nom de la délégation pour les Communautés européennes, dans lequel il estime que « le GATT ne constitue plus l'instrument adapté pour organiser les échanges internationaux de manière équitable ».

Hasard de calendrier, la commission des finances vient de constituer une mission d'information sur « l'organisation du libre-échange », présidée par Patrick Devedjian (RPR, Haute-Saône). Contre-feu au réquisitoire anti-GATT de la délégation pour les Communautés européennes ? La différence de ton est en tout cas frappante. Bien plus réceptive aux thèses libérales - la commission des finances est dominée par un noyau de députés RPR et UDF partisans du traité de Maastricht -, cette mission d'information entend « dépassionner le débat » et se refuse à « tout jugement à l'emporte-pièce », selon la formule de Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire). Les membres de cette mission rappellent que « la France profite aujourd'hui du libre-échange », puisque son commerce extérieur est « excédentaire ». S'inquiétant de « la montée de la tentation protectionniste » et du « discours de préférence communautaire, voire de préférence nationale », ils se livrent à une défense du GATT qui, selon eux, « constitue un excellent moyen de lutte contre le dumping et les échanges sauvages », même s'il n'exclut pas des « abus » et des « excès ».

Membre de cette mission d'information, Jean-Pierre Chevènement (app. PS, Territoire-de-Belfort) a peu apprécié cette « apologie sans nuance du GATT » et cette « défense et illustration du libre-échange ». Il l'a fait savoir sèchement à MM. Barrot et Devedjian. Le commerce international passionne bel et bien les députés.

F. B.

Privatisations : la commission des finances veut limiter les pouvoirs attachés à l'action spécifique

Après de longs débats qui ont duré toute la journée de jeudi 24 juin, la commission des finances de l'Assemblée nationale a approuvé, après l'avoir amendé, le projet de loi de privatisation adopté en première lecture au Sénat. La commission propose notamment, à l'initiative du rapporteur du texte, Alain Griorrey (UDF, Val-de-Marne), de supprimer l'obligation pour le ministre de l'économie d'agir « sur avis conforme » de la commission de privatisation dans le cas de cessions d'entreprises publiques à des acquéreurs hors marché. M. Griorrey a estimé que le gouvernement ne devait pas être dépossédé de son pouvoir de choix. D'autre part, la nomination des membres de la commission devrait être soumise à l'approbation d'une commission mixte composée à parité de représentants des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Les commissaires ont également souhaité limiter les pouvoirs attachés à l'action spécifique, que le gouvernement peut instituer dans une entreprise à privatiser, si la protection des intérêts nationaux l'exige. Ainsi, « afin de ne pas substituer à la nationalisation une nouvelle forme d'étatisation », ils ont prévu que la nomination d'un ou deux représentants de l'Etat au conseil d'administration ne pourra intervenir qu'au cours des deux années suivant la privatisation d'une entreprise et pour une durée maximale de trois ans. En outre, l'action spécifique sera transformée de plein droit en action ordinaire au terme des huit ans suivant sa création, « en dehors des cas où l'indépendance nationale est en cause ».

C. B.

Trompe-l'œil

par Gérard Courtois

La discussion entamée par les députés, jeudi 24 juin, sur la proposition de loi visant à autoriser les universités à déroger à une quinzaine d'articles de la loi Savary sur l'enseignement supérieur (le Monde du 12 juin), s'est transformée en un curieux débat en trompe-l'œil.

Bonne tacticienne, la majorité s'est, en effet, évertuée à relativiser et minimiser le portée de ce texte, à démontrer que seules les universités qui le souhaiteraient pourraient bénéficier des possibilités de dérogations offertes et que ces dérogations pourraient être remises en cause au bout de trois ans, après évaluation. Il est pourtant clair que ce texte permet d'ouvrir la voie à une modification en profondeur du fonctionnement des universités puisqu'il permet, à la fois de remodeler l'organisation institutionnelle des établissements et de sortir du régime financier actuellement en vigueur. Les pouvoirs et l'argent, en somme. Une broutille !

Mais le vrai trompe-l'œil est ailleurs. M. Fillon, comme les parlementaires de la majorité, répètent à l'envi que leur principal souci est de donner aux universités davantage de souplesse d'organisation et d'autonomie, afin qu'elles puissent « adapter leur enseignement aux réalités du monde actuel », et notamment aux contraintes de l'emploi. Et ainsi expérimenter des filières ou des dispositifs de formation nouveaux. Ils appuient, comme un seul homme, leur démonstration sur les initiatives et les innovations lancées par les sept universités nouvelles créées depuis deux ans et bénéficiant déjà de ce régime dérogatoire.

C'est oublier volontiers deux choses. D'une part, l'exemple des universités nouvelles n'est guère convaincant. Non pas qu'elles aient échoué, mais tout simplement parce qu'elles bénéficient, comme toute institution naissante, de conditions de développement spécifiques. Comment comparer des établissements qui comptent de 2 000 à 5 000 étudiants avec ces mastodontes de 20 000 à 30 000 que sont devenues la plupart des grandes universités françaises ? Des universités toutes jeunes dont l'équipe d'enseignants et de chercheurs s'est pour une bonne part constituée par affinité autour d'un projet de développement et les autres, rompues d'habitudes et de rhumatismes et contraintes de déplacer des montagnes pour évoluer et se moderniser ?

D'autre part, en énumérant de façon limitative les articles de la loi Savary auxquels les universités pourraient déroger, la proposition de loi, lésée en l'état et en vigueur tout le reste du texte de 1984, n'autorise donc les universités à sortir du cadre actuel pour tout ce qui touche, en particulier, à l'organisation pédagogique - ou aux conditions d'accès - des premier, deuxième et troisième cycles. Or l'expérience des dix dernières années a démontré les marges de manœuvre qu'offre le texte de 1984. Si l'on veut bien en user...

DANGER DEMORT!

Aujourd'hui, nos entreprises papetières utilisatrices de bois sont condamnées par le simple jeu de la dévaluation des monnaies étrangères. L'industrie papetière française, l'une des plus performantes du monde, subit un handicap de compétitivité insurmontable de 25%. Nos entreprises sont contraintes à vendre à perte et devront cesser leur activité.

Demain, si rien n'est fait, tous les métiers de la forêt seront, aussi, gravement menacés : sylviculteurs, débroussailliers, bûcherons, débardeurs, transporteurs, exploitants forestiers-scieurs et industriels du bois.

Ce n'est pas seulement notre secteur économique qui est condamné, ce sont aussi des dizaines de milliers d'emplois, la vie de nos forêts et l'avenir du monde rural.

Les industriels ont alerté les pouvoirs publics sur la gravité de la situation.

LES DÉCISIONS NE PEUVENT PLUS ATTENDRE!

Les 1 500 000 propriétaires forestiers français.

Les 13 000 communes forestières de France.

Les 10 000 entreprises d'exploitation forestière et de sciage.

Les 10 000 professionnels de nos industries papetières.

FÉDÉRATION DES PÂTES À PAPIER - GROUPEMENT DE LA COPACEI

CONSEIL INTER-INDUSTRIEL DU BOIS - FÉDÉRATION NATIONALE DES PROPRIÉTAIRES FORESTIERS ET INDUSTRIELS - GOUVERNEMENT DES COMMUNES FORESTIÈRES DE FRANCE - FÉDÉRATION NATIONALE DU BOIS - FÉDÉRATION DES PAYSANNS DU BOIS - FÉDÉRATION NATIONALE DE L'INDUSTRIE DU BOIS - CONFÉDÉRATION NATIONALE DES PROPRIÉTAIRES DU BOIS

RESSOURCES HUMAINES

POLITIQUE

À la Sénat

La commission des finances adopte cinquante amendements au projet de réforme de la Banque de France

La commission des finances du Sénat a examiné, mercredi 23 juin, le projet de loi relatif au statut de la Banque de France, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale. Elle a retenu cinquante amendements dont certains modifient assez sensiblement le texte initial. Le rapporteur général, Jean Arthuis (UC, Mayenne), considérant que le gouvernement avait été trop loin, a notamment voulu réaffirmer les missions de l'établissement en insérant, avant l'article premier, un article additionnel qui rappelle : « La Banque de France veille sur la monnaie et le crédit ».

Pour l'établissement de la liste sur laquelle seront choisis les membres du Conseil de politique monétaire, la commission élimine le vice-président du Conseil d'Etat. Seuls les présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social sont désormais habilités à dresser « à parts égales » cette liste qui devra comprendre un nombre de noms « triple » et non plus « double » de celui des membres à désigner.

Le Conseil de politique monétaire aurait donc de souplesse d'action puisqu'il pourrait se réunir sur la demande du tiers de ses membres et non plus de « la majorité ».

CLAIRE BLANDIN

Dans l'Isère

Un exercice de démocratie directe

LYON

de notre bureau régional

Bernard Saugay a les moustaches triomphantes. Un peu plus peut-être depuis le 28 mars dernier, où il est devenu député (UDF-PR) de la huitième circonscription de l'Isère, battant séchement Louis Mermaz, ancien ministre et toujours mitterrandien. Mais Bernard Saugay n'est pas tombé de la dernière pile électorale. Conseiller général depuis 1973, vice-président de l'assemblée départementale, ce directeur général adjoint du groupe le Progrès et, depuis peu, directeur de Lyon-Figaro (deux titres du groupe Hérault) sait que même les plus belles victoires politiques sont fragiles.

Aussi a-t-il repris au vol l'idée que lui a soufflée un des membres de son comité de soutien : constituer un conseil de circonscription afin de garder le contact avec les électeurs. Un appel dans la presse locale et ce sont près de quatre-vingt personnes qui ont accepté de s'investir dans cet exercice de « démocratie directe ». Certes, la moitié d'entre elles avaient participé à sa campagne, mais il aurait été dommage de laisser dépérir tant d'énergies. Dix commissions thématiques ont été constituées, de l'emploi à l'agriculture, de la vie quotidienne à l'environnement.

Bernard Saugay a réuni le 17 juin, à Vienne, la première assemblée plénière de son conseil de circonscription. Cette commission avait délégué dix représentants, des « personnes motivées et compétentes dans leur secteur », a souligné le nouveau député. Evidemment, la plupart de ces délégués ont de fortes convictions politiques avec lui.

« Mais ce conseil ne sera pas récupéré par un parti », a-t-il assuré. Comme garantie, il a relevé la participation de quatre personnes qui furent candidates aux législatives sous les étiquettes France Plus, Nouveaux Ecologistes, Renaissance Verte ou Génération Ecologie. « Bernard Saugay me propose un outil de travail, explique Bernard Berthel, président de GE Nord-Isère. Il serait ridicule de refuser. Si le conseil ne fonctionne pas, je partirai. Avec l'aval des instances départementales de GE, Bernard Berthel a donc accepté de prendre la présidence de la commission environnement.

Bernard Saugay en convient. Il va falloir, dès la rentrée, qu'il aide chaque groupe à « passer des problèmes généraux à ceux de la circonscription ». Mais, réplique-t-il, ce conseil n'est pas un gadget, « un député ne peut pas agir seul, il doit être en écoute permanente ». En septembre, une assistante salariée sera chargée de suivre au quotidien les pistes ouvertes par les commissions, en mettant l'accent sur les problèmes d'emploi. Déjà cinquante chômeurs sont venus frapper à la porte du député.

« Ce n'est pas un réseau politique, certifie Bernard Saugay, j'en ai déjà un qui fonctionne. Il s'agit vraiment d'essayer de traiter les problèmes du quotidien. » D'ailleurs, assure-t-il, il n'a toujours pas décidé de l'éventualité de sa candidature à la mairie de Vienne, en 1995, contre Louis Mermaz. Sa décision dépendra aussi sûrement de la réussite de ce conseil, de ses capacités à passer l'été et à rester mobilisé.

BRUNO CAUSSÉ

La tentation national-communiste

Suite de la première page

Dans le numéro de janvier 1993, il participe au siège de Sarajevo au sein d'une unité des forces spéciales tchékoslovaques, les ultra-nationalistes serbes - il apprécie particulièrement la « sensation de puissance » de la France. La guerre entre le christianisme et l'islam. Dans le numéro de mai dernier, enfin, il narre ses faits d'armes avec les « enrégimés » serbes face aux Croates en Krajina - une photo de groupe le montre, arme au pied, en uniforme de combattant.

Pendant qu'il guerroyait, la France vote. Et « Edward Limonov, écrivain », figure en bonne place dans le comité parisien de parrainage des candidats présentés par le PCF aux élections législatives de mars. Son premier reportage dans l'« Idiot international » est paru le 17 janvier 1992, sous le titre « Voyage en 1991 ». Reportage auquel le Choc du mois de septembre 1992 n'hésite pas à renvoyer ses lecteurs, dans une note de bas de page : « Voir dans l'Idiot international la Révolution du 17/19/92 le reportage d'E. Limonov en Serbie, allié traditionnel de la France ». Enfin, quand il n'appelle pas à voter communiste et quand il ne combat pas, Limonov s'adonne à ses fonctions de représentant en France de Vladimir Irlinovski, président du Parti libéral démocrate, organisation qui, loin de correspondre à son intitulé, se situe à l'extrême-droite de l'échiquier politique russe.

La deuxième histoire se passe, en mars 1992, dans la capitale du défunt empire soviétique. On y voit Alain de Benoist, principal théoricien du GRECE, la fameuse Nouvelle droite française, surprise favorablement le très conservateur Egor Ligatchev par un discours public en faveur de la « libération des prisonniers politiques de la désaventure d'octobre 1991 » - en d'autres termes la tentative de putsch des nostalgiques du PCUS. La scène est rapportée par Robert Steuckers, correspondant belge du GRECE, qui publie, en avril 1992, dans sa revue *Vouloir*, le texte d'une table ronde organisée à Moscou par Den, organe de l'opposition ultra-nationaliste et néo-fasciste à Boris Eltsine. Son organisateur est Alexandre Douguine, correspondant moscovite du GRECE, fondateur d'une revue nommée *Éléments* comme celle de la Nouvelle droite française, et présent à Paris, en mars 1991, lors du 24 colloque national de celle-ci.

Les valeurs ethniques nationales et régionales

Introduisant la table ronde de 1992, Douguine affirme que le projet de la Nouvelle droite, c'est le « chef de file en Europe » - « reprend des thèmes énoncés dans les années 20 par des géopoliticiens allemands, souvent russophiles », parmi lesquels, notamment, les « nationaux-bolcheviks » de la République de Weimar. Invité à intervenir, Alain de Benoist plaide pour une « alliance eurasiennne », mais en ajoutant : « Nous devons commencer par le bas, en opposant au mondialisme les valeurs ethniques, régionales et nationales ». Étape intermédiaire avant l'« unification eurasiennne » qu'il finit par résumer abréviativement : « Apparemment, nous devons passer par une période transitoire de chaos ».

De retour en France, le leader du GRECE confie aux lecteurs d'*Éléments* (printemps 1992, n° 74) ses impressions russes, dont il ressort que ce « chaos » n'est pas pour lui déplaire : « Là comme ailleurs, de nouveaux clivages se mettent en place. Sur le plan politique, le fait dominant est le rapprochement des « blancs » et des « rouges » : monarchistes russophiles et « nationaux-bolcheviks » appartiennent désormais au même camp, qui n'est jamais que le grand rassemblement des patriotes qui aspirent à un avenir russe et rejettent d'être aliénés à l'Occident. Rien n'illustre mieux ce rapprochement que la manifestation qui, le 17 mars (1992), a rassemblé sur la place du Manège 30 000 personnes brandissant d'un même mouvement drapeaux blancs et bannière rouge ! (...) Le communisme ne reviendra pas, le capitalisme est impossible : il faut donc inventer autre chose. A l'heure où l'Occident est en panne d'imagination, c'est à l'Est, plus que jamais, et comme nous l'avions prévu, que l'histoire aujourd'hui est ouverte ».

Cet « autre chose » a récemment trouvé sa traduction française en première page d'un journal qui a fait de la calomnie et de l'injure

son fonds de commerce, l'*Idiot international* - et c'est la troisième de ces histoires où se déclinent ces apparentements rouges-bruns. Sous le titre « Vers un front national », le numéro de mai dernier de ce mensuel défend en effet « une politique autoritaire de redressement du pays », sous la signature de l'un de ses collaborateurs réguliers, Jean-Paul Cruse. « La gauche en France, c'est fini. Pour toujours. Et c'est bien », lit-on en préambule de cet éditorial qui tient pour acquis « aucun des conflits fondateurs qui ont forgé l'esprit des vivants d'aujourd'hui ne s'est déployé sur l'axe droite-gauche ». Aussi son auteur plaide-t-il pour une réactualisation de « l'alliance des communistes et de la droite catholique, nationale, militaire et maurassienne du général de Gaulle ».

Le « front national » de l'Idiot international

Après un éloge de « la grandeur des nations », la référence à Maurras est suivie d'un rétif antisémite sous sa formule codée habituelle : le « sionisme international » dont on apprend qu'il mène le monde, à partie égale avec Wall Street, la Banque de Francfort et le « nain de Tokyo », antisionisme en prime. Appelant de ses vœux « un violent sursaut de nationalisme industriel et culturel », Jean-Paul Cruse dénonce le « racisme antisémite » comme l'un des maux du jour, affirme que tout « effacement des frontières de l'immigration, de l'insécurité, du chômage et de la criminalité urbaine » et se prononce pour une « politique autoritaire d'aide aux jeunes États forts du tiers-monde ». Son objectif ? Les aider ou les contraindre, on ne sait, « à fixer leurs sols, leur foi, leurs langues et leurs peuples » - autrement dit à ce que chacun reste chez soi.

Tel est le « terrain », conclut l'auteur, sur lequel « Pasqua, Chevènement, les communistes et les ultra-nationalistes vont se trouver plus proches les uns des autres que Mar-chais de Mitterrand ». Or, loin de pouvoir être classés à droite, Jean-Paul Cruse, membre de la rédaction de *Libération*, est connu comme syndicaliste CGT et ne cache pas ses sympathies pour le PCF. Dans le numéro suivant de l'*Idiot*, son élan de programme a reçu le soutien enthousiaste de Basile de Koch, pseudonyme de Bruno Tellemme, proche de Charles Pasqua auquel il a parfois prêté sa plume, qui résume ainsi l'alternative : « La nation ou le nouveau désordre mondialiste ». « Légitime colère », s'ensuit-il, dans la même page, le « Collectif communiste des travailleurs des médias, PCF », remerciant Cruse d'avoir pris date pour l'avenir. Si réserve est en revanche la réaction de Didier Leschi, secrétaire national du Mouvement des citoyens, qui regrette aujourd'hui d'avoir accepté de s'engager dans l'*Idiot*, affirmant avoir découvert depuis les « conceptions autoritaires et odieusement polémiques qu'il s'expriment dans l'*Idiot* » et être parvenu à la conclusion que tout contact avec cette publication est une erreur regrettable.

Il est vrai que le brassage inédit dont ce journal offre le spectacle a de quoi désorienter le politologue le plus averti. Son rédacteur en chef, Marc Cohen, est en effet membre de longue date du PCF. Proche de l'entourage de Roland Leroy, directeur de l'*Humanité*, il est responsable de « Côté communiste des travailleurs des médias » déjà cité. Coordinateur de la rédaction de *Révolution*, Jacques Dimet est également un collaborateur régulier de l'*Idiot*. Ce qui n'empêche dans le journal d'accueillir fréquemment des articles d'Edward Limonov, notamment en défense du nationalisme russe, ou, plus rarement, d'Alain de Benoist, dont l'*Idiot* publiera en extenso, en décembre 1991, le discours en forme de réquisitoire anti-américain prononcé en clôture du XXV^e colloque du GRECE.

« Le coup des nazis de gauche »

Si quelqu'un n'est pas surpris par la révélation de ces courages passés, c'est Didier Daeninckx. L'écrivain, connu pour ses romans noirs, qui démissionna du PCF le 10 mai 1981 après avoir été témoin du « vote révolutionnaire » d'une partie de l'appareil en faveur de Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle, s'efforce en effet depuis plusieurs mois d'alerter l'opinion sur cet étonnant coïncidence « entre nombre d'intellectuels communistes et des penseurs fascistes ». Présenté de façon irrévérencieuse sous la forme d'une « déclaration du Poteau de Boulogne du Parti communiste français proposée à la discussion du Chauffage Central », le dossier qu'il a fait par-

venir, en mars dernier, à plusieurs hauts responsables communistes est argumenté et solide. Certains intellectuels communistes proches de l'appareil éditorial du PCF, contrôlé par M. Leroy, affirme-t-il, tentent de « refaire le coup des nazis de gauche », courant incarné par les frères Gregor et Otto Strasser, le premier ayant été un temps numéro deux du parti d'Hitler, avant d'être assassiné sur ordre de ce dernier en 1934 et le second ayant été exclu du parti nazi en 1930 pour avoir passé des alliances avec les communistes allemands.

Pour preuve du sérieux de ses accusations, Daeninckx diffuse volontiers les deux lettres que lui a adressées Georges Marchais, puis-que tel est le désir exprimé par le secrétaire général du PCF. Dans la première, datée du 28 octobre 1992, M. Marchais tient à le « remercier beaucoup » de lui avoir « fait percevoir des réalités et un éclairage de celles-ci que je ne soupçonnais pas ». « J'ai vérifié les faits que vous évoquez, singulièrement ceux qui ont à voir avec des responsabilités de mon parti : ils sont avérés. Croyez que j'en suis autant indigné que vous », ajoute le leader communiste. Dans la seconde missive, datée du 24 mai dernier, M. Marchais insiste : « Je souhaite, puisque vous enquêtez sur cette question, que vous poursuiviez votre travail et, si vous constatez que des liens existent entre des gens du Parti communiste et l'extrême droite, je n'aurais qu'une demande à vous faire : dites-le ! Car ce serait honteux et déshonorant les communistes qui s'y prêtent ».

L'écrivain, qui se réclame d'un socialisme libertaire, ne se l'est pas fait dire deux fois et le *Canard enchaîné* du 23 juin a fait état du dossier accablant qu'il a patiem-

ment établi. « Le PCF, explique Daeninckx, est à 99,5 % sur une position antifasciste. Mais il y a une bande d'intellectuels en perdution, sur fond d'anti-américanisme, d'anti-socialisme et de nationalisme qui joue avec le feu. Et, de l'autre côté, un projet cohérent, celui de Alain de Benoist, qui est de drainer à gauche depuis la chute du Mur de Berlin, en tentant de rejouer la partition national-bolchevik ». De fait, Alain de Benoist, qui affirme ne plus cotiser au GRECE tout en continuant à animer ses publications et ses colloques, théorise aujourd'hui une « troisième voie » entre capitalisme et communisme qui rassemblerait tous ceux qui « refusent le système marchand libéral » : « L'opposition fondamentale est désormais celle du centre et de la périphérie, écrit-il dans *Éléments* l'automne 1991. Tout ce qui est dans la périphérie est solide. Le communisme a été, lui aussi, une mauvaise réponse à une vraie question. (...) Lénine et Staline avaient trahi la Commune. Leur trahison ne nous fera pas devenir vassaux. (...) Oui, c'est un joli nom : camarades ».

Nul hasard donc si, dans la collection « Révolution conservatrice » qu'il dirige aux éditions Pardès, M. de Benoist exhume aujourd'hui l'œuvre d'Ernst Niekiach, théoricien du national-bolchevisme sous la République de Weimar. En « cadeau » à ses lecteurs, cette collection offre, pour l'achat de deux livres, l'une des « œuvres » de Hans F. K. Günther, Religiosité indo-européenne ou Mon témoignage sur Adolf Hitler. Or ce H. F. K. Günther fut le racologue officiel du régime nazi.

OLIVIER BIFFAUD et EDWY PLENEL

Le président du conseil régional de Picardie mis en minorité

Charles Baur, député UDF-PSD et président du conseil régional de Picardie, a été mis en minorité, jeudi 24 juin, lors du vote d'une décision modificative du budget régional 1993 par 28 voix contre 25. Les six élus du PC et les huit du FN ont voté contre, comme ils avaient fait lors de l'examen du budget primitif. Mais les six socialistes et les cinq Verts, qui s'étaient alors abstenus, se sont cette fois prononcés contre la proposition du président. M. Baur a assuré que certains travaux de sécurité dans les lycées ne pourraient pas être réalisés, ce qui a amené les socialistes et les membres du Front national à l'accuser de « chantage ».

D'autre part, le tribunal administratif d'Amiens a annulé, le 16 juin, une décision du conseil régional de Picardie du 30 octobre 1992 relative à l'élection de ses représentants dans des organismes extérieurs, les établissements sc-

colaires et universitaires notamment. Le président du groupe socialiste du conseil régional, maire de Beauvais, Walter Amallem, avait déposé un recours le 30 décembre 1992 afin de faire examiner la légalité d'une délégation de compétence à la commission permanente du conseil régional. L'objectif était d'empêcher que des élus régionaux appartenant au Front national siègent dans les lycées. Il y avait eu un précédent le 19 février dernier lorsque le conseil scientifique de l'université Jules-Verne de Picardie avait refusé de siéger, lors de sa séance d'installation, pour protester contre la nomination d'un élu du Front national comme représentant du conseil régional.

Le tribunal a considéré que seule l'assemblée régionale pouvait désigner ses représentants. Elle devra donc organiser elle-même de nouvelles élections à bulletins secrets.

Le Monde EDITIONS

Enquêtes sur la droite extrême

René Monzat

Où l'on s'aperçoit que la pire hypothèse est souvent la bonne.

La République menacée

Dix ans d'effort Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollat

Pour qu'on ne puisse pas dire, « on ne savait pas... »

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

BIBLIOGRAPHIE

Régis et Pierre

UN MOT ENCORE CHER BÉRÉ... de Régis Debray Arles, 30 p., 20 F.

En quelques pages, Régis Debray, ancien conseiller à l'Élysée, passe de l'engagement à l'homme en vers celui qui fut un moment, comme il le dit, son « patron ». Chez Pierre Bérégovoy, secrétaire général de la présidence de la République, il débusque l'agaparchik façon SFIO. Par le ministre, il se sentit « humilié », comme « beaucoup », dans « l'idée qu'ils se faisaient de la France, de l'Etat, de la gauche, et d'eux-mêmes ». Le suicide, s'il ne transforme pas, à ses yeux, le « politicien professionnel et très modéré-

ment idéaliste » en « martyr de l'idéal », fait apparaître une autre réalité : « la guerre de Pierre et de Bérégovoy ».

En somme, écrit Debray à l'ancien premier ministre, « le consensus (...) était partout (...) sauf en toi ». Par son geste, Pierre Bérégovoy tend à la gauche, dans laquelle se reconnaît l'écrivain, un miroir accusateur et consolant. « Tous floués », assure-t-il. Et toi plus que nous. Car plus ouvrier, par tes origines ; et plus maître du jeu, par ta position. Mais, « grâce à toi, preuve est faite que nous n'étions pas tous des cyniques ». La fin de Pierre Bérégovoy aide peut-être Régis à se réconcilier avec Debray.

P. J.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Un procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

Les premières corrections de la défense

La 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris a entendu, jeudi 24 juin, les plaidoiries de M^{rs} Mario Stasi et Michel Halperin, défenseurs de Charbel Ghanem, dirigeant de la société suisse Socofin.

M^{rs} Mario Stasi a jeté un coup d'oeil désolé vers les bancs de la presse quasiment vides. Et comme jamais depuis le début du procès l'ancien bâtonnier de Paris n'avait eu de la peine, il a commencé par une réflexion en forme de mise en garde : «Chaque fois que j'entends dire qu'on rend la justice pour l'exemple, je me méfie. J'ai peur qu'elle ne soit rendue pour l'opinion.» Et se tournant vers le procureur Jean-Claude Marin, il ajouta : «Je n'ai pas discerné dans vos réquisitions une démonstration, mais seulement une volonté de punir. Vous avez procédé par affirmations péremptoires.»

Il lui restait le plus dur : lutter contre le sentiment que tout est joué. «Que faire lorsque le réquisitoire suit l'instruction et que les

débats eux-mêmes suivent l'accusation», s'est-il interrogé. Une question méditée en silence par son client, Charbel Ghanem, contre lequel le ministère public a requis deux ans de prison avec sursis et 2,5 millions de francs d'amende. Un dilemme pour ce dirigeant de Socofin accusé d'avoir acheté 91 000 titres Triangle par le biais de l'International Discount Bank pour réaliser une plus-value de 21 millions de francs.

Un spéculateur inspiré

Dans un bel ensemble, M^{rs} Stasi et son confrère suisse M^{rs} Michel Halperin se sont d'abord appliqués à prouver que l'International Discount Bank, implantée à Anguilla, aux Antilles anglaises, n'avait rien d'une «coquille vide». Ainsi M^{rs} Halperin sortit de sa manche la licence bancaire d'établissement et quelques chiffres propres à donner des couleurs à cette banque off-shore. On apprit qu'avec sa centaine de clients IDB pouvait s'enorgueillir de quelque 300 millions de dollars de dépôts et de bénéfices annuels de l'ordre de 730 000 dollars.

Mais, surtout, M^{rs} Halperin fit son possible pour convaincre que Samir Traboulsi, officier de Charbel Ghanem, n'avait pas transmis à ce dernier l'information confidentielle concernant la vente prochaine du groupe Triangle à Pechiney. Pour dissocier M. Ghanem de M. Traboulsi, il fallut à encore donner vie à un certain Chaker Khoury, homme d'affaires libanais qui a passé, selon la défense, l'ordre d'achat des titres Triangle.

«Le réquisitoire le traite de fabricant de poufs, avec des points d'acheminement», s'est indigné M^{rs} Halperin. C'est inexact. Reprochant à la justice française d'avoir trop longtemps douté de l'existence de ce spéculateur inspiré, l'avocat s'est appuyé sur une déposition, recueillie par la justice libanaise, dans laquelle Khoury revendique l'achat des titres Triangle. Il a d'autre part insisté sur l'épaisseur supplémentaire à ce témoin fulgurant en apportant la preuve de sa présence lors de l'achat d'un terrain à la frontière franco-suisse.

A la «démonstration absurde du procureur», M^{rs} Stasi et Halperin entendaient ainsi opposer une

«contre-démonstration sans artifice». «Au fond, vous êtes tombé sur Traboulsi par élimination, a relevé M^{rs} Halperin. Quand on procède de cette façon, on ne fait pas semblant. A la mi-août 1988, cinquante personnes se trouvaient sur son yacht. On en a éliminé dix. Et les autres? Vous ne deviez pas les écarter.»

De même les avocats ont-ils contesté le «parallélisme» établi par le ministère public entre les conversations téléphoniques de Samir Traboulsi avec la société Socofin dirigée par Charbel Ghanem et les achats du titre Triangle à la Bourse de New-York. Un seul ordre d'achat, concernant 100 000 titres, a été passé le 18 août 1988, a insisté M^{rs} Halperin. Que l'ordre ait été émis sur plusieurs semaines relèverait dès lors de la simple technique boursière.

«Le défilé d'inités est difficile à prouver, a conclu l'avocat suisse. Mais ce n'est pas parce que c'est difficile qu'il faut renoncer aux principes.»

LAURENT GRELSAMER

TOXICOMANIE

Charles Pasqua souhaite un débat au Parlement sur la dépénalisation des drogues douces

Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, interrogé mercredi 23 juin sur France 3 au cours de l'émission *La marche du siècle* consacrée aux banlieues, s'est déclaré favorable à un grand débat sur le problème de la drogue et notamment sur la question de la dépénalisation des drogues douces. «Je crois que nous n'éviterons pas un grand débat sur ce sujet», a-t-il déclaré. Il a expliqué que l'«avantage» d'une dépénalisation des drogues douces est que l'on mettrait un terme à l'économie souterraine, mais s'inconvénient, tous les spécialistes pensent qu'on passe plus facilement des drogues douces aux drogues dures que directement aux drogues dures.

«C'est un sujet de réflexion et cela devrait faire l'objet d'un grand débat dans le pays et au Parlement», a ajouté le ministre de l'Intérieur. «Nous ne sortons pas du problème de la drogue s'il n'y a pas une prise de conscience nationale et générale», a-t-il souligné.

Guillaume Depardieu condamné à trois ans de prison dont deux avec sursis. — Guillaume Depardieu, le fils de l'acteur Gérard Depardieu, a été condamné, jeudi 24 juin, par la huitième chambre correctionnelle de Versailles, à trois ans d'emprisonnement dont deux avec sursis et mise à l'épreuve, pour infraction à la législation des stupéfiants. Le tribunal a prononcé une peine très inférieure à la condamnation de quatre ans, dont dix-huit mois avec sursis, requise par le ministère

public (le Monde du 25 juin 1993). Mais, conformément aux réquisitions, le tribunal a ordonné l'incarcération immédiate du jeune homme. Les autres prévenus ont été condamnés à des peines de dix-huit mois dont quinze avec sursis, et cinq ans dont trois avec sursis. Dans un peu moins de trois mois, Guillaume Depardieu, qui est âgé de vingt-deux ans, aura effectué la moitié de sa peine ferme et aura la possibilité de demander une libération conditionnelle.

EDUCATION

Jacques Lévy nouveau président de la Conférence des grandes écoles

A l'occasion de l'assemblée générale de la Conférence des grandes écoles, qui s'est tenue, mercredi 23 juin, à l'Ecole centrale de Paris, Jacques Lévy, directeur de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris, a été élu président. Le premier vice-président de la Conférence est Paul Vialle, directeur de l'Institut national agronomique Paris-Grignon, entouré de trois vice-présidents : Véronique de Chantérac, directrice de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, Jacques Bordet, directeur de l'Ecole centrale de Lyon, et Jean Guy, directeur de l'Ecole catholique des arts et métiers.

(Né le 9 janvier 1937 à Constantine (Algérie), ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur du corps des mines et docteur en physique, Jacques Lévy a été professeur à l'Ecole des mines de Saint-Etienne (1962), puis directeur adjoint (1976) et directeur de l'Ecole des mines de Paris (1984).)

EN BREF

Henri Emmanuelli dénonce le prix exorbitant des préservatifs dans les lycées. Henri Emmanuelli, président du conseil général des Landes et député (PS), a envoyé une lettre au ministre de l'Éducation nationale dénonçant le «prix exorbitant» des préservatifs en vente dans les lycées de son département. «Une boîte de trois préservatifs y coûte 10 francs, alors que le prix de revient à l'unité est de 80 centimes, et celui d'une boîte de trois avec notice, de 3 francs», écrit-il. Déplorant que ce prix puisse être un obstacle à l'utilisation de ce seul moyen de lutte contre le sida, M. Emmanuelli demande à François Bayrou de lancer une enquête nationale sur ce sujet.

Sixième attentat depuis le début de l'année contre une agence de Nouvelles Frontières. — Une charge explosive a causé des dégâts importants, dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24 juin, à une agence de la société de voyages Nouvelles Frontières, dans le centre de Toulon (Var). Cet attentat, le sixième depuis le début de l'année contre cette société, n'a pas fait de victimes. Il n'a pas été revendiqué. Les précédents, commis à Marseille, Paris, Toulouse, Ajaccio et Bastia, avaient été revendiqués par le Front de libération national de la Corse (FLNC-Canal historique).

Japon : nouvelle poussée de féroce de volcan Unzen. — Le volcan Unzen, situé à une cinquantaine de kilomètres de Nagasaki (île de Kyushu), connaît depuis quelques jours une nouvelle phase d'activité, dont les nuées ardentes ont provoqué la mort d'une personne et la destruction d'une centaine de maisons. Le 3 juin 1991, une violente éruption de l'Unzen avait tué quarante-trois personnes, parmi lesquelles les volcanologues français Maurice et Katia Krafft. — (AFP)

RELIGIONS

La croix du clergé français

Suite de la première page

Un épuisement dû surtout à des raisons démographiques. Depuis une vingtaine d'années, l'Eglise de France tient debout grâce à des prêtres qui restent en fonctions jusqu'au troisième, voire quatrième âge. La jonction avec les plus jeunes générations ne se fait pas ou se fait mal. Des centaines de prêtres ont renoncé au sacerdoce au cours des années 70 et, dans la pyramide des âges du clergé, le grand «creux» est celui de la génération des quarante-soixante ans. Aujourd'hui, il fait sentir pleinement ses effets (1).

La reprise des vocations tarde à se manifester. Une politique intensive de recrutement, ajoutée à la réaffirmation, depuis quinze ans par Jean-Paul II, de l'identité catholique et de la valeur du sacerdoce, a enrayé la chute. Mais elle n'a pas fait remonter la courbe. La dérive des vocations avait en fait commencé bien avant le concile Vatican II (1962-1965). Les premiers décrochages sérieux remontent même à l'immédiat après-guerre, liés à la diminution des familles nombreuses, du statut du clergé dans la société et à des ruptures dans les modes de transmission de la foi.

Le résultat est qu'en 1957, l'Eglise de France ordonnait 623 prêtres, 483 en 1967, 99 en 1977, 106 — soit une légère remontée — en 1987. Cette année encore, fin juin, elle n'ordonnera pas plus d'une centaine de prêtres. Elle compte environ 1 100 séminaristes, soit trois fois moins qu'en 1970. Des diocèses entiers n'ont pas ordonné un seul prêtre depuis des années et, à l'horizon 2 000, certains ne disposeront, en tout et pour tout, que d'une cinquantaine de prêtres actifs. Si cet effectif peut à la rigueur suffire dans certaines zones rurales dépeuplées, que dire des départements de la région parisienne, qui ne comptent pas plus de deux cents prêtres pour plus d'un million d'habitants?

La dépression actuelle était largement prévisible, «mais une chose était de la prévoir, autre chose de la vivre», ajoute un prêtre. Elle frappe la génération la plus nombreuse, celle qui a dépassé la soixantaine et fut la plus chahutée depuis la guerre. Anciens prisonniers ou résistants, ils ont participé au grand élan missionnaire de l'Eglise de France dans les campagnes ou les banlieues ouvrières. Depuis le concile et les années 60, ils ont traversé toutes les tempêtes de l'Eglise et de la société. Aujourd'hui encore, ils sont surchargés. Des prêtres malades ou décédés ne sont pas remplacés. «On met toujours sur les mêmes îles de plus en plus de casquettes», admet un évêque.

Peu nombreuse, la génération qui suit (quarante-soixante ans) se voit à son tour, comme par effet mécanique, survivante de responsabilités précoces. Outre l'animation d'une grande paroisse de centre-ville, il n'est pas rare que le prêtre dans la force de l'âge soit appelé à diriger un service diocésain de catéchèse ou à prendre une responsabilité nationale dans un mouvement, au risque d'être usé prématurément.

Une «cléricature» de laïcs

Quant à la génération des moins de quarante ans, elle est entrée dans le clergé par des canaux (scoutisme, charismatiques, Opus Dei, etc.) très différents de ceux de ses aînés. Elle a, comme Jean-Paul II, une conception plus traditionnelle du ministère et le mixage avec les prêtres plus âgés est laborieux. Ceux-ci reprochent parfois à leur évêque de céder à la panique et d'ordonner sans trop regarder (voir ci-contre). Cet amalgame difficile des générations, des origines, des sensibilités nuit à l'homogénéité des équipes et, pour cette raison aussi, les départs ont lieu, sur le point des pieds.

Démission, surmenage, solitude, accidents de santé, tentatives de suicide... Depuis quelques années déjà, un psychanalyste comme Tony Anatrella tire la sonnette

d'alarme. «Les prêtres ne voient pas arriver la relève annoncée, ni déboucher des projets pastoraux auxquels ils ont consacré leur vie, écrit-il. Ils sont confrontés à une mort sociale qui les nie et les dévalorise. Les séquences anxio-dépressives, les conduites éthyliques, la quête affective, dans la recherche de complexités ou de proximités relationnelles, ne sont que les symptômes d'un mal-être, d'une angosée face à un réel qui leur échappe» (2).

Plus personne n'a envie de se voiler la face ou de chercher des faux-fuyants. Ce n'est pas seulement l'avenir d'une corporation qui est en jeu. C'est celui des communautés chrétiennes. Il en va aussi de l'influence d'une Eglise dans une société qui, bien que sécularisée, n'a pas perdu, tant s'en faut, le goût pour les rites et le sacré. Les tenants de la politique de l'autruche se consolent en invoquant les trésors d'imagination et de dévouement qu'une telle crise oblige à déployer. Certes, des procédures d'ajustement — comme les regroupements de paroisses ou les délégations toujours plus larges confiées à des laïcs, hommes ou femmes — ont réussi à amortir les effets de cette crise. Mais loin de la régler, elles ont créé d'autres difficultés.

La plus sérieuse serait la montée d'une «cléricature» de laïcs, qui oblige le prêtre, devenu «magicien du sacré», à se cantonner à un rôle de distributeur de sacrements (mariage, onction des malades) préparés par d'autres. Tout un laïcat d'Eglise se forme en effet, devient permanent et salarié. C'est la grande mutation des dernières années. Mais il recrute chez des hommes et des femmes qui, à la retraite ou proches d'elle, repro-

duisent les modèles d'autorité et de hiérarchie qu'ils ont connus pendant toute leur vie professionnelle.

Si les tâches de ces laïcs, «ministres» non ordonnés, sont bien définies — catéchèse, animation de la liturgie ou des aumônières, préparation des sacrements, célébration des funérailles, gestion financière des paroisses, — légitimées par des «lettres de mission» que signent les évêques, le rôle du prêtre apparaît, au fil des ans, indistinct, flottant, voire marginal. Certains se plaignent du «prurit altariste» de laïcs qui n'auraient d'autre souci que de remplacer le prêtre, y compris dans ses fonctions à l'autel.

Ce déséquilibre entre des laïcs, de plus en plus nombreux, et des prêtres, de plus en plus rares, finit par créer des confusions dans la pratique sacramentelle, qu'a relevées l'an dernier le Père Bernard Seshou, théologien (3). Près de trois mille «assemblées» sans prêtre (donc sans consécration eucharistique) ont lieu chaque dimanche en France et, à force, d'attendre un prêtre, «elles finissent par se suffire à elles-mêmes». Des laïcs célèbrent des baptêmes, ce qui n'est prévu que pour des situations d'urgence. Et des aumôniers laïcs qui s'accompagnent des malades à l'hôpital doivent, à l'approche du dernier moment, s'effacer et faire appel au prêtre, qui parfois n'arrive pas à temps.

Si certains s'inquiètent de tels «dysfonctionnements», d'autres trouvent plus d'inconvénients que d'avantages à la restructuration des paroisses, qui bouleversent le tissu social et local de l'Eglise («le Monde-Heures locales», daté 24-25 janvier 1993). «Il faut combattre l'idée bureaucratique de regroupement de paroisses. Écrite la revue *Esprit*, qui prend pour fait accompli l'actuel refus de réenvisager le ministère du prêtre, qui préfère enlever aux villages leur âme, négliger personnes âgées et enfants, et inverser l'ordre des responsabilités : à vous de vous déplacer, semble-t-on dire aux gens du pays, quand la tradition consiste à dire : choisissez parmi vous des pasteurs (4).»

De nouveaux ministères ordonnés

N'est-il pas temps alors de hâter l'évolution? D'ordonner prêtres, ou diacres permanents (5), des hommes mariés, voire des femmes? Si cette question est taboue au sommet de l'Eglise, elle est aujourd'hui posée calmement dans des communautés chrétiennes en France. De moins en moins rares sont les prêtres qui, en privé, disent eux-mêmes ne pas comprendre l'«obstination» de la hiérarchie à empêcher la diversification et la multiplication des ministères ordonnés. La situation, ajoutent-ils, y gagnerait en clarté.

Chacun admet que le renoncement à la discipline du célibat, qui n'est en vigueur pour les prêtres de l'Eglise latine que depuis le douzième siècle, ne serait en rien la panacée pour la relance des vocations. «Cet acharnement contre le célibat des prêtres est scandaleux,

s'indigne même l'un d'entre eux. Il n'y a jamais eu autant de célibataires dans la société. Aurait-on du mal à supporter que des gens comme nous décident tout seuls de leur état de vie? La question du célibat des prêtres était bien posée avec l'heure. Elle ne l'est plus aujourd'hui, par réalisme. On la sait verrouillée, à l'horizon au moins de ce pontificat.

La solution de l'ordination d'hommes mariés au sacerdoce ou de femmes au diaconat paraît moins utopique, mais encore très éloignée. Elle est régulièrement relancée, au risque, comme vient de l'affirmer l'épiscopat, d'ébranler les convictions nécessaires pour appeler de jeunes célibataires au ministère presbytéral. Sous des dehors novateurs, cette solution risque, en effet, de servir d'alibi au conservatisme. «Je ne cherche plus à me poser des problèmes qu'il n'est pas dans mon pouvoir de résoudre, dit un responsable de formation de prêtres. Jessaie de résoudre les problèmes qu'il est dans mon devoir de poser.»

L'impasse actuelle suppose qu'aucune solution ne soit a priori écartée. Pour relancer les vocations, le ministère du prêtre doit sans doute être plus attractif, comme y tend la doctrine officielle. Mais il y a bien d'autres touches sur le clavier : le réajustement des rapports entre les prêtres et les laïcs ; la restructuration du tissu local de l'Eglise ; le desserrement des contraintes de l'accès au ministère ordonné. Fermer le débat sur un seul de ces sujets, ce serait perdre le risque de condamner à petit feu des communautés.

HENRI TINCO

(1) Les prêtres étaient 32 267 en 1990, dont 25 203 prêtres diocésains, relevant de la responsabilité d'un évêque, et 7 064 prêtres appartenant à une congrégation religieuse.
(2) Dans le *Supplément*, revue de théologie morale, 1991.
(3) *Études*, septembre 1992.
(4) Manifeste d'un catholique français, de Jean-Claude Bélin. *Esprit*, Mars-avril 1993.
(5) Le diaconat permanent compte environ huit cents hommes, dont la plupart sont mariés.

Une «université islamique» ouvrira ses portes en septembre dans la région parisienne. — Une «université islamique», créée par le Centre européen de recherche et d'information sur l'islam (CERISI), devrait ouvrir ses portes en septembre. Le CERISI est membre de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF). Plus de cent élèves sont déjà inscrits dans cette université dont l'objectif sera «d'enseigner l'islam, ses valeurs, ses principes et sa pratique, de former des imams et des cadres associatifs aptes à encadrer des activités islamiques». Selon le président du CERISI, Didier-Al Boug, une cinquantaine de bénévoles assureront le fonctionnement de cette université, qui devrait être hébergée par des associations à Mantes-la-Jolie (Yvelines), Sevran (Seine-St-Denis), Saint-Denis et Paris.

Esquisses sur la droite extrême
Baud Moussu
On ne s'exprime que la per l'homme
La République menacée
On ne s'exprime que la per l'homme
Cher René, Alain Bédaride
On ne s'exprime que la per l'homme

SPORTS

Football et corruption

Un joueur de Valenciennes avoue avoir reçu de l'argent pour un match contre Marseille

Christophe Robert, le footballeur de Valenciennes placé en garde à vue à Périgueux, mercredi 23 juin, dans le cadre de l'information judiciaire ouverte au tribunal de Valenciennes pour corruption active et passive de salariés, devait être présenté au juge d'instruction chargé du dossier, Bernard Befly, vendredi 25 juin. Lors de sa garde à vue, Christophe Robert a admis avoir été contacté par l'Olympique de Marseille pour le match avancé de la trente-sixième journée du championnat de France de première division, le 20 mai, et avoir touché une somme de 250 000 francs. Cet argent a été retrouvé au cours d'une perquisition qui a eu lieu chez un membre de sa famille habitant la région de Brantôme lors de la garde à vue.

A la fin de ce match décisif pour l'Olympique de Marseille, puisque sa victoire contre Valenciennes lui avait assuré le titre de champion de France, les dirigeants de l'équipe de Valenciennes avaient émis des réserves sur la feuille de match en accusant un dirigeant de l'OM de tentative de corruption. Le défenseur de Valenciennes, Jacques Glasman, affirmait avoir été sollicité à deux reprises par un joueur de l'OM qui lui aurait proposé de l'argent s'il acceptait de ne pas « forcer son talent » lors de ce match. Le joueur disait avoir reconnu la voix du milieu de terrain Jean-Jacques Eydelie, l'autre interlocuteur s'étant présenté

comme étant Jean-Pierre Bernès, le directeur général de l'OM. Christophe Robert était sorti du terrain au bout de dix minutes de jeu, après une blessure au genou. Selon Jacques Glasman, Robert se trouvait dans la même chambre d'hôtel que lui, en compagnie également de l'Argentin Jorge Burruchaga, ancien coéquipier de Robert et de Eydelie à Nantes. Burruchaga, aujourd'hui en Argentine, avait tout d'abord démenti avant de revenir sur ses déclarations. Il devait rentrer d'Argentine en cette fin de semaine.

Des conséquences sportives ?

Le 8 juin, la Ligue nationale de football avait déposé une plainte contre X, auprès du procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, en transmettant notamment au parquet des auditions effectuées par deux membres de la commission juridique de la Ligue qui faisaient apparaître des présomptions de corruption. Une information judiciaire pour corruption active et passive de salariés avait été ouverte le lendemain et confiée à un juge d'instruction, Bernard Befly. Les premières investigations menées par le juge d'instruction et le service régional de police judiciaire (SRPJ) de Lille ont corroboré les déclarations des joueurs valenciennais : des coups de téléphone leur ont bien été adressés.

Réagissant à la garde à vue de Christophe Robert, Jacques Glasman a déclaré ressentir « une sorte de réhabilitation ». « Personne ne m'avait cru quand j'avais affirmé avoir reçu des propositions financières de Jean-Jacques Eydelie

et de Jean-Pierre Bernès, le tout assorti d'un contrat à Martigues. On m'a fait passer pour un affabulateur. Cela va aller très loin, car il ne faut jamais croire à un joueur de football ».

Pour sa part, Michel Coencas, président du club de Valenciennes, s'est déclaré « atterré ». « On savait qu'il y avait eu un contact téléphonique, a-t-il ajouté. En aucun cas, nous n'aurions pu imaginer qu'il y avait eu transaction. Si la corruption est prouvée, nous demanderons le rétablissement de ce qui est sportivement juste : l'annulation du match ou, à tout le moins, l'inversion du résultat. Les deux points nous auraient suffi pour rester en première division. » Ayant terminé à la dix-huitième place du classement de première division, Valenciennes a dû en effet disputer les barrages, qu'il a perdus, contre Cannes.

A Montpellier, où sont réunies les assises de la Fédération française de football, le président Jean Fournet-Fayard a déclaré qu'il « était encore trop tôt pour étudier les possibilités de faire si la justice allait plus loin », avant de souhaiter que la justice aille au bout de son enquête. Pour Noël Le Graët, président de la Ligue, « seule la recherche de la vérité est importante dans cette affaire ». Quant au président de l'OM, Bernard Tapie, il a déclaré que « les joueurs de l'OM n'ont pas besoin de corrompre leurs adversaires pour gagner leurs matches ». « Les performances sportives de l'OM sont inattaquables », a-t-il ajouté, en soulignant qu'il avait demandé lui-même aux présidents de la Fédération et de la Ligue, « de saisir la justice de manière à tout connaître de cette affaire ».

Les Jeux méditerranéens

Marc Bourrier, le sage de Ganges

La Turquie et l'Algérie disputent, samedi 26 juin à Nîmes, la finale du tournoi de football des Jeux méditerranéens. En demi-finales jeudi 24 juin, les Turcs ont battu les espoirs français (1-0), et les Algériens se sont imposés face aux Italiens (1-0). La finale pour la troisième place sera le dernier match de Marc Bourrier à la tête de l'équipe de France espoirs avant sa prise de fonction à l'Olympique de Marseille, où il va succéder au Belge Raymond Goethals au poste d'entraîneur.

ALES

de notre envoyé spécial

S'il n'y avait eu le renforcement des forces de sécurité autour de l'équipe nationale turque de football après les actions des militants kurdes en Europe occidentale, la rencontre France-Turquie aurait plus évoqué une aimable partie de campagne par un chaud après-midi estival qu'une demi-finale des Jeux méditerranéens. Vêtu d'un polo et d'un bermuda et chaussé de sandales de paille, Marc Bourrier, l'entraîneur des espoirs (joueurs de moins de vingt et un ans), affirmait pourtant que cette déconcentration était trompeuse. « J'étais doublement motivé pour ces Jeux méditerranéens, dit-il. Parce que je suis originaire de cette région où je vis toujours, à Ganges (Hérault), mais aussi parce que c'était ma dernière compétition avec les espoirs avant mon départ pour Marseille. J'aurais aimé inscrire les Jeux méditerranéens sur ma carte de visite... »

Si les espoirs français se sont créés le plus grand nombre d'occasions de but, seul l'avant-centre turc Sülkr Hakan a trouvé le chemin des filets adverses à sept minutes de la fin du match. Cet échec n'empêchera pas Marc Bourrier d'arriver sans complexe à Marseille, malgré un palmarès où ne figurent qu'un titre de champion d'Europe, conquis avec les espoirs en 1988, et une montée en première division avec Avignon.

« Comme je n'avais rien demandé, dit-il, je suppose que si Bernard Tapie est venu me chercher, c'est qu'il juge que j'ai le profil adéquat ».

Pendant les quatre saisons passées à Avignon puis la vingtaine d'années

La plupart des athlètes bosniaques ne rentreront pas dans leur pays

MONTPELLIER

de notre correspondant

Un tiers seulement des quatre-vingt-dix athlètes bosniaques, engagés dans les Jeux méditerranéens rentreront dans leur pays après la compétition qui se termine dimanche 27 juin. Les professionnels, pour la plupart basketteurs, volleyeurs ou footballeurs, déjà recrutés par des clubs européens rejoindront leur équipe d'attache. Mais une bonne partie du reste de la délégation va se séparer pour aller séjourner dans plusieurs pays qui ont invité les athlètes à s'installer dans des centres d'entraînement où il devraient poursuivre leur préparation sportive dans de bonnes conditions.

L'Algérie, la Turquie, l'Allemagne, la Norvège, l'Italie, la Croatie et la Slovaquie ont proposé d'héberger des athlètes. Jacques Blanc, président du comité d'organisation des Jeux méditerranéens, suggère, de son côté, d'en accueillir quelques-uns en France, en Lozère, à Saint-Chély-d'Apcher.

J. M.

TENNIS : championnats de Wimbledon

Boetsch et Plioline en toute maîtrise

Éliminé au premier tour de Roland-Garros par l'inconnu Stéphane Huet, l'Américain Ivan Lendl, trente-trois ans, vient d'être poussé un peu plus vers la sortie de sa carrière par un autre Français, Arnaud Boetsch, au deuxième tour de Wimbledon, le seul tournoi du grand chelem que l'ancien tchécoslovaque n'ait jamais gagné. Jeudi 24 juin, Arnaud Boetsch a éliminé Lendl, tête de série n° 7, en quatre sets (4-6, 7-5, 6-3, 6-4), tandis que Cédric Plioline est venu à bout, sur le même score, de l'Ukrainien Andreï Medvedev, tête de série n° 9, (6-7, 7-6, 6-3, 6-4). Face à Ivan Lendl, ancienne star du tennis mondial, dominant mais encore pugnace, comme devant Medvedev, prodige de la terre battue, les deux Français ont fait preuve de beaucoup de maîtrise, laissant augurer un meilleur parcours du tennis national sur le gazon anglais que sur la brique pilée de Roland-Garros.

Olivier Delaite a cependant subi la loi de l'Américain Matsuzewski (6-0, 6-3, 6-4, 6-4), tandis que le Croate Ivanisevic connaissait à nouveau les pires difficultés pour se qualifier, cette fois face au modeste Britannique Bailey (5-7, 7-6, 6-7, 6-4, 9-7). Chez les dames, Nathalie Tauziat s'est facilement qualifiée pour le troisième tour face à la Britannique Monica Javer, 164e joueuse mondiale (6-1, 6-2).

GÉRARD ALBOUY

REPÈRES

ESPACE

Ariane a placé sur orbite le satellite américain Galaxy-4

Une fusée européenne Ariane 42-P a été lancée, vendredi 25 juin à 02 h 18 (heure de Paris), du centre spatial de Kourou (Guyane française), pour placer sur orbite géostationnaire le satellite de télécommunications américain Galaxy-4. Initialement prévu en janvier, mais retardé par divers contretemps, le lancement de ce gros engin spatial (2 888 kilos) « avait été décalé dans un souci de prudence et de professionnalisme, d'abord pour le satellite, puis pour le lanceur », a rappelé Charles Bigot, PDG d'Arianespace.

Placé au-dessus des îles Galapagos par 99 degrés de longitude ouest, Galaxy-4 est destiné à assurer divers services de transmissions (téléphone, TV, données) sur le continent nord-américain. Il affirmera lui-même sa mise sur orbite géostationnaire, en émettant quatre fois son moteur d'apogée. (AFP.)

La navette «Endeavour» a capturé la plate-forme européenne Eureka

Après trois jours de poursuite orbitale, les astronautes américains navette, lundi 21 juin, à bord de la navette Endeavour (le Monde du 23 juin), ont réussi, jeudi 24 juin à 15 h 53 (heure française), à récupérer la plate-forme scientifique européenne Eureka. Saïsi à l'aide d'un bras robot de quinze mètres, ce laboratoire automatique européen a rejoint depuis onze mois dans l'espace. La fermeture des antennes et des panneaux solaires d'Eureka avait été télécommandée depuis le centre d'opérations spatiales (ESOC) de l'ESA, situé à Darmstadt (Allemagne).

Les ingénieurs de l'ESA ne sont cependant pas parvenus à replier complètement ces antennes, qui à quelques degrés près, n'ont pu atteindre leur position de verrouillage. C'est donc à bord de la navette que les astronautes tentent de résoudre le problème, avant leur retour sur Terre prévu pour mardi 29 juin. (AFP, UPI.)

IMMIGRATION

Une Algérienne expulsée est autorisée à rentrer en France

Le préfet de police de Paris vient d'annuler sa décision de rapatrier dans son pays d'origine Djemaa Boussekine, une Algérienne vivant en France depuis trente-cinq ans et mère d'une adolescente de treize ans de nationalité française. M^{me} Boussekine, dont la carte de résident était expirée, avait été renvoyée à Alger par application de la disposition de l'accord franco-algérien de 1968, confirmé en 1985, permettant de rapatrier les Algériens « résidents, qui sont de leur propre fait sans emploi et dépourvus de ressources depuis plus de six mois consécutifs » (le Monde du 13-14 juin).

La préfecture de police justifiait l'utilisation de cette procédure rarissime par le fait que Djemaa Boussekine avait été interpellée pour prostitution. Elle a finalement fait droit au recours gracieux déposé, depuis Alger, par l'intéressée au motif qu'une « proposition de réinsertion » avait été faite.

Entre-temps, des juristes ont observé que l'accord de 1968 ne peut plus être appliqué aux parents algériens d'un enfant français, en vertu de la convention européenne des droits de l'homme qui garantit le droit au respect de la vie familiale.

ISTH.E.S.
B.T.S. comptabilité/gestion
EXPERTISE COMPTABLE
D.E.C.F.
D.E.S.C.F.
stages annuels et intensifs
42 24 10 72 - 45 27 10 15
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

La musique, une fête ? Oui, certes, une fois par an. Le reste du temps, croyez-moi, dans la rue, c'est pas la joie. Pas plus tard qu'avant-hier, je suis allée faire la manche, du côté de Saint-Germain-des-Près, sur les talons de Michel, excellent saxo soprano. Son idole, c'est Sydney Bechet ; son truc, le jazz à l'ancienne, façon Nouvelle-Orléans. Un garçon adorable, beau gosse, regard bleu, un peu pâlot, genti, bien élevé, bien espé. Dix ans de conservatoire. Il ne boit pas, il ne fume pas, il carbure au Coca-Cola et aux Bounties, histoire de se couper l'appétit.

Faut dire, après avoir traîné notre caisse et tendu notre soucoupe pendant quatre heures d'affilée, on n'a même pas gagné de quoi se payer deux jambonneaux. Son sandwich, on l'a partagé sur un banc. Vous savez pourquoi il en est réduit à mendier dans la rue ? Parce que Pasqua lui doit de l'argent ! Oui, parfaitement. Râle, ça couvre à peine son loyer. Être luthier à l'institut technologique européen des métiers de la musique au Mans, le conseil général des

aller s'en faire une place Saint-Michel. Mais c'est bien pour vous faire plaisir. Je déteste. A mes débuts, je m'abritais sous un feutre à larges bords tellement j'avais peur du regard des autres. Remarque, on s'endurcit.

Pas tant que ça. Vous auriez vu sa tête, une bonne tête souriante, mais vachement gênée, quand il est passé de table en table ! A commencer par la mienne. Je vais pour lui filer un billet de 50 F. Et je me ravise. Il ne m'a pas demandé la charité !

Le billet, ça m'est arrivé. Trois, quatre fois. Je me souviens d'un petit Black adorable, je l'aurais embrassé ! Et d'une ménagère, les bras chargés de provisions. Elle les a posées par terre pour fouiller dans son sac. Super, non ?

La manche, il y a des jours avec et des jours sans. Le mercredi, celui des gamins, c'est tout bon : Dia, maman, tu me donnes une pièce pour le monsieur. Le lundi, en revanche, ou ils vont au ciné ou ils vont au dimanche. Et les week-ends ? S'il fait soleil, ça rend. S'il pleut ou s'il y a du vent, ça

A vot' bon cœur



Haute-de-Seine, où il réside, s'est engagé à lui avancer ses frais de déplacement. Normal. Entre la carte Orange pour aller gare Montparnasse, l'abonnement au TGV, les réservations, tout ça, il en a pour près de 3 000 balles par mois. Seulement voilà, il n'en a toujours pas vu le premier sou. Alors il essaye de gagner le prix de son aller-retour quotidien en faisant appel à notre bon cœur. Et il n'y arrive pas. Il n'y arrive plus. Il sèche les cours depuis trois mois :

— Pas tellement rapport aux gens. Rapport aux flics, ceux de Pasqua. Là encore merci, monsieur le Ministre ! Faire respecter la loi qui interdit de jouer dans la rue, ça les excite. Ils nous pourchassent par là où les dealers. Nuisance sonore. On risque le tribunal, une amende de 1 500 balles minimum, et ils nous menacent : Range ton biniou, sinon on te le confisque ! Pourtant, le mien, je ne le sors qu'après avoir demandé bien poliment, l'autorisation des commerçants, et je ne joue jamais que deux airs au même endroit pour pas les incommoder.

Exact. Notre tournée, on l'a commencée au carrefour Seine-Buci. Sur le marteau en mousse de son étui, en guise d'amorce, une pièce de 10 F. Parfois rejointe par de la monnaie, des 10, des 20 centimes, des 1 F, des 2 F et, pas souvent, des 5 F. Ou des lires italiennes ! Lui y va de « Tiger Rag ». Et moi, je guette les mains des passants. Des fois qu'ils les mettraient dans leur poche. Ils le font, geste machinal, et les y laissent, et ne nous jettent qu'un regard intrigué ou indifférent. Tiens, en voilà deux qui s'arrêtent. Ils écoutent. Ils applaudissent. Et ils s'en vont. Moi, je râle. Lui, rigole.

— Ça vaut mieux que de prendre des tessons de bouteille en pleine gueule, ça m'est arrivé. Et puis le passage ça rapporte moins que la terrasse. Tenez, venez, on va

crain. Il y a des endroits aussi.

Le métro, Michel n'y descend pratiquement plus. Trop dangereux : les hommes en noir du GIPR sont à l'affût. Trop incommode : dans les rames, à force d'être secoué, il risque de se blesser les lèvres sur l'embouchure de son saxo. Trop agressif : les voyageurs qui reviennent crevés du boulot, ça leur casse les oreilles.

— En surface, on a intérêt à éviter Notre-Dame cernée par l'Hôtel-Dieu et la préfecture de police. Pensez que même sur le pont des Arts les poulxiers m'ont accusé de dégrader les riveraines, en l'occurrence le Louvre et l'hôtel des Monnaies !

Il m'emène sur les berges, sous le pont de la Tourneville. Vous allez voir, l'acoustique est formidable ! — où il va s'exercer, depuis des années, pour pas se faire engueuler. C'est pas bientôt fini, ça boucan ? — par ses voisins de palier. Il me régale d'un « Sweet Georgie Brown » absolument génial. Et stoppe net à la vue d'un car de police en maraude :

— L'autre jour, ils m'ont fouillé au corps pour voir si j'avais pas planqué une barrette de shit dans mon caleçon. A croire qu'on est tous des drogués, nous les musiciens. Les mendiants, les jongleurs, les mœs qui dessinent sur le trottoir, on leur fout la paix. Et on nous empêche de gagner trois francs six sous dans la dignité, sous prétexte que ça dérange, la musique. Ça fait du bruit. Un bruit qui coûte cher. Il vaut une brique et demi, mon instrument de travail. Si on me le pique, qu'est-ce qui me reste ?

Ses yeux pour pleurer ! C'est ça, lutter contre le chômage ? C'est ça, encourager les jeunes à apprendre un métier ? C'est ça, respecter ses engagements ? Vous croyez pas que vous poussez un peu, là, m'sieur Pasqua ?

Le soleil levant

Trois jours de fête sur grand écran

deux des salles obscures

CULTURE

CINÉMA

Le soleil levant de Yokohama

La cinéma français a un festival au Japon.
Les spectateurs nippons ont applaudi quatorze films, des « Nuits fauves » aux « Visiteurs »

YOKOHAMA

de notre envoyé spécial

Nichée au cœur anonyme d'un grand hôtel de la province japonaise, une salle de concerts de 1 000 places. Des spectateurs sont assis par terre dans les travées. La lumière se rallume à la fin de la projection des *Nuits fauves* de Cyril Collard. D'abord un instant d'intense silence, puis un flot d'émotion, d'affection, submerge la foule, composée en majorité de jeunes. Les filles sont en larmes. Lorsque Romane Bohringer apparaît, elles se précipitent, elles veulent l'approcher, la toucher. C'est une émeute calme, une cérémonie étrange d'identification, de reconnaissance.

Le premier Festival du film français de Yokohama, organisé par l'Union France Film International, sur le modèle de celui qui existe depuis quatre ans à Sarasota (Floride), vient de commencer. Pendant quatre jours, du 10 au 13 juin, il ne cessera de se révéler riche de surprises et d'enseignements. Ce grand hôtel, où tout se déroule, est planté au milieu de nulle part. Autour, il y a des grues, un immense chantier, des terrains encore vagues, de l'eau. On pourrait être à Malindi, à Cherbourg. On est à Yokohama.

Daniel Toscani du Plantier, président d'Unifrance, a emmené quatre équipes françaises récentes (1). Les équipes, metteurs en scène, comédiens, ont fait le voyage : Claude Sautet, Bertrand Tavernier, Jean-Jacques Beineix de retour avec *Divs*, Roger Planchon avec son petit Roi Soleil, Maxime Mankowski, Vincent Lindon, Richard Bohringer, sous la présidence de Jeanne Moreau, formidable d'énergie charismatique. On voit beaucoup une dame pimpante, symbole mythique du mariage franco-japonais, c'est Keiko Kishi, qui fut la vedette, en 1956, de *Typhon sur Nagasaki*, le film de son époux, Yves Ciampi.

A Yokohama, tout a marché, le grave et le léger, la fresque historique et le théâtre filmé. Tout, avec une pointe de ferveur et de fréquentation pour les *Nuits fauves* et... les *Visiteurs*. Deux champions du box-office français. L'équipe des *Visiteurs* était pourtant très inquiète avant la présentation. Les japonais viraient-ils ? « *Le film est culturel* », disait sardoniquement Jean-Marie Poiré. Et Christian Clavier soliloquait : « *Bon, quand je pète à table, à mon avis, ils devraient rire, quoique...* » Eh bien, aidés, parait-il, par des sous-titres très élaborés, « ils » ont ri à peu près à tout, sauf peut-être à cette réplique : « *Il (les visiteurs du Moyen-Âge âgés dans notre siècle) ne savent même pas qui est Michel Drucker* ». A la fin, un spectateur s'est levé, et dans un français enthousiaste a dit : « *Merci, aujourd'hui je me suis bien rigolé* ».

Comment se porte le cinéma français au Japon ? Plutôt mieux que le cinéma japonais. En trente-cinq ans, le nombre d'entrées est passé à la baisse de 1,2 milliard à 125 millions (pour 124 millions d'habitants), et le parc de salles, qui était de 7 300 cinémas en 1960 est tombé à 1 800 en 1992, dont 200 environ à Tokyo. Dans la capitale, une dizaine de films français sont à l'affiche en permanence, souvent plus que les films autochtones.

Hors de la Communauté européenne, le marché japonais est pour nous le premier du monde. Ainsi, l'année dernière, 338 films étrangers sont sortis au Japon, dont 228 américains, et, en second rang, 38 français. Alors, cocorico ? Un cocorico un peu étriqué, tout de même. Car nos films, tout appréciés qu'ils soient, passent la plus part du temps dans



Affiche japonaise des « Nuits fauves »

de toutes petites salles spécialisées de 150 à 200 places. En 1992, par exemple, dix titres seulement ont créé le plafond des 30 000 entrées.

Une des militantes de la diffusion de notre cinématographie est M^{me} Takano, inflexible et liasse sous son chignon, directrice d'une salle de 230 places, l'Iwanami Hall de Tokyo. Toute sa vie a été dirigée, illuminée par la vision - précoce - de *Madame Curie*, de Mervin Le Roy, avec Greer Garson. « *L'histoire de cette jeune Polonoise venue à Paris pour étudier, décidant d'être indépendante et de servir la société, puis recevant le prix Nobel, a été mon modèle* », Etsuko Takano est donc venue à Paris pour étudier, est entrée à l'IDHEC, n'a pas en le prix Nobel, mais continue de servir la société. *Jacques de Nantes*, d'Agnes Varda, qui furent récemment programmés à accueillir 45 000 spectateurs.

Le très courtisé Masato Hara est président de Herald Ace, filiale de Nippon Herald qui contrôle 240 salles au Japon, dont 70 écrans à Tokyo, il a distribué *l'Amant*, *Indochine*, qui est resté dix mois à l'affiche et a obtenu 120 000 entrées, *Nikita* (175 000 entrées), bientôt *l'Acquiescement*. Après avoir appelé au café des Trois magots (?) et constitué un puissant « produit d'appel » culturel en débouchant directement sur les rayons Chanel ou Saint Laurent.

En qui le Festival de Yokohama peut-il prétendre modifier cette situation à la fois avantageuse et vaguement humiliante ? En démontrant, ce qu'il a fait brillamment, que le cinéma français était apte à sortir de son statut d'« objet de luxe », qu'il pouvait, dans sa diversité. En quatre jours, 14 000 spectateurs sont venus, dont 10 000 avaient acheté leur billet. La démonstration est faite.

Il est vrai qu'investissant un budget de 7 millions de francs en perte couverte par des sponsors tels que Citroën ou Air France, Unifrance Film International n'a pas lésiné, et sous l'impulsion de son directeur, Richard Boidin, a bien travaillé en amont. Pendant les six mois qui ont précédé la manifestation, l'information a circulé dans toutes les universités autour de Tokyo, des copies de téléphone ont été imprimées, reproduisant l'affiche du Festival qui s'est retrouvée sur les flancs des trains de banlieue et des autobus, un jeu concours, « Connaissez-vous le cinéma français ? » a été organisé, les radios FM, une télévision locale mobilisées. Le dernier soir, le maire de la ville, Hidenobu Tabahide a levé trois fois son verre. « *Kampai* », et a dit à la délégation française : « *L'année prochaine à Yokohama* ». L'opération commando était devenue un rendez-vous.

Brouillage promotionnel

S'apprêtant à sortir *Jurassic Park* de Steven Spielberg, 200 salles et soutenant que « *la prospérité du cinéma américain a un peu soufflé le succès du cinéma français* », il évacue le noyau dur des cinéphiles nippons à 30 000 aficionados, estime que les trois quarts entre eux vivent à Tokyo (24 millions d'habitants), et que 5 % de ceux-ci, en majorité des femmes de plus de trente ans, sont attirés par Rohmer ou Rivette. Masato Hara signale évidemment la glorieuse exception à la règle, celle de *l'Amant* de Jean-Jacques Annaud, présenté au Japon en version française, premier de nos films à bénéficier du « free booking », c'est-à-dire de l'accès aux grands réseaux, faisant exploser les statistiques avec un score de 1 045 000 entrées.

Michel Schmidt, jeune exportateur de films, attaché à la Gammont, est lucide lui aussi : « *Nous ne regrettons encore que 1 % du box-office au Japon, et exceptionnellement nous montons à 2 % l'année où il y a l'Amant*. Il est vrai que ce sont les Japonais qui payent au départ le plus cher, un minimum garanti de 500 000 à 1 million de dollars par film. Mais ce n'est pas du mécanisme, ils ne prennent quasiment aucun risque. Au Japon, un film a le droit d'être sponsorisé, et lorsqu'un distributeur achète un film français, il partage les frais avec l'exploitant et le sponsor. Ce couvre avec les droits vidéo, mettant le titre à son catalogue, mais attendant souvent que les demandes soient suffisantes pour l'éditer. Des exemples de sponsoring ? Yves Saint Laurent a « mis » 1 million de francs sur la sortie du *Cyano* de Bergère de Rappeneau, question de prestige, JVC une forte somme sur l'itinéraire d'un enfant gâté, de Leclouch, parce que Jean-Paul Bel-

J.-M. F.

Trois jours de fête sur grand écran

Avec 1,7 million de spectateurs en 1991 et 1992, le succès de la Fête du cinéma menaçait de se transformer en émeute. Ses organisateurs ont donc décidé cette année de répartir les festivités sur trois jours, les 27, 28 et 29 juin. Le système est « passaport », qu'il s'agit d'acquiescement du prix d'un premier billet, donne accès à toutes les autres salles, reste en vigueur. Mais le « droit de passage » aux projections est porté de 1 à 10 francs.

Au programme cette année, une vingtaine d'avant-premières, avec notamment quelques titres vedettes du dernier Festival de Cannes (*Madagascar*, de Kurosawa, *l'Honneur sur les quais*, de Raoul Peck, *Grandeur et décadence*, de Robert Young...), des premiers films et des sorties très attendues de la fin de l'été, dont 1,2,3, Soleil, de Bertrand Blier.

Paris sera comme d'habitude au centre des festivités, avec notamment le week-end qui aura lieu au Palais de Tokyo, du 25 au 27 juin. Mais les organisateurs annoncent un total de plus de deux cents manifestations, dans quelque cent trente villes. La fête est aussi, désormais, un événement international : trente-deux pays se mettent à l'unisson, d'Erwan à Rabat, de Saint-Pétersbourg à Porto en passant par Kingston, Kampala et Bombay.

Un effort particulier est simultanément destiné aux scolaires, avec des visites à la FEMIS, dans les laboratoires et les studios. Et comme il est désormais d'usage, un jeu-concours basé sur des extraits de films, lancé durant la fête, durera tout l'été.

JEAN-MICHEL FRODON

► Renseignements pour la Fête du cinéma : 48-78-00-49.

L'avenir des salles obscures

Les exploitants s'interrogent sur les évolutions de la diffusion des images

La Fédération des exploitants (FNCF) a tenu à Deauville, du 15 au 17 juin, son 48^e congrès. Devant les représentants de salles proposant plus de 4 000 écrans, Hubert Astier, chef du cabinet de Jacques Toubon, tout en réaffirmant l'importance de leurs salles, a invité ses auditeurs à « ne pas s'enfermer derrière une ligne Maginot ». Evoquant les nouvelles techniques de diffusion qui vont bientôt rendre les frontières perméables, le représentant de M. Toubon a annoncé la création d'un groupe d'études technologiques.

Un inspecteur général va par ailleurs être chargé d'étudier la rôle et le statut des salles de cinéma. « *Les 4 500 salles sont un maillon indispensable dès lors qu'on veut faire une politique d'aménagement du territoire* », a dit M. Astier. La salle pourrait jouer un rôle polyvalent, servir d'équipement culturel de base dans les petites villes. Les exploitants ont, pour leur part, exprimé des soucis plus immédiats, notamment à propos de la « hiérarchie des médias », qui détermine les délais de sortie des films sur les autres supports

(vidéo, chaînes cryptées ou non). M. Astier a promis le maintien du délai d'un an avant l'édition vidéo, mais il a évoqué des modifications possibles à propos de la réaffectation de la convention avec Canal Plus.

Autre sujet d'inquiétude : les copies de films que l'Agence pour le développement régional du cinéma (ADRC) met à la disposition des salles des villes petites et moyennes. En 1992, près de 3 000 copies de 100 films ont été tirées (52 % de films français et 48 % de films américains). Pour éviter que ce système n'aboutisse à renforcer l'hégémonie américaine, le Centre national du cinéma (CNC) a récemment décidé que 65 % des copies tirées devaient être européennes. Mais certains exploitants craignent de n'avoir plus accès à *Jurassic Park* ou à *Cliffhanger*, les produits les plus prometteurs de la rentrée, avec *Germinal*. Le directeur du CNC, Dominique Walton, a promis d'être pragmatique, mais a déclaré que « *à recettes égales, on favorisera Germinal* ».

J.-M. F.

MUSIQUES

SVIATOSLAV RICHTER aux fêtes musicales de Tournais

Le cœur, sans les doigts

Le pianiste russe joue deux concertos de Saint-Saëns

TOURS

de notre envoyé spécial

Il ne reste plus un mètre carré de libre sur la petite scène du Grand Théâtre de Tours : serrés comme des sardines, les musiciens de l'Orchestre national de Lettonie jouent coudes à coudes autour de leur chef Paul Magi et de Sviatoslav Richter. Le pianiste russe a annoncé les *Deuxième et Cinquième Concertos* de Saint-Saëns. Curieuse idée, se dit-on. Puis l'on se souvient que Richter enregistra, en URSS, il y a près de quarante ans, le dernier concerto du compositeur français. Une interprétation fantastique, distribuée par intermittence en France.

Et puis, Richter joue ce qu'il aime. Va donc pour Saint-Saëns. Cette trentième édition des Fêtes musicales de Tournais, Richter a voulu la placer sous le signe de la musique joyeuse. Du *Deuxième Concerto*, on a dit qu'il « commence comme du Bach et finit comme du Offenbach ». Le *Cinquième* est surnommé « l'Égyptien » parce que Saint-Saëns a introduit dans son mouvement lent un chant d'amour nubien noté lors d'un de ses voyages sur le Nil.

Superbement accompagné par un orchestre et un chef qu'il a choisis (l'Orchestre national de Lyon et Emmanuel Krivine ont déclaré forfait quelques semaines avant le concert), Richter éprouve quelques difficultés à domier la virtuosité minutieuse du compositeur français. A soixante-dix-huit ans, il adopte des tempos assez lents, beaucoup plus que ceux de Gilels et de Jeanne-Marie Durré, interprètes incomparables - version boîte à musique crépitante - du *Deuxième Concerto*. Richter joue très droit, très « pianiste de l'Institut ». Cette interprétation insolite, à fond de clavier, digne d'un concerto de Brahms, pourrait produire son effet si les doigts ne dérapaient, si les deux mains étaient toujours synchronisées. Reste à toucher qui fait sonner le piano Yamaha avec plénitude, chaleur expressive - et sans aucune dureté.

Le *Cinquième Concerto* passe avec moins d'encombre, et le mouvement lent si lyrique, à l'atmosphère nocturne si évocatrice. Manuel de Falla s'en souviendra lorsqu'il composera les *Nuits dans les jardins d'Espagne* - touche par la perfection d'une interprétation aussi peu anecdotique que possible.

JOËLLE LÉANDRE et CARLOS ZINGARO au Passage du Nord-Ouest

Contrebassiste de formation toute classique, aventurier aux côtés de compositeurs d'obédience les plus diverses, autant elle-même de partitions savoureuses, tendres ou déchirées, improvisatrice hors pair, « performer », mezzo-soprano au timbre rare, Joëlle Léandre navigue sur cette frange où les musiques n'ont pas forcément d'étiquette. Au pays des tiroirs, cela se désordre.

Qu'importe. Giacinto Scelsi - l'Italien dont elle fut l'une des toutes premières à diffuser la musique en France - et l'Américain John Cage furent ses amis, ses frères, ses pères. Elle leur rend hommage, samedi, au Passage du Nord-Ouest, en compagnie du violoniste portugais Carlos Zingaro. On fêtera aussi la parution de deux nouveaux disques chez le très imaginatif label suisse Hat-Hut Records : une délicate *Histoire de l'Art* avec violon, clarinette et bandonion obligés, et un disque consacré à Scelsi, où elle partage l'affiche avec quelques camarades instrumentistes et chanteurs, habités des fréquences graves.

RENAUD MACHART

► Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris (19). Tél. : 47-70-81-47. Samedi 26 juin, 19 heures. 80 F.

La *Toccata* finale n'a pas l'élan irrésistible, la virtuosité aînée qu'y mettaient Jeanne-Marie Durré (encore elle ! EMI devrait décidément rééditer son intégrale) ou Magda Tagliaferro (Philips) s'apprête à graver son interprétation du seul *Cinquième*.

Richter est même gêné par le nombre de notes, par les déplacements d'un bout du clavier à l'autre concocités par un compositeur-pianiste dont la technique renverrait sur les bancs de l'école de nombreux virtuoses de cette fin de siècle. Sans doute mécontent, il la rejoue en bis. En guise de trou normand, l'Orchestre de Lettonie et Paul Magi interprètent « la Nuit de Walpurgis » du Faust de Gounod, sans nous faire regretter le moins du monde Krivine et les Lyonnais. Peu de quatuors à cordes d'orchestres français peuvent rivaliser avec celui-là. L'acoustique du Grand Théâtre de Tours est si sèche qu'elle ne pardonne rien.

ALAIN LOMPECH

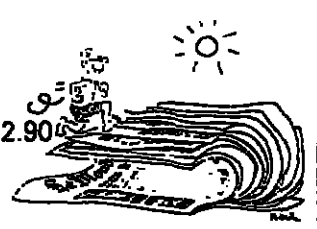
► Prochains concerts : l'Ensemble Wien dans des valses, polkas, galops de Lanner, Strauss père et fils et Schubert, le 26 juin, à 17 heures, Grange de Meslay ; l'Orchestre de l'Etat, introduction, allegro pour harpe et petit ensemble de Ravel et Concerto pour deux pianos, de Poulenc, par l'Orchestre de Lettonie, Sviatoslav Richter et Lisa Leonakaja, le 26 juin, à 21 heures, Grand Théâtre de Tours ; récital Sarte, par Anne Quèffelec, le 27 juin, à 11 heures, Grange de Meslay et concert Hindemith, Weber, Mozart, Strauss, Haydn, Dvorak et Brahms par Lisa Leonakaja et l'Ensemble Wien, le 27 juin, à 19 heures, Grange de Meslay. Rens. : Fêtes musicales en Tournais, tél. : 47-21-65-08. Location : 47-21-65-00.

► Decca vient de publier une série de CD enregistrés par Sviatoslav Richter en récital. Le pianiste y joue Schumann (436 546-2) ; neuf sonates de Haydn (436 454-2 et 455-2) ; les deux premières sonates de Brahms (436 457-2) ; Prokofiev, Stravinsky, Chostakovitch, Weber et Hindemith (2 CD 436 451-2). Praga Le Chant du Monde édite son côté 4 CD d'interprétations beethoviennes captées en public, à Prague, entre 1959 et 1986, dont les *Variations Diabelli* et l'Opus 110 (PR 254 020), l'Appassionata (PR 254 021), le Hammerklavier (PR 254 022) et l'Opus 10 n° 3 (PR 254 023). Philips publiera à la fin de l'année 1993 ou au début de l'année 1994 une grande édition Richter édité par les éditions Les Réditions. Le même éditeur a enregistré, fin mai, les deux concertos de Saint-Saëns à Vienne, avec les Wiener Symphoniker. EMI a annoncé la publication prochaine d'un CD regroupant la totalité des interprétations laissées par Saint-Saëns, dont une partie du premier mouvement du *Deuxième Concerto* enregistré vers 1900.

► « Exès de pouvoir » à la direction du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie. - Le tribunal administratif de Paris a annulé l'arrêté du ministre de l'Éducation nationale et de la culture ainsi que la décision du directeur des musées de France déchargeant Henri Marchal de ses fonctions de directeur du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie à Paris. Dans son jugement du 14 juin, le tribunal indique que cet arrêté et cette décision, en dates respectives du 26 novembre et du 2 juin 1992, sont « entachés d'excès de pouvoir ». Parallèlement, le tribunal a annulé la décision du directeur des musées de France du 15 juin 1992 chargeant Cécil Guenard de la responsabilité de ce musée. Le ministre de la culture et de la francophonie doit « pourvoir à l'exécution de la présente décision », indique le jugement du tribunal.

Recevez Le Monde pendant vos vacances
Même pour quinze jours seulement !

Pour profiter de l'abonnement vacances :
Téléphonez au (16-1) 49.60.32.90
ou sur Minitel
3615 LEMONDE code ABO.



AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Couleurs de Paris : 19 h. Rel. dim. lun. L'Enfant criminel : 20 h 30. Rel. dim. lun. Le Premier : 22 h. sam. 17 h. Rel. dim. lun.

ARCANE (43-38-18-70). Je cours, j'ai tellement de hâte : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. jeu. dim. soir.

ARÈNES DE MONTMARTRE (42-23-90-80). La Nuit des rois : ven. (dernière) 21 h.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). L'Eloge de la folie : jeu. 19 h ; ven. sam. mar. 21 h ; sam. 17 h.

AUDITORIUM SAINT-GERMAIN (48-33-87-03). Au bord du lit : ven. sam. mar. 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Sur le dos d'un éléphant : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir. lun.

BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Les Folies amoureuses : ven. sam. mar. 20 h 30. Les Champêtres de joie : dim. 20 h 30. Lève pas l'œil, Béril : ven. sam. (dernière) 22 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). L'Avare : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir. lun.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIX^e (42-38-35-53). Le Chariot de terre cuite : mar. mer. jeu. (dernière) 19 h.

LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Temps comme temps : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Les Zappas : 20 h. Rel. dim. lun. La Graphe de Boscop : 21 h 15. Rel. dim. lun. mar.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Exats frères ? Et sa sœur... : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-07-14-30). Mœurs à l'aube : mar. jeu. 20 h 45.

CENTRE POUCHKINE (44-05-84-20). Des pommes pour Eve : 20 h 30. Rel. dim. lun.

CINQ DIAMANTS (45-90-51-31). Oul : mar. jeu. ven. sam. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE (45-98-38-69). Grande salle. On a marché sur la Terre : sam. 18 h. Quelques jours avant l'équinoxe de printemps : ven. 21 h ; sam. 18 h. Les Gauchers : ven. sam. lun. mar. jeu. (dernière) 20 h 30. Croisements, dévotions : ven. sam. lun. mar. jeu. (dernière) 21 h ; dim. 17 h. Mésèques : sam. 18 h ; dim. 17 h ; lun. mar. jeu. 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les coqs se couchent à l'aube : 21 h. Rel. mer. dim.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 19 h. 21 h 30. Rel. dim. lun.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24). L'Alde-mémoire : 21 h ; sam. 18 h. Rel. dim. lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). Le Faiseur : ven. dim. jeu. 20 h 30. La Fausse Suivante ou le Fourbe puni : sam. mar. (dernière) 20 h 30. Les Précieuses ridicules ; l'Impromptu de Versailles : sam. dim. 14 h ; mar. 20 h 30. Le Prix Martin : mar. 14 h ; lun. 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER (42-22-79-22). Le Silence : Elle est là : ven. (dernière) 20 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Épouse prudente : 21 h 15 ; dim.

15 h 30. Rel. dim. soir. lun. Le Doux Baiser d'amour : mar. sam. 15 h ; ven. sam. 20 h ; dim. 14 h.

CRYPTÉ SAINT-SULPICE (ÉGLISE SAINT-SULPICE) (42-84-15-14). Récits d'un pèlerin russe : ven. sam. 20 h 30 ; sam. 15 h ; dim. (dernière) 17 h.

CRYPTÉ SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Cid : mar. ven. 18 h 15 ; sam. lun. mar. 20 h 30 ; dim. 17 h 30. La Lettre : mar. jeu. ven. 21 h 30 ; sam. mar. 18 h 30 ; dim. 15 h.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Le Monologue de Molly Bloom : lun. mar. (dernière) 21 h.

ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Sonnets pour deux femmes seules et une cité HLM : 20 h 30. Rel. dim. lun.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Feu le père de madame : ven. sam. 20 h ; dim. 18 h. L'île des esclaves : ven. sam. 19 h ; dim. 15 h. Le Mariage de Figaro : sam. lun. 18 h ; dim. 16 h. La Mouette : sam. 21 h.

L'EUROPÉEN (43-87-29-89). Roro et Saco : lun. mar. mer. jeu. (dernière) 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : ven. sam. mar. jeu. 20 h 45 ; sam. dim. 15 h 30.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE (42-23-88-53). Man, Doris, Gus : 19 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir. lun. Le Nord : Boule de souff : 20 h 45. Rel. dim. lun.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-18-19). Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-81-48-04). Un amour : mer. jeu. ven. 20 h 30 ; sam. 17 h 30.

GRAND EDGAR (43-35-32-31). Le Système Ribadier : 20 h. Rel. dim. Mynona, allons voir à la rose : 22 h. Rel. dim.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux seuls le savent : 19 h 30 ; dim. 17 h. Amours en pièces : 20 h 30. Rel. dim. Personne n'est parfait : 22 h. Rel. dim. Qui rit le lundi, c'est toujours ça de pris : lun. 19 h.

HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmalion : 20 h 45 ; sam. 18 h 30. Rel. dim. lun.

HOTEL DE SULLY (44-81-21-50). L'Homme à la hache : ven. sam. dim. mar. mer. jeu. (dernière) 21 h 15.

HUCHETTE (43-28-38-89). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. dim. lun.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Salle Roger Blin. Diderot, le fils naturel ou les Épreuves de la vertu : ven. sam. (dernière) 20 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. La Bête : 20 h. Rel. dim. lun. Isabelle Eberhardt ou le Magie des ombres : 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Rel. dim. Les Aventures du baron de Faenista : 20 h. Rel. dim. La Si Jolie Vie de Sylvie Joly : 21 h 30. Rel. dim. lun. Une fée sort du logis : lun. 21 h 30.

MADELEINE (42-95-07-09). Attout cœur : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

LA MAISON DU PORTUGAL (45-35-78-37). Valentin Orchestra : ven. sam. lun. mar. jeu. 20 h 45 ; dim. 16 h.

MARIE-STUART (45-08-17-80). Tempête sur une toile crüe : ven. sam. mar. mer. jeu. (dernière) 22 h 30. Hésios : sam. (dernière) 18 h 30. Je me tiens devant toi : mar. ven. lun. (français) sam. mar. (en anglais) 20 h 30.

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

SPECTACLES NOUVEAUX

LA VEUVE CONVUITE. Théâtre Déjazet (48-87-52-55). mer. jeu. ven. sam. 21 h 15 et dim. 15 h (23).

CONFÉRENCE AU SOMMET. Théâtre Déjazet (48-87-52-55). jeu. ven. sam. et dim. 19 h (24).

ELECTRE. Montparnasse (Maison de l'acteur) (47-35-68-30). jeu. ven. sam. 20 h 30 et dim. (dernière) 18 h (24).

GELSOMINA. Espace Acteur (42-62-35-00). jeu. et ven. (dernière) 21 h (24).

YVONNE, PRINCESSE DE BOURGOGNE. Montparnasse (Salle Berthelot) (48-58-92-09). jeu. lun. (dernière) 20 h 30 et dim. 16 h (24).

JONGLEURS DANS LA JUNGLE. Aulnay-sous-Bois (Espace Jacques-Prévert) (48-88-00-22). sam. 21 h et dim. (dernière) 15 h (26).

RÉGION PARISIENNE

AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES-PRÉVERT) (48-88-00-22). Jongleurs dans la jungle : sam. 21 h ; dim. (dernière) 16 h.

CLICHY (PETIT THÉÂTRE) (40-87-12-72). Entre ciel et terre : 21 h. Rel. dim. lun.

CORBEIL-ESSONNES (PLACE DE L'ARCHEVÊQUE) (84-98-63-67). Histoire du soldat : ven. 21 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.

MONTREUIL (SALLE BERTHELOT) (48-58-92-09). Yvonne, princesse de Bourgogne : dim. 16 h ; lun. (dernière) 20 h 30.

MONTROUGE (MAISON DE L'ACTEUR) (47-35-68-30). Electre : ven. sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 16 h.

MUSÉE NATIONAL DES GRANGES DE PORT-ROYAL (30-43-73-05). La Princesse de Clèves : sam. (dernière) 16 h. La Vierge des solitaires : dim. (dernière) 16 h 30, 18 h 45.

NEUILLY-PLAISANCE (BATEAU-THÉÂTRE OURAGAN) (40-51-84-53). La Horta : ven. sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE RAJAGANAWAR) (45-67-57-74). L'ours du pâtre : ven. sam. lun. mar. 21 h ; dim. 16 h.

VITRY-SUR-SEINE (STUDIO-THÉÂTRE) (48-81-75-50). Partage de midi : ven. sam. lun. mar. (dernière) 20 h 45.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

A CAUSE D'ELLE. Film français de Jean-Loup Hubert : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-65-70-83 ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; 36-65-70-88 ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94) ; 36-65-70-14 ; Gaumont Ambassade, 9^e (36-68-75-65) ; UGC Biarritz, 8^e (45-62-20-40) ; 36-65-70-81 ; Paramount Opéra, 8^e (47-42-56-31) ; 36-65-70-18 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-87) ; 36-65-71-33 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; 36-65-70-84 ; UGC Gobelin, 13^e (45-61-84-85) ; 36-65-70-46 ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55) ; Miroir, 14^e (36-68-70-41) ; UGC Convention, 15^e (46-74-93-40) ; 36-65-70-47 ; UGC Molière, 17^e (40-68-00-16) ; 36-68-70-61 ; Pathé Wapler II, 18^e (36-68-20-22).

A TOUTE ÉPREUVE. Film Hong-Kongais de John Woo, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-65-70-83 ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; 36-65-70-88 ; UGC Normandie, 8^e (45-62-18-16) ; 36-65-70-82 ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (36-68-75-55) ; v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-83) ; 36-65-70-23 ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94) ; 36-65-70-14 ; Paramount Opéra, 8^e (47-42-56-31) ; 36-65-70-18 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; 36-65-70-84 ; Miroir, 14^e (36-68-70-41) ; UGC Convention, 15^e (46-74-93-40) ; 36-65-70-47 ; Pathé Clichy, 18^e (36-68-20-22).

L'ARCHE ET LES DÉLUGES. Film français de François Bel : Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-28) ; 36-65-70-87 ; Publicis Saint-Germain, 6^e (42-22-72-80) ; Biarritz Montparnasse, 15^e (36-65-70-38).

C'EST DE L'ART. Film français de Pierre Couderc : Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77) ; 36-65-70-43.

COMMENT FONT LES GENS. Film français de Pascale Bailly : Action Châtaigne, 6^e (43-29-11-30) ; 36-65-70-62.

LA CRÉATURE DU LAGON. Le RETOUR. Film américain de Jim Wynorski, v.f. : Brady, 10^e (47-70-08-88).

DEUX DOIGTS DE MEURTRE. Film américain d'Eddy Matalon, v.o. : Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-28) ; 36-65-70-87 ; George V, 8^e (45-62-41-46) ; 36-65-70-74 ; Sept Parnassiens, 14^e (36-68-70-42).

L'ENFANT LION. Film français de Patrick Grandperret : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-65-70-83 ; Rex (le Grand Rex), 2^e (42-36-83-83) ; 36-65-70-23 ; Bretagne, 6^e (36-65-70-37) ; George V, 8^e (45-62-41-46) ; 36-65-70-74 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; 36-65-70-84 ; Miroir, 14^e (36-68-70-41) ; UGC Convention, 15^e (46-74-93-40) ; 36-65-70-47 ; Pathé Wapler II, 18^e (36-68-20-22).

JAMBON JAMBON. Film espagnol de Bigas Luna, v.o. : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-88-83) ; UGC Rotonde, 6^e (45-74-94-94) ; 36-65-70-73 ; UGC Biarritz, 8^e (45-62-20-40) ; 36-65-70-81 ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; 36-65-70-44 ; La Bastille, 11^e (43-07-48-60) ; v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-83) ; 36-65-70-23 ; UGC Gobelin, 13^e (45-61-84-85) ; 36-65-70-45 ; Gaumont Alésia, 14^e (36-68-75-14) ; Les Montparnasse, 14^e (36-65-70-42).

RELACHE. Film français de Gilles Bourdos : Europa Panthéon (ex-Réflex Panthéon), 5^e (43-54-15-04).

SAUVE-TOI. Film français de Jean-Marc Fabre : Europa Panthéon (ex-Réflex Panthéon), 5^e (43-54-15-04).

Le Monde ÉDITIONS

Rencontres avec des citoyens extraordinaires
Douze expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain
Le bilan critique de programmes d'insertion pour donner aux acteurs comme aux médiateurs envie de continuer.

Les tournants de la gloire
Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives
Alain Giraud
Le récit des moments indécis où la gloire frôle la chute. Le mystère de l'acte sportif se révèle sous la loupe de l'écrivain-détective. La légende des champions entre vérité et fiction.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

PARIS EN VISITES

SAMEDI 26 JUIN

«Sept des plus vieilles maisons de Paris», 19 h 30, devant la mairie, place Baudoyer (Paris autotour).

«Les jardins du Luxembourg et leurs statues», 11 heures, grille, place Edmond-Roussand (Approche de l'art).

«Trésors de l'orfèvrerie russe», 11 heures et 15 heures, hall du Petit Palais (M. Heger).

«Les dames de Sainte-Clotilde et le pavillon du duc de Guise», 11 heures, 103, rue de Picpus (S. Rojzon-Kar).

«La salle Favart : histoire de l'Opéra Comique», 14 h 30, façade, place Solfèrino (Monuments historiques).

«Les chevaux célestes de l'empereur de Chine», avec C. Bourzet, 14 h 30, hall du Musée Guimet (Le Cavalier blanc).

«Jardins et hôtels de la rue du Bac», 14 h 30, métro Rue-du-Bac (Paris pittoresque et insolite).

«Le vieux Village de Charonne», 14 h 30, métro Porte-de-Bagnolet, sortie boulevard Mortier (C. Marie).

«Les salons de l'hôtel des comtes de Potocki», 14 h 45, métro George-V, sortie escalier Champs-Élysées, numéros pairs (M. Banassat).

«L'île de la Cité, naissance de Paris, vieilles maisons de Chanoines», 15 heures, 2, rue d'Arcole (Paris autotour).

«L'échange quartier de Saint-Sulpice», 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

«Le couvent des Carmes et ses prisons», 15 heures, 70, rue de Valenciennes (J. Huet).

«Le siège du Parti Communiste

français, par Niemeyer», 15 heures, 2, place du Colonel-Fabien (Paris et son histoire).

«Saint-Denis : La maison d'éducation de la Légion d'honneur», 15 heures, 2, rue de la Légion d'honneur (Office de tourisme de Saint-Denis).

DIMANCHE 27 JUIN

«Les Puces de Saint-Ouen, le plus important marché mondial d'antiquités. Conférence déposée», 10 h 30, métro Porte-de-Clignancourt, au Salon Paris autotour.

«La basilique de Saint-Denis, panthéon des rois de France», 14 heures, devant le porche d'entrée (Art et découvertes).

«Salons Louis XVI et Napoléon III du ministère de la marine» (carte d'identité), 14 h 30, 2, rue Royale (D. Bouchard).

«Le Marais juif. Petites synagogues», 14 h 30, métro Saint-Paul (Art et histoire).

«Saint-Denis : la cathédrale et les tombeaux royaux», 14 h 30, 2, rue de la Légion d'honneur, à Saint-Denis (Office de tourisme).

«Ascension au sommet de la colonne Vendôme» (ampe de poche), 14 h 45, métro Tuileries (M. Banassat).

«L'hôtel de Bourbon-Condé, œuvre de Brongniart» (film à trente personnes), 15 heures, 12, rue Monsieur (Monuments historiques).

«L'hôtel de Sully», 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

«Les vieux quartiers de l'île de la Cité, de la place Dauphine à l'enclos

du cloître Notre-Dame», 15 heures, Pont-Neuf, statue d'Henri IV (E. Roman).

«L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre des hôpitaux parisiens, et la médecine autotour», 15 heures, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

«Cheminement historique et bucolique au parc Montsouris, cités d'artistes des années 20», 15 heures, métro Cité universitaire (Paris, capitale historique).

«Les salons de l'hôtel de Ségur, ambassade de Pologne», 15 heures, 57, rue Saint-Dominique (Paris et son histoire).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre-Neviski», 15 h 30, 12, rue Ders (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

SAMEDI 26 JUIN

Maison de la Ville, angle du quai de la Charolais et de l'avenue Corentin-Cariou, 13 h 30 : «L'architecture du dix-neuvième arrondissement», par A. Oriandini (Maison de la Ville).

DIMANCHE 27 JUIN

1^{re} rue des Prouveries, 15 heures : «Quel est le secret de votre destin ?», par P. Bouleau ; «Comment choisir sa vocation ?», par Natya (Conférences Henry).

Saint-Régis, 15 heures : «Le Tasse, le Hoggar, par A. Dumas (Exposition Hamida Mazouz).

ÉCONOMIE

Les divergences entre Paris et Bonn sur la politique monétaire

Le faux pas de M. Alphanhéry

Pour tous les ministres de l'économie, la « gaffe » est l'ennemi suprême : la moindre petite phrase mal perçue, la moindre confiance trop osée, et la réaction des marchés financiers est parfois dévastatrice. Arrivé Rue de Bercy au mois de mars, Edmond Alphanhéry a dû être informé dans le détail de l'usage codifié des déclarations ministérielles.

Judi 24 juin, pourtant, le risque de dérapage était particulièrement faible : en dépit de la sombre conjoncture, la monnaie française ne cessait de se redresser sur les marchés vis-à-vis d'un mark affaibli, victime des difficultés profondes de l'économie allemande. Signe incontestable d'une situation monétaire favorable à la France, le taux des obligations d'Etat est désormais inférieur à celui des emprunts allemands.

Une « gaffe » préjudiciable au franc était donc peu probable. Mais M. Alphanhéry n'a pas su éviter un autre écueil : la nécessité de ménager la susceptibilité de ses interlocuteurs allemands. En déclarant sur Europe 1 qu'il avait « pris l'initiative » de demander aux responsables allemands de « venir à Paris dans le cadre d'un conseil économique et financier franco-allemand », pour que nous discutions ensemble des conditions d'une baisse des taux d'intérêt en France et en Allemagne, il a froissé les responsables monétaires d'outre-Rhin. Au point que ceux-ci ont jugé préférable d'annuler le conseil, pourtant prévu de longue date.

Il est de notoriété publique que les Allemands, accusés en permanence de maintenir des taux d'intérêt trop élevés au détriment de l'Europe tout entière, sont particulièrement chatouilleux sur le sujet. Qu'un ministre français prétende, même à demi-mot, organiser un assouplissement du crédit, est à leurs yeux sacrilège. Surtout au moment où le mark, traditionnellement le plus forte des monnaies du système monétaire européen, traverse une zone de turbulences. Si le faux pas de M. Alphanhéry ne va pas changer la face du monde, on se souvient tout de même avec quelle rapidité les relations entre plusieurs pays européens s'étaient détériorées pendant la tempête monétaire de septembre. Il serait dommage que la coopération monétaire franco-allemande, qui était sortie renforcée de la crise des changes, soit aujourd'hui menacée.

Ni les Français ni les Allemands ne peuvent se permettre, dans la conjoncture actuelle, de laisser se détériorer leurs relations monétaires. Un regain d'attention des responsables des deux pays pour ménager leurs susceptibilités réciproques et approfondir leur coopération ne paraît pas un effort surhumain.

FRANÇOISE LAZARE

Une coopération bilatérale régulière

Créé en 1988 dans le cadre des protocoles additionnels au traité de l'Elysée du 22 janvier 1963, le conseil économique et financier franco-allemand se réunit plusieurs fois par an (généralement entre deux et quatre). Il permet aux responsables des gouvernements et des banques centrales des deux pays de discuter de leurs relations économiques et monétaires.

Le dernier conseil s'était tenu à Bonn, le 17 février. Logiquement, la nouvelle réunion avait été organisée à Paris, avec à l'ordre du jour les questions monétaires et budgétaires. Plus

Les frictions se multiplient

Suite de la première page

En voyant au secours du franc à l'automne, la Bundesbank avait convaincu les Français de sa bonne volonté. La baisse des taux d'intérêt qu'elle a engagée depuis a permis au nouveau gouvernement français de suivre le mouvement puis, dans l'élan, de faire glisser ses taux sous les taux allemands. Tout semblait donc aller pour le mieux pour le gouvernement de M. Balladur qui fonde une part essentielle de sa politique sur une détente monétaire. Or, la Bundesbank marque depuis la mi-mai, une pause dans sa politique de baisse des taux. Sans doute ne durera-t-elle pas, mais la patience de Paris, comme celle des autres capitales européennes, est mise à l'épreuve.

Les propos de M. Alphanhéry à Europe 1, jeudi 24 juin, en sont la manifestation. Le ministre français a expliqué qu'il avait invité Theo Waigel, ministre des finances, et Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, à Paris « pour que nous discutions ensemble des conditions d'une baisse concertée des taux d'intérêt en France et en Allemagne ». Immédiatement repris par les agences de presse allemandes, ces propos ont été ressentis comme un « diktat ». M. Waigel a annulé cette réunion, de toute façon prévue de longue date dans le cadre du conseil économique et financier franco-allemand. Les services du ministère des finances allemands prétextaient un calendrier surchargé de M. Waigel qui doit présenter son projet de budget 1994, le 13 juillet.

Un moment très délicat

L'explication ne trompe personne. « Waigel a fait en sorte de faire savoir à son collègue Alphanhéry, que l'on ne convoque pas à Paris sur les ondes le président de la Bundesbank pour lui dicter une baisse des taux », écrit sans ambages la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* vendredi. Le journal poursuit en expliquant que « les hommes politiques français doivent s'accoutumer à respecter l'indépendance d'une banque centrale ». Pour avoir, par envergure, exercé une pression publique sur la banque centrale allemande tout en mêlant dans la même accusation Bonn et Francfort, M. Alphanhéry, pourtant défenseur zélé du projet d'indépendance de la Banque de France, est renvoyé brutalement sur le banc de l'école du monétarisme. « Entre amis, sans rancune », conclut, en français, le journal allemand.

Mais le faux pas du ministre français, malgré sa maladresse, n'est pas si mal senti. S'il n'était tombé à un moment extrêmement délicat pour la Bundesbank, comme pour le ministre des finances, la sévère récession (le PIB a reculé de 3,2 % au premier trimestre) ne crée en Allemagne aucune panique comparable à la France. Les plus optimistes voient d'ailleurs la sortie du tunnel pour l'automne, les autres pour le début de 1994. Mais elle a fonctionné comme un piège qui s'est refermé.

Le gouvernement, faute d'avoir pris les mesures d'austérité budgétaire en 1991 et 1992 lorsque l'Allemagne rayonnait encore du boom de la réunification, se trouve désormais incapable de le faire de peur d'aggraver encore la déprime. Il repousse les taxes nouvelles et les coupes budgétaires à plus tard. Mais ce faisant, il creuse les déficits qui, par leur ampleur abyssale, inquiètent désormais les milieux financiers internationaux. La conséquence en est un affaiblissement du mark qui inquiète à son tour la Bundesbank et l'oblige à marquer une pause dans la baisse de ses taux directeurs.

Avant tout, il faut donc rassurer les milieux financiers internationaux sur le sérieux de Bonn. Et le message doit être énoncé au plus vite, cette fois-ci sans ambiguïté : les économies ne sont plus renvoyées aux calendes grecques mais engagées dès maintenant. Le ministre des finances, par ailleurs politiquement affaibli pour avoir tenté et manqué un retour comme ministre-président de Bavière, est le cible des attaques. Les calculs qu'il a faits pour le « pacte de solidarité » se sont avérés erronés et, de toute façon, dépassés par la crise. A peine trois mois plus tard, il faut tout refaire. « Nous sommes devenus une république de palabres », a résumé Ulrich Cartellieri, directeur financier de la Deutsche Bank.

La Bundesbank n'est pas en reste dans ses attaques contre Bonn. Elle calcule, dans son dernier rapport mensuel de juin, que les déficits publics atteindraient au total 230 milliards de marks cette année, soit 7,5 % du PIB (alors que le traité de Maastricht fixe un maximum de 3 %) et 90 % de l'épargne des Allemands. « L'heure de vérité a sonné », a indiqué en septembre dernier le chancelier Kohl. Apparemment personne ne l'a entendu, à commencer par lui-même.

La force du mark permettait aux Allemands de donner, sans en avoir l'air, des leçons de vertu. Sa faiblesse actuelle souligne combien la République fédérale a du mal à jouer son rôle de pilier de la stabilité européenne. Personne n'y gagne, toute la Communauté en souffre. Si l'Allemagne veut éviter que son partenaire français ne soit attiré par les sirènes protectionnistes, ce qui conduirait à une rupture, cette fois-ci très grave, de l'axe Paris-Bonn, il lui faut agir dès maintenant. L'an prochain, l'Allemagne connaîtra dix-neuf élections régionales et locales. Ce sera alors sans doute trop tard.

ERIC LE BOUCHER

Une étude du CERC

Coûts salariaux : la France « en position médiane »

En matière de coût de main d'œuvre dans l'industrie manufacturière, la France occupe une « position médiane » parmi les pays industrialisés, selon une étude du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) publiée vendredi 25 juin. Malgré les politiques de « dévaluation compétitive » menées par certains pays, les écarts n'ont guère varié au cours des dernières années.

Dans la hiérarchie des coûts de main-d'œuvre (salaires et total des charges sociales), la France occupe le quatrième rang européen – à taux de change courant, le coût annuel de la main-d'œuvre, est supérieur de 22 % en Allemagne, de 7 % en Belgique et de 2 % aux Pays-Bas – et le sixième rang mondial puisque les États-Unis et le Japon, selon le même critère, dépassent respectivement de 2 % et 6 % le niveau français.

Charges patronales

Les travaux du CERC constatent « qu'en dépit des changements profonds apportés au droit du travail depuis 1982, le classement des pays n'apparaît pas radicalement différent de celui observé dans la dernière étude européenne de 1988 ». Les dévaluations de la livre et de la lire, par exemple, ont donc été largement – mais pas totalement – compensées par l'évolution des coûts de main d'œuvre en Grande-Bretagne et en Italie « dont l'évolution en monnaie nationale a été très proche de celle du franc ». Reste que, dans un contexte économique très déprimé, l'avantage de compétitivité lié à la dévaluation, même s'il est temporaire, n'est pas sans effet. Toutefois, si l'on compare les coûts en éliminant les distorsions monétaires et en raisonnant à parité de pouvoir d'achat, les écarts se réduisent sensiblement (voir graphique).

Le constat est un peu différent en ce qui concerne les coûts salariaux ouvriers. « Le rapport du coût non-ouvrier au coût ouvrier est d'environ 1,8 dans notre pays alors qu'il se situe entre 1,4 et 1,6 dans les autres pays », relève le CERC. Une observation qui devrait éclairer le débat récurrent autour du SMIC. Par ailleurs,

l'ordre des secteurs d'activité, selon le niveau de leur coût salarial, « est assez voisin dans tous les pays », malgré une dispersion plus accentuée aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni. Les coûts les plus élevés concernent généralement les biens d'équipement et les biens intermédiaires alors que certains biens de consommation (habillement, textile) « se retrouvent massivement en queue de peloton ». Quant aux charges patronales, le CERC considère qu'elles « sont sans aucune relation » avec le niveau global du coût de la main-d'œuvre. Ainsi, la France et le Danemark sont sur la même ligne alors que la première est celle où les charges des entreprises sont les plus lourdes tandis que le second leur impose très peu de cotisations sociales.

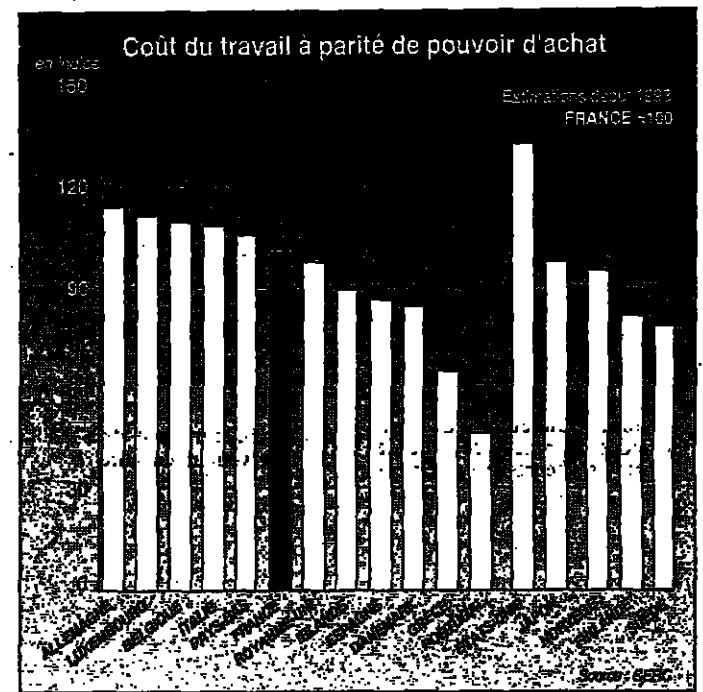
Au cours des dix dernières années « l'ordre des pays selon le taux de croissance du coût salarial unitaire exprimé en monnaie commune est resté pratiquement le même ». C'est en Allemagne que la progression est la plus forte

(4,5 % par an) de même qu'au Japon (3 %) alors que les États-Unis et le Royaume-Uni restent stables et que la France augmente de 2 %.

En définitive, le coût du travail, que certains exemples récents de délocalisations ont placé au cœur du débat, ne doit pas être considéré comme le seul élément de compétitivité, insiste le CERC qui rappelle fort opportunément que d'autres paramètres, tels que la qualité des produits ou le degré d'efficacité, de productivité et de formation des salariés, interviennent. « Une baisse prolongée du coût du travail, conclut l'étude, détermine un choix de spécialisation internationale privilégiant les industries de main-d'œuvre abondante et généralement moins qualifiée au détriment des industries de haute technologie employant une main-d'œuvre qualifiée ».

J.-M. N.

(1) Documents du CERC, n° 106.



Les différences de coût du travail (salaire et total des charges sociales) des pays industrialisés – exprimé ici sur une base annuelle, en monnaie commune et à parité de pouvoir d'achat afin d'éliminer les écarts de prix – sont assez réduites. Néanmoins, un décalage important subsiste en ce qui concerne la Grèce et le Portugal alors que les États-Unis, dont le pouvoir d'achat des rémunérations dépasse de 30 % celui du Japon, sont en tête.

A l'issue de la onzième conférence ministérielle

La Russie va devenir membre du programme Eurêka

Réunie à Paris, les 23 et 24 juin, pour la onzième conférence ministérielle Eurêka, les ministres de la recherche des vingt pays européens membres de ce programme (1) ont décidé à l'unanimité d'accueillir la Russie. Cette adhésion reste soumise au règlement de quelques problèmes « techniques » mais devrait devenir effective dans les tout prochains mois. Après la Hongrie, admise l'an passé, la Russie est le deuxième pays de l'Est à intégrer Eurêka.

Il y a peu, exporter des technologies vers l'URSS était un acte complexe soumis aux règles tatillonnes du COMECOM (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations). L'admission de la Russie comme membre du programme de recherche Eurêka ne manque donc pas de piquant. D'autant plus que ce programme avait été conçu, il y a près de huit ans, comme une réponse civile et européenne à l'initiative de défense stratégique américaine, plus connue sous le nom de « guerre des étoiles ». Certes l'adhésion « officielle » de la Russie reste soumise « au règlement de problèmes techniques », a précisé François Fillon, ministre de l'Éducation et de la Recherche lors de la conférence de presse de clôture de la onzième conférence ministérielle Eurêka. L'adaptation avec les règles du COMECOM en fait partie. Mais pour M. Fillon, ces problèmes devraient être résolus rapidement, et la Rus-

sie deviendra un membre à part entière d'ici quelques mois.

Ce vingt et unième pays membre devrait rendre encore plus fécond ce programme qui a déjà accordé son label à 816 projets de recherche, représentant une enveloppe financière de 107 milliards de francs. Quatre mille participants en ont bénéficié (2). A l'issue de cette année, placée sous la présidence française, 193 nouveaux projets ont été labellisés. Deux tiers d'entre eux portent sur les six domaines définis comme stratégiques : l'agroalimentaire, l'automobile, le diagnostic, l'informatique, le traitement des déchets et l'usine du futur.

Des retombées indéniables

Une évaluation industrielle et économique, réalisée à l'initiative de la France, confirme l'efficacité de ce dispositif pour la recherche appliquée, surtout lorsqu'il est mis en œuvre pour des projets de taille modeste. La réussite des programmes moutonnés qui sont Jéssy pour l'électronique, TVHD pour la télévision haute définition et Prométhée pour l'automobile est en effet plus discutée. Un bilan non négligeable : à eux trois, ils totalisent des budgets de près de 38 milliards de francs soit plus du tiers des sommes en jeu.

Réalisée par un groupe d'experts internationaux, l'évaluation n'a pas pris en compte ces projets lourds de manière approfondie. Pour les autres, elle a prouvé leur bon impact économique. 82 % des par-

ticipants estiment qu'ils portent bien sur des produits ou des procédés commercialisables. Selon une étude spécifique portant sur 119 projets français (excluant donc les très grands programmes), un chiffre d'affaires de 33 milliards de francs environ en est attendu pour un coût cumulé total de 9,2 milliards de francs. Certes ces chiffres donnent peu d'indications sur la rentabilité financière des investissements consentis. Mais les retombées indirectes semblent indéniables : ils accroissent le niveau technique des participants, contribuent à la formation du personnel, améliorent sa capacité à conduire des projets en partenariat. Les programmes Eurêka rassemblent en effet des équipes de recherche issues de laboratoires publics ou privés ayant des nationalités différentes (deux pays au minimum doivent être représentés) sur des sujets de leur choix.

Autre atout : pour 18 % des répondants à l'enquête d'évaluation générale, la participation à Eurêka a conduit au recrutement de salariés supplémentaires. Une vingtaine d'entreprises françaises interrogées estiment à 700 le nombre d'emplois créés pour conduire le projet de recherche ou pour assurer la production et la commercialisation des produits créés.

Eurêka serait particulièrement bien adapté aux PMI. Dans la courbe 1993, 40 % des projets ont des PMI comme chefs de file : « On ne s'attendait pas à une telle dynamique dans une conjoncture difficile », se réjouit Henri Quil-laume, président du Groupe de

haut niveau Eurêka. Une accélération des accords de financement dans tous les pays membres (à l'instar de ce qui se passe en France depuis trois ans) devrait accroître encore la participation des petites entreprises. Point faible du dispositif, la coordination des projets Eurêka et des programmes de recherche communautaires est insuffisante. Seulement 3 % des projets Eurêka prennent le relais de programmes communautaires. Un réseau d'information et de concertation entre les gestionnaires des deux dispositifs a été mis en place pour tenter d'y remédier.

Après la France, la Norvège assurera la présidence d'Eurêka pour les douze mois à venir. Elle mettra l'accent sur l'environnement : « Tous les nouveaux projets devront montrer qu'ils prennent en compte les aspects liés à l'environnement », a expliqué Finn Kristensen, ministre norvégien de l'Industrie et de l'énergie, qui privilégiera également l'adhésion des PMI, ainsi que celle d'industries d'Europe de l'Est.

ANNIE KAHN

(1) Les pays membres d'Eurêka, au nombre de 20, sont les 12 pays de la Communauté, les 6 pays de l'ALE, la Turquie et la Hongrie. La Commission de Bruxelles est également membre d'Eurêka.

(2) L'exposition « Eurêka, l'innovation au quotidien », organisée à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris, présente 56 projets Eurêka et leurs retombées sur la vie quotidienne. Elle a lieu du 25 juin au 31 août.

ÉCONOMIE
Un entretien avec le
de la Coordination

Les Douze maintiennent
surveillance des importations

سكان الناحية

ÉCONOMIE

Un entretien avec le secrétaire général de la Coordination rurale

« Nous partageons sans réserve les constats énoncés par Philippe Séguin » nous déclare Philippe Arnaud

Réunis jeudi 24 juin à Tours, les responsables de la Coordination rurale ont préparé la rentrée revendicative de leur mouvement, qui doit être marquée par un blocus de Paris à la mi-septembre. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Philippe Arnaud, secrétaire général de la Coordination, dénonce la politique agricole du gouvernement et l'attitude de la FNSEA.

« Avec un an de recul, quels enseignements tirez-vous du relatif échec du « blocus de Paris », que la Coordination rurale avait voulu organiser à la fin juin 1992 ? Pourquoi vouloir recommencer la même opération à la rentrée ? »

« Si vous pensez qu'il s'agissait d'une opération de type militaire, alors d'accord : ce fut un échec. Mais quel succès de notoriété, de publicité ! Avant le blocus, nous avions pénétré quelque vingt départements, quinze jours après nous étions présents dans une soixantaine. Aujourd'hui presque tous les agriculteurs connaissent la Coordination.

« Le but n'était pas d'affamer les Parisiens mais de réagir en masse à la réforme de la PAC. Nous voulions torse le cou à quelques contre-vérités abondamment répandues - et d'abord la surproduction alimentaire européenne et son coût budgétaire énorme - qui avaient donné mauvaise conscience aux paysans, désignés comme des coupables.

« Quand aura lieu le prochain rassemblement ? »

« Pour la rentrée, nous préparons une manifestation très importante, avec notamment un blocus de Paris à la mi-septembre. On ne nous laisse pas d'autre forme d'expression. Chacune de nos demandes de rencontre avec des ministres se heurte à des fins de non-recevoir, car la FNSEA y met son veto.

« Tous les Français se sentent concernés par la disparition des paysans. L'agriculture n'est pas un secteur marginal. Les agriculteurs sont les premières victimes d'un ordre économique international nouveau fondé sur le libre-échange à tout prix.

« A propos du récent accord sur les oléagineux, vous avez parlé de trahison et de capitulation... »

« Il n'y a qu'à comparer les propos que tenait l'actuelle majorité quand elle était opposition et qui étaient volontairement flous - sans

distinguer les oléagineux du reste des dossiers agricoles pour glaner le plus possible de voix aux élections - avec le oui qui vient de donner le gouvernement aux Américains. Jean Puech a envoyé aux parlementaires un argumentaire en dix questions réponses mais nous préparons un contre-argumentaire... »

« Limiter de notre propre chef nos surfaces en oléagineux, c'est une capitulation. Rien ne dit que le recours aux variétés hybrides est la bonne solution pour accroître les rendements à long terme. Et quelle firme, maintenant, va investir... »

La représentativité des syndicats agricoles

En dehors des chiffres avancés par les syndicats eux-mêmes, les seules statistiques permettant d'évaluer le poids des grandes organisations du monde paysan sont données par les élections aux chambres d'agriculture. Malheureusement, elle ne se déroulent que tous les six ans et les dernières remontent à 1989. Les chiffres sont d'autant plus difficiles à interpréter que la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) avaient présenté des listes communes. Néanmoins, la participation à ces élections est relativement forte : 58,62 % des inscrits y prennent part.

tir dans la recherche agronomique ? Les agriculteurs sont démotivés. Ils vont vouloir en faire le moins possible.

« Pourtant, la CEE est lourdement déficitaire en oléagineux. Il faudrait cultiver 7 millions d'hectares supplémentaires. L'Europe dispose de 41 millions d'hectares pour les grandes cultures, dont 35 de céréales, 5 d'oléagineux et 1 de protéagineux (1) alors que, pour atteindre l'indépendance alimentaire, il en faudrait 48 millions : 30 seulement en céréales, 11 en oléagineux et 7 en protéagineux. Voilà démontrée mathématiquement l'imbécillité du gel des terres.

« Vous tenez un langage quasiment identique à celui du CNJA.

« Je sais et je tente des rapprochements avec Christian Jacob, son président. Je ne désespère pas de voir le CNJA se battre à nos côtés pour dénoncer ensemble ce marché de dupes.

« A vous entendre, le gouvernement Balladur et les gouvernements socialistes précédents, c'est bonnet blanc et blanc bonnet... »

« Jugez aux actes ! Les agriculteurs ont été trompés, ils en tirent les conséquences car ils ont du bon sens. Nous partageons d'ailleurs sans réserve les constats récemment énoncés par Philippe

départementales. La Coordination s'appuie sur des relais dans presque tous les départements. Au début, nos troupes venaient des céréaliers et essentiellement du Sud-Ouest, mais aujourd'hui notre clientèle se diversifie. Des maires ruraux nous appellent pour se joindre à nous. En Charente-Maritime, les élus départementaux sont plus proches de nos thèses que de celles de la FNSEA. En revanche, en Bretagne nous sommes très peu présents.

« Cette mise à l'écart de circuits officiels est-elle gênante ? »

« Elle est réelle mais relative. Dans les départements, quand on demande à être reçu à la préfecture, par les parlementaires, ou par les élus régionaux, il n'y a aucun problème. D'ailleurs, les ministères commencent à nous envoyer quelques papiers. Je viens d'en recevoir un du chef de cabinet d'Alain Juppé.

« La FNSEA a co-décidé la ruine de l'agriculture »

« Suffit-il d'envoyer par télécopie des communiqués dans les salles de rédaction pour se dire représentatifs ? »

« Ne confondons pas puissance de l'appareil ou nombre d'adhérents et représentativité et influence. Le premier résistant en 1940 avait autant de valeur que les centaines d'autres par la suite. Les agriculteurs sont proches de nos thèses mais il y a beaucoup d'inertie et, dans la plupart des départements, la FNSEA tient tous les leviers depuis la mutualité, le Crédit agricole, la chambre d'agriculture en passant par d'innombrables commissions qui distribuent des crédits.

« La FNSEA est votre bête noire... »

« Elle a co-décidé la ruine de l'agriculture. Elle n'a pas joué le rôle de contre-pouvoir. Les déclarations tapageuses et les fausses colères sont plus destinées à regagner les troupes qu'à faire reculer les gouvernements. Notre plus sûr réservoir d'adhérents, ce sont les déçus du double langage de la FNSEA car, en vérité, elle n'a jamais eu la volonté de s'opposer à la réforme de la PAC. Reportez-vous aux travaux de la préparation du 3^e plan. Les principes qui ont guidé la réforme de la PAC étaient déjà admis par les leaders agricoles de l'époque.

« Si vous deviez avoir un jour un bref entretien avec Edouard Balladur, que lui diriez-vous ? »

« Nous ne sommes pas les affreux agitateurs jusqu'au boutistes que certains décrivent. La règle actuelle du jeu économique international qui nous est proposée est insurmontable. Spoiliés d'abord, les paysans vont disparaître. Il faut une politique courageuse de rupture avec le libre-échange sans contrepartie qui est synonyme de chômage. »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHICHARD

(1) Les pois, les fèves...

SOCIAL

Edouard Balladur annonce des mesures en faveur de l'apprentissage

Edouard Balladur a annoncé mercredi 23 juin une série de mesures en faveur de l'apprentissage qu'il a qualifiée d'« effort sans précédent ». Devant l'Assemblée générale de l'Assemblée permanente des chambres de métiers (APCM), le premier ministre a rappelé qu'en 1992, 145 000 apprentis ont été recrutés et que ce nombre devait « être très sensiblement augmenté, doublé si possible, pour favoriser l'entrée des jeunes dans la vie active ». Pour chaque contrat d'apprentissage signé entre le 1^{er} juillet 1993 et le 30 juin 1994, l'aide forfaitaire accordée par l'Etat sera portée de 5 000 à 7 000 francs alors que le crédit d'impôt d'apprentissage sera élargi. Enfin M. Balladur s'est déclaré favorable à l'examen d'une loi d'orientation sur l'apprentissage, réclamée par le secteur des métiers.

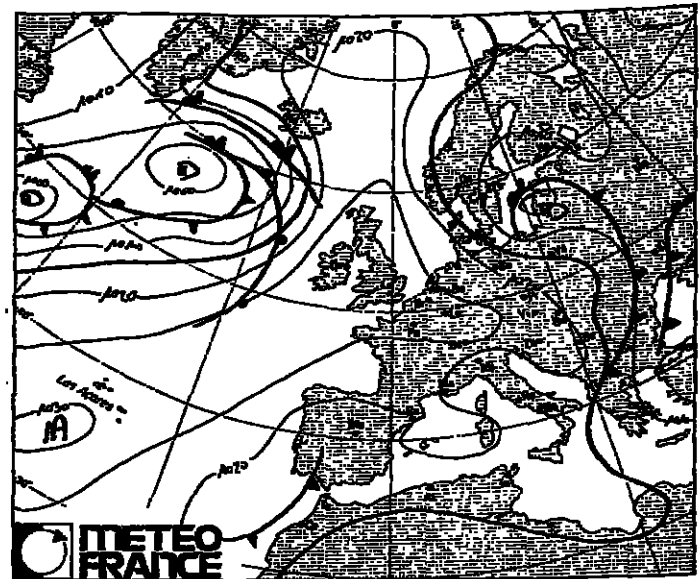
« L'« Exo-jeunes » prolongée jusqu'à la fin de l'année. - Le dispositif « Exo-jeunes » lancé par le précédent gouvernement afin de faciliter l'embauche à durée indéterminée de jeunes dans les entreprises sera prolongé jusqu'à la fin de l'année, a confirmé jeudi 23 juin le ministre du travail.

« Cette mesure, qui supprime les

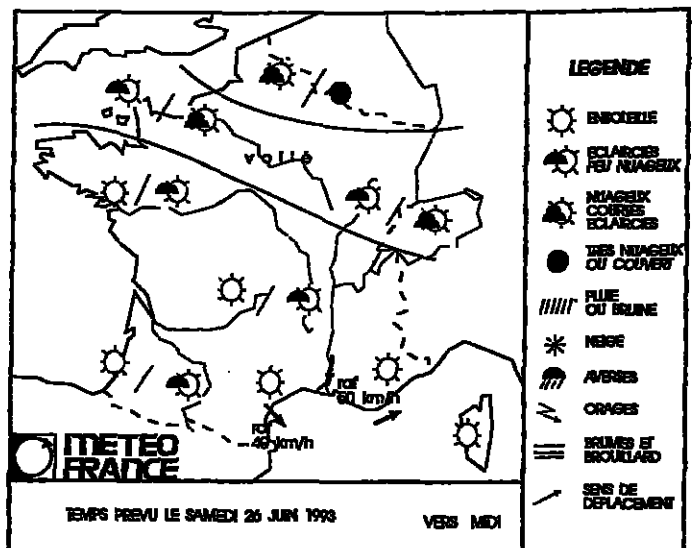
charges sociales patronales pendant douze mois pour le recrutement d'un jeune sans qualification de moins de vingt-six ans, a concerné 150 000 personnes depuis sa création en janvier 1992, mais 15 % seulement ont bénéficié d'une création nette d'emploi. Selon les experts, 650 000 jeunes doivent arriver cet automne sur le marché du travail.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 JUIN À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 26 JUIN 1993



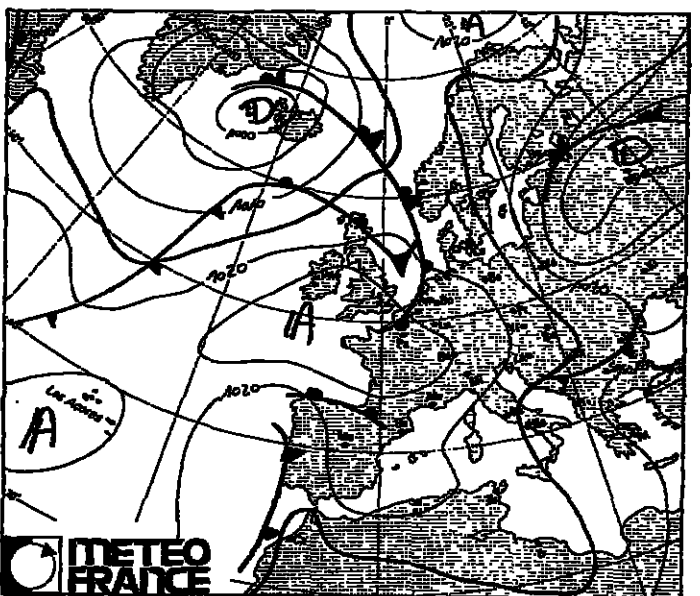
Samedi : nuageux au nord, soleil au sud. - Le matin, au nord d'une ligne Le Havre-Paris-Mulhouse, des nuages élevés envahiront le ciel. Sur le Nord-Pas-de-Calais, les nuages seront nombreux. Au sud de cette ligne, le soleil sera à nouveau au rendez-vous.

L'après-midi, le ciel sera voilé au nord d'une ligne Rennes-Lyon avec plus de nuages au nord de la Seine. Plus au sud, le soleil brillera largement. Le mi-

tral et la tramontane souffleront à 50 km/h en rafales l'après-midi.

Les températures minimales s'étagerront entre 5 et 12 degrés sur le moitié nord, entre 14 et 17 sur la moitié sud, jusqu'à 19 sur le pourtour méditerranéen ; quant aux maximales, elles seront comprises entre 18 et 22 degrés au nord de la Loire, entre 24 et 30 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 27 JUIN 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 24-6-1993 à 6 heures TUC et le 25-6-1993 à 6 heures TUC

FRANCE											
ALJACCO	25	14	D	TOULOUSE	24	15	D	LOS ANGELES	26	20	N
BARCELONE	22	15	D	ATLANTA	22	15	D	LUXEMBOURG	18	9	D
BORDAUX	25	15	N	BEIRUT	23	15	D	MADRID	30	18	C
BONNE	22	10	N	PONT-A-PRE	33	25	D	MARRAKECH	31	18	D
ÉTRANGER											
BREST	18	9	N	ALGER	29	19	N	MEXICO	21	14	N
CASH	20	9	N	AMSTERDAM	17	8	C	MILAN	27	17	C
CHERBOURG	19	7	N	ATLANTA	22	15	D	MONTREAL	24	16	D
CHERONT-VAL	21	7	N	BANGKOK	31	23	C	MOSCOW	17	9	C
CLON	20	8	D	BARCELONE	25	16	N	NAIROBI	22	11	C
COGNAC	25	11	D	BELGRADE	16	9	N	NEW-YORK	23	17	D
DIJON	19	7	D	BELGRADE	16	9	N	OSLO	19	0	N
LYON	22	11	D	BELGRADE	16	9	N	PALMA-DE-MAJ	25	14	N
MAISONVILLE	25	14	D	BEIRUT	23	15	D	PRIN	23	20	D
NANCY	19	7	D	LE CAIRE	36	26	D	RIO-DE-JANEIRO	-	-	-
NANTES	24	13	D	COGNAC	25	14	D	ROME	26	16	D
NICE	24	17	D	DAKAR	36	24	C	SINGAPOUR	28	23	A
PARIS-MONTY	22	14	N	DE DUBAÏ	29	20	N	STOCKHOLM	19	7	C
PAU	24	14	D	DUBAÏ	29	20	N	SYDNEY	12	7	D
PERPIGNAN	20	16	D	GENEVE	23	9	N	TOKYO	25	20	C
RENNES	24	12	D	HONGKONG	31	23	N	TORONTO	22	18	A
ST-ETIENNE	20	7	N	SPAIN	31	23	N	VARSOVIE	17	10	A
STRASBOURG	20	7	D	STANBUL	22	16	N	VIENNE	27	16	N
				LEONBON	22	16	N	VIENNE	19	9	D
				LONDRES	22	17	N				

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

La crise de la pêche

Les Douze maintiennent la surveillance des importations

Au second jour de leur opération « mer morte », organisée par le comité de survie de la pêche, les pêcheurs bretons ne mobilisent guère au-delà de leur région. Dans les ports de la mer du Nord, de l'Aquitaine et de la Manche, le mouvement n'a pratiquement pas été suivi. Il s'est en revanche durci en Bretagne. De 20 à 30 tonnes de poisson importé ont été détruites dans un entrepôt frigorifique à Vannes.

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

La France a obtenu satisfaction : les ministres de la pêche des Douze ont décidé, jeudi 24 juin à Luxembourg, de prolonger pour quatre mois les prix minima qui s'appliquent depuis le 1^{er} mars à six espèces de poissons importés de pays tiers. Cette mesure devait prendre fin le 30 juin prochain. De même, les poissons débarqués dans les ports de la CEE par des bateaux armés dans des pays tiers devront respecter les « prix de référence » de la Communauté.

Comme le demandait la France, le conseil a également invité la Commission à lui soumettre un rapport d'ici au 15 octobre sur la manière dont joue la politique commerciale de la CEE. La Commission devra proposer des réformes afin que la préférence

communautaire redevenue effective, sans oublier les intérêts de l'industrie de transformation. Il n'est pas sûr que cette démarche aboutira à des mesures de nature à soulager les difficultés des pêcheurs européens. Mais il n'est pas indifférent que le conseil ait accepté de se pencher sur le problème du respect de la préférence communautaire, malgré les réticences britanniques.

La Commission va donc entreprendre un audit des très nombreux accords préférentiels passés avec des pays tiers. Grâce à eux, le tarif douanier commun (12 % en moyenne) est très partiellement appliqué : selon un rapport, deux tiers des importations dans la CEE se font sous un régime dérogatoire !

La contrepartie normale de ces concessions - des droits de pêche dans les eaux des pays partenaires pour les armements de la CEE - n'a pas toujours été obtenue. La Commission devra indiquer comment, éventuellement, corriger le tir. Les limites de l'exercice sont évidentes. D'une part, la plupart des partenaires de la France sont libre-échangistes. D'autre part, les professionnels admettent volontiers que les importations des pays tiers ne représentent qu'une des causes de la chute des cours : les fluctuations monétaires dans la CEE et la crise économique, qui détourne le consommateur d'un produit considéré comme cher, expliquent davantage la crise actuelle.

PHILIPPE LEMAÎTRE

VIE DES ENTREPRISES

Philippe Rouvillois nommé à la tête du groupe

CEA-Industrie ne sera plus un opérateur industriel

Retour à la case départ. Jeudi 24 juin, le conseil d'administration de CEA-Industrie a nommé Philippe Rouvillois à sa présidence, en remplacement de Jean-Claude Hirié, selon un communiqué du ministère de l'Industrie, publié dans la soirée. M. Rouvillois, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, retrouve ainsi le poste qu'il avait dû abandonner en septembre 1992, et CEA-Industrie sa mission d'origine, à savoir celle d'un holding financier, créé en 1983 pour détenir l'ensemble des participations du CEA. Le montage élaboré par Edith Cresson, alors premier ministre et son conseiller Abel Farnoux s'écroule de ce fait. CEA-Industrie ne sera pas le groupe industriel tant souhaité, qui devait, pour ses partisans, développer des synergies entre ses activités

nucléaires, électroniques, informatiques et biomédicales, et pour ses détracteurs servir en fait à puiser dans la cagnotte de la branche nucléaire pour financer le développement des composants. Chaque firme retrouve désormais sa pleine indépendance de gestion. Qu'il s'agisse de Framatome et Cogema, pour le nucléaire, SGS-Thomson pour les composants, Csi, pour les services informatiques, Oris et Sopha Medical pour le biomédical. Ce qui ne sera pas pour déplaire aux patrons des deux principaux piliers de CEA-Industrie, qui réalisent à eux deux 85 % environ de l'activité du holding; à savoir Jean Syrota pour la Cogema, et Jean-Claude Leno pour Framatome. Ceux-ci n'avaient d'ailleurs pas attendu pour manifester leur volonté d'émancipation. Il y a

près de deux mois, la Cogema et Total échangeaient des participations, apparemment à l'insu de M. Hirié. Tandis que M. Leno se déclarait favorable à une entrée de Akatell-Alstom à son capital. Cette décision signifie « la fin de la diversification de CEA-Industrie », explique-t-on au ministère de l'Industrie, organisme de tutelle du CEA. « L'accent sera mis sur le nucléaire et l'informatic. » Le maintien de SGS-Thomson au sein du holding est donc confirmé. CEA-Industrie en reste actionnaire aux côtés de France Télécom et de Thomson CSF, coté français et de IRI, pour 48 % environ côté italien. La quête d'un nouvel actionnaire industriel utilisateur de composants, évoqué un temps par le ministère de l'Industrie, Gérard Longuet, ne serait

donc plus à l'ordre du jour. Jean-Claude Hirié demeure président du conseil de surveillance de SGS-Thomson. Le fabricant de composants est actuellement dans une bonne situation financière. Une première augmentation de capital de 250 millions de dollars a eu lieu en début d'année. Une seconde, du même montant, est prévue pour le 30 juin. Ce recentrage sur le nucléaire et l'informatique amène aussi à se poser des questions sur l'avenir du biomédical - à savoir Oris, spécialisée dans le diagnostic *in-vitro*, l'imagerie nucléaire, et l'analyse médicale et Sopha Medical, numéro trois mondial de l'imagerie médicale, repris en avril par CEA-Industrie.

A. K.

Pour achever la construction du tunnel sous la Manche

Eurotunnel a besoin de 8,5 milliards de francs

Comme prévu, André Bénard, président d'Eurotunnel, a annoncé jeudi 24 mai, au cours de l'assemblée générale des actionnaires réunie à Londres, son intention de lever un milliard de livres supplémentaires (8,5 milliards de francs) pour achever la construction du tunnel sous la Manche, dont la date d'inauguration reste fixée au 6 mai 1994, soit avec presque un an de retard sur la date prévue à l'origine (15 juin 1993).

L'augmentation se fera moitié en capital, moitié par emprunts. Une grosse moitié des fonds devrait être levée en 1994 et 1995, et le reste au début de 1996. Si les conditions du marché le permettent, une augmentation du capital est prévue aux alentours de la date d'ouverture du tunnel.

Les banques n'apporteront leur soutien financier qu'une fois les actionnaires sollicités. Les retards pris dans les travaux, et le contentieux financier qui oppose Eurotunnel à TML (TransManche Link), le consortium des sociétés chargées de la construction du tunnel, expliquent la levée de fonds supplémentaires. Les réclamations de TML portent toujours sur 7 milliards de francs, dont Eurotunnel conteste la légitimité. Par rapport à l'estimation de 4,8 milliards de livres faite lors de l'introduction en Bourse en 1987, le coût de construction et de financement du tunnel a doublé. Les besoins de financement de l'ouvrage fléissent désormais les cent milliards de francs.

A. B.-M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

La BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT rappelle à Messieurs les actionnaires que l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de la société se tiendra le lundi 28 juin 1993, à 11 heures, 108, boulevard Haussmann, 75008 Paris.



SILIC : BONNE RÉSISTANCE A LA CRISE

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 22 juin 1993 sous la présidence de Monsieur Gilles LAPORTE, a approuvé les comptes de l'exercice 1992, qui se soldent par un bénéfice de 160 955 472,59 F. Elle a fixé la distribution à 127 997 471,28 F, ce qui permettra de servir un dividende net de 44,48 F courant droit à un versement fiscal de 10,08 F, soit un revenu global de 54,56 F. Le taux d'augmentation du dividende global, qui sera mis en paiement à compter du 19 juillet 1993, ressort à 3,27 %.

Dans son allocution, Monsieur Gilles LAPORTE a souligné :

- la bonne tenue commerciale du patrimoine, dont le taux d'occupation reste satisfaisant, comme en témoigne l'évolution des loyers ;
- la bonne localisation des opérations, toutes situées en Région Parisienne ;
- la nature du patrimoine et l'adaptabilité des locaux à l'évolution actuelle de la demande.

Ces différents éléments, s'ils se confirment, devraient permettre d'envisager la poursuite de la croissance du dividende global.

Réuni à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration a pris connaissance du montant provisoire des émissions consolidées de loyers du premier semestre 1993 en augmentation sur l'année précédente : 154,9 millions de francs contre 151,8 millions de francs.

Après avoir pris l'avis du FDES

Le ministre de l'Industrie annonce la fermeture de la mine de La Mure (Isère) pour 1997

GRENOBLE

de notre correspondant

Le Fonds de développement économique et social (FDES), chargé de répartir les enveloppes d'investissements aux entreprises publiques, s'est prononcé, jeudi 24 juin, contre la mise en exploitation d'un nouveau site charbonnier à La Mure (Isère). Vingt-huit millions de francs de travaux étaient nécessaires pour aménager le quartier des Eperons, qui, selon les mineurs, disposerait de réserves d'anthracite proches d'un million de tonnes. L'extraction de ce charbon était indispensable pour maintenir en

activité les Houillères du Dauphiné qui ont produit, en 1992, 72 000 tonnes d'anthracite et enregistré un déficit de 80 millions de francs.

En 1989, leur fermeture avait été programmée par le ministère de l'Industrie pour juillet 1994. En février 1993, en pleine campagne électorale, le premier ministre Pierre Bérégovoy s'était rendu sur le carreau de la mine de La Mure pour annoncer aux 350 mineurs un sursis d'au moins cinq années. L'effectif des houillères aurait cependant été ramené à 300 personnes et la production devrait être portée à 110 000 tonnes grâce aux

28 millions de francs d'investissements prévus sur le quartier des Eperons (le Monde du 24 juin). Dans un communiqué, jeudi 24 juin au soir, le ministre de l'Industrie fixe la date définitive de fermeture du site charbonnier à 1997. « Il faut cesser d'entretenir l'illusion d'une poursuite illimitée. L'argent doit être utilisé là où il sera le plus utile pour l'avenir de l'emploi », précise Gérard Longuet. Dès cette année, 120 emplois seront proposés par EDF aux mineurs des Houillères du Dauphiné.

CLAUDE FRANCILLON

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISE

□ Bosch supprime 10 600 emplois. - Le groupe allemand d'électrotechnique et d'équipements automobiles Robert Bosch GmbH, qui prévoit une baisse de 4 à 5 % de ses ventes, supprimera 10 600 emplois au total cette année (4 000 l'ont déjà été depuis le 1^{er} janvier), pour ramener ses effectifs à 160 000 personnes fin 1993. Vingt-mille salariés des usines allemandes ont, en outre, été placés en chômage partiel cinq jours par mois en moyenne, sur les cinq premiers mois de l'exercice 1993. « Nous devons d'ici trois à cinq ans baisser nos coûts de 20 à 30 % pour résoudre les problèmes structurels actuels », a prévenu, jeudi 24 juin, le président du directoire du groupe Marcus Blichert devant l'assemblée générale des

actionnaires. L'an dernier, le bénéfice net du groupe avait chuté de 7 % à 512 millions de deutschemarks (1,7 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires de 34,43 milliards de deutschemarks.

RÉSULTATS

□ La BNP table sur un bénéfice net semestriel réduit de moitié. - La BNP prévoit une baisse de moitié de son résultat net (part du groupe) au premier semestre de 1993 par rapport à celui de la demi-année 1992. Compte tenu du résultat, enregistré en 1992, de 2,168 milliards de francs, le bénéfice net part du groupe au premier semestre serait donc proche de 542 millions, très en deca du résultat du premier semestre 1992, qui s'élevait à 1,333 milliard de francs. La Banque a souligné que le résultat net sera affecté par une forte poussée des provisions sur la clientèle française de PME et la couverture des provisions sur risques pays. « Alors que la gestion du portefeuille des risques souverains avait permis dans un contexte de marché favorable d'apporter une contribution positive de 1,7 milliard de francs en 1992, la contribution sera négative cette année », a précisé la banque. « De ce fait, le bénéfice net (part du groupe) au premier semestre 1993 sera en baisse significative », a-t-elle indiqué.

□ Salomon (ski) : bénéfice net consolidé (part du groupe) en hausse de 43 %. - Le groupe savoyard Salomon, spécialisé dans la fabrication d'équipements pour le ski, a réalisé un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 94,8 millions de francs au cours de son exercice clos au 31 mars. Un résultat en hausse de 43 % par rapport à l'exercice précédent (66,3 millions de francs). Le chiffre d'affaires net du groupe s'est élevé à 3,15 milliards de francs, en progression de 6,5 % sur l'exercice précédent. Pour l'exercice en cours, le groupe prévoit un bénéfice net « du même ordre » que celui qui vient de s'achever. Le directoire proposera aux actionnaires un dividende de 14 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 7 francs, en augmentation de 75 %.

□ Pechiney International : le bénéfice net prévu en 1993 devrait être légèrement supérieur à celui de 1992. - Le bénéfice net consolidé de Pechiney International (emballage, turbomoteurs) de 1993 devrait être légèrement supérieur à celui de 1992 (1,07 milliard de

francs hors éléments exceptionnels et avant écarts d'acquisitions), a déclaré, lundi 21 juin, Jean Gandois, PDG du groupe, devant l'assemblée générale des actionnaires. Après un premier semestre difficile, la marge opérationnelle du secteur emballage devrait être légèrement inférieure à celle de 1992 (2,54 milliards de francs), celle de turbomoteurs légèrement supérieure (344 millions en 1992). M. Gandois table sur des frais financiers « en baisse », notamment une forte diminution des impôts. Le groupe investira cette année 300 millions de dollars dans l'emballage et 30 millions de dollars dans le secteur turbomoteurs, mais toute acquisition devra aboutir rapidement à une amélioration sensible du bénéfice par action.

RENCONTRES

□ Discussions sans projets précis entre Schneider et AEG. - La cotation de Schneider et de la SIEP a été suspendue jeudi 24 juin pendant une heure, avant la publication d'un communiqué démentant un rapprochement avec l'allemand AEG, comme le laissent entendre des sources syndicales. Le groupe français de matériel électrique a affirmé qu'il n'existait « aucun projet précis à l'heure actuelle concernant un rapprochement de quelque nature que ce soit entre ses activités électriques et celles du groupe allemand AEG ». Simultanément, ce dernier évoquait « l'existence de discussions avec Schneider ». Mais il n'existe actuellement pas de « concepts concrets de coopération industrielle ». Ces rencontres sont plutôt à placer dans le contexte « des contacts permanents » qu'entretient la filiale de Daimler Benz avec d'autres concurrents.

COOPÉRATION

□ ATT : contrat de plus de 600 millions de francs avec Deutsche BundesTelekom. - ATT, une des premières firmes mondiales de télécommunications, a annoncé un contrat de 112 millions de dollars (604 millions de francs) avec Deutsche Telekom (DBT) pour l'installation d'un réseau téléphonique en fibres optiques dans l'ex-Allemagne de l'Est. ATT a ainsi obtenu 40 % du projet de l'opérateur allemand. Le contrat Opal 94, qui vise à équiper environ 500 000 abonnés en services de communication par fibres optiques.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 25 juin ↓ Sans conviction

Quelques prises de bénéfices ont pesé vendredi 25 juin au cours de la matinée sur la Bourse de Paris en raison notamment de la déception qu'a suscitée l'incident franco-allemand qui s'est traduit par le report d'une réunion économique et financière. En baisse de 0,87 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,74 %. Toutefois, peu après 13 heures, les valeurs françaises inversaient leur tendance en effaçant un gain symbolique de 0,01 % à 1 953,54 points.

Les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt en Allemagne le 1^{er} juillet se sont évanouis après les déclarations du ministre de l'Economie allemand Theo Waigel. Il a précisé vendredi matin qu'il n'y aura pas de baisse concertée des taux allemands et français. Ces propos ont été tenus après la « course » franco-allemande à l'annonce de la réunion économique.

que et financière qui devait se tenir vendredi mais qui a été reportée à la demande des Allemands. De son côté, M. Albrecht Schmidt, président des banques bavaroises, estime que le Bundesbank ne va pas baisser ses taux à l'occasion de la prochaine réunion bi-mensuelle du conseil central, le 1^{er} juillet. De plus, l'inflation dans le Bade-Württemberg a atteint en juin 0,3 %, soit en rythme annuel 4,1 %, un chiffre trop élevé pour le Bundesbank, estiment les analystes.

Les opérateurs manifestent donc leur mauvaise humeur, notant des gestions.

Parmi les titres en baisse sensible on relève Sogefi - 6 %, Bell Equipment - 3,9 % et Cerus - 3,5 %. SIEP qui avait bien monté la veille, chute de 2 % tandis que BIC est en hausse de 3,5 % et Bie de 5,1 %.

NEW-YORK, 24 juin ↑ Embellie

Wall Street a regagné, jeudi 24 juin, une partie du terrain perdu la veille grâce à une vague d'achats informatiques dans l'après-midi, en dépit de l'annonce d'une hausse des demandes hebdomadaires d'allocation chômage aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 490,61 points, en hausse de 23,80 points, soit des progrès de 0,69 %. Quelque 260 millions de titres ont été échangés. Les actions en hausse ont été largement plus nombreuses que celles en baisse : 1 124 contre 763, et 646 valeurs sont restées inchangées.

« Nous avons assisté à une progression purement technique, il n'y avait pas de raisons particulières pour acheter », a indiqué Peter Sullivan, analyste chez Tuckers.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor a continué à reculer à 6,73 % contre 6,76 % mercredi soir.

De côté des valeurs, Procter and Gamble a gagné un dollar à 50 1/4 dollars, après avoir reconnu que des « ajustements de personnel », pouvant entraîner jusqu'à 10 000 suppressions d'emplois, seraient lieu dans le cadre

d'un plan global de réduction des coûts. Motorola a gagné un dollar à 83 5/8 dollars sous l'effet d'une campagne de publicité dans la presse pour le nouveau microprocesseur développé avec IBM et Apple et qui fera concurrence à Intel.

VALEURS	COURS DU 23 juin	COURS DU 24 juin
Alcoa	67 5/8	68 1/2
AT&T	52	52 1/4
Bell	38 1/2	39 1/2
Chem. Maritime	30 1/2	31 1/4
De Beers	42	42 3/8
Eastman Kodak	50 1/8	50 1/2
Exxon	65 1/2	65 1/4
General Electric	55 1/2	56 1/2
General Motors	38 1/8	38 1/4
IBM	48 5/8	48 3/4
Johnson & Johnson	65 1/2	65 1/4
Merck	73 1/8	74 1/4
Microsoft	69 3/4	69 3/8
Procter and Gamble	50 1/4	50 1/2
Union Carbide	120 1/8	121 1/2
United Tech.	55 5/8	56 1/4
Westinghouse	44 3/8	44 3/4
Yarn Corp.	78 1/8	79

LONDRES, 24 juin ↓ Nouveau repli

Les valeurs ont baissé pour la deuxième séance consécutive, jeudi 24 juin, au Stock Exchange, marquant une pause après leur hausse récente. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a chuté en baisse de 6 points, soit 0,2 %, à 2 894,7. Les échanges ont porté sur 618 millions d'actions contre 595,8 millions la veille. Le marché avait ouvert en recul dans le sillage de la chute de Wall Street mercredi soir et de la reprise partiellement en l'absence de pression baissière significative. Mais la tendance est restée déprimée après la reprise avortée du début de la séance, qui n'a pas permis au Footsie de dépasser de façon convaincante la barre des 2 900 points. La plupart des secteurs ont été faibles, à l'exception des banques, des magasins et d'une partie des brasseries.

et des assurances. Imperial Chemical Industries (ICI) a coté 18 pence à 883 pence à la veille de son assemblée annuelle et après une recommandation de vente d'un analyste. Zonit Group a perdu 2 pence à 624 pence, victime du décalage des titres pharmaceutiques à Wall Street.

VALEURS	Cours du 23 juin	Cours du 24 juin
Allied Lyons	5,41	5,40
B.P.	3,11	3,05
British	2,71	2,70
Cadbury	4,82	4,78
De Beers	11,13	11,10
Diageo	8,80	8,75
GLS	30,83	30,82
LCL	10,82	10,81
Longman	1,18	1,17
NTL	8,57	8,56
Shell	8,51	8,50
Unilever	10,43	10,34

TOKYO, 25 juin ↓ Effritement

La Bourse de Tokyo a fini en légère baisse, vendredi 25 juin, l'effet d'ajustements de positions et de ventes liées aux contrats à terme sur indice. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a coté 25 500 points, soit 0,13 %, à 19 550,57 points. Le volume des transactions a été modéré avec quelque 280 millions de titres échangés contre 280 millions la veille, où l'indice de référence avait gagné 0,89 %.

Le marché a supporté d'abord les bouleversements politiques des dix derniers jours, mais n'en manque pas moins d'orientation, estiment les boursiers.

« Les investisseurs étaient hésitants à l'approche du week-end », a confié l'un d'eux.

VALEURS	Cours du 24 juin	Cours du 25 juin
Alpharma	1 340	1 340
Boliden	1 300	1 290
Canal	3 380	3 380
De Beers	2 280	2 280
Honda Motor	1 310	1 290
Imperial Chemical	1 220	1 220
Johnson & Johnson	690	690
Sony Corp.	4 330	4 330
Toyota Motor	1 530	1 530

CHANGES

Dollar : 5,7510 F ↓

Le deutschemark gagne quelques fractions à 3,3670 francs vendredi 25 juin, soit des progrès d'un centime par rapport à la veille. Les échanges entre banques, contre 3,3689 francs dans les échanges interbancaires de jeudi soir (il s'agit d'un contrat de 100 millions de deutschemarks), ont été marqués par le cours indicatif de la Banque de France). Le dollar est en repli à 5,7510 francs à la mi-journée contre 5,7530 francs dans les échanges interbancaires de jeudi soir (5,7503 francs cours Banque de France).

	24 juin	25 juin
FRANCOFORT	24 juin	25 juin
Dollar (en DM)	1,7815	1,7875
TOKYO	24 juin	25 juin
Dollar (en yen)	110,57	106,26

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (25 juin) : 7,716-7,716 %

New-York (24 juin) : 3 %

BOURSES

25 juin 24 juin
(SBF, base 100 : 51-12-91)
Indice global CAC 326,95 334,31
(SBF, base 1000 : 51-12-97)
Indice CAC 40 1 942,41 1 953,39

NEW-YORK (indice Dow Jones)

25 juin 24 juin
Industriel 3 466,81 3 494,61

LONDRES (indice Financial Times)

25 juin 24 juin
100 valeurs 2 900,78 2 894,70
30 valeurs 2 275,20 2 269,30
Midi d'Europe 188,09 193,30
Fonds d'Etat 96,63 96,97

FRANCOFORT

25 juin 24 juin
Dax 1 699,39 1 686,29

TOKYO

24 juin 25 juin
Nikkei Dow Jones 19 685,07 19 650,57
Indice global 1 584,08 1 594,65

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,723	5,728	5,779	5,779
Yen (100)	5,3636	5,3706	5,433	5,433
Esc	6,3871	6,3924	6,3923	6,3922
Deutschemark	3,3675	3,3680	3,3615	3,3628
Franc suisse	3,911	3,927	3,908	3,914
Lira italienne (1000)	3,7234	3,7273	3,6961	3,7023
Livre sterling	8,4443	8,4531	8,4641	8,4777
Peseta (100)	4,353	4,356	4,3574	4,365

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 3/16	3 5/16	3 3/8	3 1/2
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3 3/8	3 1/2
Esc	7 9/16	7 11/16	7 1/8	7 1/4	6 3/4	6 1/2
Deutschemark	7 3/4	7 7/8	7 7/16	7 9/16	7 1/16	7 3/16
Franc suisse	4 15/16	5 1/16	4 15/16	5 1/16	4 3/4	4 7/8
Lira italienne (1000)	9 5/8	10 3/16	9 5/8	10 3/16	9 7/8	10 1/16
Livre sterling	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 15/16
Peseta (100)	11 1/8	11 3/4	10 5/8	11 1/8	10	10 1/2
FRANC FRANÇAIS	7 1/4	7 3/8	6 15/16	7 1/16	6 5/8	6 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU

COURSE DE		COURS DU 23 juin		COURS DU 24 juin	
Alcoa	67 5/8	68 1/2	68 1/2	68 1/2	68 1/2
AT&T	52	52 1/4	52 1/4	52 1/4	52 1/4
Bell	38 1/2	39 1/2	39 1/2	39 1/2	39 1/2
Chem. Maritime	30 1/2	31 1/4	31 1/4	31 1/4	31 1/4
De Beers	42	42 3/8	42 3/8	42 3/8	42 3/8
Eastman Kodak	50 1/8	50 1/2	50 1/2	50 1/2	50 1/2
Exxon	65 1/2	65 1/4	65 1/4	65 1/4	65 1/4
General Electric	55 1/2	56 1/2	56 1/2	56 1/2	56 1/2
General Motors	38 1/8	38 1/4	38 1/4	38 1/4	38 1/4
IBM	48 5/8	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4
Johnson & Johnson	65 1/2	65 1/4	65 1/4	65 1/4	65 1/4
Merck	73 1/8	74 1/4	74 1/4	74 1/4	74 1/4
Microsoft	69 3/4	69 3/8	69 3/8	69 3/8	69 3/8
Procter and Gamble	50 1/4	50 1/2	50 1/2	50 1/2	50 1/2
Union Carbide	120 1/8	121 1/2	121 1/2	121 1/2	121 1/2
United Tech.	55 5/8	56 1/4	56 1/4	56 1/4	56 1/4
Westinghouse	44 3/8	44 3/4	44 3/4	44 3/4	44 3/4
Yarn Corp.	78 1				

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 26 juin

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Lectures

Après celui qui fut fatal à Patrick Sabatier, TF 1 offrait encore son...

avait appartenu à quelqu'un de craint et d'aimé en même temps, qui occupait une position sociale assez importante.

Le propriétaire du livre n'en revenait pas : « Ce livre a appartenu au duc d'Orléans, fils aîné de Louis-Philippe, mort d'un accident quand ses chevaux se sont emballés. Sa mort a entraîné la révolution de 1848, avec les hurlements de la foule. Les chevaux, la foule, la position sociale, et une vraie révolution en prime - même si elle avait eu lieu six ans après la mort du duc d'Orléans : tout y était.

Et le propriétaire n'était pas n'importe quel : c'était l'écrivain Michel de Grèce, lui-même lointain descendant du duc d'Orléans, et qui avait expliqué auparavant être en contact avec le fantôme de l'héroïne de son dernier livre.

Restait la montre, pour la forme : on était conquis d'avance, comme Alexandre Baloud. Dans la montre, le mage entendit au piano un air de Gerschwin, et vit des yeux gris-bleu très clairs, des cheveux de soie et une peau nacrée. Avant même que l'on nous donne la réponse, on aurait parié que la montre avait appartenu à Liz Taylor. Ce n'était plus « Mystères », c'était « Questions pour un champion ».

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; < film à éviter ; < on peut voir ; < ne pas manquer ; < < < Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 25 juin

TF 1

- 20.50 Documentaire : Retiens ta nuit. Portrait de Johnny Hallyday par Catherine Deneuve.
- 21.40 Concert : Johnny Hallyday. Concert de Johnny Hallyday, donné au Parc des Princes les 18, 19 et 20 juin.
- 23.45 Divertissement : Sexy Dingo.

FRANCE 2

- 20.50 Série : Nestor Burma. Le Cadavre de la plaine Monceau de Claude Grinberg, avec Guy Marchand, Nathalie Pressat.
- 22.25 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Des livres pour vos vacances. Invités : Jean Dutoit (l'Asie), Rosa Trazzini (le Don du roi), Dominique Conza (la femme), Serge Joly, à propos de la réédition du Coup d'État permanent, de François Mitterrand ; Bernard Brochand, à propos du Festival du film publicitaire de Cannes.
- 23.45 Journal et Météo.

FRANCE 3

- DEVANT 20H10 SUR 3 L'ANTENNE EST À NOUS. LE MAGAZINE TELE DU CONSEIL GENERAL DE SEINE-SAINT-DENIS

- 20.45 Magazine : Thalassa. Alain Bombard, l'homme qui a mangé la mer, de Béatrice Borge et Georges Pinol.
- 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Jeanne Mas. Guyane : cacao, terre d'exil, de Geneviève Roger et Frédéric Tonello ; Entre-Unité : l'herbe bleue, de Jacques Guigal et Eric Delerue ; France : la Bravade de Saint-Tropez, de Frédéric Deszert, Simon Fréige et Laurent Desvauz.
- 22.50 Journal, Météo et Résumé des XIXe Jeux méditerranéens.
- 23.20 Magazine : Le Divan. Invité : Gian Paolo Sodano, directeur de la RAI 2, deuxième chaîne publique italienne.
- 23.50 Série : Les Incommutables.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : La Guerre d'un homme. De Sergio Toledo.
- 21.55 Documentaire : La Mission de la rue Arbat. De Marina Goldovskaya.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Twin Peaks. D. Film américain de David Lynch (1992).

ARTE

- 20.40 Magazine : Transit. De Daniel Lacombe. Reportages, interviews, etc.
- 22.10 > Magazine : Macadam. The Nicholas Brothers : We Sing and We Dance, de Chris Bould et Michael Martin.
- 23.05 Magazine : Lire et écrire. De Pierre Dumayet et Robert Bobier. Cette dernière émission d'une superbe série aborde plusieurs sujets : relation entre la souffrance de Van Gogh et le docteur de Daudet ; entretien avec Julian Green ; interrogation sur les Joueurs de cartes de Cézanne ; réflexion parallèle entre l'hygiène dans la brousse d'Amos Tutuola et le Journal de guerre d'un ornithologue de Jacques Delmas.

M 6

- 20.35 Magazine : Capital.
- 20.45 Série : Equalizer.
- 22.35 Série : Mission impossible.
- 23.35 Magazine : Les Enquêtes de Capital.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio archives. Léon Tolstoï - La fuite.
- 21.32 Musique : Black and Blue. Solal dans ses œuvres.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. La psychanalyse dans presque tous ses états. 5. Les ondes de choc de l'analyse. Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Marcel Planey.
- 0.05 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct de la basilique Saint-Denis) : Symphonie n° 3 en ré mineur, de Mahler, par la Maîtrise et le Chœur de Radio-France, l'Orchestre national de France, dir. Sergi Ozawa ; sol. : Fiorenza Cavarero, mezzo-soprano.
- 23.09 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Belmas.
- 1.05 Papillons de nuit. Par Bruno Lator.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Ciel ! mon cousin, de Bertrand Aguirre et Françoise Marescot.
- 13.50 Jeu : Millionnaire.
- 14.05 Divertissement : Ciné gags (et à 17.20).
- 14.10 La Une est à vous
- 17.25 Magazine : Trente millions d'amis.
- 17.55 Divertissement : Les Rouscasseries.
- 18.25 Divertissement : Vidéo gag.
- 18.55 Série : Beverly Hills.
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
- 20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Présenté par Philippe Souverbi.
- 22.40 Téléfilm : Duo d'amour et de mort. De Jag Mundhra.
- 0.15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

FRANCE 2

- SAMEDI • 13H25 Géopolis L'ALGERIE : Au jour le jour

- 13.25 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. L'Algérie au jour le jour, reportage de Gérard Grézet et Yann Gicquel.
- 14.15 Magazine : Animalia.
- 15.10 Magazine : Sport passion. Rugby : premier test-match Afrique du Sud-France ; A 18.55 Tiercé ; A 17.10 Athlétisme : Coupe d'Europe en direct de Rome.
- 18.55 Jeu : Des chiffres et des lettres. Finale de la neuvième Coupe des clubs.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Divertissement : Surprises sur prises. Présenté par Marcel Bébéreau et Georges Bellet.

TF 1

- 11.05 Série : Agence tous risques.
- 11.55 Jeu : Millionnaire.
- 12.18 Météo.
- 12.20 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 12.55 Météo et Journal.
- 13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 14.15 Série : Hooker.
- 15.10 Série : La loi est la loi.
- 15.55 Série : Starsky et Hutch.
- 16.55 Disney Parade.
- 18.00 Des millions de copains.
- 19.05 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invité : Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale.
- 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
- 20.45 Cinéma : La Scoumoune. Film français de José Giovanni (1972).
- 22.35 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.45 Cinéma : Poker. Film français de Catherine Corsini (1987).
- 0.15 Journal et Météo.
- 0.20 Magazine : Le Vidéo lub.

FRANCE 2

- 11.00 Messe. Célébrée en l'église Notre-Dame-de-la-Paix à Villers-Cotteret (Seine-et-Marne).
- 11.50 Série : La Colombe et le Serpent. De Michel Ferlin.

- DIMANCHE • MIDI 2 Edmond Alphandéry à l'Heure de Vérité.

- 12.00 L'Heure de vérité. Magazine présenté par François-Henri de Virieu. Invité : Edmond Alphandéry, ministre de l'économie.
- 12.59 Journal et Météo.
- 13.20 Série : Mission casse-cou.
- 14.15 Série : Tartot.
- 16.10 Variétés : Les Estivales de la Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran.

- 22.25 Série : L'As de la Crème. Une brillante famille, de Gwen Amer.
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.35 Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin.
- 0.45 Documentaire : Almer.

FRANCE 3

- 13.00 Samedi chez vous.
- 14.00 Série : La croisière s'amuse.
- 15.55 Série : Matlock.
- 17.40 Magazine : Montagne. Des musiciens et choristes au mont Blanc pour la Fête de la musique. Concert au bénéfice des enfants d'ex-Yugoslavie et de la paix en Europe. Invité : Hubert Reeves.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion. Un livre, un jour. Présenté par Olivier Barrot.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 20.05 Divertissement : Hugobélère (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal Brunier.
- 20.45 Sport : Jeux méditerranéens. Football : finale, en direct de Nîmes.
- 22.35 Journal et Météo.
- 23.00 Magazine : Répères. Mésa de Lefj Marcussen (rediff.).
- 19.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes. Tourisme et protection des sites et monuments en Espagne. Andalousie, Valence, Estramadure.
- 19.25 Documentaire : Histoire parallèle. Accusés allemands et britanniques de la semaine du 26 juin 1943.
- 20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 > Documentaire : Lefty, en souvenir d'un mort à Brooklyn. De Max Belskin.
- 22.05 Téléfilm : Les Chinois arrivent. De Manfred Steiner.
- 23.45 Musique : Montreux Jazz Festival. L'événement de Montreux. Ofra Haza, Vixy, Wayne Shorter, le Modern Jazz Quartet, Rachel Ferrel.
- 0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

CANAL PLUS

- 10.20 Cinéma : Jungle Fever. Film américain de Spike Lee (1990).
- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Magazine : 24 heures. Présenté par Erik Gilbert.
- 13.30 Magazine : L'œil du cyclone.
- 14.00 Téléfilm : La Procès de Jackie Robinson. De Larry Pierce.
- 15.35 Documentaire : La Forêt des géants. De Mike Bitenski.
- 16.40 Documentaire : Les Allumés. L'Atelier des illusions, de Jesper Lorentz.

Dimanche 27 juin

- 17.20 Série : Eureka !
- 18.20 Magazine : Stade 2.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Cinéma : Doux, dur et dingue. Film américain de James Fargo (1978).
- 22.50 Téléfilm : L'Été sanglant. De Charles Fald.
- 0.20 Journal et Météo.
- 0.35 Magazine : Musiques au cœur.

FRANCE 3

- 11.00 Magazine : Musicales.
- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.30 Documentaire : Scène de chasse à Massaf Mara.
- 14.00 Magazine : Sport 3 dimanche. Jeux méditerranéens : finale du tournoi de handball, en direct de Nîmes ; A 15.20, Cyclisme : Championnat de France sur route des professionnels ; A 16.45, Tiercé, en direct de Chantilly ; A 17.00, Athlétisme : Coupe d'Europe, en direct de Rome.
- 18.00 Magazine : Jamais sans mon livre. Présenté par Bernard Rapp.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 20.05 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal Brunier.
- 20.45 Spectacle : Cirque de Monte-Carlo. Présenté et commenté par Sergio.
- 22.05 Journal et Météo.
- 22.30 Spectacle : Cérémonie de clôture des XIXe Jeux méditerranéens. Présentée par Frédéric Mitterrand, en direct des Arènes de Nîmes.
- 23.50 Cinéma : La Félina. Film américain de Jacques Tourneur (1942).

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Magazine : Têtes dimanches. Présenté par Michel Denisot.
- 13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.

Les Superstars du catch.

- En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Dessin animé : Les Razmoket.
- 18.25 Décade pas Bunny.
- 19.20 Clip Toon.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h et Bruno Soto.
- 20.30 Téléfilm : Le Piège du désir. De Jerry London.
- 22.00 Magazine : Dans la nature. De Stéphane Peyron.
- 22.45 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Ghoules 2. D. Film américain d'Albert Band (1988).
- 0.30 Cinéma : Epouses et concubines. Film chinois de Zheng Yimou (1991). (v.o.).

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Lacombe (rediff.).
- 18.30 Cinéma d'animation : Shark. 1812, de Sander Reisen.
- 18.40 Cinéma d'animation : Shark. Mésa de Lefj Marcussen (rediff.).
- 19.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes. Tourisme et protection des sites et monuments en Espagne. Andalousie, Valence, Estramadure.
- 19.25 Documentaire : Histoire parallèle. Accusés allemands et britanniques de la semaine du 26 juin 1943.
- 20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 > Documentaire : Lefty, en souvenir d'un mort à Brooklyn. De Max Belskin.
- 22.05 Téléfilm : Les Chinois arrivent. De Manfred Steiner.
- 23.45 Musique : Montreux Jazz Festival. L'événement de Montreux. Ofra Haza, Vixy, Wayne Shorter, le Modern Jazz Quartet, Rachel Ferrel.
- 0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

M 6

- 13.50 Série : Supercopier.
- 14.45 Série : Département S.
- 15.40 Série : Amicalement vôtre.
- 16.35 Magazine : Flashback. Spécial cheveux longs.
- 17.00 Magazine : Culture rock. La sage Madonna.
- 17.30 Série : Le Saint.
- 18.20 Série : Brigade de nuit.
- 19.15 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chappet. Grand Prix carillon, sur le circuit Paul-Ricard ; l'US Festival Dragatashow, à Monthéry ; Présentation : Seat Ibiza, Opel, Jaguar cabriolet ; Le coupé Peugeot 106 Tère ; Moto : la YZF Yamaha.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Divertissement : Tranche de rire.
- 20.50 Téléfilm : Trahisons en série. De Stephen Gyllensal.
- 0.05 Série : Soko, brigade des stupés.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Pierre Baras, collectionneur de livres anciens.
- 20.45 Nouveau répertoire dramatique. Un soir à table, de Giuseppe Manfredi ; à 22.09, Nouvelle : Chambres, d'Anne Saumont.
- 22.35 Musique : Opus. Heiner Goebbels, un compositeur d'aujourd'hui.
- 0.05 Clair de nuit. Avec Gérard Vanthier, sculpteur.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Soirée lyrique. Opéra (donné le 12 juin lors du Festival de Strasbourg) : Nabucco, de Verdi, par les solistes, le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Kiev, dir. Vladimir Kojouhar.
- 23.35 Carrefour de la guitare. Par Robert J. Vidal.
- 0.30 Cabaret. Par David Jesse. Michel Valette, directeur du Cabaret le Colosse à Paris.
- 1.02 Maestro. Carlo Maria Giulini, par Hélène Piaras. Symphonie n° 7 en la majeur op. 92, de Beethoven.

M 6

- 11.50 Série : Mariés, deux enfants.
- 12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée.
- 12.55 Série : Equalizer.
- 13.50 Série : Cosmos 1999.
- 14.45 Série : L'Heure du crime.
- 15.35 Magazine : Fréquentstar. Julien Clerc.
- 16.35 Magazine : Flashback.
- 17.10 Série : Airport unité spéciale.
- 18.00 Série : Clair de lune.
- 19.00 Série : Bookers.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Sport 6.
- 20.45 Téléfilm : Et si on faisait un bébé... De Tom Moore.
- 22.30 Magazine : Culture pub. Spécial talents.
- 23.00 Cinéma : Onze jours, onze nuits. D. Film italien de Joe D'Amato (1987).
- 0.45 Informations : Six minutes première heure.
- 0.55 Magazine : Noubé.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Au Jardin des Odéons, de Marie-Hélène Bernard et Catherine de la Clergerie.
- 22.25 Poésie sur parole.
- 22.35 Musique : Le Concert (donné le 15 juin à la Maison de Radio-France) : Glenn Farris Quartet. Avec Glenn Farris, trombone, Alain Jean-Marie, piano, Wayne Dockery, contrebasse, John Betsch, batterie.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Concert (en direct de Wiesbaden) : Membres Jesu Nostri, de Buxtehude ; Et expecto resurrectionem mortuorum, de Massien ; Te Deum en ré majeur, de Bruchner, par l'Orchestre symphonique de la NDR, dir. John-Elliott Gardiner.
- 22.33 Autoportrait. Edison Denisov, par Myriam Soumagnon.
- 23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Jean-Claude Biette.
- 1.00 Les Fantaisies du voyageur. Par François Picard.

Après les révélations du « Financial Times »

La démission de Jacques Attali

Jacques Attali a annoncé vendredi 25 juin en fin de matinée qu'il quittait la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Cette démission intervient après qu'il eut reconnu, jeudi 24 juin, s'être fait rembourser deux fois un billet aller-retour en première classe pour Tokyo (d'une valeur approximative de 55 000 francs) à la suite, selon M. Attali, d'une erreur d'écriture répartie entre temps.

L'ancien conseiller spécial de M. Mitterrand avait par ailleurs admis avoir accepté 30 000 dollars (170 000 francs environ) pour prononcer une conférence au Japon à la même période, en mai

1992. Selon le quotidien britannique *Financial Times*, qui en faisait état dans son édition du 25 juin, M. Attali avait précisé que cette somme avait été remise à des organisations caritatives juives. Contractuellement, les dirigeants de la BERD s'interdisent d'accepter toute rémunération de tout gouvernement, entité ou personne en relation avec leur nomination ou leur travail à la banque.

« A ma connaissance, je n'ai pris aucune initiative qui puisse d'une façon ou d'une autre être passible de reproches », écrit Jacques Attali dans sa lettre de démission.

Un déficit technique de 839 millions en 1992

Dégradation des résultats de la caisse de retraite des cadres

L'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) a enregistré en 1992 un déficit technique de 839 millions de francs qui devrait se confirmer en 1993 et 1994.

« Reflet d'une situation économique dégradée », les cotisations ont progressé de 1,7 % mais les allocations ont augmenté de 6,9 %, ce qui a conduit, rendu public vendredi 25 juin, à une « catastrophe », estime le patronat et les syndicats, gestionnaires de cet organisme de retraite complémentaire. En 1992, les produits financiers dégringolés par les réserves accumulées au cours des années précédentes ont permis un excédent de 2,2 milliards de francs.

Bien que les perspectives ne soient guère encourageantes (les effectifs cotisants ont baissé au premier trimestre), l'AGIRC estime que « les déficits attendus de 1993 et 1994 sont maîtrisables » et que « les hypothèses de long

terme ne sont pas remises en cause ». Les partenaires sociaux entendent procéder à un « balayage de la réglementation » en vue de « serrer les boulons », réduire de 20 % des frais de gestion en cinq ans et poursuivre « la promotion des augmentations du taux de cotisation ».

L'application de la loi de 1975

M^{me} Veil veut améliorer le statut des médecins travaillant dans les centres d'IVG

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire catholique *la Vie* (numéro du 24 juin), Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, annonce son intention d'améliorer les conditions

Un incendie s'est déclaré, vendredi 25 juin vers 0 h 30, dans une clinique psychiatrique à Bruz (Ille-et-Vilaine), près de Rennes qui hébergeait soixante-quatre pensionnaires. Seize d'entre eux, ainsi qu'un membre du personnel ont trouvé la mort,

BRUZ (Ille-et-Vilaine)

de notre envoyé spécial

Au bout de l'étroit chemin de campagne, en cette matinée du vendredi 25 juin, se dresse un mur calcaire parmi les débris de toiture noire : le feu, cette nuit, vers 0 h 30, a éclaté dans la clinique psychiatrique Saint-François. En ce lieu désert, à quelques kilomètres du centre de Rennes, seize malades et une infirmière de nuit ont trouvé la mort, asphyxiés ou carbonisés. Parmi les soixante-quatre pensionnaires, trente-deux ont été blessés, dont cinq grièvement brûlés. Deux restent introuvables.

Vers midi, l'évacuation de tous les résidents était terminée mais les recherches continuaient pour les deux disparus. Le bilan déjà lourd restait donc provisoire.

Jeudi soir, la petite communauté avait fêté le Saint-Jean. Puis chacun s'était couché après avoir pris ses calmants. Soudain, le feu s'est déclaré au premier étage d'une des ailes du bâtiment dans une chambre de trois lits. L'infirmière de veille s'est précipitée pour avertir André Le Peroux, gardien depuis vingt-cinq ans. Le vieil homme a

alors, à la hâte, ouvert le plus grand nombre de portes. Tout est en effet cadenassé pendant la nuit, comme c'est le cas dans ce genre d'établissement. Accouru vers la salle d'isolement, le numéro 39, il dut ressortir, suffoqué. Entre-temps les pompiers étaient arrivés - précisément à 0 h 55. Ils ont eu du mal à se frayer un accès, tant le chemin qui mène à l'entrée de la clinique est resserré. Alors qu'ils commençaient leur intervention, le personnel et les malades avaient déjà entrepris de quitter les lieux. Trois pensionnaires avaient même

asphyxiés et brûlés par les flammes qui se sont propagées en un très court instant. Trente-cinq personnes ont été blessées. Vendredi en fin de matinée, deux pensionnaires étaient introuvables. M. Ballard, « profondément ému », a adressé un mes-

sage de condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au maire de Bruz. Deux membres du gouvernement, Simone Veil et Alain Madelin, se sont rendus sur place vendredi matin. Les causes du sinistre restaient encore inconnues à ce moment-là.

assurant le suivi médical. C'est une résidence de long séjour où l'on venait de Paris et même du sud de la France.

Ce 25 juin en fin de matinée, on ignorait encore totalement l'origine du sinistre. Vers 11 heures, dans la salle polyvalente de Bruz transformée en chapelle ardente, une foule émue attendait l'arrivée de Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et d'Alain Madelin ministre des entreprises et du développement économique et conseiller régional de Bretagne.

DANIELLE ROUARD

La crise politique en Bulgarie

A Sofia, plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont réclamé la démission du président Jeleu

Pour la troisième fois en dix jours, plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont afflué dans le centre de Sofia, jeudi 24 juin, pour réclamer la démission du président Jelou Jeleu et des élections anticipées.

Sans arriver pour l'instant à faire prendre au mouvement un tournant décisif, l'Union des forces démocratiques (UFD), la coalition anti-communiste dont M. Jeleu fut l'un des fondateurs avant qu'elle ne se retourne contre lui, maintient donc la pression sur le président. A la tête de cette fronde se trouve l'ancien premier ministre Filip Dimitrov, contraint d'abandonner le gouvernement en octobre 1992, alors qu'il se trouvait en opposition ouverte avec M. Jeleu. M. Dimitrov a appelé jeudi soir les manifestants à revenir tous les soirs jusqu'à ce que le Parlement soit dissous.

Petar Mladenov : cette fois-ci, ni les syndicats ni les étudiants ne se sont joints au mouvement.

Les contestataires de l'UFD reprochent au président Jeleu, un ancien opposant au régime communiste, d'avoir adopté une ligne trop modérée, notamment avec les anciens communistes à l'égard desquels il a toujours refusé de suivre une politique de réhabilitation de comptes. Ils ont reçu la semaine dernière l'appui de la vice-présidente Blaga Dimitrova qui s'est, elle aussi, prononcée en faveur d'élections législatives anticipées.

M. Jeleu, par ailleurs très affecté par le suicide de sa fille cadette le mois dernier, a fait jusqu'ici face avec fermeté, et a dit clairement qu'il n'avait pas l'intention de démissionner. L'UFD, accusé-t-il, cherche à transposer dans la société tout entière ses propres problèmes internes. Cette agitation

intervient malheureusement à un moment délicat pour la Bulgarie, lancée dans de difficiles réformes économiques et fragilisée par l'environnement balkanique.

Un grand ami du président Jeleu, l'intellectuel polonais Adam Michnik, est venu lui prêter main forte au début de la semaine, sous le prétexte d'une interview - qui a duré cinq heures - pour son quotidien *Gazeta Wyborcza*. Devant les médias bulgares, Adam Michnik s'est emporté, avec sa fougue coutumière, contre ces « anticomunistes » qui tournent aux « néo-fascistes ». « J'aime la Bulgarie, ne serait-ce que parce qu'elle a un tel président », a-t-il lancé en volant au secours de Jelou Jeleu, ce « dernier pilier de la démocratie dans les Balkans ».

S. K.

Le coup de main d'Adam Michnik

Les radicaux de l'UFD ont déjà réussi à donner au centre de Sofia, depuis deux semaines, des allures de foyer de contestation permanente : autour du mausolée de l'ancien maître stalinien Gueorgui Dimitrov, couvert de graffiti hostiles à Jelou Jeleu et transformé pour l'occasion en toilettes publiques, des militants de l'UFD et du Parti agrarien ont élu domicile sous une cinquantaine de tentes où les uns font des pétitions tandis que d'autres observent des grèves de la faim. Les partisans de M. Jeleu font valoir que cette ébullition est loin d'atteindre l'ampleur de celle de l'été 1990 qui avait fait tomber le président communiste

ISRAËL : prochaine visite officielle à Paris de M. Rabin. - Le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, effectuera une visite officielle à Paris du 30 juin au 3 juillet à l'invitation d'Edouard Balladur, a indiqué, jeudi 24 juin, le ministre français des affaires étrangères, M. Rabin sera reçu par M. Mitterrand et s'entretenra notamment avec le chef de la diplomatie française, Alain Juppé.

EGYPTE : deux policiers tués par des islamistes. - Dans le village de Dairout, en Haute-Egypte, des islamistes, selon les autorités, ont tué deux policiers et en ont blessé trois autres en attaquant leur poste, jeudi 24 juin. Il s'agissait de la deuxième attaque lancée contre les forces de l'ordre, dans cette région, en moins de douze heures. Mer-

credi soir, un agent de la police secrète avait été tué dans le village de Bakour (province d'Assiout). - (Reuters).

AFRIQUE DU SUD : le professeur Christian Barnard devient citoyen grec. - Le gouvernement grec a accordé la citoyenneté hellénique au chirurgien sud-africain Christian Barnard, le pionnier des transplantations cardiaques, à l'occasion d'une source officielle grecque, jeudi 24 juin. Dans une lettre adressée au secrétaire d'Etat grec aux affaires étrangères, Virginia Tsoukourou, le docteur Barnard affirmait fièrement : « Je suis déjà grec. La première fois que j'ai visité la patrie d'Hippocrate et d'Asclépiade [célèbres médecins de l'Antiquité], j'avais senti que j'étais un de leurs compatriotes et non un simple disciple. » - (AFP).

SOMMAIRE

COURRIER DU MONDE ...2

ÉTRANGER

Dans une action concertée en Europe, des indépendantistes kurdes ont envahi des missions diplomatiques turques... 3
Accord serbo-croate pour une confédération en Bosnie-Herzégovine... 4
Grande-Bretagne : un ministre est contraint de quitter le gouvernement... 5
Démantèlement d'un réseau terroriste à New-York... 6
Haiti : le président Aristide accepte de rencontrer le général Cédras... 6

ESPACE EUROPÉEN

• L'Eglise grecque, fer de lance de l'orthodoxie dans les Balkans
• La blues électoral des Mayers
• Les titonnements du Conseil de l'Europe • Jean Ziegler sur la solitude... 7 à 9

POLITIQUE

L'assemblée générale des Verts... 10
Les députés de la majorité veulent modifier en douceur la loi Savary sur les universités... 11
Un exercice de démocratie directe dans l'Aisne... 12

SOCIÉTÉ

Le procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle... 13
Un footballeur de Valenciennes avoue avoir reçu de l'argent pour un match contre Marseille... 14
Les Jeux méditerranéens... 14
Quelle histoire, par Claude Sarrats : A voir bon cœur... 14

CULTURE

Festival du cinéma français au Japon... 15

Sviatoslav Richter aux Fêtes musicales de Tournai... 15
Arts : Joan Miro à Barcelone ; Claude Monet et ses amis à Lausanne... 16
Louis Nucera reçoit le Grand Prix de la littérature de l'Académie française... 22

ÉCONOMIE

Une étude du CERC sur les coûts salariaux en France... 18
L'adhésion de la Russie au programme de recherche Eurka... 18
Un entretien avec Philippe Audeaud, secrétaire général de la Coordination rurale... 19
Vie des entreprises... 20

SANS VISA

• Kenya, Lamu avant la mousson
• Les Noirs merrons de la République • Belize, l'inconnue des tropiques • Le siècle de la lumière • La table, les jeux... 25 à 32

Services

Abonnements... 16
Annonces classées... 8
Carnet... 22
Jeux... 30
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 19
Radio-télévision... 23
Spectacles... 17
Week-end d'un chineux... 18
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 25 à 32

Le numéro du « Monde » daté 25 juin 1993 a été tiré à 493 228 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : les alés du projet Seine rive gauche

En annulant les bases légales du projet Seine rive gauche, les magistrats du tribunal administratif de Paris ont bouleversé les opérations d'aménagement de l'est de la capitale autour de la Bibliothèque de France. Lire aussi : Saint-Brieux, riche de ses confluences ; L'invitation à la lecture : les collectivités locales mènent des opérations pour donner envie de lire ; Les régions font leur cinéma : un dossier sur la production de longs métrages.

LIQUIDATION TOTALE 40 et 50 %
Avant déménagement
LUMINAIRE intérieur et extérieur
MASSINET
23, rue de la Forge-Royale, 75011 Paris.
Tel. : 43-71-23-97

ALAIN JUPPÉ
invité du « Grand Jury RTL-le Monde »
Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et secrétaire général du RPR, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 27 juin de 18 h 30 à 19 h 30.
L'ancien adjoint au maire de Paris, ancien député RPR de Montmartre, répondra aux questions d'André Passeron et de Michel Tatu du Monde et de Richard Arz et Pierre-Marie Christin de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet

LANVIN
S O L D E S
BOUTIQUE HOMME :
15, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ PARIS 8^e
2, RUE CAMBON PARIS 1^{er}
BOUTIQUE FEMME :
22, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ PARIS 8^e
OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI DE 10 H À 19 H
TEL. : (1) 44 71 33 33

Lamu a

سكان النفل

Le Monde

S A N S • V I S A

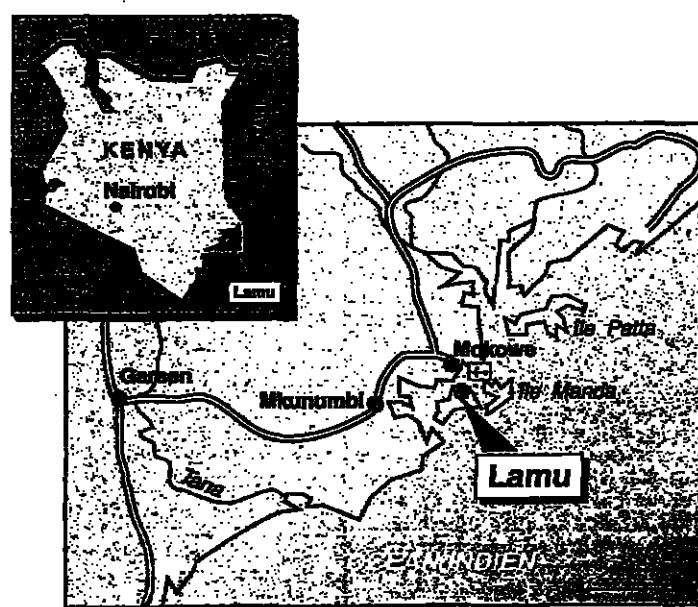
Kenya



Lamu avant la mousson

Somaliennes par les dunes, bretonnes par les ciels agités, les îles de l'archipel de Lamu, près des côtes du Kenya, vivent au rythme des barques à voile, du pas de l'âne, et d'un islam ancestral. Accrochées à l'Afrique, mais ouvertes à l'Orient.

Le matin, ils allèrent à la plage. Ils avaient regardé l'horizon des marées et d'après leurs calculs, le banc de sable devait être à découvert. Les marées rythmaient la vie sur l'île de Lamu. A certaines heures, il y avait des endroits inaccessibles à pied, la plage elle-même l'était, et il fallait traverser les dunes pour la rejoindre du côté où elle s'élargissait. Deux fois par mois, quand la lune revenait et quand elle était pleine, l'eau montait plus haut, le vent se gonflait, et la digue était inondée. Pendant les grandes marées, l'océan passait par-dessus bord et venait lécher l'entrée de la poste. C'était alors une grande fête, toute la ville était réunie sur le front de mer, les vieux en tuniques blanches se serraient dans les mosquées et les enfants s'amusaient à plonger du haut des canons portugais alignés sur la jetée.



Ils se reposèrent sur le sable en regardant le rivage. Depuis leur arrivée, depuis qu'ils avaient débarqué à Manda, l'île aéroport où se promenait un troupeau d'éléphants venus à marée basse du continent, depuis que leurs bagages avaient été chargés dans une brouette, puis dans un bateau à voile, ils n'en finissaient pas de s'étonner. Cette île ne ressemblait à aucune de celles qu'ils connaissaient. L'équateur la frolait mais elle n'avait rien d'un paradis alanguiné bordé d'une frange de cocotiers.

Elle était somalienne par les dunes, bretonne sous les nuages. Et ce n'était pas seulement une île, mais tout un archipel qui s'étirait le long de la côte et l'épousait si parfaitement qu'ils avaient eu du mal, de l'avion, à distinguer qui était île et qui était continent dans cette fusion. Un archipel irréal, où la terre et les îles s'emboîtaient comme les pièces d'un puzzle qui se serait défilé. Manda encerclait Lamu qui était blottie le long de la côte. Paté ondulait au gré des marées.

portait une casquette de marin et une bedaine qu'il déposait à l'occasion sur l'un des animaux. Les ânes étaient, avec les bateaux, l'unique moyen de transport existant à Lamu. Tout de suite, ils avaient remarqué les ânes et il était difficile de faire autrement. Ils étaient plus de trois mille pour dix mille habitants. Mais il avait fallu que quelqu'un leur fasse remarquer que les animaux tenaient lieu de véhicule pour qu'ils réalisent qu'ils se trouvaient dans un endroit rare, un endroit où le seul moteur était celui du Range Rover du commissaire de district, un homme en chemise rayée que l'on voyait passer deux fois par jour sur le chemin de terre qui longeait la jetée.

Il n'y avait ni route ni véhicule à Lamu et les malades allaient en brouette à l'hôpital. En lieu et place, il y avait des ânes, musclés et indépendants comme des zèbres bien qu'ils n'aient adopté qu'une rayure, un trait noir à l'encolure, des ânes qui passaient sur la plage où ils se baignaient avec leur chargement de sable ou de pierres de corail.

AU SOMMAIRE



Bélize l'inconnue des Tropiques	p. 29
Palmyre des Romains au désert	p. 26
Guyane le peuple du fleuve	p. 28
Gastronomie promenade dans le Gers	p. 31
Escapes (p. 26) • Têx (p. 26)	
Jeux (p. 30) • Table (p. 31)	

Le banc de sable était une île éphémère qui n'apparaissait qu'au creux de la marée. Ils dépassèrent l'hôtel au nom italien qui s'avancait comme un paquebot au tournant de la pointe, puis le campement de la marine kenyane dont les radars surveillaient le détroit, et enfin le vieux phare du village de Shela. La plage était longue de douze kilomètres et d'une rudesse absolue. Rien n'y avait poussé que les dunes, et les dunes elles-mêmes n'avaient toléré sur leur dos que de maigres touffes d'herbes ou, par une mansuétude qu'elles faisaient payer cher, un palmier doum à la tête rabougrie dont le tronc restait fluet. La plage était farouche et livrait seule son combat contre l'océan. L'assaillant était patient et, sûr de sa victoire finale, ne grignotait que quelques centimètres par an.

Le courant les emporta jusqu'au banc de sable. Le courant était incessant à Lamu, bagarreur, et il n'hésitait pas à s'opposer au vent. Plongés dans l'eau, les corps étaient ballottés, chahutés par l'un ou par l'autre, et les nageurs, selon leur tempérament, choisissaient de se laisser dériver le long du rivage ou de résister dans un surplace héroïque et généralement de courte durée. Soudain, à certaines heures, quand le sens de la marée s'inversait, le courant tombait. La baignade en devenait décevante, banale, privée de sa tonicité. Le statu quo, cela dit, ne durait qu'une trentaine de minutes. Bientôt tout repartait, en sens contraire mais au même rythme agité.

Le vent, lui, était moins inconstant et ne changeait de sens que deux fois par an. Cela arrivait tout aussi soudainement. Un matin, au réveil, l'île était transformée. Les terrasses aérées ne l'étaient plus, d'autres l'étaient devenues. Les boutres changeaient d'itinéraires et de port. Le vent du nord-est laissait place au *kusi*, la mousson qui pendant des siècles avait ramené chez eux les marchands arabes et leurs chargements d'or, d'ivoire et d'esclaves. Mais, d'où qu'il vienne, le vent était déterminant. Il dessinait la plage et les formes. Il arrondissait les voiles blanches des bateaux et sculptait les voiles noirs des musulmans. Il portait loin les voix et les chants.

On allait d'une île à l'autre en bateau à voile quand le vent et le courant s'étaient réconciliés. Rien ne semblait jamais avoir changé mais rien, non plus, n'était monotone. Les repères habituels n'étaient d'aucun secours. Deux arbres, dans le même jardin, ne fleurissaient pas obligatoirement en même temps. La plage elle-même était en perpétuel mouvement. Le matin, elle était parfois striée de dessins noirs, comme maquillée par un artiste qui serait venu de l'océan composer un tableau toujours différent.

Sur la rive, les seules silhouettes qu'ils apercevaient étaient celles des ânes et de leur gardien, le marchand de sable, un homme qui

En dehors de leurs heures de travail, les ânes avaient une vie. Ils étaient libres et déambulaient sans entraves dans les ruelles de la ville. Après la tombée de la nuit, ils s'emparaient en bande des restes du marché, on y était parfois encerclé par une assemblée rebrousse chemin. Lorsqu'il pleuvait, les ânes faisaient comme tout le monde et se mettaient à l'abri, serrés l'un derrière l'autre sous les arcades du front de mer.

De notre envoyée spéciale
Corinne Lesnes
Lire la suite page 27

La Reine du désert

PALMYRE

○ **UBLIER** l'oasis de Damas, la plaine d'Alep et les vallées de l'Oronte et de l'Euphrate. S'aventurer dans le désert, filer sur une route droite et monotone, bordée d'une ligne électrique incongrue, traverser des steppes pelées qui fuient vers un horizon tremblant de chaleur, croiser des troupeaux de moutons conduits par un jeune pâleur avec, fermant la marche, un chien vigilant, deviner, tapé dans les sables, des camps militaires à demi somnolents, apercevoir ça et là, les tentes des Bédouins pour, juste après un col franchissant la crête des collines crayeuses, découvrir soudain, pareille à un mirage, cette oasis nommée Tadmor où Zénobie fit, par deux fois, venir l'empereur Aurélien...

Zénobie, reine belle et ambitieuse, qui, vers 270, osa dresser un empire face à l'Empire romain. Descendait-elle de Cléopâtre ou de la reine de Saba? Quelle armée avait-elle constituée autour de ces archers palmyréniens, réputés et redoutés, et qui, montés sur des chameaux ou des chameaux, faisaient déjà la fierté de Vespasien.

Ville libre puis colonie romaine, statut privilégié, sa capitale, une des plus belles et des plus grandes villes de l'Antiquité, resplendissait d'un temple fabuleux aux chapiteaux de bronze doré et qui se dressait, majestueux, au milieu d'autres temples tout aussi splendides où les Palmyréniens venaient honorer leurs dieux.

Ces Palmyréniens, chefs de caravanes, qui s'en allaient chercher dans le gulf Persique l'encens et les aromates de l'Arabie et de l'Inde, le poivre du pays tamoul et la soie chinoise pour l'acheminer vers la Méditerranée et la revendre aux Romains. Grands commerçants, armateurs, enrichis de mille et une manières après le déclin des Nabatéens de Pétra, ils avaient érigé là des villas somptueuses, des thermes et un théâtre inspiré du modèle romain. Ils adoraient une divinité orientale, Bêl, un nom emprunté au grand dieu de Babylone et qui, assimilé à



Buste funéraire de femme.
Musée archéologique de Palmyre.

Zeus, est souvent associé à Aglibôl, dieu taureau et lunaire à la fois, et à Yarhibôl, dieu solaire, également protecteur des sources. Quant au « grand et miséricordieux » Baalshamîn, deuxième dieu du panthéon local, il exauçait les prières des cultivateurs et des éleveurs venus dans son temple demander la pluie nourricière.

Arriver à Palmyre avant le coucher du soleil, errer dans cette forêt de colonnes restées debout au fil des siècles et qui n'en finissent pas de se dorer au soleil de

l'éternité. Se rendre à l'autre bout de la ville, monter jusqu'à la citadelle médiévale arabe, fantôme altier, sentinelle déclarée, et, de là-haut, contempler les vestiges de cette cité magicienne, éparpillés sur près de 3 kilomètres et qu'entoure une modeste enceinte relevée par Justinien au sixième siècle sur l'emplacement même des remparts détruits par les armées d'Aurélien.

Admirer, à la périphérie, ces nécropoles constituées de dizaines de tombeaux-tours dressés dans la vallée des morts et où les corps, soigneusement momifiés, étaient placés dans des sarcophages disposés dans des niches superposées fermées par des dalles sculptées représentant le buste du défunt.

Voir le soleil couchant virer de l'orange au rouge dans un ultime incendie. Demeurer, silencieux, face à la perfection de cette œuvre humaine posée dans un équilibre naturel à sa mesure... ou à sa mesure. Méditer sur l'originalité de cette civilisation qui emprunta à la fois au monde classique grec-romain et au milieu indigène sémitique. Buter sur l'énigme de cette ville qui, après de longs siècles d'obscurité, conquiert un rôle commercial et militaire de premier plan avant d'être brisée à jamais. Se contenter d'une nuit courte pour, à l'aube, courir vers les ruines et attendre que le soleil levant fasse naître des ténèbres ces piliers d'or qui, peu à peu, dessinent les grandes voies à colonnades dont la principale, longue de plus d'un kilomètre, s'élève en un point marqué par un insolite arc de triomphe triangulaire. Voir renaître au jour les grands murs de l'agora et les remparts du temple de Bêl, « temple sémitique dans un vêtement grec », dira de lui un archéologue fasciné.

Rêver que l'on y entre au milieu des milliers d'adorateurs vêtus de robes blanches et coiffés de keffiyehs, porté par cette foule criant à la vue du dieu posé sous un baldaquin juché sur un dromadaire tout blanc entouré des prêtres de l'endroit, fiers d'avoir été choisis pour porter les bêtes (statues de la triade vénérée qui étaient conservées dans le temple) et conduire la procession qui, par sept fois, tournera sur le parvis autour de la cella. Y pénétrer en profitant de la confusion, lever les yeux sur ces colonnes canelées et ces niches plaquées comme un décor contre le mur. Puis s'éclipser discrètement avant de provoquer la fureur des dieux mécontents de surprendre en ce lieu secret des silhouettes étrangères. Courir à travers la vaste cour et se perdre

parmi les portiques de l'agora aux consoles jadis ornées de statues de bronze représentant des caravanières, des militaires et des fonctionnaires importants. Se fondre dans la foule parmi les hommes au costume drapé et richement brodé et les femmes couvertes de bijoux.

De retour dans sa chambre silencieuse, s'étendre sur son lit, fermer les yeux et retrouver Zénobie, l'« illustre reine » qui, après l'assassinat de son époux Septimius Odenath, « roi des rois », « prince de Palmyre », « imperator » et « correcteur de tout l'Orient » (ce qui faisait de lui le dépositaire de l'autorité romaine dans cette partie de l'Empire), devait exercer le pouvoir à la place de son fils Wahballât, trop jeune pour régner.

Mettre à profit l'anarchie qui paralysait alors le monde romain, Zénobie devait s'emparer de la Syrie, de l'Égypte et d'une partie de l'Asie mineure. S'endormir dans sa ville, si belle au cœur de son enceinte entourée elle-même d'un océan de sable. Comment Aurélien est-il parvenu ici avec son armée? Une chose est sûre : il a pris la ville et emmené Zénobie et son fils vers Rome tandis que ses soldats saccageaient et incendiaient la cité, abattant murs et colonnes avant de regagner à leur tour leur pays. Pour laisser Palmyre retomber dans l'oubli et redevenir Tadmor.

Aurélien et son armée, Zénobie et les Palmyréniens sont morts depuis des siècles, mais Palmyre, désertée et en ruine, continue de vivre dans le silence du désert, éblouissant, après les audacieux voyageurs anglais partis à sa recherche à la fin du dix-septième siècle, ceux qui, au bout d'une route droite et monotone, ont rendez-vous avec la grandeur éphémère et l'étrange destin de cette ville à jamais figée dans l'éternité.

Fouad Némé
et Patrick Francès

Rencontres en Slovénie

L'Institut pour la démocratie organise, du 1^{er} au 11 août, un voyage d'information et de découverte en Slovénie et en Istrie (nord-ouest de la Croatie) destiné à ceux qui voudraient tenter de mieux comprendre, sur le terrain, les problèmes de l'ex-Yugoslavie. Mosaïque ethnique et culturelle composée de peuples séparés pendant des siècles et jamais vraiment unis, la Fédération yougoslave a éclaté en 1991, minée par une grave crise économique, le réveil des forces politiques et la montée des nationalismes.

La Slovénie qui fut l'une des premières à faire sécession, est une République prospère, restée en marge des conflits. L'itinéraire prévu par les organisateurs du voyage, association spécialisée dans l'étude des institutions, comporte, en Slovénie et en Croatie, à la fois découverte culturelle et entretiens avec diverses personnalités locales. Figurent notamment au programme les palais gothiques et Renaissance de Piran, en Istrie, les grottes de Postojna, les barres de Lipice, les Alpes juliennes, les édifices paléochrétiens et la basilique de Porc, l'amphithéâtre romain de Pula, etc. Sans oublier les anciennes résidences estivales du maréchal Tito, à Bled et dans la presqu'île de Brioni où la végétation luxuriante cache, outre les vestiges de villas romaines, des châteaux byzantins et vénitiens. Ces visites alternent, à Ljubljana, capitale de la Slovénie, et à Zagreb, capitale de la Croatie, avec des rencontres de membres des gouvernements et des assemblées locales, des entretiens avec des intellectuels influents et des personnalités choisies pour leur représentativité ou leur francophonie. Rencontres également avec les autorités municipales de plusieurs des villes visitées comme Porc et Opatja, une station balnéaire de l'Adriatique prise autrefois par l'aristocratie austro-hongroise et berlinoise. Onze jours d'enquête pour 8 900 F par personne, en pension complète, au départ de Paris. Renseignements auprès de l'Institut, au 106, rue de l'Université, 75007 Paris, tél. : 47-53-04-04.

TÉLEX

Deux raisons d'aller à Fécamp. D'abord une exposition dense et ramassée sur « l'impressionnisme », jusqu'au 22 juillet, au Musée des Ténar-Nervas (35-28-31-99). Ensuite, les Fêtes de la mer, les 3 et 4 juillet avec, le samedi, chants de marins sur la digue et faux d'artifice tirés depuis la mer, le dimanche, messe des marins, procession jusqu'au port, bénédiction des bateaux et visite de L'Étoile et La Belle Poule, deux navires-écoles de la marine nationale sortis des chantiers locaux. Programme détaillé et renseignements sur les possibilités d'hébergement à la Maison du tourisme (35-28-51-01).

« Swinging Desaville » avec, du 3 au 11 juillet sur la scène du théâtre du Casino de la station normande, quelques-uns des grands noms du jazz international. A l'affiche Wynton Marsalis, Gérard Badini, Sibou, John McLaughlin, Liz McComb, Dee Dee Bridgewater, Al Jarreau, B.B. King et Charles Brown et The Mighty Clouds of Joy. Places de 100 à 280 F selon le concert et la catégorie choisie. Location à l'Espace Club du Casino de Desaville, tél. : (06) 31-98-66-00.

L'été à New-York à prix doux dans les trois hôtels « 5 étoiles » de la chaîne Marriott (East Side, Broadway et Wall Street) avec, du 27 juin au 11 septembre, des chambres doubles (certaines pouvant héberger jusqu'à cinq personnes) entre 100 et 160 dollars la nuit. Réservation au 05-90-83-33 (numéro vert).

Brilliant saison d'été en Italie. Festival des Deux Mondes à Spolète, avec des opéras de Puccini, des ballets, des pièces de théâtre et des concerts quotidiens, à partir du 29 juin. Festival

Rossini à Pesaro, ville natale du compositeur, du 9 au 22 août. D'autre part, quatre scènes lyriques harmonisent leur programmation et mettent en commun leurs réservations de billets : la Fenice, à Venise, avec *Buena Vista Social Club*, de Galdini, mis en scène par Pier Luigi Pizzi, et des concerts donnés dans des églises en juin-juillet ; les thermes de Cascadia, à Rome, qui présentent, jusqu'au 18 août, *Alida*, de Verdi, *Turandot*, de Puccini et *Cavalleria Rusticana*, de Mascagni ; Cagliari, en juillet-août, avec la *Force du destin* et la *Messe de Requiem* de Giuseppe Verdi, la *Bohème*, de Puccini et *Carmen*, de Bizet ; le Teatro comunale de Trieste qui donnera des opérettes. Renseignements : Office italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-03-96.

Voyage spatial en perspective après l'accord signé au Salon du Bourget entre l'agence russe Cosmotours et le voyageur CGIT-Perpetours pour l'organisation de séjours au cosmodrome de Baïkonour, l'un des principaux centres de lancement des vaisseaux spatiaux de la CEI, ouvert récemment aux visiteurs. Le 29 juin, CGIT propose un premier voyage de quatre jours (9 680 F par personne tout compris) à l'occasion du vol habité franco-russe afin d'assister, le 1^{er} juillet, au départ du cosmonaute français Jean-Pierre Haigneré. Egalement au programme, la visite, près de Moscou, de la Cité des Étoiles, le centre d'entraînement des cosmonautes russes. Renseignements au 40-22-88-14.

Sélection établie par Patrick Francès et Danièle Tranzard

Défi au sommet

Faire rimer sport avec nature et dépassement, tel est l'objectif d'une nouvelle génération de raids nature accessibles à tout sportif disposant d'une bonne capacité de résistance physique et morale. Organisés par la Mutualité française (mouvement social assurant la protection de plus de douze millions d'adhérents) et regroupés sous le label « Défi vert », il s'agit de courses chronométrées (avec contrôles sur le parcours) par équipe de quatre personnes (le droit d'inscription est de 150 F par personne) à effectuer en une seule journée, avec une partie pédestre, une partie VTT et une partie d'adaptation au contexte local (canoë, cheval, etc.). Recommandée, une capacité de s'orienter avec le *road-book* et la carte IGN remis au départ. Des brevets sont attribués en fonction du temps réalisé par l'équipe. Les deux premiers épreuves ont eu pour cadre les Côtes-d'Armor et la Camargue, la troisième se déroulera dans les Hautes-Pyrénées, au pic du Midi, dans une ambiance de fête traditionnelle. Le départ aura lieu à La Mongie le 10 juillet à 9 heures, l'arrivée à Trébons avec remise des prix en soirée. On peut se rendre à Bagneres-de-Bigorre puis au Chirolet (rendez-vous des concurrents) en train à Paris Montparnasse jusqu'à Tarbes puis en bus, en voiture (Autoroute A 10 jusqu'à Bordeaux puis Tarbes et Bagneres) ou en avion (Tarbes). Renseignements auprès de l'Agence Pirelle publique, 7, Villa-de-Guelma, 75018 Paris, tél. : (1) 42-58-02-55. Pour l'hébergement, s'adresser à l'Office du tourisme, 3, allée Tournefort, 65200 Bagneres-de-Bigorre, tél. : 62-95-30-71.

Musique au Potager

Louis XIV, qui avait écrit une *Manière de monter les jardins de Versailles*, témoignait également un grand intérêt pour son jardin potager. Ainsi rendait-il fréquemment visite à son créateur, Jean-Baptiste de la Quintinie. Intéressé aujourd'hui par Jacques de Givry et Yves Périollon, qui consacrent un livre (1) à ce « temple des jardiniers du monde entier ». Mémoire vivante d'un savoir-faire irremplaçable, le Potager du Roi, situé à deux pas d'un château dont la célébrité lui fait sans doute ombrage, s'ouvre pour des visites guidées qui permettent de découvrir, à l'est de la pièce d'eau des Suisses, dans un labyrinthe de canaux en creux réalisés par des passages voûtés, les cultures fruitières et potagères traditionnelles jadis pratiquées par le cœur d'un roi très gourmand. En vedette, des espèces disparues de nos marchés et qui subsistent toujours dans ces conservatoires où ont été rassemblées jusqu'à mille deux cents variétés fruitières, des figures de Louis XIV aux pommes Calville. A voir également le curieux parc Balbi, milieu du Potager, qui fut créé pour une comtesse par le futur Louis XVIII. A l'issue des visites-conférences quotidiennes (sauf lundi et mardi) de Marie-France Morel (elles partent à 6, rue Hardy, à 14 h 30), on peut voir, jusqu'au 25 juillet, l'exposition consacrée aux photographies du livre. A signaler, dans le cadre de la campagne « Visitez un jardin en France » et à l'occasion de la sortie du livre, une promenade en musique, proposée, du 26 juin au 2 juillet, par Art et Tradition. Formule originale qui, en suivant la trame de l'ouvrage et sa ponctuation en huit pauses, mène, pendant environ une heure trente et sous la conduite d'une conférencière, dégustations, exposition et musique par l'ensemble baroque du Potager du Roi. Les 26 et 27, de 15 heures à 20 heures, du 28 juin au 2 juillet, de 19 à 22 heures. Entrée au 6, rue Hardy. Parking sur la place d'Armes et Cathédrale Saint-Louis. Adulte : 120 F. Gratuit pour les moins de 12 ans. Renseignements au 39-49-99-91 ou 39-51-61-29.

(1) *Versailles, le Potager du Roi*, texte de Yves Périollon, photographies de Jacques de Givry et Yves Périollon. Dans la collection « L'Esprit des lieux » (JPG Publications, 35, rue de Baz, 78350 Les Loges-en-Josas, tél. : 39-56-22-44). 132 pages, 190 F.

Guide

● Y aller. De Paris, Air France (44-08-24-24) relie Damas quatre fois par semaine dont deux sans escale (4 h 45 de vol), pour 4 930 F A/R en tarif vacances. La capitale syrienne est également desservie par Syrian Arab Airlines (47-42-11-06) avec, au départ d'Orly, trois vols par semaine, en six heures via Munich. Les amateurs d'emplètes à l'italienne peuvent opter pour une escale romaine avec Alitalia, qui dessert Damas via Chypre.

Formalités. Passeport valide (sans visa israélien ou sud-africain) et visa (compter deux semaines) au 20, rue Vaneau, 75007 Paris, 45-51-82-35.

A savoir. Aucune vaccination : Décalage horaire : + une heure. Monnaie : la livre syrienne (1 F = environ 7 livres). Changer au fur et à mesure de vos besoins. Quand? Climat méditerranéen, continental à l'intérieur, plus humide sur la côte. Pluies en hiver, de novembre à avril. L'été, la température moyenne est de 32° mais peut dépasser les 40°. Meilleures saisons : le printemps (verdoyant et fleuri) et l'automne avec une température moyenne de 22°. Les soirées peuvent être fraîches.

A voir. Outre Damas, la capitale (mosquée des Omeyyades, palais Azem, le Musée national et les souks, notamment celui d'Hamidiyeh), l'imposant amphithéâtre romain de Bosra, le krak des Chevaliers (Qal'at-el-Hosn) et les châteaux de Saladin (ou Château de Saïne) et Marjab, les ruines de Palmyre (Tadmor) et d'Apamée, les nories en bois d'Hama sur l'Oronte (aller boire un café et fumer un narguilé dans le café situé derrière l'une d'elles, face à l'Hôtel Cham) et la ville d'Alep avec sa mosquée, sa citadelle et ses souks.

Avec qui? Parmi les voyageurs programmant cette destination,

RevVacances propose, de juillet à mai 1994, des circuits de neuf et douze jours (9 950 et 11 950 F par personne en chambre double, tout compris) permettant de découvrir Damas, le krak des Chevaliers, Hama, Apamée, Ebla, Ougarit, Lattaquié, le château de Saladin, la ville morte d'El Bara, Alep, le monastère de Saint-Siméon et Palmyre, étapes auxquelles s'ajoutent, dans la version la plus longue, les visites de Bosra, Tadmor (cathédrale et forteresse), plusieurs des « villes-écoles » abandonnées au VII^e siècle, Raqqa, Resape (Sergio-polis), Deir-Ezzor, Mari et Doura-Europos. Hébergement dans les confortables hôtels de la chaîne Cham Palace (fondée par Oussama Aldi président du groupe Royal Monocou), généralement remarquablement situés, notamment à Bosra, Hama, Palmyre et Damas (ne pas manquer le restaurant panoramique tournant). A signaler également un circuit de douze jours (11 600 F) combinant la découverte de la Syrie et des grands sites jordaniens : Amman, Petra (la cité rose des Nabatéens), Kerak (forteresse des croisés) et les ruines de Jerash. Renseignements dans les agences de voyages.

Lire. Les Palmyréniens, la Venise des sables, d'Ernest Will. Les Ruines de Palmyre, d'A. Champdor. Essai sur l'histoire politique et économique de Palmyre et la Religion des Palmyréniens, de J.-G. Février. Palmyre, de Starcky et Gawlikowski (Maisonneuve). Syrie, art et architecture (Hermann). et Palmyre, métropole du désert (Librairie Séguier), de Gérard Degeorge. Le Jardin sur l'Oronte, de Maurice Barrès. Ainsi que les guides Visa (Hachette), Petite Plannette (Seuil), Jeune Afrique (assez complaisant), Marcus et Fodor. ●

anva.
amu
ant la mousson

Le Monde
ÉDITIONS

PLANTU

VENTE EN LIBRAIRIE

Kenya, Lamu avant la mousson

Suite de la page 25

D'après les livres d'histoire, la largeur des rues avait été conçue à leur intention, pour que deux ânes chargés puissent s'y croiser, une voiture autrement dit n'aurait pu y rouler mais à l'époque on ne songeait pas à ces futurs temps motorisés. Les ânes étaient aussi des voisins bruyants, surtout la nuit, et, dans une lie sans vitres, ils avaient été parfois réveillés par de stridents braiments. Mais ils étaient fascinés par leur liberté de mouvement. Le travail, même pour les ânes, n'est pas un esclavage, s'étonnent-ils ?

Ils virent ensuite passer un promeneur qui était entièrement nu, à l'exception d'un petit chapeau de paille qui lui donnait l'air distrait. L'homme était gai, exubérant. De temps en temps, il s'arrêtait pour examiner une forme nouvelle que la mer avait rapporté. C'était l'un des Occidentaux qui s'étaient installés sur l'archipel. Ils étaient plusieurs dizaines dans ce cas qui étaient passés un jour par là et n'avaient plus voulu bouger. Des mirages avaient en lieu, des reconversions. L'un, que la médecine avait condamné, n'avait plus cessé de survivre. L'autre, que l'éphémère et les mondanités avaient déçu, avait trouvé son bonheur dans cette île démodée. Quelques-uns s'étaient convertis au *kikoi*, la tenue traditionnelle des hommes, ils le portaient avec un t-shirt, ce qui leur donnait l'air de mutants. D'autres à l'islam, et un peintre hollandais désespéré lançait l'appel à la prière sur l'île de Paté. Il y avait aussi un certain nombre d'Occidentaux qui étaient tombés amoureux à Lamu, de Lamu, et s'y étaient mariés. Les Français étaient rares, remarquaient-ils sans regret particulier. En revanche, ils avaient entendu toutes sortes de rythmes et de variations de l'anglais.

Ils se remirent en mouvement en direction du village et croisèrent au bord de la jetée un boteur qui s'en allait. Le capitaine était pré-nommé Ali Baba et les invita à monter. Il appela le vent d'une formule magique et, quand le vent s'emporta, l'équipage étira une planche à l'extérieur du bateau et deux marins vinrent s'y tenir debout, à la verticale des flots, pour faire contrepoids. Le bateau transportait des écoliers en uniforme qui revenaient de l'école coranique et leurs institutrices en sandales dorées. Il longeait l'hôpital, un établissement blanc qui, de

l'extérieur, invitait aux longues convalescences, et le chemin fut soudain rempli de femmes. C'était leur principale sortie.

Il y avait aussi un imam, qui était venu à la maternité chuchoter un verset du Coran à l'oreille d'un nouveau-né. Les femmes marchaient sur le chemin de leur allure indifférente. Elles étaient minces, sculptées par le vent qui jouait à les dévoiler sans qu'elles essayent vraiment de résister. Elles avaient une démarche souple et fière, et c'est à cela que les hommes, avaient-ils appris, les reconnaissaient. Leur voile noir portait un nom qu'ils n'avaient pas manqué de relever. *Buibui*, ce qui signifie « araignée » en swahili.

Le bateau d'Ali Baba les laissa au débarcadère, où un attroupe-ment s'était formé autour d'un maître-pêcheur qui avait rapporté deux requins pansus et entrepris sur le champ de les découper. Ils passèrent la place du fort, construit par les Portugais, indifférents aux appels des vendeurs de *mira*, la drogue locale venue des hauts plateaux du Kenya, une sorte de feuille d'épinard qui éclaircissait tout, leur avait dit leur guide, mais dans l'ordre de l'infinitement petit. Et ils s'arrêtèrent dans un café où l'on buvait du thé au lait sous le portrait d'un religieux ismaélien. C'était un endroit où regarder passer les gens dans Bazar Street, l'unique rue pourvue d'un nom, des gens dont le visage était à lui seul un assemblage de toute la région, depuis Oman jusqu'aux Comores, après une plongée en Afrique intérieure. Les musulmans portaient sur la tête des *kofia* brodés, dont pas deux ne se ressemblaient. Les uns étaient blancs, faits au crochet. D'autres en toile, brodés d'un fil d'or. Les jeunes avaient opté pour une certaine fantaisie, un *kofia* violet venu du Pakistan ou incrusté de verroterie, qui leur permettait d'être présentable aussi bien à la mosquée qu'à la discothèque, quand elle était ouverte ce qui n'était pas si fréquent, il fallait attendre que le commissaire de district, dérangé par le bruit, soit en mission sur le continent.

Ils reprirent leur marche et, devant le Donkey Sanctuary, un dispensaire pour animaux ouvert par une fondation britannique, ils tombèrent en arrêt. Un âne de génie avait essayé de forcer le loquet de l'enclos avec ses dents et, n'y parvenant pas, frappait du museau à la porte principale. C'était l'heure de la distribution des rations. Ils entrèrent derrière



Au coin d'une rue, les voiles noirs des musulmanes.

l'animal et l'employé de la clinique, qui ne parlait pas anglais, leur mit un biberon dans les mains en leur faisant signe de nourrir les orphelins. Sur le prospectus de la fondation, ils lurent que l'espérance de vie des ânes n'était ici que de onze ans contre trente-sept dans les environs de Londres. Après avoir fait un don, ils repartirent par les ruelles de l'intérieur, heureux de marcher à l'ombre des hauts murs de corail, à l'écoute de la musique de Lamu, le raclement d'un sabot, le traînement des sandales, des voix, une scie à bois.

La pluie les surprit à l'endroit où la ville s'évanouissait dans les dunes et les immondices. Au-delà de la ligne de crête, commençait l'autre plage, plus secrète, fermée par un rideau de palétuviers, « la plage des amants », leur avait-on chuchoté. Ils s'arrêtèrent fascinés par les hautes silhouettes noires des marabouts qui pénétraient les dévôts. Même les décharges avaient une poésie particulière, pensèrent-ils, et on en trouvait partout, à Lamu, devant l'école primaire, dans un rencoignement de plage, au coin d'un porche de bois incrusté. C'était des enchevêtrements de papiers et de noix de coco, dans tous les tons sable et marron, lavés par les eaux et veillés par une ménagerie d'ânes, de coqs et de chats. Dans ce qui lui offrait chaque jour les habitants, la mer faisait son tri. Ici, elle rangeait les bidons ; là, les tissus, et personne n'aurait songé à

modifier le hasard qui avait présidé à cet ordonnancement.

C'était une pluie inexplicable, en pleine saison sèche. Ils rebrous-sèrent chemin, et se réfugièrent dans un atelier d'ébénisterie. Les ouvriers finissaient de tourner un fauteuil aux pieds griffus comme les pattes d'un lion. C'était un divan, l'une des spécialités de Lamu, en acajou et fibre de palmier. Un siège d'une pratique un peu compliquée, dont les bras se déplaient pour que l'on puisse y reposer les jambes, mais où l'on ne pouvait ni lire ni s'allonger, le dossier était trop incliné ou pas assez. On ne pouvait qu'y parler, et c'était aussi l'une des spécialités insulaires, avaient-ils remarqué. Les gens se parlaient beaucoup, ils se racontaient comment ils avaient dormi, et d'où ils arrivaient, et cela n'avait l'air de banalités qu'à ceux qui ne savaient pas écouter. La pluie tombait en catacacte et ils se mirent à regarder les enfants qui se douchaient joyeusement. Les fillettes dansaient en prenant des mines, vêtues comme des princesses dans des robes à paillettes et rubans, dégrafées dans le dos. Elles

allaient souvent par groupe, assorties, et soudain on voyait passer d'un même pas quatre petites robes blanches ou trois rouges à pois, comme si leurs mères avaient cherché à en faire des bouquets.

Quand la pluie cessa, ils se remirent à marcher. La ville s'em-brassa pour l'appel à la prière, l'appel du soir, et, sur les toits des mosquées, les religieux qui guettaient le coucher du soleil depuis un moment prirent tour à tour leur envolée. Il y a une trentaine de mosquées à Lamu et de chacune monta un chant particulier. Rien n'était synchronisé, mais l'ensemble formait une sorte d'opéra. De tous les points cardinaux, venait une voix puissante, un chant travaillé, les muezzins avaient le souci de leurs auditeurs, semblaient-ils, et certains se vantaient de faire frémir les femmes de leur prière. Les femmes, d'ailleurs, n'allaient pas dans les mosquées, avaient-ils remarqué.

Puis le soleil tomba sur ce qui avait été leur dernière journée, ils repartirent le lendemain, avaient-ils décidé, vers la réalité. En silence, ils reprirent les ruelles où

les lampes à pétrole éclairaient des personnages en robes blanches qui semblaient avoir été là, de toute éternité, à jouer aux dés. Les gens et les ânes se bousculaient, les *samosas* chauffaient sur les réchauds à charbon de bois, les étincelles rouges jalonnaient la nuit et les sandales s'accumulaient à l'entrée des mosquées. Ils rentrèrent et le soir, sur leur terrasse, ils écoutèrent une dernière fois les voix des pêcheurs allongés sur le sable en compagnie de quelques ombres de chats, et suivirent les réponses des enfants qui, à l'école du soir, récitaient le Coran. Puis ils s'installèrent dans les divans d'acajou en se souvenant que la langue swahilie les disait « chaises de la fierté » et se mirent à parler. Ils parlèrent d'eux et de leur rêve d'Orient et les étoiles, au-dessus de leur tête, brillaient comme une rivière de diamants.

De notre envoyée spéciale
Corine Lesnes

Le Monde
EDITIONS



EN VENTE EN LIBRAIRIE

Guide

• L'archipel de Lamu (prononcer Lamou) est situé au Kenya, non loin de la frontière somalienne, au bord de l'océan Indien. On y arrive par autocar ou par avion, par la compagnie Air Kenya (compter environ cinquante francs), à deux heures de vol de Nairobi.

Souvent décrite comme un « petit Zanzibar », Lamu est en fait assez différente de l'ancienne puissance de la côte swahilie, même si l'on y trouve les mêmes ruelles étroites, les mêmes maisons de corail aux portes de bois sculpté et le même passé historique qui emprunte aux migrations arabes et indiennes et au passage des Portugais en Afrique de l'Est.

Toutes les catégories d'hôtel sont disponibles, à tous les prix. On peut loger soit à Shela, directement au bord de la plage, soit en ville à Lamu, à 5 km (à pied ou en bateau). Quelques adresses : à Shela, le Pepponi, ou plutôt Kijani House ; à Lamu, le Patley's Inn, le Casuarina ou Kiooni House. •

Réalisez vos rêves avec Aéromexico.

Séjour de 8 jours au Mexique

A Mexico 5 120 F
Hôtel Casablanca

A Acapulco 5 540 F
Hôtel Hyatt Regency

A Cancun 5 540 F
Hôtel Cancun Playa

Prix "à partir de" comprenant: Les vols Paris/Cancun/Paris (ou Acapulco ou Mexico) en Aéromexico et 6 nuits en hôtel 4 étoiles en chambre double.

Contactez nous à:
Voyageurs Au Mexique
5, Place André Malraux
75001 Paris
Tél: 42 86 17 40
Fax: 42 96 10 15

VOYAGEURS
AU MEXIQUE



Les Noirs marrons de la République Bélize, l'in

Au fond de la Guyane vivent des descendants d'esclaves africains qui, dès le dix-huitième siècle, se libérèrent eux-mêmes. Comme les Amérindiens, ils sont devenus de véritables « fils de la forêt ».

Le Maroni charrie son courant tropical, tiède et limoneux. Au sommet d'un bambou, usé par le soleil, délavé par les pluies, pendouille un drapeau français. Peu de bruit dans le village d'Assici, aux bords du fleuve, parfois monté sur pilotis. Depuis l'aube, en compagnie de quelques femmes, Kaké s'active. Elle a vingt ans et le rire facile. Trois bidons de couac à remplir, elle a commencé à six heures, terminera très avant dans la chaude après-midi.

Labreur contraignant. Elle a dû éplucher la racine de manioc, la laver, la gruger (râper) dans la machine. Elle l'a ensuite fait égoutter, pendant deux jours, dans de longues « couleuvres ». L'a manipulée une dernière fois dans un *manari* afin de réduire encore le jus. Maintenant, le couac repose sur la platine, chauffé par le feu de bois. Elle le tourne, le retourne, à l'aide d'un râteau.

Société du manioc. C'est la base de l'alimentation, aussi bien ici, chez les *Aloukous*, que chez les Noirs marrons ou les Amérindiens, lesquels vivent bien en amont sur le fleuve, au-delà de l'indolente bourgade de Maripasoula.

Les hommes, on les voit peu. Partis à l'abattis, abattre les arbres, brûler la forêt, préparer la terre pour les petites plantations. Quand l'abattis est prêt, ce sont les femmes qui plantent, les hommes n'y remettent pas les pieds. Sauf, parfois, pour porter des sacs de bois. Chasseurs, ils partent en quête de gibier : singes, tapirs, tatous, toucans. Mais Kaké hoche la tête : « Peut-être que les hommes vont à la chasse, mais pas toujours. Souvent, ils sont assis, ils ne font rien. C'est les femmes qui travaillent beaucoup. » Il est vrai aussi que d'autres hommes sont employés à Maripasoula - trois bonnes heures de pirogue au sud - au « département », à la commune, au dispensaire, au Service de lutte antipaludique et de désinfection, plus connu sous le nom de DDT.

Plus tard, Kaké traverse le village, que percent des rires d'enfants et des ploufs de plongeurs incessants. Elle évite soigneusement Faka-Tiki, la croix ornée de linges devant laquelle on fait des prières à Papagadou - les femmes qui ont leurs règles n'ont pas le droit de passer devant. Avec ces mystères, on ne transpire pas. La précision passe largement au-dessus de la tête de Kaké. Elle a été scolarisée jusqu'en troisième à l'école de la République ; lorsqu'elle le veut, elle parle très bien français. Elle aimerait travailler, comme une jeune femme moderne : « Quel job ? La couture, la cuisine, j'aime beaucoup... Un job, quoi ! Des sous ! » - cette nuit, elle avait ses règles, elle n'est pas rentrée à son logis, elle est allée dormir dans la petite baraque qu'on appelle *Mounouso* (la maison de la lune).

A l'origine était l'esclavage. Ensuite vint la révolte, le « marronnage », les grandes rébellions des Saramakas (1684), des Djoukas (1750), puis des Bonis (1773). Issus de la côte Ouest de l'Afrique (Congo, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana actuels), ils furent les plantations des colons hollandais de l'actuel Surinam pour recréer, au bord du Maroni, une société autarcique inspirée des coutumes de leur continent perdu. Pendant des décennies, ces Noirs marrons menèrent la vie dure aux colons hollandais ; ces derniers, de guerre lasse, conclurent un traité avec le chef Boni Aloukou Nenge (1783), accordant à ces irréductibles une très large autonomie. La colonie française, de son côté, n'avait pas les moyens de lutter contre ces bandes armées vivant en pleine forêt.



Au bord du fleuve Maroni.



Leur liberté, ils la conquièrent bien avant l'abolition de l'esclavage. Protégés par l'isolement de leur habitat, les Noirs marrons développent dès lors une organisation sociale originale, cultivant, chassant, pêchant selon des techniques parfaitement adaptées au milieu, réussissant le mariage de l'Afrique et de l'Amazonie. Ils guerrièrent aussi contre les Indiens - dont ils apprennent la consommation du couac, mais auxquels ils apportent la pirogue - pour défendre leurs territoires le long du Maroni et de son affluent, le Tapanahony. Installés pour l'essentiel le long du fleuve frontière, leurs descendants, également appelés Bushinengos, appartiennent aujourd'hui à cinq groupes ethniques peu différenciés, Boshes, Saramakas, Paramakas, côté Surinam, Djoukas et Bonis (qui préfèrent la dénomination d'Aloukous), côté français.

Ce sont les *mothers du fleuve*. Ce sont eux qui piroguent, qui ravitaillent Maripasoula, la bourgade sans route, totalement enclavée (à l'exception d'un petit avion d'Air Guyane), eux qui transportent l'armée. Sans les motoristes, sans les robustes *bushman* (guides d'embarcation), habiles à passer sauts et rapides en évitant les rochers perçés tapissés de *chapl-chapl* (1), les soldats français ne passent pas.

Ils savent le lieu où d'autres ont coulé. Ils se retrouvent le soir, dans les carabets de passage, se racontent leurs histoires, rient jusqu'à onze heures, minuit, puis tout le monde se couche dans les bamas, tandis que plane et s'étend le silence jamais silencieux de la forêt. Certes, le moteur a remplacé la pagaie - on mettait quinze jours pour remonter depuis Saint-Laurent-du-Maroni, mais la voie d'eau dans le grognement des singes hurleurs et les murailles de la forêt, préserve ses secrets.

Survivances africaines, structures de mariage lignagères, très complexes, une langue originale, le *taki-taki* (mélange de français, de hollandais, d'anglais, d'espagnol et d'idiomes africains), ces sociétés solides, pendant très longtemps, ont conservé le contrôle de leur situation.

Maintenant des hommes partent, louent leurs bras dans les chantiers de la forêt, suivent les

grands travaux, poussent jusqu'à Kourou, la base spatiale, revenant d'abord régulièrement au village à l'occasion des grandes cérémonies rituelles. Peu à peu, ils remontent moins souvent, se stabilisent « à bas », y épousent d'autres femmes, habitants des cités insulaires, se transforment en « populations à problèmes ». Les créoles (2) ne les aiment guère : sentiment de supériorité du « civilisé », plus proche du Blanc, face au « sauvage », complexe d'infériorité de celui qui a plié à la vue de ces irréductibles, réfractaires aux unions mixtes et qui portent encore une stature, des traits incontestablement africains.

Oh, certes, le capitaine - un nom qui vient de l'armée française, - chef traditionnel et spirituel, directement désigné par le « conseil des hommes », régnait toujours sur les petites communautés. Certes, le *Gran Man*, reconnu par l'administration,

constitue toujours l'autorité suprême. Certes, Adam Abongo, Noir marron établi à Saint-Laurent-du-Maroni, d'où il mène croade pour défendre le « peuple du fleuve », peut encore déclarer : « Chez nous, on ne devient pas majeur uniquement parce qu'on a atteint dix-huit ans, mais parce qu'on est devenu capable de fabriquer soi-même sa pirogue, ses outils, et de satisfaire sa femme. » Il n'empêche que tout fonde le camp. A Assici, dans ce village où vivent majoritairement des femmes, des vieillards, des enfants, tandis que montent du sol les vapeurs chaudes de l'après-midi, lorsqu'on demande à ce gaillard de dix-huit ans s'il a l'intention de construire sa pirogue, comme le veut la tradition, il répond non en haussant les épaules. « C'est trop dur, c'est trop long, c'est fatigant. » La troupine pour abattre l'arbre, puis transporter péniblement le tronc

Fils de révoltés

Entre 1518 et 1873, la traite a déporté entre onze et quinze millions de Noirs dans les îles Caraïbes et sur le continent américain. Durant cette période, il ne s'est guère passé d'années sans qu'éclate une révolte collective. Expriment un clair besoin de liberté, le *marronnage* - de l'espagnol *cimarron*, désignant originellement les animaux, comme le cochon, qui de domestiques redevenaient sauvages - constituait l'une des formes notables de résistance. Ce n'est pas un hasard si, dans les possessions françaises, entre 1685 (date de la promulgation du Code noir) et 1794 (vote de l'abolition par la Convention), tout l'arsenal juridique concernant « la police des Noirs, mûltres et gens de couleur », visa à la répression systématique du marronnage. Ces dispositions ne purent empêcher que la rébellion des Noirs marrons se mue en une guerre victorieuse d'indépendance, la première et la seule gagnée par des esclaves, dans la partie est de l'île de Sainte-Domingue - aujourd'hui Haïti.

Dans la Jamaïque voisine, la guerre avec les Anglais se termina par un pacte entre le chef militaire Trelawney et le chef marron Accompong, scellé par le mélange des deux sangs avec du rhum, qui fut bu en commun (1).

Au Venezuela, un métis de San-Juan-de-Porto-Rico, rassembla deux cent cinquante esclaves noirs et fonda une sorte de royaume - ou *cumbe*. Après sa défaite et sa mort en 1549, bon nombre de ses hommes firent alliance avec les Indiens et fondèrent la « République des Zambos » (2) de Niri-

gus, refuge marron qui a existé presque jusqu'à nos jours. En Colombie, pour se défendre des expéditions des Blancs qui cherchaient à les capturer, les Noirs marrons se regroupèrent dans des agglomérations fortifiées, les *paleos*. L'une d'entre elles, San-Basilio, a survécu, à une quarantaine de kilomètres de Carthagène. C'est aujourd'hui le seul endroit d'Amérique où l'on parle encore le créole espagnol, moyen de communication entre esclaves et maîtres à l'époque coloniale (3).

En Guyane, outre les révoltes des Saramakas, des Djoukas et des Bonis, le plus important soulèvement eut lieu en février 1763 à Berbice (ex-Guyane britannique, actuel Guyana) quand les Marrons prirent le contrôle d'une zone limitée pendant presque un an. En Équateur, seize hommes et sept femmes noirs s'allièrent aux Indiens pour fonder la « République des Zambos d'Esmeraldas », dont la zone s'étendit de la baie de Caraquez à Buenaventura. Mais la plus grande société marronne fut, sans aucun doute, celle de Palmares, dans le Nord-Est brésilien. Regroupée dans un *quilombo* - refuge difficile d'accès - celle-ci comptait, à la fin du dix-septième siècle, quelque vingt mille membres.

M. L.

(1) Les Amériques noires, de Roger Bastide, petite bibliothèque Payot.
(2) Zambos : métis de Noirs et d'Indiens.
(3) Histoire de la Colombie, de Jean-François Minabarro, L'Harmattan.

au bon endroit, pour le travailler. L'évider longuement à l'herminette, l'écartier au feu, poser les bordages par-dessus, plus d'un mois de travail... Le jeune secoue la tête, dégoûté rien que d'y penser : « Il y a d'autres moyens de gagner de l'argent. »

Lui, ce qu'il veut, c'est devenir cool blanc, travailler à la préfecture, entrer dans l'administration (qui regorge déjà de fonctionnaires). Récolter le manioc, planter encore du riz ? Lorsque, fruits de la départementalisation, se développent couverture sociale, allocations familiales, indemnités de chômage, RMI et que l'argent arrive, on arrête tout parce qu'on peut s'acheter un poulet congelé venu d'Europe, une boîte de cassoulet. Chute de plain-pied, et sans garde-fou, dans une société de (relative) consommation. Sur fond d'insalubrité, d'absence d'eau courante et d'assainissement. Malaise sensible, trouble profond. Les hommes s'accrochent encore à leurs anciennes coutumes, entre autres la polygamie.

Pour Adam Abongo, qui a gagné la ville où il possède une petite flotte de pirogues et emploie dix-huit personnes, véritable patron de FME, pourquoi changer ce qui fonctionne ? « Disons que chez nous, il est reconnu à un homme le droit d'avoir plusieurs femmes, ce que vous appelez la polygamie. Je ne connais pas le nombre, il n'y a pas de limites, c'est l'homme qui connaît sa capacité. Il y en a qui arrivent jusqu'à cinq, c'est au choix. Dans le temps, on était pourchassés, il fallait faire de la reproduction. Une seule femme, la pauvre, elle aurait souffert ! Aujourd'hui ? Moi, je suis pour. A chacun de choisir entre la culture française et la culture noire marron. Evidemment, ça pose des problèmes avec l'Etat. Il ne reconnaît que la première épouse. »

Casse-tête, bien sûr, pour l'administration, face à ces citoyens qui ne veulent pas être assimilés. « Certains sont des restaurateurs français comme les autres, relèvent, songeur, René Kern, secrétaire général de la préfecture de Cayenne, d'autres peuvent être surinamiens ; pour d'autres encore, il est très difficile de définir leur nationalité. Sur ce, fleuve, où des tribus vivent des deux côtés, la frontière administrative établie par des métropoles, à sept mille cinq cents kilomètres de là, ne signifie pas grand-chose. »

Pour les Bushinengos (en *taki-taki*), c'est vrai, il n'y a pas un côté français et un côté surinamien. Il n'existe qu'un fleuve qu'on conquiert leurs ancêtres et qui, de haute lutte, leur appartenance. Au siècle dernier, c'est par une convention entre les autorités françaises et hollandaises que la première vague d'immigration saramaka en Guyane a été décidée. Mais les Saramakas se heurtent souvent, de ce côté de la frontière, à Saint-Laurent comme à Mana, à une méconnaissance de leurs us et coutumes, et ces autochtones sont considérés comme immigrés. Descentes de police, expulsion, sont leur lot quotidien. « Les Blancs n'ont pas compris que le fleuve est un Etat dans l'Etat, ils ont voulu le diviser, ils n'y parviendront jamais. »

Difficultés administratives : des états civils ingérables. Barrières culturelles : quel usage et quelle place donner, au sein de la société française, au droit coutumier des Noirs marrons, prisonniers (et bénéficiaires) du système occidental, qui prétendent ne reconnaître que l'autorité du *Grand Man* ? Aberrations foncières : en vertu d'une curiosité juridique, la terre, en Guyane, appartient au domaine privé de l'Etat. « Les terrains, constate Adam Abongo, président de SOS-Noirs marrons, n'ont été ni délimités, ni viabilisés, ni octroyés. Ceux qui vivent ici depuis deux siècles n'y ont aucun droit, ni en propriété ni en usufruit. N'importe qui, venu de Cayenne ou de métropole, peut arriver un jour, dire que la terre lui a été concédée. Il faudrait que l'administration française crée une dérogation pour que nos populations aient une parcelle de terrain qui lui appartienne vraiment. » La situation a été rendue plus

complexe encore par la guerre qui, pendant plusieurs années, a ravagé le Surinam voisin. A partir de 1986, des massacres de civils provoquent l'exode de milliers de Surinamiens vers le département français. Ils se sont regroupés dans des camps autour de Saint-Laurent-du-Maroni. La paix revenue, ces réfugiés sont massivement repartis vers leur pays. Mais un nombre conséquent de mini-villages, nés des deux côtés de la voie d'eau pour échapper à la répression, sont demeurés. Quel statut pour leurs habitants ? « Nous sommes issus du fleuve. Nous pouvons être côté français aujourd'hui, aller en face demain. Nous disons que nous n'avons pas d'identité type. Nous ne pouvons pas nous limiter à une seule rive. Nous ne pouvons pas », répond un résident.

« La nationalité n'est pas, à mon sens, le plus important », rétorque le directeur de l'école primaire, créole (exilé) à Maripasoula. « Ce sont des jeunes, ils vivent sur le territoire français et, quoi qu'on en pense, quoi qu'ils en disent, à leur majorité ils y resteront. La question, c'est d'en faire des citoyens responsables, les intégrer dans une société, et ne pas se préoccuper du reste - il est français, il ne l'est pas, j'investis, je n'investis pas... »

La scolarisation progresse, même si pour certains elle commence très tard, et pour d'autres n'existe pas. Il y a encore quelques années, dans certains villages en amont et en aval de Maripasoula, les jeunes filles quittaient très rapidement l'école parce qu'elles devenaient femmes, devaient prendre homme, fonder famille. La cas de figure se fait moins fréquent.

Une immense majorité, au départ non francophone, sort du système scolaire à dix-huit ou vingt ans avec, dans le meilleur des cas, un simple brevet des collèges. « Alors c'est un gars, constate notre directeur d'école, qui a passé toute son adolescence sur les bancs de l'école et qui, pendant les vacances, est rentré au village. Arrivé à l'âge adulte, il n'est plus très à l'aise dans son cadre traditionnel, pas très à l'aise dans le système occidental ou le pseudo-système qu'on a tenté de créer. Cela demanderait réflexion. Savoir si on doit scolariser tout le monde, comment et dans quelles conditions. » Vaste problème sur lequel ni les enseignants ni les responsables de l'éducation nationale, et encore moins les politiques, n'ont semblé se pencher. Au risque de voir demain toute une population plonger définitivement dans l'assistance, voire la clochardisation. Bombe à retardement sur le fleuve Maroni...

A Saint-Laurent, fleuron de l'empire colonial et ancien pourrissoir à bagarres, Adam Abongo se définit comme l'un des rares Noirs marrons ayant fait son trou au sein de la société créole. Dans le quartier de la Charbonnière, il vit, pourrait-on dire, à l'européenne : télévision couleur, lampe halogène, meubles Conforma. Mais, dit-il, « si je suis intégré, je possède toujours ma pirogue, mon moteur. J'ai besoin, de temps en temps, de me ressourcer sur le Maroni. »

A Assici, au cœur de la forêt primaire, Kaké se prépare pour la fête de levée de dentil qui aura lieu, ce soir, dans le village voisin. Il y aura de la musique, avec les trois tambours indispensables à tout orchestre aloukou qui se respecte. Il y aura aussi des cassaves, de la pâte de cacahuètes, des tortues cuites qu'on déposera au sol sur des feuilles de bananier. « Parce qu'il faut nourrir les esprits, donner à manger au défunt si on ne veut pas qu'il vienne embêter les vivants. »

Dans le transistor qui crachote, posé sur la table, on entend Patrick Bruel.

De notre envoyé spécial
Maurice Lemoine

(1) Fleur mauve, silicicole et coopérative.
(2) En Guyane, descendants des colons blancs, fortement mélangés d'Africains. C'est le groupe social dominant.

Bélize, l'in

USA
99FF par semaine
de catégorie Junior
en France

Herbol

République

Bélize, l'inconnue des tropiques

En Amérique centrale, Alain Dugrand nous fait découvrir un Etat à peine peuplé, encore semi-inexploré, et dont les symboles sont l'orchidée noire et la « vache de montagne »... Une esquisse de paradis terrestre, selon l'auteur.

ELLE porte un nom qui pourrait être celui d'une soubrette ou d'une précieuse de Molière. Elle a pour maîtresse Elisabeth II et sa monnaie est une variante tropicale du dollar. Elle est le cauchemar des Guatémaltèques aux quels, comme le Portugal le fait pour l'Espagne, elle déroge une bonne part de leur façade atlantique. Elle est noire ou cuivrée, nord-américanisée et protestante, et encore fraîchement décolonisée, qui plus est plutôt démocratique, au sein d'une famille farouchement blanche, castillane, yanquiphobe, hispanophone, catholique et autoritaire.

Vous donnez votre langue au chat ? On vous comprend, car à moins d'être cruciverbiste ou « atlassomane », comment savoir qui est Bélize, la nation béli-zéenne, l'Etat de Bélize ? Membre indépendant (depuis 1981) du Commonwealth, capitale Belmopan (cinq mille habitants) ; minitour de Babel où se parlent, entre autres, anglais, ketchi, mayamopon, garifouma, créole espagnol, le tout assaisonné de quelques vocables français.

C'est une finisde et jeune nation – ou plutôt mosaïque humaine – de deux cent mille sujets qui n'ont pas tous froid aux yeux, puisque, à la fin de la décennie 80, la principale richesse locale, avant le sucre, les agrumes, la gomme chicle et les langoustes était la... marijuana (notre hashich (1), notre kif), avant d'être remplacée, dit-on – mais les statistiques sur ce thème sont encore très incertaines, – par la cocaïne, et cela, en dépit des

tempêtes – sincères ? on ne sait trop – du cabinet de Belmopan.

Toujours est-il que le ci-devant Honduras britannique, contré de 23 000 kilomètres carrés (deux fois le Liban quand même), agricole, pauvre, montueuse ou plate et tout entière inconnue, prouverait s'il en était besoin, et si on veut bien s'en donner un peu la peine, que le fameux monde « fini » reste encore et toujours à découvrir – ou à redécouvrir.

Sur cet isthme géographique reliant les deux Amériques, entre ses forêts, parfois encore inexplorées, et sa moite et vide côte lagunaire, Bélize a su retenir longtemps Alain Dugrand, corédacteur en chef de la voyageuse revue *Gulliver* (et l'un des fondateurs de *Libération*).

A vrai dire, avant d'aller admirer l'une des plus longues barrières coralliennes du monde, qui sépare ce pays de la mer des Caraïbes, c'est très poussièrement dans les cartons du Quai d'Orsay que notre confrère était tombé sur Bélize, sur des documents inédits datant de l'époque où on l'appelait alors bètement Balise en français (une ou deux lettres différent, et le charme s'efface...).

Bref, en ce temps-là, sous Louis-Philippe I^{er} ou Napoléon III, la grande affaire, à travers la planète, restait la rivalité franco-anglo-saxonne. Pour embêter Londres et Washington, Paris méditait l'établissement au Mexique d'une royauté catholique et francophile, bouillant rempart latin contre les pisse-froid du Potomac.

« Mi-aventuriers mi-espions », nos consuls dans la région, estime Alain Dugrand, étaient alors de « véritables modernes ». Qui plus est, ces dévoués serviteurs de la France dans l'univers des moustiques et des fièvres étaient souvent des tempéraments littéraires à la Cendrars en Guyane, voire à la Chateaubriand période États-Unis. Situé sous l'ergot de la massive presque mexicaine du Yucatan, le futur Etat béli-zéen dessinait une poche britannique, stupidement abandonnée aux Angliches par l'Espagne flagellante du dix-septième siècle, poche ou plutôt poste d'observa-



« Un Sud en désérence, à la Tennessee Williams... »



tion « ennemi » qui agaçait les Français et les y faisait multiplier missions officielles ou secrètes.

Toute cette agitation d'hier, toutes ces intrigues passées, se tissent pour notre plus grand plaisir d'aujourd'hui, puisque notre chercheur-voyageur, plongé dans les rapports consulaires ou ambassadeurs, nous en fait surgir des personnages de Fenimore Cooper, tel ce jeune roi hasané des Mosquitos, un gentil petit drôle d'Amérindien nommé Frédéric, qui, sans s'en douter, agit fort, dans cette période, le gibier blafard des chancelleries. En outre, et c'est l'essentiel, notre confrère a puisé dans ces grimoires la pulsion d'un voyage in situ.

Certes, Alain Dugrand aurait pu nous épargner telles citations un peu longues, fruits de ses trouvailles littéraires-diplomatiques, mais c'est supportable en définitive et nous débarquons bientôt avec lui sur cette terre faiblement peuplée, ce qui, avouons-le, est très reposant, sur cette terre dotée en revanche de deux emblèmes nationaux forts : l'orchidée noire et la... « vache de montagne », autrement dit le tapir, le plus gros mammifère d'Amérique centrale.

Cependant, en arrivant, on trouve d'abord des pensions de famille miteuses où, « des meubles bricolés, rapetassés, collés de lin-teaux de bois de toutes les teintes, équilibrés sur des cales irrégulières », forment la toile de fond ou passent de « vieux couples US coiffés de casquettes des Giants, joueurs de scrabble » et des « cousins libanais chrétiens qui ont fui Beyrouth » et vendent de la Vache qui rit et des draps de Nylon noirs made in Korea.

Et puis surgissent des menonites à barbe sauvage, venus jadis d'Alsace ou de Bade, des narcotra-

fiquants colombiens toujours très actuels, des descendants d'émigrés français royalistes, épaves des révolutions de 1830 et 1848 (le mathématicien Henri Leauté, 1847-1916, était né à Bélize-Ville), avant que n'apparaisse, enfin, la composante principale du peuple béli-zéen, d'ailleurs coupée en deux, et à couteaux quasi tirés : des Africains très africains et des Amérindiens très amérindiens. Néanmoins, le héros national officiel, la Jeanne d'Arc du cru, est un certain Francisco Morazan (mort en 1842), petit-fils d'un Corse ; il tenta en vain de devenir « l'apôtre de la Fédération centraméricaine ».

Devant cette juxtaposition de sylve en friche, de littoral désert, de métissages inaboutis, mal assemblés ou mal vus, de chapeur molasse, de corps en sueur vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de Sud en désérence, on glisse peu à peu vers du Tennessee Williams de seconde zone. Et puis non, se rebiffe soudain l'auteur, auquel il faut bien faire confiance car il est notre seul « béli-zologue » : « Bélize est encore une esquisse de paradis terrestre ».

Pour la concrétisation de cette épure, il faudra tout de même attendre, à notre modeste avis, que les défoliants aient détruit les plantes à drogues sans abimer pour autant la jungle ; que le gouvernement invisible de Belmopan, Alain Dugrand le reconnaît lui-même, « élabore des lois raisonnables, régressant pêche et chasse, exploitation des forêts, défrichage ». Et interdise qu'on débite, vivantes, au marché, les sympathiques tortues marines tandis que « les tendres lamantins sont gravement meurtris par l'hélice des bateaux ». Sans oublier « les pirates nord-américains s'emparaient des jades enfouies dans les nécropoles mayas inconnues ».

Plutôt qu'une esquisse d'Eden, Bélize serait une parcelle de paradis menacée, cherchant des défenseurs désintéressés – si cela existe. Pour le moment, un seul s'est présenté : le prince Andrew d'Angleterre, parrain d'un vaste et nécessaire parc ou vivent des jaguars, consommateurs de vaches de montagne. L'ancienne colonie hispano-anglaise a au moins trouvé un autre amant : Alain Dugrand, évidemment. Hélas ! les Béli-zéens ne liront probablement jamais la lettre d'amour, désinvolte et caressante, qu'il vient de leur écrire, à Paris...

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
► *Bélize*, d'Alain Dugrand, Payot, collection « Voyageurs », dirigée par Michel Le Bris, 230 p., 110 F.

(1) Et non pas « hashisch » puisque, dès 1920, des plumes comme Caro, Maifred ou Morand ont, à juste titre, simplifié en « hashich » ce mot désignant en arabe l'herbe en général.

Du chauffage pour les écoles d'Arménie

Après la parution du reportage intitulé « Printemps en clair-obscur à Erevan » (« Le Monde sans visa » du 5 juin), Zabelle Chaglikian du Forum des associations arméniennes (4, avenue de la Marne, 92600 Asnières, tél. : 47-93-95-32, télécopie : 40-86-21-26) nous a fait part d'un projet d'action en prévision de l'hiver prochain.

Votre reportage montre les conditions effroyables auxquelles ont été soumis les Arméniens durant l'hiver, en raison du blocus imposé par l'Azerbaïdjan, et le caractère totalement inacceptable des pénuries d'énergie qui en résultent, notamment le manque si cruel de chauffage et de lumière. Le Forum des associations arméniennes de France, qui regroupe 70 organisations, a fait sienne cette question prioritaire de

l'énergie, et prépare, en prévision de l'hiver prochain – car le blocus n'est toujours pas levé, – un projet d'aide consistant à chauffer et à éclairer les enfants des écoles qui, vous le savez, sont restées fermées jusqu'au printemps.

L'action des Marseillais

De son côté Jean Kéhayan, journaliste et écrivain, qui vient de publier *Papiers d'Arménie* (éd. de l'Aube) apporte le témoignage suivant :

Vous avez pu constater la francophilie des habitants et l'indispensable effort que doit faire notre pays pour garder sa place dans les cours et la culture des Arméniens. Concernant le défi lancé par Solidarité protestante France-Arménie, permettez-moi de vous préciser que le groupement national France-Chauffage qui fédère trois cent-cinquante entreprises et artisans envoie depuis

COURRIER

deux ans des convecteurs électriques révisés en Arménie.

Ainsi, l'hiver dernier, la maternité de la ville d'Achtarak, équipée d'un générateur et d'appareils recyclés venus de France, n'a pas connu de mortalité infantile par le froid. Dans ce nouveau défi de chauffer cinquante écoles de Gumri et d'Arménie pour l'hiver prochain, le groupe collecte des appareils à convection ou à accumulation, qui, en d'autres temps, finissent dans les décharges. Combien d'entreprises pourraient suivre cet exemple pour réutiliser des produits d'une grande utilité dans un pays dénué. Ceci avec d'autant plus d'efficacité que, désormais, une liaison maritime existe depuis Marseille jusqu'au Koubaï, région jumelée avec les Bouches-du-Rhône et que l'importante communauté arménienne de Novorossiisk, qui dispose d'entrepôts, se charge de faire acheminer les marchandises. J'ai pu vérifier moi-même que la chaîne de solidarité se passait bien sur place et que la marchandise arrivait par train ou par avion. Une manière de casser le blocus et de prouver la vieille fascination des Russes pour l'Arménie : les œuvres

de Mandelstam, de Tchekhov et de Bytov, entre autres, sont là pour en témoigner.

Reconstruire l'école de Leninakan

Gisèle Cohen, de Marseille, évoque la question de la reconstruction de l'école française de Gumri (ex-Leninakan).

Au lendemain du tremblement de terre de 1988, la ville de Marseille avait promis la reconstruction de l'école française de l'ex-Leninakan, devenue Gumri. Depuis, plus aucune nouvelle, les autorités concernées répondent que c'est l'affaire du ministère de la francophonie. La nouvelle majorité tiendra-t-elle les promesses non-réalisées jusque-là ? Il est en effet évident que l'Arménie est traditionnellement francophile et que nous pouvons faire quelque chose, contrairement à la situation dans l'ex-Yougoslavie où les bonnes volontés sont totalement impuissantes. A mon avis, l'aide à l'Arménie est l'affaire de tous et pas seulement de la diaspora.

► Voyage à Erevan avec Solidarité protestante France-Arménie. – L'association Solidarité protestante France-Arménie (58, rue Madame, 75006 Paris ; tél. : 45-48-13-50) organise du 15 au 29 juillet (7 000 F par personne) un voyage en Arménie, au cours duquel les participants pourront à la fois découvrir le patrimoine culturel du pays (églises médiévales du lac Sevan, monastère de Geghard, Musée des manuscrits et miniatures, cathédrale d'Etchmiadzine, notamment), rencontrer des familles arméniennes et se rendre compte sur place des

actions d'entraide menées par l'association.

► Un nouveau mensuel : *Nouvelles d'Arménie*. – Publié à Paris, un nouveau mensuel intitulé *Nouvelles d'Arménie*, sous la direction d'Ara Toranian, a fait paraître son premier numéro en mai : reportages, enquêtes, débats, informations provenant de correspondants en Arménie. Nombreuses illustrations en couleurs, maquette claire, tirage : 30 000 exemplaires. Vente au numéro ou sur abonnement : 340 F par an.

► Renseignements : 37, rue Nollet, 75017 Paris ; tél. : 43-57-41-64.

USA

739 FF par semaine

(Voiture de catégorie J économique en Floride)

Pour tous renseignements et réservations, veuillez contacter votre agence de voyages ou ilerts au (1) 47 88 51 51 ou 78 49 75 75.

ilerts

*Taux forfaitaire hors taxes, incluant le coût de franchise LDW, hors taxes des Ford et d'autres grandes marques.

HÔTELS NORMANDY, ROYAL ET GOLF

Deauville en juillet

L'évasion au sens large...

Accueil dans une atmosphère de prestige, confort et détente. Les Hôtels Normandy, Royal et Golf de Deauville offrent une gamme de services et de prestations de première qualité. Pour plus d'informations, contactez-nous au 02 31 00 00 00.

JOUILLET PASSION 1900 F

► Renseignements : 37, rue Nollet, 75017 Paris ; tél. : 43-57-41-64.

SANS • VISA
JEUXBridge
n° 1540DES MILLIERS
DE BRIDGEURS

Le Tournoi simultané européen, qui a lieu chaque année à Paris en 1992 vingt-cinq mille participants, et la Fédération française a édité une plaquette où figurent toutes les données avec les commentaires d'Omar Sharif et du champion olympique Michel Perron.

Voici une des données les plus intéressantes :

♠ARD98	♠743
♥A1073	♥R10984
♦A1073	♦V985
♣104	♣87

Les annonces proposées par Sharif ont été :

Sud	Ouest	Nord	Est
1♥	passé	2♠	passé
2♥	passé	3♠	passé
3SA	passé	4♠	passé
4♥	passé	5♠	passé
5♥	passé	7SA	passé

Si Ouest fait l'entame du 10 de Trèfle (qui semble le moins compromettant), comment Sud doit-il jouer pour gagner ce GRAND CHELEM A SANS ATOUT ?

Réponse
La bonne ligne de jeu est de réaliser tous les Trèfles en défaussant cinq petites cartes rouges. Ensuite on tire l'As de Carreau, puis l'As de Carreau en espérant que, si un adversaire est gardé à Pique (Ouest en l'occurrence), il sera sursé par ce qu'il aura un des Rois rouges :

♠V1062088 ♠ARD98VD
♠3VAVAD10

Sur l'As de Carreau, Ouest a dû défausser son avant-dernier Carreau pour garder quatre Piques et, quand Sud a tiré l'As de Carreau, le Roi est tombé.

Si Est avait eu la garde à Pique, c'est lui qui aurait été sursé à Pique et Carreau.

On notera que le grand chelem à Trèfle est plus facile à gagner car il suffit de couper un Pique.

DÉFENSE
D'UN AUTRE MONDE

Au moment où se déroule à Menton le championnat d'Europe avec la participation d'une trentaine de pays, il est bon de rappeler que les nouveaux champions olympiques français Chemla, Perron, Levy, Moniel et

leurs coéquipiers Corn et Lebel sont favoris, mais que leurs plus dangereux rivaux seront peut-être les Polonais, vainqueurs notamment en 1989 à Turku.

Voici une donnée du championnat de Turku qui montre la solidité de leur jeu de la carte, notamment en défense.

♠D94	♠76
♥A1073	♥RD2
♦A1073	♦AR554
♣RV983	♣642

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1♠	passé	2♠	passé
2♠	passé	3♠	passé
3♠	passé	4♠	passé
4♠	passé	5♠	passé
5♠	passé	7SA	passé

Quest ayant entamé le 6 de Carreau, Est prit avec le Roi, tira l'As de Carreau et continua Carreau. Sud (Paganus) coupa avec le Valet de Pique (sur lequel Ouest jeta un Trèfle) et joua Carreau. Est prit avec la Dame de Carreau et joua un quatrième Carreau coupé par le Roi de Pique. Quelle carte Mozzzynski a-t-il défaussée pour faire chuter QUATRE PIQUES ?

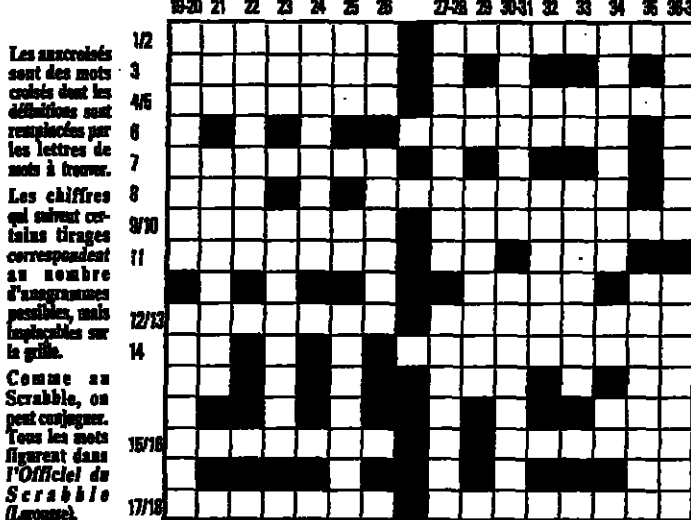
Note sur les enchères
En Nord, Klukowski s'est contenté de dire « 2 Piques » car, si l'ouvreur ne peut pas repasser, la manche est trop aléatoire. En revanche, Sud n'a pas hésité à sauter à « 4 Piques » car, avec un bicolore, il suffit que les deux mains se complètent pour faire dix levées avec un minimum de points d'honneur.

COURRIER DES LECTEURS
« Je ne suis pas écrit R.M. où j'ai lu qu'il existait une convention de chelem appelée fragment bid, et je n'ai pas compris son mécanisme. Qu'en pensez-vous ? »

Ne cherchez pas ! Cette convention est trop compliquée et son emploi trop rare. Il est d'ailleurs inexplicable que certains auteurs s'efforcent de l'enseigner alors que le *splinter* est plus simple et beaucoup plus utile. Peut-être avez-vous rencontré un exemple de *fragment bid* dans la revue bimensuelle *La Lettre du bridge*, mais je n'ai pas trouvé le numéro.

La Lettre du bridge (24, rue Saint-Amand, 75015 Paris. Tél. : 45-33-33-66). Abonnement : 330 F.

Philippe Brugnol

Anacroisés
n° 771

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à deviner.

Les chiffres qui suivent ces lettres indiquent le nombre d'années correspondantes à ces lettres.

HORIZONTALEMENT
1. FILMSU - 2. AACEHUX - 3. AEEHRTZ - 4. AEEHRTZ - 5. AEEHRTZ - 6. AEEHRTZ - 7. AEEHRTZ - 8. AEEHRTZ - 9. AEEHRTZ - 10. AEEHRTZ - 11. AEEHRTZ - 12. AEEHRTZ - 13. AEEHRTZ - 14. AEEHRTZ - 15. AEEHRTZ - 16. AEEHRTZ - 17. AEEHRTZ - 18. AEEHRTZ - 19. AEEHRTZ - 20. AEEHRTZ - 21. AEEHRTZ - 22. AEEHRTZ - 23. AEEHRTZ - 24. AEEHRTZ - 25. AEEHRTZ - 26. AEEHRTZ - 27. AEEHRTZ - 28. AEEHRTZ - 29. AEEHRTZ - 30. AEEHRTZ - 31. AEEHRTZ - 32. AEEHRTZ - 33. AEEHRTZ - 34. AEEHRTZ - 35. AEEHRTZ - 36. AEEHRTZ - 37. AEEHRTZ - 38. AEEHRTZ - 39. AEEHRTZ - 40. AEEHRTZ - 41. AEEHRTZ - 42. AEEHRTZ - 43. AEEHRTZ - 44. AEEHRTZ - 45. AEEHRTZ - 46. AEEHRTZ - 47. AEEHRTZ - 48. AEEHRTZ - 49. AEEHRTZ - 50. AEEHRTZ - 51. AEEHRTZ - 52. AEEHRTZ - 53. AEEHRTZ - 54. AEEHRTZ - 55. AEEHRTZ - 56. AEEHRTZ - 57. AEEHRTZ - 58. AEEHRTZ - 59. AEEHRTZ - 60. AEEHRTZ - 61. AEEHRTZ - 62. AEEHRTZ - 63. AEEHRTZ - 64. AEEHRTZ - 65. AEEHRTZ - 66. AEEHRTZ - 67. AEEHRTZ - 68. AEEHRTZ - 69. AEEHRTZ - 70. AEEHRTZ - 71. AEEHRTZ - 72. AEEHRTZ - 73. AEEHRTZ - 74. AEEHRTZ - 75. AEEHRTZ - 76. AEEHRTZ - 77. AEEHRTZ - 78. AEEHRTZ - 79. AEEHRTZ - 80. AEEHRTZ - 81. AEEHRTZ - 82. AEEHRTZ - 83. AEEHRTZ - 84. AEEHRTZ - 85. AEEHRTZ - 86. AEEHRTZ - 87. AEEHRTZ - 88. AEEHRTZ - 89. AEEHRTZ - 90. AEEHRTZ - 91. AEEHRTZ - 92. AEEHRTZ - 93. AEEHRTZ - 94. AEEHRTZ - 95. AEEHRTZ - 96. AEEHRTZ - 97. AEEHRTZ - 98. AEEHRTZ - 99. AEEHRTZ - 100. AEEHRTZ - 101. AEEHRTZ - 102. AEEHRTZ - 103. AEEHRTZ - 104. AEEHRTZ - 105. AEEHRTZ - 106. AEEHRTZ - 107. AEEHRTZ - 108. AEEHRTZ - 109. AEEHRTZ - 110. AEEHRTZ - 111. AEEHRTZ - 112. AEEHRTZ - 113. AEEHRTZ - 114. AEEHRTZ - 115. AEEHRTZ - 116. AEEHRTZ - 117. AEEHRTZ - 118. AEEHRTZ - 119. AEEHRTZ - 120. AEEHRTZ - 121. AEEHRTZ - 122. AEEHRTZ - 123. AEEHRTZ - 124. AEEHRTZ - 125. AEEHRTZ - 126. AEEHRTZ - 127. AEEHRTZ - 128. AEEHRTZ - 129. AEEHRTZ - 130. AEEHRTZ - 131. AEEHRTZ - 132. AEEHRTZ - 133. AEEHRTZ - 134. AEEHRTZ - 135. AEEHRTZ - 136. AEEHRTZ - 137. AEEHRTZ - 138. AEEHRTZ - 139. AEEHRTZ - 140. AEEHRTZ - 141. AEEHRTZ - 142. AEEHRTZ - 143. AEEHRTZ - 144. AEEHRTZ - 145. AEEHRTZ - 146. AEEHRTZ - 147. AEEHRTZ - 148. AEEHRTZ - 149. AEEHRTZ - 150. AEEHRTZ - 151. AEEHRTZ - 152. AEEHRTZ - 153. AEEHRTZ - 154. AEEHRTZ - 155. AEEHRTZ - 156. AEEHRTZ - 157. AEEHRTZ - 158. AEEHRTZ - 159. AEEHRTZ - 160. AEEHRTZ - 161. AEEHRTZ - 162. AEEHRTZ - 163. AEEHRTZ - 164. AEEHRTZ - 165. AEEHRTZ - 166. AEEHRTZ - 167. AEEHRTZ - 168. AEEHRTZ - 169. AEEHRTZ - 170. AEEHRTZ - 171. AEEHRTZ - 172. AEEHRTZ - 173. AEEHRTZ - 174. AEEHRTZ - 175. AEEHRTZ - 176. AEEHRTZ - 177. AEEHRTZ - 178. AEEHRTZ - 179. AEEHRTZ - 180. AEEHRTZ - 181. AEEHRTZ - 182. AEEHRTZ - 183. AEEHRTZ - 184. AEEHRTZ - 185. AEEHRTZ - 186. AEEHRTZ - 187. AEEHRTZ - 188. AEEHRTZ - 189. AEEHRTZ - 190. AEEHRTZ - 191. AEEHRTZ - 192. AEEHRTZ - 193. AEEHRTZ - 194. AEEHRTZ - 195. AEEHRTZ - 196. AEEHRTZ - 197. AEEHRTZ - 198. AEEHRTZ - 199. AEEHRTZ - 200. AEEHRTZ - 201. AEEHRTZ - 202. AEEHRTZ - 203. AEEHRTZ - 204. AEEHRTZ - 205. AEEHRTZ - 206. AEEHRTZ - 207. AEEHRTZ - 208. AEEHRTZ - 209. AEEHRTZ - 210. AEEHRTZ - 211. AEEHRTZ - 212. AEEHRTZ - 213. AEEHRTZ - 214. AEEHRTZ - 215. AEEHRTZ - 216. AEEHRTZ - 217. AEEHRTZ - 218. AEEHRTZ - 219. AEEHRTZ - 220. AEEHRTZ - 221. AEEHRTZ - 222. AEEHRTZ - 223. AEEHRTZ - 224. AEEHRTZ - 225. AEEHRTZ - 226. AEEHRTZ - 227. AEEHRTZ - 228. AEEHRTZ - 229. AEEHRTZ - 230. AEEHRTZ - 231. AEEHRTZ - 232. AEEHRTZ - 233. AEEHRTZ - 234. AEEHRTZ - 235. AEEHRTZ - 236. AEEHRTZ - 237. AEEHRTZ - 238. AEEHRTZ - 239. AEEHRTZ - 240. AEEHRTZ - 241. AEEHRTZ - 242. AEEHRTZ - 243. AEEHRTZ - 244. AEEHRTZ - 245. AEEHRTZ - 246. AEEHRTZ - 247. AEEHRTZ - 248. AEEHRTZ - 249. AEEHRTZ - 250. AEEHRTZ - 251. AEEHRTZ - 252. AEEHRTZ - 253. AEEHRTZ - 254. AEEHRTZ - 255. AEEHRTZ - 256. AEEHRTZ - 257. AEEHRTZ - 258. AEEHRTZ - 259. AEEHRTZ - 260. AEEHRTZ - 261. AEEHRTZ - 262. AEEHRTZ - 263. AEEHRTZ - 264. AEEHRTZ - 265. AEEHRTZ - 266. AEEHRTZ - 267. AEEHRTZ - 268. AEEHRTZ - 269. AEEHRTZ - 270. AEEHRTZ - 271. AEEHRTZ - 272. AEEHRTZ - 273. AEEHRTZ - 274. AEEHRTZ - 275. AEEHRTZ - 276. AEEHRTZ - 277. AEEHRTZ - 278. AEEHRTZ - 279. AEEHRTZ - 280. AEEHRTZ - 281. AEEHRTZ - 282. AEEHRTZ - 283. AEEHRTZ - 284. AEEHRTZ - 285. AEEHRTZ - 286. AEEHRTZ - 287. AEEHRTZ - 288. AEEHRTZ - 289. AEEHRTZ - 290. AEEHRTZ - 291. AEEHRTZ - 292. AEEHRTZ - 293. AEEHRTZ - 294. AEEHRTZ - 295. AEEHRTZ - 296. AEEHRTZ - 297. AEEHRTZ - 298. AEEHRTZ - 299. AEEHRTZ - 300. AEEHRTZ - 301. AEEHRTZ - 302. AEEHRTZ - 303. AEEHRTZ - 304. AEEHRTZ - 305. AEEHRTZ - 306. AEEHRTZ - 307. AEEHRTZ - 308. AEEHRTZ - 309. AEEHRTZ - 310. AEEHRTZ - 311. AEEHRTZ - 312. AEEHRTZ - 313. AEEHRTZ - 314. AEEHRTZ - 315. AEEHRTZ - 316. AEEHRTZ - 317. AEEHRTZ - 318. AEEHRTZ - 319. AEEHRTZ - 320. AEEHRTZ - 321. AEEHRTZ - 322. AEEHRTZ - 323. AEEHRTZ - 324. AEEHRTZ - 325. AEEHRTZ - 326. AEEHRTZ - 327. AEEHRTZ - 328. AEEHRTZ - 329. AEEHRTZ - 330. AEEHRTZ - 331. AEEHRTZ - 332. AEEHRTZ - 333. AEEHRTZ - 334. AEEHRTZ - 335. AEEHRTZ - 336. AEEHRTZ - 337. AEEHRTZ - 338. AEEHRTZ - 339. AEEHRTZ - 340. AEEHRTZ - 341. AEEHRTZ - 342. AEEHRTZ - 343. AEEHRTZ - 344. AEEHRTZ - 345. AEEHRTZ - 346. AEEHRTZ - 347. AEEHRTZ - 348. AEEHRTZ - 349. AEEHRTZ - 350. AEEHRTZ - 351. AEEHRTZ - 352. AEEHRTZ - 353. AEEHRTZ - 354. AEEHRTZ - 355. AEEHRTZ - 356. AEEHRTZ - 357. AEEHRTZ - 358. AEEHRTZ - 359. AEEHRTZ - 360. AEEHRTZ - 361. AEEHRTZ - 362. AEEHRTZ - 363. AEEHRTZ - 364. AEEHRTZ - 365. AEEHRTZ - 366. AEEHRTZ - 367. AEEHRTZ - 368. AEEHRTZ - 369. AEEHRTZ - 370. AEEHRTZ - 371. AEEHRTZ - 372. AEEHRTZ - 373. AEEHRTZ - 374. AEEHRTZ - 375. AEEHRTZ - 376. AEEHRTZ - 377. AEEHRTZ - 378. AEEHRTZ - 379. AEEHRTZ - 380. AEEHRTZ - 381. AEEHRTZ - 382. AEEHRTZ - 383. AEEHRTZ - 384. AEEHRTZ - 385. AEEHRTZ - 386. AEEHRTZ - 387. AEEHRTZ - 388. AEEHRTZ - 389. AEEHRTZ - 390. AEEHRTZ - 391. AEEHRTZ - 392. AEEHRTZ - 393. AEEHRTZ - 394. AEEHRTZ - 395. AEEHRTZ - 396. AEEHRTZ - 397. AEEHRTZ - 398. AEEHRTZ - 399. AEEHRTZ - 400. AEEHRTZ - 401. AEEHRTZ - 402. AEEHRTZ - 403. AEEHRTZ - 404. AEEHRTZ - 405. AEEHRTZ - 406. AEEHRTZ - 407. AEEHRTZ - 408. AEEHRTZ - 409. AEEHRTZ - 410. AEEHRTZ - 411. AEEHRTZ - 412. AEEHRTZ - 413. AEEHRTZ - 414. AEEHRTZ - 415. AEEHRTZ - 416. AEEHRTZ - 417. AEEHRTZ - 418. AEEHRTZ - 419. AEEHRTZ - 420. AEEHRTZ - 421. AEEHRTZ - 422. AEEHRTZ - 423. AEEHRTZ - 424. AEEHRTZ - 425. AEEHRTZ - 426. AEEHRTZ - 427. AEEHRTZ - 428. AEEHRTZ - 429. AEEHRTZ - 430. AEEHRTZ - 431. AEEHRTZ - 432. AEEHRTZ - 433. AEEHRTZ - 434. AEEHRTZ - 435. AEEHRTZ - 436. AEEHRTZ - 437. AEEHRTZ - 438. AEEHRTZ - 439. AEEHRTZ - 440. AEEHRTZ - 441. AEEHRTZ - 442. AEEHRTZ - 443. AEEHRTZ - 444. AEEHRTZ - 445. AEEHRTZ - 446. AEEHRTZ - 447. AEEHRTZ - 448. AEEHRTZ - 449. AEEHRTZ - 450. AEEHRTZ - 451. AEEHRTZ - 452. AEEHRTZ - 453. AEEHRTZ - 454. AEEHRTZ - 455. AEEHRTZ - 456. AEEHRTZ - 457. AEEHRTZ - 458. AEEHRTZ - 459. AEEHRTZ - 460. AEEHRTZ - 461. AEEHRTZ - 462. AEEHRTZ - 463. AEEHRTZ - 464. AEEHRTZ - 465. AEEHRTZ - 466. AEEHRTZ - 467. AEEHRTZ - 468. AEEHRTZ - 469. AEEHRTZ - 470. AEEHRTZ - 471. AEEHRTZ - 472. AEEHRTZ - 473. AEEHRTZ - 474. AEEHRTZ - 475. AEEHRTZ - 476. AEEHRTZ - 477. AEEHRTZ - 478. AEEHRTZ - 479. AEEHRTZ - 480. AEEHRTZ - 481. AEEHRTZ - 482. AEEHRTZ - 483. AEEHRTZ - 484. AEEHRTZ - 485. AEEHRTZ - 486. AEEHRTZ - 487. AEEHRTZ - 488. AEEHRTZ - 489. AEEHRTZ - 490. AEEHRTZ - 491. AEEHRTZ - 492. AEEHRTZ - 493. AEEHRTZ - 494. AEEHRTZ - 495. AEEHRTZ - 496. AEEHRTZ - 497. AEEHRTZ - 498. AEEHRTZ - 499. AEEHRTZ - 500. AEEHRTZ - 501. AEEHRTZ - 502. AEEHRTZ - 503. AEEHRTZ - 504. AEEHRTZ - 505. AEEHRTZ - 506. AEEHRTZ - 507. AEEHRTZ - 508. AEEHRTZ - 509. AEEHRTZ - 510. AEEHRTZ - 511. AEEHRTZ - 512. AEEHRTZ - 513. AEEHRTZ - 514. AEEHRTZ - 515. AEEHRTZ - 516. AEEHRTZ - 517. AEEHRTZ - 518. AEEHRTZ - 519. AEEHRTZ - 520. AEEHRTZ - 521. AEEHRTZ - 522. AEEHRTZ - 523. AEEHRTZ - 524. AEEHRTZ - 525. AEEHRTZ - 526. AEEHRTZ - 527. AEEHRTZ - 528. AEEHRTZ - 529. AEEHRTZ - 530. AEEHRTZ - 531. AEEHRTZ - 532. AEEHRTZ - 533. AEEHRTZ - 534. AEEHRTZ - 535. AEEHRTZ - 536. AEEHRTZ - 537. AEEHRTZ - 538. AEEHRTZ - 539. AEEHRTZ - 540. AEEHRTZ - 541. AEEHRTZ - 542. AEEHRTZ - 543. AEEHRTZ - 544. AEEHRTZ - 545. AEEHRTZ - 546. AEEHRTZ - 547. AEEHRTZ - 548. AEEHRTZ - 549. AEEHRTZ - 550. AEEHRTZ - 551. AEEHRTZ - 552. AEEHRTZ - 553. AEEHRTZ - 554. AEEHRTZ - 555. AEEHRTZ - 556. AEEHRTZ - 557. AEEHRTZ - 558. AEEHRTZ - 559. AEEHRTZ - 560. AEEHRTZ - 561. AEEHRTZ - 562. AEEHRTZ - 563. AEEHRTZ - 564. AEEHRTZ - 565. AEEHRTZ - 566. AEEHRTZ - 567. AEEHRTZ - 568. AEEHRTZ - 569. AEEHRTZ - 570. AEEHRTZ - 571. AEEHRTZ - 572. AEEHRTZ - 573. AEEHRTZ - 574. AEEHRTZ - 575. AEEHRTZ - 576. AEEHRTZ - 577. AEEHRTZ - 578. AEEHRTZ - 579. AEEHRTZ - 580. AEEHRTZ - 581. AEEHRTZ - 582. AEEHRTZ - 583. AEEHRTZ - 584. AEEHRTZ - 585. AEEHRTZ - 586. AEEHRTZ - 587. AEEHRTZ - 588. AEEHRTZ - 589. AEEHRTZ - 590. AEEHRTZ - 591. AEEHRTZ - 592. AEEHRTZ - 593. AEEHRTZ - 594. AEEHRTZ - 595. AEEHRTZ - 596. AEEHRTZ - 597. AEEHRTZ - 598. AEEHRTZ - 599. AEEHRTZ - 600. AEEHRTZ - 601. AEEHRTZ - 602. AEEHRTZ - 603. AEEHRTZ - 604. AEEHRTZ - 605. AEEHRTZ - 606. AEEHRTZ - 607. AEEHRTZ - 608. AEEHRTZ - 609. AEEHRTZ - 610. AEEHRTZ - 611. AEEHRTZ - 612. AEEHRTZ - 613. AEEHRTZ - 614. AEEHRTZ - 615. AEEHRTZ - 616. AEEHRTZ - 617. AEEHRTZ - 618. AEEHRTZ - 619. AEEHRTZ - 620. AEEHRTZ - 621. AEEHRTZ - 622. AEEHRTZ - 623. AEEHRTZ - 624. AEEHRTZ - 625. AEEHRTZ - 626. AEEHRTZ - 627. AEEHRTZ - 628. AEEHRTZ - 629. AEEHRTZ - 630. AEEHRTZ - 631. AEEHRTZ - 632. AEEHRTZ - 633. AEEHRTZ - 634. AEEHRTZ - 635. AEEHRTZ - 636. AEEHRTZ - 637. AEEHRTZ - 638. AEEHRTZ - 639. AEEHRTZ - 640. AEEHRTZ - 641. AEEHRTZ - 642. AEEHRTZ - 643. AEEHRTZ - 644. AEEHRTZ - 645. AEEHRTZ - 646. AEEHRTZ - 647. AEEHRTZ - 648. AEEHRTZ - 649. AEEHRTZ - 650. AEEHRTZ - 651. AEEHRTZ - 652. AEEHRTZ - 653. AEEHRTZ - 654. AEEHRTZ - 655. AEEHRTZ - 656. AEEHRTZ - 657. AEEHRTZ - 658. AEEHRTZ - 659. AEEHRTZ - 660. AEEHRTZ - 661. AEEHRTZ - 662. AEEHRTZ - 663. AEEHRTZ - 664. AEEHRTZ - 665. AEEHRTZ - 666. AEEHRTZ - 667. AEEHRTZ - 668. AEEHRTZ - 669. AEEHRTZ - 670. AEEHRTZ - 671. AEEHRTZ - 672. AEEHRTZ - 673. AEEHRTZ - 674. AEEHRTZ - 675. AEEHRTZ - 676. AEEHRTZ - 677. AEEHRTZ - 678. AEEHRTZ - 679. AEEHRTZ - 680. AEEHRTZ - 681. AEEHRTZ - 682. AEEHRTZ - 683. AEEHRTZ - 684. AEEHRTZ - 685. AEEHRTZ - 686. AEEHRTZ - 687. AEEHRTZ - 688. AEEHRTZ - 689. AEEHRTZ - 690. AEEHRTZ - 691. AEEHRTZ - 692. AEEHRTZ - 693. AEEHRTZ - 694. AEEHRTZ - 695. AEEHRTZ - 696. AEEHRTZ - 697. AEEHRTZ - 698. AEEHRTZ - 699. AEEHRTZ - 700. AEEHRTZ - 701. AEEHRTZ - 702. AEEHRTZ - 703. AEEHRTZ - 704. AEEHRTZ - 705. AEEHRTZ - 706. AEEHRTZ - 707. AEEHRTZ - 708. AEEHRTZ - 709. AEEHRTZ - 710. AEEHRTZ - 711. AEEHRTZ - 712. AEEHRTZ - 713. AEEHRTZ - 714. AEEHRTZ - 715. AEEHRTZ - 716. AEEHRTZ - 717. AEEHRTZ - 718. AEEHRTZ - 719. AEEHRTZ - 720. AEEHRTZ - 721. AEEHRTZ - 722. AEEHRTZ - 723. AEEHRTZ - 724. AEEHRTZ - 725. AEEHRTZ - 726. AEEHRTZ - 727. AEEHRTZ - 728. AEEHRTZ - 729. AEEHRTZ - 730. AEEHRTZ - 731. AEEHRTZ - 732. AEEHRTZ - 733. AEEHRTZ - 734. AEEHRTZ - 735. AEEHRTZ - 736. AEEHRTZ - 737. AEEHRTZ - 738. AEEHRTZ - 739. AEEHRTZ - 740. AEEHRTZ - 741. AEEHRTZ - 742. AEEHRTZ - 743. AEEHRTZ - 744. AEEHRTZ - 745. AEEHRTZ - 746. AEEHRTZ - 747. AEEHRTZ - 748. AEEHRTZ - 749. AEEHRTZ - 750. AEEHRTZ - 751. AEEHRTZ - 752. AEEHRTZ - 753. AEEHRTZ - 754. AEEHRTZ - 755. AEEHRTZ - 756. AEEHRTZ - 757. AEEHRTZ - 758. AEEHRTZ - 759. AEEHRTZ - 760. AEEHRTZ - 761. AEEHRTZ - 762. AEEHRTZ - 763. AEEHRTZ - 764. AEEHRTZ - 765. AEEHRTZ - 766. AEEHRTZ - 767. AEEHRTZ - 768. AEEHRTZ - 769. AEEHRTZ - 770. AEEHRTZ - 771. AEEHRTZ - 772. AEEHRTZ - 773. AEEHRTZ - 774. AEEHRTZ - 775. AEEHRTZ - 776. AEEHRTZ - 777. AEEHRTZ - 778. AEEHRTZ - 779. AEEHRTZ - 780. AEEHRTZ - 781. AEEHRTZ - 782. AEEHRTZ - 783. AEEHRTZ - 784. AEEHRTZ - 785. AEEHRTZ - 786. AEEHRTZ - 787. AEEHRTZ - 788. AEEHRTZ - 789. AEEHRTZ - 790. AEEHRTZ - 791. AEEHRTZ - 792. AEEHRTZ - 793. AEEHRTZ - 794. AEEHRTZ - 795. AEEHRTZ - 796. AEEHRTZ - 797. AEEHRTZ - 798. AEEHRTZ - 799. AEEHRTZ - 800. AEEHRTZ - 801. AEEHRTZ - 802. AEEHRTZ - 803. AEEHRTZ - 804. AEEHRTZ - 805. AEEHRTZ - 806. AEEHRTZ - 807. AEEHRTZ - 808. AEEHRTZ - 809. AEEHRTZ - 810. AEEHRTZ - 811. AEEHRTZ - 812. AEEHRTZ - 813. AEEHRTZ - 814. AEEHRTZ - 815. AEEHRTZ - 816. AEEHRTZ - 817. AEEHRTZ - 818. AEEHRTZ - 819. AEEHRTZ - 820. AEEHRTZ - 821. AEEHRTZ - 822. AEEHRTZ - 823. AEEHRTZ - 824. AEEHRTZ - 825. AEEHRTZ - 826. AEEHRTZ - 827. AEEHRTZ - 828. AEEHRTZ - 829. AEEHRTZ - 830. AEEHRTZ - 831. AEEHRTZ - 832. AEEHRTZ - 833. AEEHRTZ - 834. AEEHRTZ - 835. AEEHRTZ - 836. AEEHRTZ - 837. AEEHRTZ - 838. AEEHRTZ - 839. AEEHRTZ - 840. AEEHRTZ - 841. AEEHRTZ - 842. AEEHRTZ - 843. AEEHRTZ - 844. AEEHRTZ - 845. AEEHRTZ - 846. AEEHRTZ - 847. AEEHRTZ - 848. AEEHRTZ - 849. AEEHRTZ - 850. AEEHRTZ - 851. AEEHRTZ - 852. AEEHRTZ - 853. AEEHRTZ - 854. AEEHRTZ - 855. AEEHRTZ - 856. AEEHRTZ - 857. AEEHRTZ - 858. AEEHRTZ - 859. AEEHRTZ - 860. AEEHRTZ - 861. AEEHRTZ - 862. AEEHRTZ - 863. AEEHRTZ - 864. AEEHRTZ - 865. AEEHRTZ - 866. AEEHRTZ - 867. AEEHRTZ - 868. AEEHRTZ - 869. AEEHRTZ - 870. AEEHRTZ - 871. AEEHRTZ - 872. AEEHRTZ - 873. AEEHRTZ - 874. AEEHRTZ - 875. AEEHRTZ - 876. AEE

Scrabble

La mort de Raymond Thuillier

Raymond Thuillier, fondateur de l'Oustau de Baume, est mort dimanche 20 juin (le Monde du 23 juin). Il était âgé de quatre-vingt-seize ans.

Le jordanier d'Eurydice

RAYMOND THUILLIER, créateur de l'Oustau de Baume, repose maintenant dans le petit cimetière des Baux-de-Provence, dont il était maire depuis 1971. Il était né à Chambéry en 1897. A la mort de son père, cheminot du Paris-Lyon-Méditerranée, en 1900, sa mère se voit confier le buffet de la gare de La Voulte (Ardèche). De cette enfance dans les cuisines, Raymond Thuillier gardait le souvenir d'un fameux « jus de mouton » dont il accompagnait ensuite la plupart des préparations de poissons et crustacés de l'Oustau.

Entre les deux guerres, il est assureur à l'Union-Vie. Il fréquente les grandes tables de l'époque : La Pyramide de Fernand Point à Vienne, La Côte d'Or d'Alexandre Dumas à Saulieu. C'est un peu avant Noël 1945 qu'il décide d'ouvrir un restaurant et un hôtel dans un moulin acquis quelques années plus tôt, au pied du village des Baux-de-Provence pour lequel il s'est pris de passion. Au détour du Val-d'Enfer, les bâtiments surplombent une plaine rythmée par les cyprès : « Un immense jardin funéraire », selon l'image d'un peu gringante de Giono (1).

GEORGES POMPIDOU, qui fut professeur à Marseille, préside l'inauguration officielle de l'Oustau, en 1947, en qualité d'adjoint du commissaire au tourisme. Michelin décerne une première étoile en 1949, une seconde en 1952, la troisième en 1954 qui sera conservée jusqu'en 1989 : trente-cinq ans, un record inédit. C'est la grande époque du feuilleté de ris de veau, de riches pâtes en croûtes, des rougets au basilic, de l'omble chevalier des lacs de Savoie et du gigot d'agneau en croûte. Une cuisine de saveurs maîtrisées, sans régionalisme excessif, très respectueuse des produits, servie dans un cadre d'exception. Baume est connu dans le monde entier, et les célébrités des cinq continents y défilent.

D'UNE grande rigueur morale et intellectuelle, protestant, très exigeant avec ses collaborateurs, Raymond Thuillier avait aussi de grandes qualités de cœur, et un jardin secret : la peinture. En 1961, il avait créé la chaîne des Châteaux-Hôtels, dont il fut le premier président. Depuis plus de dix ans, Jean-André Charial, son petit-fils, a pris à ses côtés la direction de l'établissement auquel il imprime une judicieuse évolution.

Raymond Thuillier était commandeur de la Légion d'honneur et doyen des maires de France.

Jean-Claude Ribaut

(1) Provence, Jean Giono, Gallimard, 1993.

Promenade dans le Gers

A LORS que les gourmets se montrent inquiets quant aux conséquences des récents accords européens sur les produits alimentaires, une promenade en pays gascon peut bien débiter par un hommage à d'Artagnan, seigneur de Castelmore, tel comme on sait à Mairistric en l'an 1673.

En effet, Charles de Batz (fils de François de Montesquiou, elle-même fille du seigneur d'Artagnan) est né au début du XVII^e siècle au château de Castelmore à Lupiac, non loin d'Auch, capitale gastronomique du Gers, et où il a sa statue. Et le nom des Montesquiou figure encore dans la confrérie des Mousquetaires d'Armagnac.

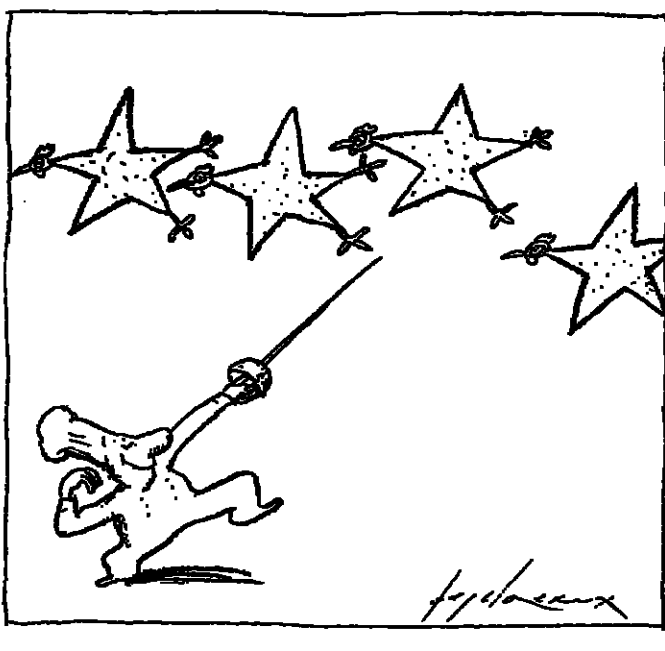
C'est donc par Auch que nous commencerons, après avoir visité la cathédrale Sainte-Marie et le Musée d'archéologie (notez aussi le Festival de musique, en juin) et par une visite à André Daguin. Avec le choix : de son restaurant de l'Hôtel de France (2, place de la Libération - tél. : 62-05-00-44), éblouissant de cuisine folklorique et imaginative tout à la fois ; son « côté jardin » (dans l'hôtel, mais avec entrée sur la rue du 4-Septembre, tout comme Le Neufième, ce dernier bar-restaurant ouvert de midi à minuit tous les jours de l'année et à des prix plus modestes).

Mais on ne présente plus Daguin, non plus que sa cuisine, et mieux vaut lui laisser com-

menter avec son enthousiasme communicatif. Mais à Auch, on notera aussi le restaurant de Claude Lafitte (38, rue Dessoles - tél. : 62-05-04-18), ses menus du terroir : Abos, Porchès et d'Artagnan. Et signalons aussi que le Guide du routard 1993 signale, toujours à Auch, l'hôtel-restaurant des Trois Mousquetaires et le restaurant Le d'Artagnan.

Si l'on est arrivé ici par la nationale 21, on sera passé par Lectoure (musée lapidaire gallo-romain et, en août, fête du melon) où l'Hôtel de Bastard mérite votre attention (tél. : 62-68-82-44). Mais si l'on arrive par la D 930, c'est d'abord Condom qui vous retiendra, avec son Musée de l'armagnac. Découvrez ici également le logis (et la table) des Cordeliers (tél. : 62-68-28-36) aux nombreux menus intéressants, puis, de là, par le détour de la D 931, joignez Eauze où se tient, début juin, la foire aux eaux-de-vie d'Armagnac. Avec, au Restaurant de l'Armagnac (tél. : 62-09-88-11), une cuisine et des prix honnêtes.

Des détours vous conduiront alors à Plaisance-de-Gers, où, sur la place de cette belle et vieille bastide, Maurice Cocuella, à l'enseigne de Ripa Alta (tél. : 62-69-30-43) marie heureusement le terroir et le marché du jour. Vous aimerez le confit de canard aux haricots blancs ou la pastilla de homard, mais plus encore peut-



être le foie gras au pacherenc doux (vin local). Belle collection d'armagnacs. Nombreux menus à partir de 80 F et carte.

Sur la route entre Condom et Auch, où, entre parenthèses, à Castéra-Verdun, on soigne à l'établissement thermal les insuffisances hépatobiliaires, les affections ORL et les maladies des gencives (alors qu'à Barbotan ce

sont les troubles circulatoires, les rhumatismes et la traumatologie), vous vous arrêterez, bien portants, pour découvrir la cuisine de Bernard Ramondina en son Florida (tél. : 62-68-13-22). Petits menus et carte.

Je signalerais encore un Relais et Châteaux, celui de Larroque, à Gimont (tél. : 62-67-77-44). Gimont est une ancienne bastide où se tient tous les dimanches, de novembre à mars, un « marché au gras ». A Pujaudran (sur le « chemin de Compostelle »), un jeune étoilé du Bottin gourmand, Pierre Retureau, dont le foie gras aux griffonnes enchante les nouveaux pèlerins gourmands (Le Puits Saint-Jacques - tél. : 62-07-41-11). A Montréal-du-Gers, enfin, Chez Simone (tél. : 62-29-44-40). Cuisine de femme et plantureux menus tour de sympathie gasconne.

La Reynière

LIVRE Comme à la maison

C'EST le titre du dernier bouquin de Jean-Pierre Coffe (Plon éd.). Ce n'est point qu'un livre de recettes (recettes du cahier de sa grand-mère, cuisinière de maison bourgeoise et aussi de Christian Ignace, qui cuisina avec Raymond Oliver avant de passer au Petit Bedon de la rue Pergolèse en sa glorieuse période), c'est aussi un livre de conseils, de remarques utiles quelquefois ironiques. Un livre de sagesse, par exemple en ce sens qu'il ne donne point les temps de préparation ni n'indique les petites proportions des « ajouts » (sel, poivre, farine, citron) : une vraie cuisinière saura d'elle-même leur usage.

Beaucoup de conseils pratiques, donc, et des notations utiles : « L'huile d'olive primeur, particulièrement parfumée, se conserve un an et on la préfère. - L'ail est indispensable dans la vraie cuisine prolétarienne, celle qui ose affirmer le goût. Il est insolent et coquard. - On peut comparer la pâtisserie et l'orfèvrerie, art de minutie et de patience. - N'oublions pas les crûs de Beaujolais oubliés sous la tornade des « primeurs ». - Une farine trop longtemps en rayon, même en un sac de papier absorbant, rancit et s'acidifie. - Le synonyme de cochon était gras, dodu, potelé, il est devenu sans saveur souvent. »

Oui, il s'agit là d'un livre à la fois utile, instructif et passionné. La cuisine comme chez soi ? Cela

me fait souvenir d'une anecdote : un client rentre dans un restaurant à l'enseigne « Comme chez soi » et demande : « C'est vrai que vous cuisinez comme à la maison ? » Et, sur l'affirmation du patron, il prend la porte en s'écriant : « Alors, non, on mange trop mal ! » Bien entendu, il ne s'agit pas ici du Comme chez soi bruxellois (23, place Rouppé, tél. 02-512-29-21), un très grand de là-bas, non plus que du modeste Comme chez soi parisien (20, rue Lamarque, tél. 48-78-00-02), où Jean-Claude Meunier cuisine dans les « plats de ménage ».

M AIS, justement, comment mange-t-on aujourd'hui « à la maison » ? De plus en plus de femmes travaillent à l'extérieur, et même si les hommes (des statistiques l'ont montré) s'intéressent un peu plus aux besoins ménagers et même s'amuse à cuisiner, le « pratiqué » veut que l'on passe par le « prêt-à-manger ». Et celui-ci est l'usage, alors que la tradition, la sagesse, la qualité et la santé exigent l'artisanat. Imagine-t-on le temps qu'il faudrait pour traverser Paris et aller acheter rue de Ménilmontant un pain Ganesha, ou le pain de campagne au levain si remarquable de Poujauran (20, rue Jean-Nicot) ? Alors on machouille le pain, le semble-pain serait mieux dire, du boulanger le plus proche. Et il est tellement plus aisé, de nos jours, de réchauffer un plat surgelé que de le mijoter amoureuxment !

Après tout, nos grands chefs (du moins quelques-uns) ont donné l'exemple ! Ce n'est point Fendus qui me contredira. Et rares sont les cartes restauratrices osant affirmer : « Ici, ni conserve ni surgelé », comme celle de Christiane Massia (Restaurant du Marché, 59, rue de Dantzig, Paris-15^e). Passons.

PEUT-ÊTRE aussi devrait-on mieux surveiller l'AOC (appellations d'origine contrôlée) et apprendre à l'école, aux enfants, l'ABC des productions gourmandes : « Maman ! j'ai acheté des tomates ? C'est des Marmandes ou moins ? » En même temps qu'exiger l'affichage des provenances du produit. Intensifier les contrôles « à la base » (combien de veaux sont encore gravés aux anabolisants ?). Interdire les « trucs » (savez-vous que l'on « gonfle » à l'eau les coquilles saint-jacques pour leur donner plus de poids, donc de prix ? C'est aux Japonais que l'on doit ce gonflage à l'eau salée). Savez-vous que bien des foies gras périgourds (à lire l'étiquette) viennent d'ailleurs ?

La cuisine à la maison, c'est l'amour maternel et paternel, la maintenance de la famille, la source des souvenirs émuants de l'enfance. Ne l'oublions jamais, même en nous régalant au restaurant.

L. R.

Le Monde
PUBLICITÉ GASTRONOMIE
Renseignements :
46-62-75-31

Le Nord retrouvé. Plusieurs lecteurs m'ont écrit à propos de mon article sur Lille et le Nord (« le Monde sans visa » du 29 mai). Pour me signaler d'abord la fermeture du Flamand. Effectivement, le « papier » a été écrit en mars, et j'ignorais alors que Robert Berdot allait (pour des raisons multiples, que je n'ai point à approfondir) devoir fermer son célèbre restaurant. Les mises en liquidation judiciaire se multiplient ces temps-ci, c'est ce qui vient d'arriver au célèbre Cog hardi à Bouvival. Donc, Le Flamand n'est plus, mais on me signale La Porte de Gand comme bistrot de bonne cuisine du pays avec l'équipe du Flamand. A noter aussi que le Musée des beaux-arts, fermé pour travaux, doit rouvrir en 1994, et qu'une erreur typographique a

Miettes

modifié le téléphone du buffet de la gare de Valenciennes (le bon numéro est 27-46-86-30). Quant à l'arrivée parisienne de Ghislaine Arabian (chez Ledoyen), si sa carte reflète d'évidence la cuisine du Nord, ce n'est évidemment point dans le style bistrot. J'en repardrai. Adresses de lecteurs. Le Castel hôtel, de Saint-Gervais d'Auvergne (63390), son restaurant et son « comptoir à moustaches » (sic) ; Le Moderne et le Pigeon, à Limoux dans l'Aude et le Bistrot de Paris, à Laval (d'ailleurs étoilé au Bottin gourmand). D'autre part, grands compliments au Le Belvédère, à Crancol-Lons-le-Saunier, totalement inconnu des guides. Et nouveau accueil d'un client de passage au Soleil d'Austerlitz : parisien (boulevard de l'Hôpital, Paris-13^e).

Evasion

GUADELOUPE
DÉGRIFTOUR
La 1950^e
SÉJOUR GUADELOUPE
SAINT-FRANÇOIS
HOTEL ***
1 SEMAINE
3 990 F
3615 DT

L'HÔTEL WASHINGTON ***
CH-6903 LUGANO
Situation calme près gare et centre-ville - Grand parc et parking
1/2 pension : FS. 86 à 93 par pers.
Tél. : (1941) 91/56-41-36.

VENISE
OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1993
RAMADA HOTEL VENISE
Séjour 700 FF par personne pour 3 nuits y compris le petit déjeuner
Pour réserver téléphonez :
Fax : 1939/41/5310500
Tél. : 1939/41/5312278
Télex : 411484 Ramven

HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGIS DE FRANCE
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Séjour, calme, toutes randonnées dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71 - Fax : 92-45-80-58.

CHARENTE-MARITIME
St-Jacques
Tourisme fluvial sur le canal du Midi et la Charente. Location de bateaux-salons. Salons fluviaux - BP 55
17413 Saint-Jacques-Angély Cedex
Tél. 46-59-01-30. Fax 46-52-09-58
Remise 10 % aux lecteurs de « Monde »

LA MONTAGNE AU NATUREL
Vacances été 93 dans une auberge au cœur du parc national des Ecrins. Le meilleur de la montagne. Séjour en tout compris « clubs enfants »
Auberge La Blanche, 05340 Pelvoux. Tél. : 92-23-31-01
Fax : 92-23-45-89.

HERAULT
TOURISME FLUVIAL
3615 code CF
Le Plaisir, la Découverte. Bateaux habitables 2 à 12 personnes.
Tél. : 87-29-15-76
Fax : 87-56-22-83
CANAUx DE FRANCE
BP 8 - 34280 LA GRANDE-MOTTE

ALSACE
HOTELLERIE MUNSCH***
68590 SAINT-HIPPOLYTE
« Au Dues de Lorraine » Rel. du silence. Pied du H-Koenigsbourg. Demi-pension
Tél. : 89-73-00-09 - Fax : 89-73-05-46.

PARIS
SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques. 5^e
Chambre avec bain, w.c., tât couleurs
Tél. direct, de 300 F à 450 F
Tél. 43-54-92-55 - Fax 46-34-24-30

PARIS
PERIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
***NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLEFRANCHE-DU-PERIGORD
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

PROVENCE
LE MAS DE L'OULIVIER
HOTEL ***
piscine paysagée, parking fermé, tennis, golf 9 - 18
LES BAUX DE PROVENCE
13520
Tél. 90.54.35.78 Fax: 90.54.44.31

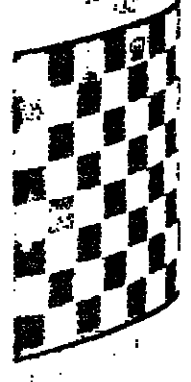
PROVENCE
LE MAS DE L'OULIVIER
HOTEL ***
piscine paysagée, parking fermé, tennis, golf 9 - 18
LES BAUX DE PROVENCE
13520
Tél. 90.54.35.78 Fax: 90.54.44.31

SUISSE
SILS-MARIA (Engadine)
HOTEL EDUWEISS ****
L'hôtel aux 4 étoiles. Pour vos vacances d'été ou d'hiver. NOUVEAU : Grand Whirlpool avec cascade et environnement aquatique. Bain de vapeur, Sauna, Solarium, etc. Tous les sports.
Tél. : 1941-82-4 52 22. Fax : 4-55-22
Hôtel et maison d'appartement
Edweiss/Alveter CH-7514 Sils-Maria

Gastronomie

PETIT ZINC LE MUNICHE
Face à l'église St-Germain-des-Près
HUITRES, FRUITS DE MER TOUTE L'ANNÉE
VIN DE PAYS
11, rue St-Benoit, PARIS
46-33-62-09.

DODIN BOUFFANT
Son bon rapport qualité/prix, menu à 195 F
Poissons, Coquilles, cuisine du marché
Service : 12 h 30 à 14 h 30, 20 h à 23 h
25, rue Frédéric-Saumy 9 43-25-23-14
F. dim. Ouvre - Pâtes (face 59 bd)
SAINT-GERMAIN.



Le siècle de la lumière

Les hommes ont dû s'adapter aux énergies modernes. Ils ont accepté, sans trop de difficultés, l'accélération des moyens de communication, qui tend à l'abolition des distances. Mais, avec les progrès de l'éclairage et les bienfaits de l'électricité, ils ont aussi subi une perte : l'espace de la nuit a disparu.

Le monde s'est défilé de ses pénombres et de ses ombres. Il passe du jour au jour. Les inventions de la lumière — lampe Argand, gaz, électricité — ont fini par tuer l'univers sans soleil qu'éclairait à peine le feu de l'âtre ou la flamme d'une bougie ; un espace dansant, déformant les objets, aux reflets obscurs, d'où partaient les vagabondages de la pensée. De si pauvres lueurs ne pouvaient approcher la nuit qui fuyait devant le halo d'une lanterne, qui reprenait au-delà d'un falot, toujours chargée d'imagination et de peurs. On eût dit que les lampes elles-mêmes veillaient sur elle, tout autant qu'elles prêtaient leurs pauvres yeux à leurs maîtres qui montaient l'escalier de la chambre, lisaient ou affrontaient les noirceurs de la rue. Il fallait bien s'accommoder du temps qu'on prenait sur le jour. Bien après le coucher du soleil, les bourgeois et les artisans continuaient leur ouvrage à la lumière des chandelles. Dans les campagnes, quand cessait l'activité des champs, commençaient les menus travaux autour de l'âtre. L'imaginaire se projetait dans ces veilles, l'esprit s'y réchauffait à la chaleur éclairante du feu. Dans leurs chambres obscures, les anciens communiquaient avec la nuit et ses démons. Leur génie s'échappait des lampes.

Alors que, par économie, les paysans et les bourgeois restreignaient l'éclairage, une autre société, plus oisive et brillante, occupait le temps impraticable de la nuit en éclairant de mille feux. Pour les aristocrates, « vivre la nuit » était un signe de distinction. Les « illuminations » coûtaient des fortunes, mais c'était le prix à payer pour se retrouver entre familles sous les lambris des salons dorés. Les girandoles des fêtes baroques — en 1688, on utilisait 24 000 bougies pour l'illumination du parc de Versailles — ne changeaient cependant pas la nature de la lumière en la multipliant.

L'éclairage des grands n'était guère éblouissant. Il était perçu comme une multitude de sources lumineuses séparées par de l'ombre, vacillantes dans l'air. Les cent bougies à lire d'un lustre se consumaient, comme se consumaient,

dans les villages, les bûches de la Saint-Jean. Le décor que reflétaient les glaces tremblait un peu sous les feux nus. Les visages des femmes, maquillés pour la circonstance, accrochaient plus d'ombre que de lumière, des reflets rougis par leurs joues, et telle paraissait jolie qui n'eût pas supporté la cruauté du jour. Les fenêtres illuminées signalaient au-dehors la condition des hôtes, comme, dans les rues de Paris, les lanternes, petits soleils du Roi Soleil, symbolisaient l'ordre et le contrôle du monarque absolu, sans éclairer vraiment la ville. Toutes ces lumières n'étaient cependant que de « pâles clartés ». La nuit était reine des agitations « désolées », elle couvrait de son manteau les ombres du jardin ou de plus insupportables canilleries. Tout ce qui scintillait ou chatoyait était volé aux ténèbres, et les réjouissances n'apportaient qu'un détail brillant dans le clair-obscur permanent. En rentrant chez eux, quand, à la lueur des luminaires, les artisans retrouvaient leurs échoppes, les nobles prenaient à tâtons leur bougeoir pour se mettre au lit. C'était encore l'âge du feu éclairant. Rien ne pouvait « changer la nuit en jour ».

Mais, vers 1800, l'Angleterre mit à son programme d'exploitation industrielle l'éclairage des halles d'usines nécessaires aux outils

général. L'allongement du temps de travail rendait indispensable l'intensification de nouvelles sources de lumière ; les coins d'ombre qui, jusque-là, étaient apparus comme la mise en valeur des illuminations, devenaient des espaces improductifs. Un nouveau jour artificiel devait accompagner les longues journées de labeur. C'est à cette époque — les propriétés du gaz lumineux étaient connues depuis 1740, mais considérées comme une curiosité — qu'apparurent les premières installations d'éclairage au gaz dans les filatures de Birmingham. Puis ce nouveau mode d'éclairage, plus économique et performant, fut rapidement adopté dans tout le pays. Dès 1820, les principales villes anglaises étaient équipées de gazomètres et de becs de gaz.

À Paris, pourtant « Ville Lumière » et « ville des Lumières », le procédé mit plus de temps à s'imposer. Le souvenir des fêtes galantes, la tradition rurale, le retard industriel contrariaient les espérances des propagateurs du « gaz à tous les étages ». L'inventeur allemand Friedrich Albert Winsor, qui, en 1816, vint à Paris en éclairant, installa des becs dans un restaurant du passage des Panoramas, mais sa démonstration ne convainquit pas les industriels. Il écrivit par la suite des pamphlets et, pour finir, fit faillite... Les bourgeois tenaient

encore à l'« autarcie » de leur maison et n'acceptaient pas un système qui, en les reliant à un réservoir extérieur, les rendait dépendants des sources d'énergie. Propriétaires, « le dos au feu, le ventre à table », ils craignaient pour leur liberté. En abandonnant l'âtre, leur rayonnant et chaud de la maison, ils devenaient littéralement des « sans-feu ». D'ailleurs, jusqu'en 1880, époque où le gaz de ville était largement utilisé, les pièces d'habitation n'en étaient pas pourvues. Les Français lui préféraient encore la douce ambiance de la lampe à pétrole : leur psychologie ne concevait toujours pas la lumière sans sa base combustible, sans un feu qui s'alimente comme un être vivant. L'œil avait encore besoin de se poser et l'esprit de se reposer sur l'animation d'une flamme.

Le gaz, énergie impure, abîmait, disait-on, les tentures et les meubles. C'était aussi vrai des chandelles et des bougies, mais on oubliait leurs inconvénients — les mèches, qu'il ne fallait plus constamment nettoyer, avaient été perfectionnées — pour leurs heures de rêveries. Jusqu'à l'invention de l'ampoule électrique, tous les progrès anciens connurent d'ailleurs des améliorations, qui leur permirent de soutenir, durant quelques années, la concurrence. En 1880, par exemple, le bec Bunsen, der-

nier cri de l'éclairage au gaz, moni d'un manchon à incandescence, n'était pas moins économique et performant que les premières lampes d'Edison.

L'habitude entrevoyait le progrès, les mentalités résistaient. Ce gaz, pratique, n'avait pas d'âme, disait-on, sa flamme, puissante, rouge et fulgurante, ne savait plus danser. Bien que cinq fois plus lumineuse, elle n'était cependant pas homogène et conservait, autour de son fanel, des zones d'ombre, des lambeaux sombres pour emporter des songes. C'était encore une flamme ouverte.

Mais surtout les nouveaux « brachés » vivaient en permanence dans la crainte d'une explosion. De leur côté, les techniciens enthousiastes, comme ceux du nucléaire aujourd'hui, ne trouvaient pas toujours les mots pour rassurer la clientèle. Après le drame de Londres, en 1865, qui provoqua la mort de dix ouvriers dans une usine à gaz, Samuel Clerg, éminent spécialiste, déclarait : « Cela ne me dérangerait en rien que mon lit soit posé sur un gazomètre ; j'y dormirais aussi bien qu'ailleurs. » Ces peurs de catastrophes cachaient aussi un pressentiment mieux fondé, comme un trouble animal devant la mort prochaine de la nuit.

L'éclairage au gaz avait la puissance et la fragilité d'une aube,

mais, avec Edison, l'incandescence électrique triompha comme un jour nouveau. Elle chassa la nuit du monde, où partout elle s'infiltrait. Elle accomplissait le miracle d'être réellement un second soleil. Grâce à elle, la nuit, si naturelle, n'existait plus. La nuit et son cortège, les étoiles, la Lune, tout soudain pouvait disparaître en appuyant sur le bouton d'un interrupteur. Autant vider les océans, déplacer des Himalayas... Désormais, pendant la nuit, on voyait avec l'œil du jour, puisque l'intensité électrique activait les cônes de la rétine, et non plus les bâtonnets, comme avec la flamme des bougies. Et ce soleil ne pouvait se regarder en face.

Alors, la lampe des veilles disparut avec l'ampoule, qui devint l'astre de la chambre d'où tombait une lumière zénithale si difficile à obtenir auparavant. L'électricité éblouissait, désorientait, inquiétait comme une révolution imminente. Lorsqu'en 1855 eut lieu une expérience de lampe à arc au château de Beaulieu, les femmes invitées sortirent leurs ombrelles pour se protéger de l'ardeur des rayons. Et quand on installa, rue de Rivoli, des arcs électriques, les fenêtres des appartements se couvrirent aussitôt d'épais rideaux pour arrêter leurs pleins feux. Le décor des maisons changea, il s'orna de tissus fanés, d'étoffes passées, pour absorber l'éclat trop vif des watts, et, pour retrouver les ambiances d'autrefois, on se mit à fabriquer toutes sortes d'abat-jour opaques. Les premiers filaments des ampoules, faits de bambous aux fibres longues et régulières qu'Edison importait du Japon, ne donnaient encore qu'une lumière de faible intensité, une lumière du XIX^e siècle, mais ils préparaient les utilisateurs au grand jour, à l'assassinat de la nuit, à l'incandescence du tungstène — heureusement mise au point plus tard, en 1910, — dont la blancheur aveuglante, écrasant les objets et leurs ombres, aurait blessé leurs yeux effarés.

Aujourd'hui que des flots de lumières sont déversés sur la ville, la nuit, sur un seuil lointain, n'est plus qu'une invitée. On « fait la nuit » pour allumer des bougies d'anniversaire, le ciel étoilé est un spectacle de vacances. Désormais, la nuit ne cache rien qu'un faisceau brutal ne puisse dévoiler. Elle ne console plus ni ne conseille, on n'y appuie plus son front... Mais elle n'enfante plus d'obscurantismes dans son obscurité, de monstres et de chimères, de croyances irrationnelles. La fin de la nuit achève la naissance d'un homme nouveau, d'un esprit neuf, d'une philosophie des Lumières éclairée par l'électricité.

Christian Colombani

► A lire : *La Nuit désenchantée*, de Wolfgang Schivelbusch, Ed. La Promenade, 200 p., 130 F.



Brassaï débouque un allumeur de réverbères, place de la Concorde, en 1933.

échec de Jacques Attali
ternit l'image



Pérou : le « S »

LE JOUR, IL
PRENDRE LE
MÉTRO, C'EST BIEN



MT
TULON